

CA1 E 1
-63B22

*Civil service federation
of Canada*

MÉMOIRE
à la
COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE
SUR
LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME
par la
FÉDÉRATION DU SERVICE CIVIL
DU CANADA



LA FÉDÉRATION
DU SERVICE CIVIL
DU CANADA

88, avenue Argyle
Ottawa, Canada

JANVIER, 1965

CA 1 Z 1
-63822

MEMOIRE

A LA

COMMISSION ROYALE D'ENQUETE

SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

PAR

LA FEDERATION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

Janvier 1965



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Avant propos	(i)
Introduction	1
Recherche	3
Conclusions	5
Le français et l'anglais devraient-ils être sur le même pied comme langues officielles?	5
Résumé	14
L'enseignement de l'anglais et du français devrait-il être obligatoire dans les écoles élémentaires?	15
Résumé	21
L'enseignement de l'anglais et du français devrait-il être obligatoire dans les écoles secondaires?	22
Résumé	29
Les fonctionnaires et les employés des industries devraient-ils être obligés de parler l'anglais et le français partout au Canada? Sinon, dans quelles circonstances devraient-ils être tenus de le faire?	30
Résumé	64
Le gouvernement fédéral et l'industrie privée devraient-ils encourager leurs employés à maîtriser l'anglais et le français en mettant à leur disposition des cours durant les heures de travail ou en dehors des heures de travail, ou en leur payant des allocations?	67
Résumé	80
Les fonctionnaires et les employés de l'industrie devraient-ils être obligés de parler la langue des groupes ethniques autres que celle des Anglais ou des Français si la langue est parlée par certains pourcentages du public desservi?	82
Résumé	91
Le gouvernement fédéral, les entreprises industrielles et les organismes communautaires devraient-ils encourager le bilinguisme et le biculturalisme au Canada?	93
Résumé	100

	<u>Page</u>
La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme devrait-elle se préoccuper de la conservation de la langue et de la culture des groupes minoritaires autres que ceux des Anglais et des Français?	102
Résumé	104
Traits marquants du rapport	105
Recommandations	119
Annexe A: Liste des officiers	122
Annexe B: Questionnaire	124
Annexe C: Tableaux	125

Avant-propos

A l'été de 1964, la Fédération du Service Civil du Canada a fait un relevé parmi tous ses membres sur certains problèmes du bilinguisme et du biculturalisme que subit la population du Canada à l'heure actuelle. Ce travail a été fait en réponse à une demande de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme pour que des organisations lui soumettent des mémoires et pour que les opinions et les recommandations qui y sont exprimées soient bien celles de leurs membres et non pas seulement celles de leurs corps administratifs ou celles des auteurs des mémoires.

Ce rapport, par conséquent, analyse en détail les réactions des 22,168 membres de la Fédération qui ont répondu à un questionnaire. On a demandé aux membres leur opinion sur un certain nombre de questions pertinentes relatives au bilinguisme et au biculturalisme. Leurs réponses ont été examinées en fonction de leur province de résidence, de leur sexe, leur âge, leur niveau de salaire, leur facilité de s'exprimer dans une langue et leur niveau d'instruction. Le lecteur trouvera une liste des questions posées dans la table des matières. Comme il s'agit d'un rapport détaillé, les conclusions sont résumées dans les Traits marquants du rapport à la page 105, suivis des recommandations de la Fédération du Service Civil à la page 119. Les annexes contiennent une liste des officiers de la Fédération, une copie du questionnaire et les tableaux dans lesquels les résultats obtenus à la suite du relevé ont été compilés.

Un comité de la Fédération composé du Dr J.F. Dumouchel, 1er vice-président, M. W.A. Thivierge, secrétaire exécutif de l'Association canadienne des Employés de l'Impôt, et de M. J.M. Roney, secrétaire-trésorier de l'Association des Employés du Trésor du Canada, a surveillé la composition du rapport à toutes ses nombreuses phases avant qu'il soit finalement approuvé par le Comité exécutif de la Fédération. M. J.F. Maguire, directeur des Recherches de la Fédération, a agit comme le con-

seiller technique auprès du comité et il a eu la responsabilité de la compilation et de la vérification des renseignements contenus dans le rapport.

Comme président de la Fédération du Service Civil du Canada, je confie ce rapport à la plus grande attention de la Commission royale d'enquête.

C.A. Edwards,
Président de la
Fédération du Service
Civil du Canada.

Février 1965.

MEMOIRE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

Introduction

1. La Fédération du Service Civil du Canada, qui représente environ 80,000 employés du gouvernement fédéral, a comparu devant la Commission royale d'enquête lors de ses audiences préliminaires à Ottawa, au mois de novembre 1963. La Fédération a déclaré à cette époque qu'elle avait l'intention de soumettre plus tard à la Commission un mémoire par écrit sur les problèmes de bilinguisme et de biculturalisme, particulièrement en ce qui a trait aux fonctionnaires fédéraux. Le présent mémoire fait un exposé de nos vues sur ces questions qui, à notre avis, peuvent avoir de grandes répercussions et intéressent considérablement nos membres.
2. Aux audiences préliminaires, la Fédération a exprimé l'avis que les cadres de l'étude de la Commission royale d'enquête devraient être assez vastes pour inclure tous les aspects des problèmes de bilinguisme et de biculturalisme dans la mesure où ils affectent la société canadienne dans son ensemble, et ne devraient pas se limiter exclusivement aux aspects qui affectent le service public fédéral sans tenir compte des autres éléments qui composent notre société.
3. Au sujet des pouvoirs de la Commission royale d'enquête, la Fédération a déclaré que quelles que soient les recommandations de la Commission pour garantir le caractère bilingue et biculturel du service public fédéral, ces recommandations ne devraient pas être de nature à détourner des carrières du service les employés actuels du gouvernement fédéral ni à causer un amoindrissement du principe du mérite qui est à la base des nominations, des mutations et des promotions dans le service fédéral.
4. La Fédération a ajouté que tout changement de grande portée qui pourra être recommandé par la Commission royale d'enquête devrait tenir compte du côté humain de l'égalsation et devrait, par conséquent, être mis en application graduellement sur une certaine période de temps afin de permettre aux employés affectés de s'adapter.

5. La Fédération a également souligné le point de vue géographique du problème qui, avons-nous dit, mérite d'être sérieusement considéré pour la raison que le bilinguisme au service fédéral ne présente pas le même problème ou un problème aussi grave dans toutes les parties du Canada. Pour cette raison, nous suggérons que l'étude de la Commission royale d'enquête ne doit pas être limitée à des régions géographiques particulières, mais qu'elle soit assez vaste pour inclure une enquête sur la présence du bilinguisme et du biculturalisme dans l'ensemble du pays et aux divers niveaux et paliers de la société canadienne.

6. Aux audiences préliminaires, la Fédération a fait observer que la Commission royale d'enquête, en recommandant les mesures à prendre pour développer la confédération canadienne sur la base d'une association égale entre les deux races fondatrices, devait selon ses attributions tenir compte de la contribution apportée au développement culturel de notre pays par les groupes ethniques autres que français ou anglais et des mesures qui peuvent être nécessaires pour sauvegarder cette contribution. La Fédération a alors déclaré que de telles mesures devraient aussi s'appliquer aux employés de service fédéral qui font partie de ces groupes ethniques.

7. La Fédération a fait remarquer que la Commission royale d'enquête se proposait de faire rapport sur le rôle des organismes publics et privés dans l'encouragement du bilinguisme, de meilleures relations culturelles et d'une reconnaissance plus répandue du caractère fondamentalement biculturel de notre pays et de la contribution subséquente apportée par d'autres cultures, et de faire des recommandations pour améliorer ce rôle. La Fédération a déclaré qu'une telle étude devrait comprendre un examen non seulement des organismes qui sont reconnus pour encourager le bilinguisme et le biculturalisme, mais aussi de tous les genres d'organisations, qu'elles encouragent ou non d'une façon active le bilinguisme et le biculturalisme. Nous avons exprimé l'avis que ce serait là la seule manière d'obtenir une juste estimation du rôle que jouent présentement les organismes publics et privés dans l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme.

Recherche

8. A la suite de la comparution aux audiences préliminaires, la Commission royale d'enquête a demandé à la Fédération de faire en sorte que les vues et opinions exposées dans son mémoire soient bien celles de ses membres et non pas seulement celles des officiers de son exécutif. La Fédération a admis que c'était là un bon point et elle s'est employée ensuite à découvrir le meilleur moyen d'obtenir l'opinion de ses membres sur les problèmes qui devaient faire l'objet de l'étude de la Commission royale d'enquête.

9. On songea d'abord à entreprendre un relevé par échantillonnage parmi les membres de la Fédération. La tâche de prendre un relevé complet de la Fédération qui comptait alors 75,000 membres semblait un travail formidable. Quand on explora les difficultés du choix d'un échantillonnage qui refléterait vraiment les vues de l'ensemble de 75,000 membres, toutefois, la tâche s'avéra encore plus formidable que la prise d'un relevé de tout le service, à cause de sa dissémination à travers le pays. La Fédération rejeta également comme inappropriée l'idée de la prise d'un échantillonnage qui pourrait contenir des éléments d'impartialité et ne refléterait pas vraiment l'opinion de l'ensemble du service.

10. Conséquemment, la Fédération demanda l'aide et la collaboration de ses 15 associations nationales affiliées⁽¹⁾ pour faire un sondage parmi tous ses membres. Cette aide et cette collaboration furent accordées avec bienveillance. Il fut donc décidé de faire un relevé complet de tout le service même si la chose devait évidemment coûter plus cher qu'un relevé par échantillonnage. Encore une fois, les associations affiliées à la Fédération offrirent leur collaboration de grand cœur et acceptèrent de partager les dépenses nécessaires.

11. La difficulté suivante était de préparer un questionnaire approprié. Cela en soi n'était pas une tâche facile. La Fédération entreprit de réaliser deux objectifs à cet égard: d'abord, préparer un questionnaire qui serait assez complet pour obtenir des réponses

(1) Une liste des officiers de la Fédération du Service Civil et de ses associations affiliées, qui sont toutes parties à ce mémoire, est contenue dans l'Annexe A.

non seulement aux questions soulevées par les attributions de la Commission royale d'enquête, mais aussi à un certain nombre de questions posées par les co-présidents de la Commission royale dans leurs exposés du 7 novembre 1963 à la population sur les problèmes que la Commission s'attendait de rencontrer au cours de son étude; et deuxièmement, préparer un questionnaire qui, malgré l'étendue de ses cadres, serait suffisamment clair et facile à comprendre pour pouvoir être complété par un secteur considérable de la population canadienne, à savoir, 75,000 fonctionnaires fédéraux.

12. En conséquence, la Fédération consacra beaucoup de temps et d'étude dans la préparation de ce questionnaire. Ensuite, afin d'être certaine que le questionnaire contiendrait un grand nombre des questions auxquelles la Fédération croyait que la Commission royale d'enquête voulait des réponses, la Fédération étudia une première rédaction du questionnaire avec l'aide de M. Neil Morrison, un des co-secrétaires de la Commission royale, et de quelques membres de son personnel pour avoir leur opinion et leurs conseils. A la suite de cette étude, un certain nombre d'amendements suggérés par le personnel de la Commission royale d'enquête furent apportés au questionnaire.

13. La rédaction finale du questionnaire⁽²⁾ contenait deux parties. La première partie renfermait sept questions portant sur des renseignements généraux, tels que la province, le sexe, l'âge, le niveau de salaire, la langue et le niveau d'instruction des répondants. La seconde partie contenait onze questions sur le bilinguisme, et les réponses à ces questions ont été plus tard analysées en fonction des réponses fournies dans la première partie.

14. Le directeur de la Recherche de la Commission royale d'enquête et son personnel nous ont annoncé peu de temps après que la Commission avait l'intention de faire sa propre enquête au service civil fédéral. Nous avons bien accueilli cette nouvelle ainsi que l'invitation que nous avons reçue de faire connaître notre point de vue sur cette entreprise. Nous n'en avons pas moins continué notre propre relevé, car nous étions certains que les renseignements obtenus à la suite de notre propre enquête pourraient servir à compléter les données que la Commission royale pourrait obtenir dans son relevé du service public fédéral.

(2) L'Annexe B est une copie du questionnaire.

15. Le questionnaire de la Fédération a donc été distribué, avec l'aide de nos associations nationales affiliées, à nos 75,000 membres. Ceci comportait une distribution dans pratiquement toutes les parties du Canada. Une date limite pour le retour des questionnaires complétés a été fixée, et à cette date limite 22,510 formulaires complétés, soit 30 p. 100 de la distribution totale, avaient été reçus. Nous croyons savoir que pour un relevé de ce genre un retour de 30 p. 100 est considéré comme très bon.

16. Après la réception de ces questionnaires, les réponses ont été compilées par I.B.M., et cette compilation est la base des tableaux qui fournissent les renseignements obtenus au cours du relevé⁽³⁾. Ces renseignements ont été soigneusement analysés, et c'est sur eux que sont basés les conclusions que nous trouvons à la partie suivante du présent mémoire.

Conclusions

17. Dans la partie précédente, nous avons dit que sur un total de 75,000 fonctionnaires fédéraux, nous avons reçu une réponse de 22,510, soit 30 p. 100 du total. Sur ce nombre, 22,168 réponses, soit 29.6 p. 100 du total, étaient suffisamment bien complétées pour pouvoir être compilées par I.B.M. et ainsi servir de base aux renseignements indiqués dans chacun des tableaux de l'Annexe C.

18. Les tableaux de l'Annexe C donnent les réponses à chacune des questions posées sur les problèmes du bilinguisme et du biculturalisme en fonction de la province, du sexe, de l'âge, du revenu, de la langue et du niveau d'instruction. Ce que la présente partie du mémoire tentera donc de faire, c'est d'analyser les réponses données à ces questions afin de fournir à la Commission royale d'enquête une image aussi complète que possible de la pensée et de l'opinion des fonctionnaires au sujet de ces problèmes.

Le français et l'anglais devraient-ils être sur le même pied comme langues officielles?

19. La première question posée aux répondants à l'égard du problème du bilinguisme était pour savoir si, à leur avis, le français et

(3) Une copie de chacun de ces tableaux est à l'Annexe C.

L'anglais devraient être sur le même pied dans toutes les régions du Canada, et sinon dans quelles provinces en particulier. En regard des attributions de la Commission royale d'enquête, la Fédération a cru qu'il s'agissait là d'une question fondamentale. Il nous semble que si la Commission est chargée de déterminer quelles sont les mesures qu'il faut prendre pour développer une association égale entre les deux races fondatrices, elle doit être intéressée à savoir si les Canadiens sont en faveur de l'égalité entre les langues parlées par les deux races fondatrices. Les membres de la Commission eux-mêmes ont touché à cet aspect du problème dans les déclarations qu'ils ont faites au public à l'époque des audiences préliminaires à Ottawa, au mois de novembre 1963.

20. Sur le nombre total de 22,168 fonctionnaires qui ont répondu au questionnaire de la Fédération, 21,837, soit 98.5 p. 100, ce qui représente une proportion très élevée, ont répondu à cette question particulière. Seulement 331 n'y ont pas répondu. Le tableau 1(a) indique que sur les 21,837 répondants, 23.9 p. 100 résidaient au Québec, 39.2 p. 100 en Ontario, et moins de 8 p. 100 dans chacune des autres provinces ou régions géographiques du Canada. Ainsi, 63.1 p. 100 du nombre total de ceux qui ont répondu à la question résidaient dans le Québec ou dans l'Ontario. Il est intéressant de remarquer, pour fins de comparaison, que le Bureau fédéral de la Statistique rapportait en 1963 que 65.8 p. 100 de tous les fonctionnaires fédéraux et 66.4 p. 100 de tous les travailleurs à salaire au Canada résidaient au Québec ou en Ontario.

21. Le tableau 1(a) indique que sur les 21,837 qui ont répondu à la question, 32.2 p. 100 étaient en faveur de l'égalité du français et de l'anglais dans toutes les régions du Canada. Le pourcentage le plus élevé des répondants par province qui étaient en faveur était celui du Québec où 73.3 p. 100 ont répondu "oui" à cette partie de la question. Les pourcentages de ceux qui ont répondu en faveur dans les autres provinces s'échelonnaient de 10.5 p. 100 en Alberta à 26.6 p. 100 au Nouveau-Brunswick.

22. Bien que 67.8 p. 100 de ceux qui ont répondu croyaient que le français et l'anglais ne devraient pas être sur un même pied comme langues officielles dans toutes les régions du Canada, plusieurs ont

indiqué que les deux langues devraient être sur le même pied dans certaines régions du Canada. Par exemple, le tableau 1(b) démontre que 59.4 p. 100 de ceux qui ont répondu "non" à la première partie de la question ont néanmoins exprimé l'avis qu'il devrait y avoir égalité des deux langues au Québec. Le pourcentage de ceux qui ont émis l'avis que cela devrait être le cas dans les autres provinces était cependant considérablement plus bas, s'échelonnant de 4 p. 100 pour les quatre provinces de l'ouest et trois des quatre provinces Maritimes à 8.2 p. 100 pour l'Ontario et 11.9 p. 100 pour le Nouveau-Brunswick.

23. Sur les répondants résidant dans les provinces respectives qui n'ont pas favorisé un même pied pour les deux langues dans toutes les régions du Canada, le pourcentage de ceux qui favorisaient l'usage des deux langues comme langues officielles au Québec s'échelonnait de 50 p. 100 à 60 p. 100 dans huit provinces à 67.9 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard et 77.3 p. 100 dans le Québec même. Les pourcentages de ceux qui favorisaient un même pied pour les deux langues dans les autres provinces étaient considérablement plus bas. Les seules autres provinces où le pourcentage avait une certaine importance, disons plus de 10 p. 100, étaient le Nouveau-Brunswick où les pourcentages s'échelonnaient de 4.5 p. 100 à 27.1 p. 100, l'Ontario avec des pourcentages de 3.6 p. 100 à 23.5 p. 100, et le Manitoba avec des pourcentages de 0.5 p. 100 à 13.1 p. 100.

24. Le tableau 2 indique que sur le total de ceux qui ont répondu au questionnaire, 70.2 p. 100 étaient du sexe masculin et 28.8 du sexe féminin; 1 p. 100 n'ont pas mentionné leur sexe. Sur le total de ceux qui ont répondu à la question, la proportion était presque la même; 70.4 p. 100 étaient du sexe masculin et 28.7 du sexe féminin, et 0.9 p. 100 n'ont pas révélé leur sexe. Par comparaison, 73.5 p. 100 de tous les fonctionnaires, tel que rapporté par le Bureau fédéral de la Statistique au mois de septembre 1963, étaient du sexe masculin et 26.6 p. 100 du sexe féminin.

25. Le sexe des répondants n'a pas exercé, semble-t-il, d'influence appréciable sur le genre de réponses données, mais le tableau 2 indique un pourcentage légèrement plus élevé chez les femmes que chez

les hommes (35.2 p. 100 à 31.1 p. 100) pour ceux qui favorisent un même pied pour les deux langues comme langues officielles dans tout le Canada, alors que 26.9 p. 100 des 217 répondants qui n'ont pas révélé leur sexe étaient aussi en faveur.

26. Sur le nombre total des hommes et des femmes qui ont dit "non" à un même pied pour le français et l'anglais au Canada dans son ensemble, mais qui favorisaient un même pied dans les provinces individuelles, les pourcentages les plus élevés s'appliquaient, dans le cas des hommes, au Québec (60.8 p. 100), au Nouveau-Brunswick (13.4 p. 100) et à l'Ontario (7.7 p. 100) et, dans le cas des femmes, au Québec (55.9 p. 100), à l'Ontario (9.9 p. 100) et au Nouveau-Brunswick (8.1 p. 100). Les pourcentages pour les autres provinces sont insignifiants.

27. Le tableau 3 indique qu'à l'égard des groupes d'âges des répondants au questionnaire, le groupe le plus considérable (31.3 p. 100) se trouvait dans la catégorie des 35 à 44 ans, suivi de près par ceux (29.4 p. 100) de la catégorie de 45 à 54 ans. Les pourcentages pour les autres groupes d'âges étaient: 25 à 34 ans (17.6 p. 100), 55 ans et plus (13.3 p. 100), et moins de 25 ans (7.8 p. 100). 0.6 p. 100 de ceux qui ont répondu au questionnaire ont omis d'indiquer leur groupe d'âge. Tel qu'indiqué au tableau 3, les groupes d'âges de ceux qui ont répondu à la question concernant un même pied pour les deux langues correspondaient très étroitement aux groupes d'âges de ceux qui ont répondu à tout le questionnaire. Le nombre le plus élevé des répondants (60.7 p. 100) se trouvaient dans le groupe d'âges des 35 à 44 ans. Par comparaison, le Bureau fédéral de la Statistique rapportait que 56.2 p. 100 de tous les fonctionnaires en 1963 se trouvaient dans ce groupe d'âges. Les moins de 35 ans qui ont répondu au questionnaire représentaient 25.4 p. 100 du total, comparativement à 26.8 p. 100 dans l'ensemble du service civil. 13.3 p. 100 de ceux qui ont répondu au questionnaire avaient 55 ans ou plus comparativement à 14.7 p. 100 dans toute le service civil. Seulement 0.6 p. 100 des répondants au questionnaire n'ont pas indiqué leur âge, comparativement à 2.3 p. 100 dans le service.

28. L'âge des répondants, tel qu'indiqué au tableau 3, a été un facteur dans le genre de réponses données à la question concernant un

même pied pour les deux langues. Le tableau démontre que 49.1 p. 100 de ceux du groupe des moins de 25 ans, descendant graduellement à 31.1 p. 100 pour ceux du groupe de 35 à 44 ans et à 27.3 p. 100 pour ceux des groupes de 45 à 54 ans et des 55 ans et plus, placeraient les deux langues sur le même pied pour tout le Canada. Apparemment, moins l'âge des répondants est élevé, plus ils acceptent l'idée de placer les deux langues sur le même pied.

29. Pour ceux qui ne favoriseraient pas une position égale pour les deux langues dans tout le Canada mais le feraient dans les provinces respectives, la situation au Québec indique une décroissance de 63 p. 100 pour le groupe des moins de 25 ans à 58 p. 100 pour le groupe de 35 à 44 ans, pour monter à 60.4 p. 100 pour le groupe de 45 à 54 ans, et pour redescendre encore à 59.7 p. 100 pour les 55 ans et plus. Pour l'Ontario, les chiffres correspondent, bien qu'ils soient moins élevés: 15.7 p. 100 pour les moins de 25 ans, 7.3 p. 100 pour le groupe de 35 à 44 ans, 7.5 p. 100 pour le groupe de 45 à 54 ans, et 7.6 p. 100 pour les 55 ans et plus. Pour le Nouveau-Brunswick, il y a une hausse de 13.2 p. 100 à 13.4 p. 100 à l'âge de 25 ans, suivie d'une décroissance constante jusqu'à 10 p. 100 pour les 55 ans et plus. Dans les provinces du Nouveau-Brunswick et du Québec, cependant, il est intéressant de noter qu'il y a une ressemblance marquée dans les réponses pour les divers groupes d'âges. Les données semblables pour les autres provinces sont moins significatives.

30. Le tableau 4 montre qu'en fonction de leurs salaires, 9.8 p. 100 des répondants au questionnaire gagnaient moins de \$3000, 15.9 p. 100 recevaient de \$3000 à \$3999, 29.6 p. 100 gagnaient de \$4000 à \$4999, 22.1 p. 100 gagnaient de \$5000 à \$5999, 10.6 p. 100 gagnaient de \$6000 à \$6999, et 11.2 p. 100 recevaient \$7000 ou plus; 0.8 p. 100 n'ont pas indiqué le niveau de leur salaire. Les pourcentages correspondants pour les répondants à la question étaient tout à fait semblables. Les niveaux de salaires des répondants au questionnaire semblaient être légèrement plus élevés que pour le service civil dans l'ensemble où les pourcentages correspondants étaient les suivants: moins de \$3000 (11.1 p. 100), de \$3000 à \$3999 (26.7 p. 100), de \$4000 à \$4999 (32.7 p. 100), de \$5000 à \$5999 (14.1 p. 100), de \$6000 à \$6999 (5.7 p. 100), et \$7000 ou plus (9.7 p. 100).

31. Tel qu'indiqué au tableau 4, les réponses favorables à une position égale pour le français et l'anglais comme langues officielles dans tout le Canada étaient en raison inverse du montant du salaire des répondants. L'échelle est de 40.4 p. 100 pour ceux qui gagnent moins de \$3000 par année à 25.8 p. 100 pour ceux qui gagnent \$7000 ou plus.

32. La tendance est renversée pour ceux qui ne favoriseraient pas un même pied pour les deux langues dans tout le Canada, mais qui le favoriseraient dans les provinces respectives, s'échelonnant pour le Québec de 54.6 p. 100 pour ceux qui gagnent moins de \$3000 par année à 67.4 p. 100 pour ceux qui reçoivent \$7000 ou plus par année. Pour le Nouveau-Brunswick, excepté pour 9.6 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000, la tendance est la même que pour le Québec, s'échelonnant de 8.3 p. 100 pour le groupe de \$3000 à \$3999 à 15.6 p. 100 pour ceux qui gagnent \$7000 ou plus. Pour l'Ontario, la tendance est l'inverse de celle du Nouveau-Brunswick et du Québec, allant de 11.3 p. 100 pour ceux qui gagnent moins de \$3000 à 7.5 p. 100 pour ceux qui reçoivent \$7000 ou plus. Les pourcentages des autres provinces sont trop petits pour qu'ils aient une importance quelconque.

33. Au tableau 5 qui donne des données sur la facilité de l'emploi des langues des répondants, les nombres sont aussi importants que les pourcentages. Ainsi, sur 14,660 s'exprimant facilement en anglais seulement qui ont répondu à la question, 2,232 ou 15.2 p. 100 ont répondu que le français et l'anglais devraient être sur un même pied comme langues officielles dans tout le Canada. Le deuxième groupe, ceux qui s'expriment facilement en français seulement, au nombre de 499, renfermait 393 réponses, soit 78.8 p. 100 en faveur d'un même pied pour les deux langues. Dans le groupe suivant de 5,167 répondants qui pouvaient s'exprimer facilement en français et en anglais, 3,995 ou 77.3 p. 100 étaient en faveur. Sur les 830 qui s'exprimaient facilement en anglais et dans une langue autre que le français, 134 ou 16.1 p. 100 ont répondu dans l'affirmative. Sur les 277 qui pouvaient s'exprimer facilement en français, en anglais et dans une autre langue (trilingues), 173 ou 62.5 p. 100 se sont montrés en faveur de placer les deux langues sur un même pied comme langues officielles dans tout le Canada.

34. Sur les 12,428 qui s'exprimaient facilement en anglais et qui se sont prononcés contre une position égale pour les deux langues dans tout le Canada, mais qui étaient en faveur dans quelques-unes des provinces, 7,160 ou 57.6 p. 100 favorisaient une position égale au Québec, 1,206 ou 9.7 p. 100 favorisaient un même pied au Nouveau-Brunswick, et 701 ou 5.6 p. 100 étaient en faveur en Ontario. Sur 106 ou 21.2 p. 100 de ceux qui s'exprimaient facilement en français et qui ont répondu "non" pour tout le Canada et "oui" pour certaines provinces, 54 ou 50.9 p. 100 ont répondu "oui" pour le Québec, 26 ou 24.5 p. 100 ont répondu "oui" pour le Nouveau-Brunswick, et 27 ou 25.5 p. 100 ont répondu "oui" pour l'Ontario. Sur les 1,172 qui s'exprimaient facilement en français et en anglais et qui se sont opposés à un même pied pour les deux langues au Canada, 884 ou 75.4 p. 100 favorisaient un même pied pour le Québec, 412 ou 35.2 p. 100 ont répondu en faveur pour le Nouveau-Brunswick, et 408 ou 34.8 p. 100 pour l'Ontario. Sur un nombre de 696 des 844 qui pouvaient s'exprimer facilement en anglais et dans une langue autre que le français, 463 ou 66.5 p. 100 favorisaient un même pied pour les deux langues au Québec, 64 ou 9.2 p. 100 au Nouveau-Brunswick, et 42 ou 6.0 p. 100 en Ontario. Sur les 104 répondants trilingues qui ne favorisaient pas un même pied pour les deux langues dans tout le Canada, 75 ou 72.1 p. 100 étaient en faveur d'une position égale au Québec, 28 ou 26.9 p. 100 étaient aussi en faveur au Nouveau-Brunswick, et 22 ou 21.2 p. 100 en Ontario. Les données pour les autres provinces ou pour les autres combinaisons de langues étaient considérablement moins importantes, sauf pour la Nouvelle-Ecosse, pour laquelle 11.3 p. 100 de ceux qui parlent français et 12.5 p. 100 de ceux qui parlent français et anglais, et pour le Manitoba, pour lequel 14.2 p. 100 de ceux qui parlent français et 16 p. 100 de ceux qui parlent français et anglais, favorisaient un même pied pour les deux langues.

35. Le tableau 6 porte aussi sur les langues mais il concerne la langue parlée au foyer. Sur 14,867 qui parlent l'anglais dans leur foyer, 2,317, soit 15.6 p. 100, placeraient le français et l'anglais sur un même pied comme langues officielles dans tout le Canada. Sur 4,045 qui parlent le français à la maison, 3,326 ou 82.2 p. 100 favoriseraient un même pied. Sur 1,672 qui parlent les deux langues au foyer, 1,148 ou

68.7 p. 100 favoriseraient aussi un même pied. Sur 885 répondants qui parlent l'anglais et une autre langue au foyer, 149 ou 16.8 p. 100 se sont prononcés pour une position égale pour les deux langues. Les réponses concernant les foyers où d'autres combinaisons de langues sont parlées étaient d'un nombre de peu d'importance.

36. De ceux qui ont dit "non" pour "Partout au Canada", 57.8 p. 100 des 12,550 qui parlent l'anglais au foyer, 72.6 p. 100 des 719 qui parlent le français au foyer, 76.1 p. 100 des 524 qui parlent le français et l'anglais à la maison et 64 p. 100 des 736 qui parlent l'anglais et une autre langue à la maison placeraient les deux langues sur un même pied au Québec. Pour le Nouveau-Brunswick, 9.8 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais, 35.9 p. 100 de ceux qui parlent le français, 34.2 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais et 9.0 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue au foyer placeraient les deux langues sur un même pied. Pour l'Ontario, 5.7 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais, 36 p. 100 de ceux qui parlent le français, 33.2 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues et 7.1 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue au foyer placeraient les deux langues sur un même pied. Pour le Manitoba, il est important de noter que 18.4 p. 100 des 719 répondants qui parlent le français au foyer et qui n'accorderaient pas une position égale aux deux langues pour tout le Canada aimeraient que les deux langues soient également officielles dans cette province. C'est la même chose pour 13.9 p. 100 des 524 répondants qui parlent le français et l'anglais au foyer. Les pourcentages favorisant une position égale dans les autres provinces étaient comparativement minimes, excepté la Nouvelle-Ecosse pour laquelle 13.1 p. 100 de ceux qui parlent français et 11.3 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais au foyer favorisaient un même pied pour les deux langues.

37. Le tableau 7 analyse les réponses à la question de la position égale pour les deux langues à la lumière du niveau d'instruction des répondants. Comme l'indique le tableau, le groupe de beaucoup le plus nombreux qui a répondu au questionnaire (44.7 p. 100) avait terminé un cours secondaire. Le groupe suivant (26.8 p. 100) avait fait un cours secondaire partiel. Sur les autres, 2.3 p. 100 avaient fait un cours élémentaire partiel, 5.3 p. 100 avaient terminé un cours élémentaire, 12.1 p. 100

avaient fait des études universitaires et 7.6 p. 100 étaient diplômés d'une université. 1.2 p. 100 n'ont pas indiqué leur niveau d'instruction. Les pourcentages correspondants de ceux qui ont répondu à la question étaient pratiquement identiques. On peut donc considérer le relevé comme celui de personnes qui avaient atteint le niveau du cours secondaire. Bien qu'il n'y ait pas de chiffres comparables pour le service civil, le Bureau fédéral de la Statistique a publié des chiffres dans son rapport sur les employés du service public fédéral, y compris ceux des compagnies de la Couronne, pour le recensement de 1961. Ces données démontrent que, par comparaison, 25.8 p. 100 des employés publics avaient terminé un cours secondaire, 38 p. 100 avaient fait un cours secondaire partiel, 2.4 p. 100 avaient commencé et 20.7 p. 100 avaient terminé un cours élémentaire, et 6.1 p. 100 avaient fait des études universitaires tandis que 7 p. 100 étaient diplômés d'une université.

38. Le tableau 7 indique que, parmi les différents niveaux d'instruction, ceux qui ont atteint le niveau de l'instruction publique favorisaient le plus fortement une position égale pour les deux langues. Les pourcentages favorables de ceux qui ont atteint les niveaux du cours secondaire et de l'université étaient légèrement plus bas.

39. Ainsi, 41.8 p. 100 des 508 répondants qui ont commencé mais n'ont pas terminé un cours élémentaire favorisaient un même pied pour les deux langues comme langues officielles partout au Canada, et 58.2 p. 100 ont rejeté cette idée. Sur 1,159 qui ont terminé un cours élémentaire, un pourcentage de 35.7 p. 100 était en faveur et de 64.3 p. 100 contre. Sur 5,854 qui ont commencé mais n'ont pas terminé un cours secondaire, 30 p. 100 étaient en faveur et 70 p. 100 contre. Sur 9,783 qui ont terminé un cours secondaire, 32 p. 100 étaient en faveur et 68 p. 100 contre. Les réponses de ceux qui ont commencé et qui ont terminé un cours universitaire étaient parallèles à celles de ceux qui ont commencé et qui ont terminé un cours secondaire.

40. Sur ceux qui se sont opposés à un même pied pour les deux langues partout au Canada, il y en a un certain nombre qui ont approuvé une position égale dans les provinces, et ici la tendance était renversée. Ainsi, pour le Québec, excepté pour ceux qui avaient un niveau d'instruction moindre qu'un cours élémentaire terminé, les pourcentages

étaient tous au-dessus de 50 p. 100, allant jusqu'à 69.3 p. 100 pour les diplômés d'une université. Les pourcentages en faveur d'une position égale dans les autres provinces, excepté le Nouveau-Brunswick, étaient tous moins de 10 p. 100. Ceux qui favorisaient une position égale au Nouveau-Brunswick s'échelonnaient de 9.3 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours élémentaire à 17 p. 100 de ceux qui ont un diplôme d'université.

Résumé

41. En résumant les renseignements obtenus par le questionnaire jusqu'à maintenant, on peut tirer deux conclusions. En premier lieu, le groupe des fonctionnaires qui ont répondu au questionnaire était très étroitement parallèle au service civil dans son ensemble pour ce qui est de la province de résidence et du sexe du répondant. C'est la même chose à l'égard de l'âge des répondants, sauf qu'ils étaient un peu plus nombreux dans le groupe d'âge moyen (35 à 54) et moins nombreux dans les groupes des moins de 25 ans et des plus de 55 ans que dans le service civil dans son ensemble. En fonction du niveau du salaire, c'est encore la même chose, excepté que le niveau des salaires de ceux qui ont répondu au questionnaire était un peu plus élevé que pour tout le service civil. Il en est de même pour le niveau d'instruction. Un pourcentage légèrement plus élevé des répondants avait terminé un cours secondaire ou avait atteint l'université que c'est le cas pour l'ensemble des employés publics fédéraux. Ceci voudrait dire qu'il pourrait y avoir une relation entre les groupes d'âges, le niveau d'instruction et le niveau du salaire. On ne peut pas s'attendre à ce que des jeunes gens au début de leur vingtaine, surtout ceux qui ont fait des études élémentaires et secondaires, commandent le même revenu que ceux qui sont dans la quarantaine ou la cinquantaine, surtout si ceux-ci ont terminé leur cours secondaire ou ont obtenu un diplôme d'université.

42. En second lieu, il semble qu'à l'égard de la question de placer les deux langues sur le même pied comme langues officielles partout au Canada, ceux qui résident dans l'est du Canada étaient plus en faveur que ceux de l'ouest du Canada, les femmes étaient légèrement plus en faveur que les hommes, les jeunes un peu plus que les plus âgés, et les petits salariés un peu plus en faveur que ceux des niveaux de salaires plus élevés; ceux qui avaient une instruction primaire étaient plus en

faveur que ceux qui avaient un niveau d'instruction plus avancé, et ceux qui s'exprimaient facilement en français seulement, qui étaient bilingues (expression facile en français et en anglais) ou trilingues (expression facile en français, en anglais et dans une autre langue) étaient plus en faveur que ceux qui s'exprimaient facilement en anglais seulement. Enfin, on a donné un plus grand appui à une position égale des deux langues dans les provinces voisines du Nouveau-Brunswick, du Québec et de l'Ontario que dans toute autre région du Canada.

L'enseignement de l'anglais et du français devrait-il être obligatoire dans les écoles élémentaires?

43. La question suivante posée aux répondants leur demandait s'ils favorisaient l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires partout au Canada, et sinon dans quelles provinces particulières l'enseignement des deux langues devrait, à leur avis, être obligatoire. Comme pour la question précédente, la Fédération estime que celle-ci est très importante, ainsi que la question suivante sur l'enseignement des deux langues dans les écoles secondaires. En effet, c'est une des questions posées par les co-présidents de la Commission royale d'enquête à l'époque des audiences préliminaires de la Commission, auxquelles ils ont manifesté l'espoir que des organismes comme la Fédération tenteraient de répondre.

44. Les tableaux 8 à 14 de l'Annexe C contiennent la compilation des réponses à la question. Ils indiquent que sur les 22,168 qui ont répondu au questionnaire, une proportion très élevée, soit 21,888 ou 98.7 p. 100, a répondu à la question. Seulement 280 n'y ont pas répondu. La répartition des répondants résidant dans les provinces ou régions géographiques respectives est presque identique à celle de ceux qui ont répondu à la première question qui vient d'être étudiée.

45. Le tableau 8(a) démontre que les réponses à l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles élémentaires partout au Canada étaient divisées presque également, soit 10,960 ou 50.1 p. 100 en faveur et 10,928 ou 49.9 p. 100 contre. Les réponses favorables s'échelonnaient du bas pourcentage de 27.8 p. 100 au Saskatchewan au pourcentage élevé de 79.1 p. 100 au Québec. L'Île du Prince-Edouard et Terre-neuve venaient respectivement aux deuxième et troisième rangs avec 56.5 p. et 51.5 p. 100. Des pourcentages au-dessus de 40 p. 100 ont été obtenus

de la Nouvelle-Ecosse (48.5 p. 100), du Nouveau-Brunswick (47.7 p. 100), de l'Ontario (42.9 p. 100), et de la Colombie britannique (40.1 p. 100).

46. Sur ceux qui ont voté contre l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles élémentaires partout au Canada, 46.4 p. 100 étaient en faveur d'un tel enseignement obligatoire au Québec. Les pourcentages en faveur d'une même politique dans d'autres provinces étaient 8.9 p. 100 pour le Nouveau-Brunswick et 8.8 p. 100 pour l'Ontario. Pour toutes les autres provinces, le pourcentage était de 3 p. 100 ou moins.

47. Sur les répondants résidant dans les provinces respectives qui ne favorisent pas l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires partout au Canada, plus de 70 p. 100 de ceux du Québec se sont déclarés en faveur d'une telle politique pour cette province. A Terre-Neuve, 78 ou 40 p. 100 des 195 qui ont dit "non" pour tout le Canada étaient aussi en faveur de l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires du Québec. Les autres pourcentages au-delà de 40 p. 100 pour une telle politique au Québec comprenaient les résidents de la Nouvelle-Ecosse (46.4 p. 100), du Nouveau-Brunswick (41 p. 100), de l'Ontario (47.3 p. 100), du Manitoba (44.8 p. 100), ainsi que du Yukon et des T.N.-O. (46.8 p. 100). Dans aucune province le chiffre n'était au-dessous de 37 p. 100.

48. Seulement trois provinces ont donné des chiffres d'une certaine importance en faveur de l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles élémentaires au Nouveau-Brunswick: 13.8 p. 100 des résidents de la Nouvelle-Ecosse, 17.4 p. 100 de ceux du Nouveau-Brunswick et 22.5 p. 100 de ceux du Québec. Deux pourcentages étaient importants pour cet enseignement dans l'Ontario: 21.6 p. 100 des résidents du Québec favorisaient l'enseignement obligatoire des deux langues en Ontario, de même que 11.5 p. 100 des résidents de l'Ontario. Un seul autre chiffre est d'une certaine importance quant aux provinces individuelles: 10.1 p. 100 des 1,092 résidents du Québec qui étaient contre partout au Canada étaient en faveur d'un tel programme pour le Manitoba.

49. Le tableau 9 montre l'attitude des sexes vis-à-vis cette question. Sur les 15,397 hommes qui ont répondu à la question, 7,362 ou 47.8 p. 100 étaient en faveur d'enseigner le français et l'anglais dans les écoles élémentaires partout au Canada. Une proportion légèrement plus

élevée des 6,287 femmes qui ont répondu, soit 3,511 ou 55.8 p. 100, se sont également prononcées en faveur.

50. Sur les 73.5 p. 100 des hommes et les 25.4 p. 100 des femmes qui ont répondu "non" pour partout au Canada, la proportion la plus forte, 46.8 p. 100 des hommes et 45.2 p. 100 des femmes, étaient en faveur de l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles publiques du Québec. Pour le Nouveau-Brunswick, les pourcentages étaient 9.9 p. 100 et 6.4 p. 100 pour les hommes et les femmes respectivement, et pour l'Ontario, 8.7 p. 100 et 9.5 p. 100. Pour les autres provinces, les chiffres étaient beaucoup plus minimes.

51. Le tableau 10 analyse les résultats des réponses à cette question à la lumière du groupe d'âge auquel appartient le répondant. Encore ici, la jeunesse a manifesté une préférence sur l'âge plus avancé pour rendre l'enseignement du français et de l'anglais obligatoire dans les écoles élémentaires partout au Canada. Les moins de 25 ans formaient 64.3 p. 100 des 1,714 répondants dans le groupe, tandis que 54.3 p. 100 des 3,870 répondants dans le groupe de 25 à 34 ans étaient aussi en faveur. Un peu moins de 50 p. 100 étaient en faveur dans les autres groupes d'âges où l'échelle s'étendait de 45.2 p. 100 à 49.2 p. 100.

52. Il y a eu une légère déviation de ces chiffres quand ceux qui ont répondu "non" pour partout au Canada ont complété leur questionnaire pour les provinces respectives. Encore une fois, une majorité des moins de 25 ans (52.9 p. 100) favorisait l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles élémentaires au Québec, mais pour tous les groupes d'âges le pourcentage favorisant l'enseignement obligatoire dans les écoles élémentaires de cette province s'échelonnait entre 44.3 p. 100 pour les 35 à 44 ans et 48.5 p. 100 pour les plus de 55 ans. Les pourcentages pour le Nouveau-Brunswick s'étendaient de 8 p. 100 pour les moins de 25 ans à 9.3 p. 100 pour les 25 à 34 ans, et pour l'Ontario de 8 p. 100 pour les 35 à 44 ans à 11 p. 100 pour les moins de 25 ans. Pour toutes les autres provinces et groupes d'âges, les données étaient relativement de peu d'importance.

53. Ceux qui ont les salaires les plus bas et ceux qui ont les salaires les plus élevés favorisaient par plus de 50 p. 100 l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires

partout au Canada. Les pourcentages étaient les suivants: 57.2 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000, 52.7 p. 100 de ceux qui reçoivent de \$3000 à \$3999 et 51.1 p. 100 de ceux qui ont \$7000 ou plus. Les autres groupes (de \$4000 à \$4999, de \$5000 à \$5999 et de \$6000 à \$6999) avaient des pourcentages favorables variant de 48.0 p. 100 à 48.3 p. 100.

54. A l'égard de ceux qui dans les divers groupes de salaires ont rejeté l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires partout au Canada, les chiffres les plus élevés sur une base provinciale variaient tous de 40 p. 100 à 50 p. 100 en faveur pour la province de Québec, mais dans cette échelle le pourcentage augmentait graduellement de 41.4 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 à 49.5 p. 100 de ceux qui gagnent de \$6000 à \$6999 et à 49.2 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus. Le Nouveau-Brunswick et l'Ontario venaient en second lieu à cet égard. Pour le Nouveau-Brunswick, le pourcentage variait de 6.5 p. 100 pour ceux qui gagnent de \$3000 à \$3999 à 11.2 p. 100 pour ceux qui reçoivent de \$6000 à \$6999 et à 10.9 p. 100 pour le groupe des \$7000 ou plus. Pour l'Ontario, les réponses affirmatives s'échelonnaient de 7.9 p. 100 pour ceux qui gagnent de \$3000 à \$3999 à 9.8 p. 100 pour ceux qui reçoivent de \$6000 à \$6999. Les pourcentages pour les autres provinces s'échelonnaient d'un chiffre fractionnaire à 3.6 p. 100 pour ceux qui gagnent \$7000 ou plus parmi ceux qui favorisaient l'enseignement obligatoire des deux langues au niveau des écoles élémentaires au Manitoba.

55. L'attitude des répondants selon leur facilité de s'exprimer dans une ou plusieurs langues est reflétée au tableau 12. Les Canadiens d'expression anglaise sont moins favorables à l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires que les Canadiens d'expression française. Par exemple, 5,682 ou 38.6 p. 100 des 14,705 répondants s'exprimant facilement en anglais seulement étaient en faveur, tandis que 82.1 p. 100 des 496 répondants s'exprimant facilement en français seulement favorisaient une telle politique. Sur les 5,165 répondants s'exprimant facilement en français et en anglais, 4,184 ou 81 p. 100 étaient en faveur. Ceux qui s'expriment facilement dans des langues autres que le français et l'anglais tout en s'exprimant aussi facilement dans l'une ou l'autre des deux langues officielles étaient relativement

peu nombreux: l'anglais et une autre langue (844), le français et une autre langue (9), l'anglais, le français et une autre langue (279).

Dans le premier groupe, 303 ou 36.3 p. 100 étaient en faveur, dans le second groupe 7 ou 77.8 p. 100, et dans le troisième groupe 204 ou 73.4 p. 100 étaient aussi en faveur.

56. Sur ceux qui se sont opposés à l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires partout au Canada mais qui ont favorisé un tel programme à l'égard de certaines provinces, un nombre important s'est montré en faveur pour le Québec. Seul le groupe d'expression anglaise était au-dessous de 50 p. 100 avec 44.2 p. 100. Le groupe d'expression française était 50.6 p. 100 en faveur. Pour le Nouveau-Brunswick, 625 répondants ou 6.9 p. 100 de ceux qui s'expriment facilement en anglais, et 275 répondants ou 28 p. 100 de ceux qui s'expriment facilement en français et en anglais, dont les réponses étaient favorables, ont produits les seuls chiffres de quelque importance. Pour l'Ontario, 589 ou 6.5 p. 100 des répondants d'expression anglaise et 303 ou 30.9 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais sont les seuls chiffres favorables qui méritent une certaine attention. Les nombres et les pourcentages pour un programme d'enseignement obligatoire au niveau des écoles élémentaires dans les autres provinces étaient relativement minimes, excepté pour la Nouvelle-Ecosse et le Manitoba où 11.5 p. 100 et 13.9 p. 100 respectivement de ceux qui parlent le français et l'anglais étaient en faveur.

57. Le tableau 13 offre des données sur la langue parlée au foyer. Sur 14,915 répondants d'expression anglaise, 5,816 ou 39 p. 100 ont préféré l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles élémentaires partout au Canada, et 3,395 ou 84.1 p. 100 des 4,037 d'expression française qui ont répondu à la question étaient aussi en faveur. Sur ceux qui parlent les deux langues, 1,272 ou 75.9 p. 100 favorisaient l'enseignement obligatoire, et 314 ou 35.3 p. 100 des 889 qui parlent l'anglais et une autre langue au foyer se sont aussi prononcés en faveur. Les autres données représentent des groupes de répondants très peu nombreux.

58. Sur ceux qui se sont opposés à la politique au niveau national mais qui l'ont favorisée au niveau provincial, 4,018 ou 44.2 p. 100 des 9,099 répondants de langue anglaise favorisaient un programme d'enseigne-

ment obligatoire au Québec. 411 ou 64 p. 100 de ceux qui parlent français au foyer étaient également en faveur, de même que 271 ou 67.2 p. 100 des 403 qui parlent les deux langues au foyer. Sur les 575 qui parlent l'anglais et une autre langue, 285 ou 49.6 p. 100 favorisaient l'enseignement obligatoire des deux langues au Québec. Les autres chiffres pour le Québec étaient de peu d'importance. Pour le Nouveau-Brunswick, trois chiffres méritent d'être signalés: 622 ou 6.8 p. 100 des 9,099 d'expression anglaise, 182 ou 28.3 p. 100 des 642 d'expression française et 120 ou 29.8 p. 100 des 403 qui parlent les deux langues au foyer étaient en faveur d'un programme d'enseignement obligatoire dans les écoles élémentaires. Pour l'Ontario, trois chiffres sont également importants: 585 ou 6.4 de ceux d'expression anglaise, 194 ou 30.2 p. 100 de ceux d'expression française et 131 ou 32.5 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues préféreraient l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires. Les chiffres méritent d'être signalés pour la Nouvelle-Ecosse: 78 ou 12.1 p. 100 de ceux qui parlent le français et 41 ou 10.2 de ceux qui parlent les deux langues au foyer favorisaient un programme d'enseignement obligatoire pour les écoles élémentaires de cette province. C'est la même chose pour le Manitoba pour lequel 101 ou 15.7 p. 100 de ceux qui parlent français et 42 ou 10.4 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais au foyer favorisaient un tel programme.

59. Le niveau d'instruction des répondants fait l'objet du tableau 14. Sur 5,865 qui ont fait un cours secondaire partiel et qui ont répondu à la question, 2,716 ou 46.3 p. 100 ont répondu affirmativement, comme l'ont fait 4,964 ou 50.6 p. 100 de ceux qui ont complété un cours secondaire. Au niveau universitaire, 1,433 ou 53.8 p. 100 des 2,663 qui ont répondu étaient du côté affirmatif, et 964 ou 57.7 p. 100 des 1,670 diplômés d'une université étaient favorables à un programme d'enseignement obligatoire dans les écoles élémentaires partout au Canada. Sur 241 répondants qui ont fait un cours élémentaire partiel et sur 538 qui ont terminé un cours élémentaire, 49.4 p. 100 et 46.2 p. 100 respectivement étaient aussi en faveur.

60. Pour le Québec, les chiffres les plus significatifs en faveur de l'enseignement obligatoire des deux langues sont ceux de 1,400 ou 44.5 p. 100 des 3,149 répondants qui ont fait un cours secondaire partiel, 2,266 ou 46.8 p. 100 des 4,841 qui ont terminé un cours secondaire, 633 ou 51.5 p. 100 des 1,230 qui ont fait des études universitaires, et 352 ou 49.9 p. 100 des 706 diplômés d'une université. Il y avait aussi 276 ou 44 p. 100 des 627 qui ont fait un cours primaire complet. Pour le Nouveau-Brunswick, le chiffre pour les universitaires est à noter -- 130 ou 10.6 p. 100 des 1,230 répondants qui ont fait des études universitaires et 81 ou 11.5 p. 100 des 706 qui ont un diplôme d'une université ont répondu favorablement. Il y avait 259 ou 8.2 p. 100 de ceux qui ont fait un cours secondaire partiel et 421 ou 8.7 de ceux qui ont terminé un cours secondaire qui se sont aussi montrés favorables à un tel programme au Nouveau-Brunswick. Les données se ressemblent pour l'Ontario: 274 ou 8.7 p. 100 de ceux qui ont fait un cours secondaire partiel, 409 ou 8.4 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours secondaire, 123 ou 10 p. 100 de ceux qui ont fait des études universitaires, et 69 ou 9.8 p. 100 des diplômés d'une université qui ont appuyé le programme pour l'Ontario. Les pourcentages de ceux qui favorisent un programme d'enseignement obligatoire dans les autres provinces étaient très minimes.

Résumé

61. On peut tirer une conclusion significative des réponses à la question de l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires de notre pays. Un nombre considérablement plus élevé de ceux qui ont répondu au questionnaire se sont montrés en faveur d'un tel programme que ceux qui étaient en faveur de placer sur un même pied le français et l'anglais comme langues officielles partout au Canada. On pourra se rappeler que seulement 32.2 p. 100 favorisaient une position égale pour les deux langues, mais qu'une majorité de 50.1 p. 100 était en faveur de l'enseignement obligatoire des deux langues au niveau de l'école élémentaire dans toutes les parties du Canada. C'est pratiquement comme si les répondants disaient que comme adultes ils n'étaient pas encore prêts à donner une position égale dans tout le Canada au français et à l'anglais comme langues officielles, mais ils ont réalisé que c'était une chose désirable pour le pays de devenir beaucoup plus bilingue qu'il l'est à

l'heure actuelle et que le meilleur moyen d'assurer cet état de chose était peut-être de voir à ce que nos enfants aient toutes les chances d'apprendre les deux langues dès le début de leur vie scolaire.

62. A plusieurs égards, cependant, le style des réponses à cette question ressemblait beaucoup à celui des réponses à la question précédente. C'est-à-dire que plus de Canadiens de l'est du pays que de Canadiens de l'ouest étaient en faveur de l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires partout au Canada; un peu plus de femmes que d'hommes étaient favorables; les jeunes gens avaient une tendance plus favorable que les plus âgés; les petits salariés étaient légèrement plus favorables que ceux des échelles de salaires plus élevées, sauf pour ceux des niveaux les plus hauts de \$7000 ou plus; ceux qui s'expriment facilement en français seulement ou ceux qui s'expriment en français et en anglais ou qui parlent les deux langues au foyer ont une tendance à se montrer plus favorables que ceux qui s'expriment en anglais seulement ou qui ne parlent que cette langue au foyer. Il en était autrement au point de vue du niveau d'instruction. Tandis que ceux qui ont une instruction primaire favorisaient un pied égal pour le français et l'anglais comme langues officielles partout au Canada plus que ceux qui ont une instruction plus avancée, l'inverse était plutôt vrai à l'égard de l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires. Une proportion un peu plus élevée de ceux qui ont terminé un cours secondaire ou qui ont fait des études universitaires ou sont diplômés d'une université que ceux qui n'ont pas terminé un cours secondaire s'est montrée en faveur de l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires.

L'enseignement de l'anglais et du français devrait-il être obligatoire dans les écoles secondaires?

63. La Fédération considère que cette question, tout comme celle de l'enseignement du français et de l'anglais dans les écoles élémentaires, comme fondamentale à tout le problème du bilinguisme. On a demandé aux répondants s'ils étaient d'accord avec le principe de l'enseignement des deux langues dans les écoles secondaires partout au Canada, sinon dans quelles provinces ils appuyaient ce principe. Les réponses sont compilées

aux tableaux 15 à 21 à l'Annexe C. Ils indiquent que 21,831, soit 98.5 p. 100 de ceux qui ont répondu à tout le questionnaire, ce qui est une proportion très élevée, ont répondu à la question. Seulement 337 n'ont pas donné de réponse.

64. Le tableau 15(a) indique que des réponses affirmatives ont été reçues de 11,929 répondants ou 54.6 p. 100 du total de ceux qui ont répondu à la question, tandis que 9,902 ou 45.4 p. 100 ont donné une réponse négative. Les réponses affirmatives des diverses provinces s'échelonnaient d'aussi bas que 30.5 p. 100 à aussi haut que 81.7 p. 100. Les réponses favorables dépassaient 50 p. 100 dans cinq des dix provinces.

65. La réponse affirmative la plus forte venait du Québec ou 4.271 ou 81.7 p. 100 d'un total de 5,225 répondants étaient en faveur de l'enseignement obligatoire des deux langues. Alors que le nombre des réponses favorables venant de l'Ontario, 4,297 en tout, ne dépassait celui du Québec que de 26, il représentait une pourcentage de 50.3 p. 100 du total. Les autres pourcentages au-dessus de 50 p. 100 venaient de Terre-Neuve (53.6 p. 100), de l'Île du Prince-Édouard (59.5 p. 100) et de la Nouvelle-Écosse (51.9 p. 100). Les pourcentages pour les autres provinces allaient en décroissant de 49.2 p. 100 au Nouveau-Brunswick à 30.5 p. 100 en Alberta.

66. Bien qu'une réponse négative ait été reçue de 9,902 personnes à l'égard de l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles secondaires partout au Canada, un certain nombre favorisaient un tel programme obligatoire dans une ou plusieurs des provinces. Par exemple, 722 résidents du Québec ou 75.7 p. 100 des 954 qui ont dit "non" pour tout le Canada et 1,800 résidents de l'Ontario ou 42.4 p. 100 des 4,247 qui ont également dit "non" pour tout le Canada étaient néanmoins en faveur de l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles secondaires du Québec. De 30 p. 100 à 40 p. 100 de ceux qui ont dit "non" pour tout le Canada et qui résident dans les autres provinces ont aussi favorisé un programme d'enseignement obligatoire pour le Québec, et la moyenne pour tout le pays s'élevait à 42.9 p. 100. Les seules autres provinces, cependant, où le pourcentage des répondants favorisant un programme d'enseignement obligatoire au niveau de l'école secondaire avait une certaine importance étaient le Nouveau-Brunswick (7.5 p. 100) et l'Ontario (8.5 p.

100). 19.9 p. 100 des résidents du Québec et 17.7 p. 100 des résidents du Nouveau-Brunswick qui n'appuyaient pas l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles secondaires partout au Canada étaient en faveur pour la province du Nouveau-Brunswick. Pour l'Ontario, deux chiffres avaient une certaine importance: 199 résidents du Québec ou 20.9 p. 100 du total de ceux qui ont dit "non" pour tout le Canada et 503 résidents de l'Ontario ou 11.8 p. 100 du total de ceux qui ont aussi dit "non" pour tout le Canada favorisaient l'enseignement obligatoire des deux langues dans cette province. Les pourcentages favorisant l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles secondaires dans les autres provinces étaient plutôt minimes.

67. Le tableau 16 présente des données sur cette question selon le sexe. Sur 15,562 hommes, 15,363 ont répondu à la question, et sur 6,389 femmes, 6,265 ont aussi répondu. Sur les 217 répondants qui ont omis d'indiquer leur sexe, 203 ont répondu à la question. Sur les 15,363 hommes qui ont répondu, 8,108 ou 52.8 p. 100 favorisaient l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles secondaires partout au Canada, ainsi que 3,735 femmes ou 59.6 p. 100 de celles qui ont répondu. Encore ici, un pourcentage des femmes légèrement plus élevé que celui des hommes semblait être en faveur de rendre le pays plus bilingue.

68. Le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario encore une fois étaient les provinces dans lesquelles le programme d'enseignement obligatoire était préféré par ceux qui ont dit "non" pour tout le Canada. Les hommes favorisant un tel programme au Québec étaient au nombre de 3,127 ou 43.1 p. 100 de ceux qui s'opposaient au programme pour tout le Canada; les femmes étaient au nombre de 1,070, soit 42.3 p. 100. Pour le Nouveau-Brunswick, les hommes s'élevaient à 603 ou 8.3 p. 100 et les femmes à 129 ou 5.1 p. 100. Pour l'Ontario, le chiffre pour les hommes était 592 ou 8.2 p. 100 et les femmes 243 ou 9.6 p. 100. Les pourcentages pour toutes les autres provinces, tant pour les hommes que pour les femmes, étaient de moins de 3 p. 100.

69. Les données pour les différents groupes d'âges sont présentées au tableau 17. Les jeunes ici encore ont indiqué qu'ils étaient plus en faveur d'un programme d'enseignement obligatoire partout au Canada que ceux des groupes plus âgés. Le nombre des moins de 25 ans qui étaient

en faveur de l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles secondaires étaient au nombre de 1,155 ou 67.7 p. 100 du total, et ce pourcentage allait en décroissant jusqu'à 49.8 p. 100 pour les plus de 55 ans. Dans les autres groupes d'âges, les pourcentages étaient tous au-dessus de 50 p. 100 en faveur, variant de 52.7 p. 100 pour les 45 à 54 ans à 57.9 p. 100 pour les 25 à 34 ans.

70. Une fois de plus, ceux qui ont répondu négativement pour l'enseignement obligatoire partout au Canada favorisaient un tel programme pour les écoles secondaires du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario dans une mesure plus grande que pour les autres provinces. Le pourcentage de ceux qui ont dit "non" pour tout le pays, mais qui ont dit "oui" pour les autres provinces était plus bas que 3 p. 100 pour toutes les provinces, sauf une. Dans chaque groupe d'âge, ceux qui favorisaient l'enseignement obligatoire dans les écoles secondaires du Québec s'échelonnaient de 41.7 p. 100 pour les 25 à 34 ans à 47.1 p. 100 pour les moins de 25 ans. Pour le Nouveau-Brunswick, l'échelle s'étendait de 5.6 p. 100 pour les moins de 25 ans à 8 p. 100 pour les 25 à 34 ans, soit une tendance différente de celle pour le Québec. Pour l'Ontario, les pourcentages allaient en décroissant de 11.6 p. 100 pour les moins de 25 ans, 8.9 p. 100 pour les 25 à 34 ans, 8.1 p. 100 pour les 35 à 44 ans, à 7.8 p. 100 pour les 45 à 54 ans, mais chose surprenante, remontant à 9.7 p. 100 pour les 55 ans et plus.

71. Tous les groupes de salaires, sauf ceux qui n'ont pas indiqué leur salaire, favorisaient dans une mesure de plus de 50 p. 100 l'enseignement obligatoire dans les écoles secondaires partout au Canada. Tel qu'indiqué au tableau 18, le pourcentage le plus élevé de 60.2 p. 100 était celui de ceux qui gagnent moins de \$3000, et le suivant de 56.8 p. 100 était celui de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus. Pour les groupes de salaires intermédiaires, les pourcentages s'échelonnaient de 52.6 p. 100 à 55.7 p. 100. Il n'y avait donc pas de tendance uniforme, sauf que l'échelle des pourcentages des réponses favorables (à l'exception de ceux qui n'ont pas déclaré leur salaire) était assez uniforme, l'écart étant de moins que 8 p. 100.

72. Encore ici, un certain nombre de ceux des diverses catégories de salaires qui n'étaient pas en faveur de l'enseignement obligatoire du

français et de l'anglais dans les écoles secondaires partout au Canada favorisaient ce programme pour quelques provinces. Excepté pour les 39.1 p. 100 des moins de \$3000 par année et les 35.9 p. 100 de ceux dont le salaire n'était pas indiqué, les pourcentages favorisant l'enseignement obligatoire dans les écoles secondaires du Québec dépassaient tous 40 p. 100, soit de 42.3 p. 100 du groupe de \$3000 à \$3999 à 44.6 p. 100 des \$7000 ou plus. Les pourcentages favorables pour les écoles secondaires du Nouveau-Brunswick variaient de 5.4 p. 100 du groupe de \$3000 à \$3999 à 9.3 p. 100 des \$7000 ou plus. Pour l'enseignement obligatoire dans les écoles secondaires de l'Ontario, les pourcentages étaient un peu plus hauts, de 8 p. 100 des \$3000 à \$3999 et des \$5000 à \$5999 à 10.1 p. 100 pour ceux qui gagnent \$7000 ou plus et 12 p. 100 pour ceux qui n'ont pas déclaré leur salaire. Dans les autres provinces, les pourcentages favorables à l'enseignement obligatoire des deux langues étaient plutôt minimes.

73. Le tableau 19 présente des données selon la facilité des répondants de s'exprimer dans une langue ou l'autre, à l'égard de l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles secondaires. Les groupes linguistiques les plus nombreux qui ont répondu à cette question étaient ceux qui parlent l'anglais seulement (14,670), l'anglais et le français (5,156), l'anglais et une autre langue (832), et le français seulement (501). Les nombres et les pourcentages de ces groupes favorisant l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles secondaires partout au Canada étaient comme suit: l'anglais seulement (6,437 ou 43.9 p. 100), l'anglais et le français (4,283 ou 83.9 p. 100), l'anglais et une autre langue (383 ou 46 p. 100), et le français seulement (428 ou 85.4 p. 100).

74. Sur le groupe d'expression anglaise qui a rejeté l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais partout au Canada, 3,296 ou 40 p. 100 du total de 8,233 étaient en faveur d'un tel enseignement obligatoire dans la province de Québec. Le groupe le plus nombreux suivant de 873 s'exprimant facilement en français et en anglais était 68 p. 100 en faveur. Alors que le troisième groupe de 449 qui parlent l'anglais et une autre langue n'était que 44.3 p. 100 en faveur, le quatrième groupe de 73 qui ne s'expriment facilement qu'en français était 74 p. 100 en faveur. Les nombres et pourcentages des autres groupes linguistiques étaient relativement faibles. Les deux groupes les plus nom-

breux favorisant l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles secondaires du Nouveau-Brunswick étaient celui de ceux qui ne s'expriment qu'en anglais au nombre de 471 (5.7 p. 100 du total), et celui de ceux qui s'expriment facilement en français et en anglais au nombre de 219 (25.1 p. 100 du total). De même, pour l'Ontario, les deux mêmes groupes les plus nombreux étaient respectivement de 533 ou 6.5 p. 100 en faveur et 253 ou 29 p. 100 en faveur. Les nombres et les pourcentages des autres groupes linguistiques dans ces deux provinces, et dans toutes les autres provinces sauf le Québec, qui étaient favorables à l'enseignement du français et de l'anglais au niveau de l'école secondaire étaient comparativement minimes,

75. Les données selon la langue parlée au foyer à l'égard de l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles secondaires sont présentées au tableau 20. Les groupes qui fournissent le plus grand nombre de réponses à la question sont ceux qui parlent l'anglais seulement (14,875), ceux qui parlent le français seulement (4,037), ceux qui parlent le français et l'anglais (1,663) et ceux qui parlent l'anglais et une autre langue (885). Les réponses favorables qui ont été reçues de ces groupes sont les suivantes: l'anglais seulement, 6,561 ou 44.1 p. 100; le français seulement, 3,509 ou 86.9 p. 100; le français et l'anglais, 1,281 ou 77 p. 100; et l'anglais et une autre langue, 390 ou 44.1 p. 100. Ici encore, les nombres dans les autres groupes étaient trop peu élevés pour que les pourcentages aient un certain sens.

76. Sur ceux qui ont répondu contre un programme d'enseignement obligatoire des deux langues partout au Canada, 3,313 ou 39.8 p. 100 de ceux d'expression anglaise ont répondu en faveur d'un tel programme pour le Québec; 402 ou 76.1 p. 100 de ceux d'expression française, 242 ou 63.4 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais au foyer, et 224 ou 45.3 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue au foyer ont aussi favorisé un programme d'enseignement obligatoire des deux langues pour les écoles secondaires du Québec. Pour un programme d'enseignement obligatoire dans les écoles secondaires du Nouveau-Brunswick, 461 ou 5.5 p. 100 de ceux d'expression anglaise, 148 ou 28 p. 100 de ceux d'expression française, 98 ou 25.7 p. 100 de ceux qui parlent

le français et l'anglais, et 23 ou 4.6 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue étaient en faveur. De même, pour l'Ontario, le tableau indique des réponses favorables de 523 ou 6.3 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais, de 161 ou 30.5 p. 100 de ceux qui parlent le français, de 116 ou 30.4 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, et de 30 ou 6.1 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue au foyer. D'autres réponses favorables significatives pour l'enseignement des deux langues au niveau de l'école secondaire ont été enregistrées pour la Nouvelle-Ecosse, où 60 ou 11.4 p. 100 de ceux qui parlent le français au foyer, et pour le Manitoba, où 75 ou 14.2 p. 100 de ceux qui parlent le français au foyer, étaient en faveur.

77. Les réponses à la question de l'enseignement obligatoire des deux langues disposées selon le niveau d'instruction sont compilées au tableau 21. Des réponses favorables dépassant 50 p. 100 ont été reçues de tous les groupes, sauf du groupe de ceux qui ont terminé un cours élémentaire (48.8 p. 100) et du groupe de ceux qui n'ont pas indiqué leur niveau d'instruction (48 p. 100). Le pourcentage le plus élevé des réponses favorables a été reçu du groupe des diplômés d'une université (62.9 p. 100). Le pourcentage suivant (59.1 p. 100) est celui du groupe de ceux qui ont fait des études universitaires, suivis de ceux qui ont terminé un cours secondaire (55.1 p. 100), ceux qui ont fait un cours secondaire partiel (51.2 p. 100), et ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel (50.1 p. 100).

78. Dans ce tableau, les pourcentages de ceux qui ont dit "non" pour tout le Canada mais "oui" pour le Québec variaient de 36.4 p. 100 pour ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 48.5 p. 100 pour ceux qui ont fait des études universitaires. Pour tous les groupes intermédiaires, les pourcentages variaient seulement de 40.3 p. 100 à 44.9 p. 100, ce qui indique une tendance assez uniforme. Ceci ne comprend pas le petit nombre de ceux qui n'ont pas indiqué leur niveau d'instruction qui n'étaient que 31.9 p. 100 en faveur. Pour le Nouveau-Brunswick, aucun des pourcentages ne méritait d'être mentionné, l'échelle variant de 6.8 p. 100 pour ceux qui ont fait un cours secondaire partiel à 10.1 p. 100 des diplômés d'une université. C'était la même chose pour l'Ontario, où l'échelle des réponses favorables variait de 7.6 p. 100 pour

81. On peut dire que la situation qui s'est révélée à l'examen qui a été fait jusqu'à maintenant des trois questions concernant la réalisation d'un Canada plus bilingue, c'est que la majorité des Canadiens ne sont pas encore prêts à voir les deux langues sur un même pied comme langues officielles dans toutes les parties du pays, bien qu'ils soient disposés à l'heure actuelle à voir cette situation se réaliser dans les provinces voisines du Nouveau-Brunswick, du Québec et de l'Ontario plus que partout ailleurs au Canada.

82. D'un autre côté, si les répondants à ce questionnaire reflètent l'attitude de la plupart des Canadiens, les Canadiens sont maintenant prêts à voir les deux langues enseignées, sur une base obligatoire si nécessaire, dans les écoles élémentaires et secondaires du pays. Ce que cela peut signifier, à cause des présentes conditions constitutionnelles au Canada voulant que chaque province ait le droit exclusif de contrôler ses propres programmes d'enseignement, la Fédération laisse à la Commission royale d'enquête le soin d'y réfléchir. Assurément, cela peut indiquer que les autorités provinciales en matière d'éducation devront prendre des mesures si elles veulent satisfaire l'opinion publique sur la question de l'enseignement des deux langues dans les systèmes scolaires de notre pays. Il n'y a aucun doute, semble-t-il, que les fonctionnaires sont prêts à tout prix à voir le Canada devenir de plus en plus bilingue pour l'avenir au moyen des méthodes normales de l'instruction plutôt qu'à la suite d'une proclamation officielle.

Les fonctionnaires et les employés des industries devraient-ils être obligés de parler l'anglais et le français partout au Canada?

Si non, dans quelles circonstances devraient-ils être tenus de le faire?

83. Jusqu'ici, ce rapport s'est concentré sur la réaction du groupe considérable des fonctionnaires fédéraux qui constituent l'effectif de la Fédération du Service Civil quant à l'usage général de l'anglais et du français dans tout le Canada et dans les provinces respectives. Cette partie du problème du bilinguisme a fait l'objet des trois premières questions de la partie III du questionnaire de la Fédération. Le rapport passe maintenant à un examen des réponses de ces fonctionnaires à l'application particulière des principes du bilinguisme dans la mesure où ils peuvent l'affecter comme fonctionnaires et dans la mesure où ils peuvent

affecter leurs homologues dans l'industrie. Cet aspect du problème fait l'objet des six questions suivantes du relevé.

84. La raison de cet examen, croyons-nous, s'explique d'elle-même. En effet, elle découle des attributions mêmes de la Commission royale d'enquête, parmi lesquelles la Commission est chargée "de faire rapport sur la situation et les pratiques du bilinguisme au sein de toutes les divisions et agences de l'administration fédérale - y compris les compagnies de la Couronne - et dans leurs relations avec le public et de faire des recommandations pour garantir le caractère bilingue et fondamentalement biculturel de l'administration fédérale".

85. Mais naturellement, on se demandera pourquoi les fonctionnaires, ou la Fédération du Service Civil, doivent se préoccuper de l'application de ces principes aux employés de l'industrie. Il y a deux raisons pour cela. En premier lieu, comme l'a souligné la Fédération aux audiences préliminaires, si la Commission royale d'enquête, en vertu de ses attributions, doit faire rapport sur l'état actuel du bilinguisme et du biculturalisme au Canada, la portée de l'étude de la Commission doit alors être assez vaste pour comprendre tous les aspects du problème dans la mesure où il affecte la société canadienne toute entière, et ne devrait pas se limiter à tort aux seuls aspects qui affectent le service public fédéral. Deuxièmement, le problème semble avoir été reconnu par un des co-présidents de la Commission royale d'enquête quand il a posé la question suivante dans l'exposé public des commissaires du 7 novembre 1963: "Avez-vous éprouvé des difficultés linguistiques dans une organisation ou une entreprise d'affaires avec laquelle vous êtes associés ou avec laquelle vous transigez?"

86. En conséquence, le présent rapport analysera les réponses aux six questions suivantes du questionnaires de la Fédération en fonction de leur application d'abord aux fonctionnaires, et ensuite en fonction des employés de l'industrie.

87. La question 11 du questionnaire demandait aux répondants d'indiquer si à leur avis les fonctionnaires devraient être obligés de parler le français et l'anglais partout au Canada (11a), à Ottawa (11b), ou en dehors d'Ottawa dans les régions où la langue minoritaire est parlée à divers degrés jusqu'à 50 p. 100 du public desservi dans ces régions

(11c). La question 12 demandait des réponses semblables à l'égard des employés des industries qui ont des bureaux à travers le Canada, excepté que les bureaux-chefs des industries ont été substitués à la ville d'Ottawa, cette dernière étant considérée pour ainsi dire comme le "bureau-chef" du gouvernement fédéral.

88. Jusqu'à maintenant, il a été possible de considérer que question du relevé comme une entité par elle-même avec des données basées sur le nombre et le pourcentage des réponses à chaque question relativement aux réponses au questionnaire dans son ensemble. Comme les questions 11 et 12 sont divisées en trois sous-questions, cependant, ce qui permet une variété de réponses à chaque question; par exemple, un répondant peut avoir répondu à la sous-question (a) sans répondre aux sous-questions (b) et (c), ou peut avoir répondu aux sous-questions (a) et (c) sans répondre à la sous-question (b), et ainsi de suite; et comme la compilation des données en réponse à ces questions nécessiterait une quantité formidable de détails, il a été décidé d'employer les réponses au questionnaire plutôt qu'à chaque question individuelle pour présenter les données relativement aux renseignements contenus dans les questions 1 à 7. En outre, comme tel que déjà indiqué les renseignements recherchés en réponse à la question 11 sont étroitement parallèles à ceux qui sont recherchés en réponse à la question 12, les sous-questions de la question 12 qui sont parallèles aux sous-questions de la question 11 ont été considérées comme une suite immédiate, l'une de l'autre, telles que compilées aux tableaux appropriés de l'Annexe C.

89. Les tableaux 22 à 35 inclusivement indiquent les données obtenues de ceux qui ont répondu aux questions 11 et 12. Les tableaux 22 à 28 portent sur les sous-questions (a) et (b) des deux questions et les commentaires sur les réponses données suivent immédiatement. Les réponses à la sous-question (c) des deux questions sont présentées aux tableaux 29 à 35 inclusivement, et les commentaires sur les réponses suivent l'analyse des réponses aux sous-questions (a) et (b).

90. Pour ce qui est de la question à savoir si les fonctionnaires devraient être obligés de parler le français et l'anglais partout au Canada, le tableau 22(a) indique que seulement 4,480 ou 20.2 p. 100 des répondants au questionnaire sont en faveur et que 16,269 ou 73.4 p. 100 sont

contre; 1,419 ou 6.4 p. 100 n'ont pas fait connaître leur position. Le nombre le plus élevé et le plus gros pourcentage des réponses favorables, 3,275 ou 61.8 p. 100, sont venus du Québec. Le nombre le plus élevé suivant, 683, venait de l'Ontario et il représentait 7.9 p. 100 du total des 8,696 répondants, tandis que le plus gros pourcentage suivant, 15 p. 100, représentait 180 sur un total de 1,203 répondants du Nouveau-Brunswick. Les réponses affirmatives des autres provinces étaient dans chaque cas de moins de 10 p. 100, à l'exception du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest qui avaient 8 réponses favorables, soit 10.8 p. 100 sur un total de 74.

91. Les réponses à savoir si les employés des industries à travers le Canada devraient être obligés de parler les deux langues partout au Canada ont donné des pourcentages légèrement plus bas que pour les fonctionnaires. Le tableau 22(a) indique que 3,855 ou 17.4 p. 100 des répondants étaient en faveur et que 16,267 ou 73.4 p. 100 étaient contre. Les autres n'ont pas pris position sur la question. Les réponses favorables venant des provinces étaient: Québec, 2,740 ou 51.7 p. 100; Ontario, 624 ou 7.2 p. 100, Nouveau-Brunswick, 162 ou 13.5 p. 100. Un point intéressant de cette compilation, c'est le chiffre pour Terre-Neuve qui a donné 50 réponses favorables sur 402 répondants, soit 12.4 p. 100 du total. Les réponses venant de toutes les autres provinces étaient de moins de 10 p. 100 en faveur.

92. Les autres parties de ces deux tableaux portent sur Ottawa et les bureaux-chefs des industries. Le tableau 22(b) indique que 29.3 p. 100 des répondants favorisaient l'idée que le français et l'anglais devraient être obligatoires pour les fonctionnaires à Ottawa, tandis que 48.2 p. 100 étaient opposés et 22.5 p. 100 n'ont pas répondu. Sur 5,229 résidents du Québec, 2,998 ou 56.6 p. 100 étaient en faveur, tandis que 121 ou 30.1 p. 100 des 402 résidents de Terre-Neuve ont aussi partagé cette opinion. Plus de 20 p. 100 des résidents de l'Île du Prince-Edouard, de la Nouvelle-Ecosse, de l'Ontario et de la Colombie britannique étaient aussi en faveur. Dans les autres provinces, le pourcentage était inférieur à 20 p. 100. Le pourcentage de ceux qui n'ont pas fait connaître leur position était relativement élevé, peut-être parce qu'il comprend ceux qui ont répondu à la sous-question (a) de la question et,

par conséquent, n'ont pas voulu répondre à la sous-question (b). Les pourcentages de ceux qui n'ont pas répondu à la sous-question (b) variaient de 13.3 p. 100 pour le Saskatchewan à 34.2 p. 100 pour le Québec et 36.7 p. 100 pour ceux dont la province de résidence n'était pas indiquée.

93. Les chiffres favorisant l'usage obligatoire du français et de l'anglais aux bureaux-chefs des industries étaient plus bas que ceux qui favorisaient cette condition pour les fonctionnaires à Ottawa, la moyenne n'étant que de 19.1 p. 100. D'un autre côté, 43.5 p. 100 étaient opposés à l'idée et 37.4 p. 100 n'ont pas pris position. Il est intéressant de noter qu'aucune province ne s'est montrée favorable à l'idée dans une proportion d'au moins 50 p. 100. Le pourcentage favorable le plus élevé était 41.8 p. 100 pour le Québec, bien que seulement 10.6 p. 100 ont répondu "non", et 47.6 p. 100 se sont abstenus de répondre. Le chiffre favorable suivant le plus élevé était pour Terre-Neuve où 22.9 p. 100 se sont déclarés en faveur, 40.8 p. 100 contre et 36.3 p. 100 n'ont pas répondu. Toutes les autres provinces ont donné des réponses favorables dans une proportion inférieure à 20 p. 100, variant de 16.2 p. 100 pour l'Île du Prince-Edouard à 9.2 p. 100 pour la Colombie britannique.

94. Le tableau 23(a) donne des renseignements relativement au bilinguisme obligatoire pour les fonctionnaires partout au Canada selon le sexe des répondants. Sur le nombre total des hommes, 2,990 ou 19.2 p. 100 ont favorisé la proposition que les fonctionnaires dans toutes les parties du Canada soient obligés de parler les deux langues, et 11,662 ou 74.9 p. 100 s'y sont opposés; les autres n'ont pas fait connaître leur attitude. Sur les femmes, 1,452 ou 22.7 p. 100 étaient en faveur, 445 ou 69.7 p. 100 étaient contre, et le reste n'a pas répondu.

95. La seconde partie de ce tableau donne les chiffres sur le bilinguisme obligatoire pour les employés de l'industrie dans tout le Canada. Dans ce cas, 16 p. 100 des hommes et 20.9 p. 100 des femmes étaient en faveur des deux langues. 75.5 p. 100 des hommes et 68.2 p. 100 des femmes étaient opposés. 8.5 p. 100 des hommes et 10.9 p. 100 des femmes n'ont pas fait connaître leur position.

96. A l'égard de l'obligation pour les fonctionnaires de parler les deux langues à Ottawa, 28.9 p. 100 des hommes et 30.6 p. 100 des femmes

étaient en faveur. Etaient opposés 50.2 p. 100 des hommes et 43.2 p. 100 des femmes. 20.9 p. 100 des hommes et 26.2 p. 100 des femmes n'ont pas pris position.

97. On a moins insisté pour que les employés des bureaux-chefs des compagnies remplissent cette condition. Il y a eu en faveur de la proposition 18.1 p. 100 des hommes et 21.6 p. 100 des femmes. Contre, il y a eu 45.5 p. 100 des hommes et 38.8 p. 100 des femmes. Parmi ceux qui n'ont pas pris position, il y a eu 36.4 p. 100 des hommes et 39.6 p. 100 des femmes.

98. Les réponses aux mêmes questions analysées en fonction de l'âge des répondants sont compilées au tableau 24. Le pourcentage le plus haut en faveur de l'obligation pour les fonctionnaires de parler les deux langues dans tout le Canada était 36.5 p. 100 des moins de 25 ans. Le reste des réponses variait de 16.5 p. 100 pour les 45 à 54 ans à 23.8 p. 100 pour les 25 à 34 ans, à l'exception de 14.4 p. 100 de ceux qui n'ont pas donné leur âge. Les réponses négatives étaient considérablement supérieures, toutes entre 70 p. 100 et 77.2 p. 100, excepté pour 57.2 p. 100 de la part des moins de 25 ans.

99. Une tendance semblable dans les pourcentages de ceux qui réclament l'emploi des deux langues dans l'industrie partout au Canada se manifeste également dans le tableau. Encore ici, les pourcentages les plus hauts des réponses favorables (33.6 p. 100) venaient des moins de 25 ans. Le reste des réponses favorables variait de 13.6 p. 100 pour les 45 à 54 ans à 20.2 p. 100 pour les 25 à 34 ans. Les pourcentages de ceux qui s'opposaient à l'idée étaient à quelques points décimaux des pourcentages indiqués pour les fonctionnaires dans l'autre partie du tableau et s'échelonnaient de 57 p. 100 à 77.3 p. 100.

100. La réponse sur l'obligation pour les fonctionnaires de parler les deux langues à Ottawa, analysée à la lumière des groupes d'âges, a donné un pourcentage assez élevé pour les moins de 25 ans en faveur (38.7 p. 100), et le groupe en faveur suivant qui était le plus haut (25 à 34 ans) avait un pourcentage de 31.2 p. 100. L'échelle pour les autres groupes était de 27 p. 100 à 28.5 p. 100 en faveur. Il y a eu plus de 50 p. 100 qui se sont opposés dans les groupes des 35 à 44 ans et de 45 à 54 ans, et les autres groupes comptaient plus de 40 p. 100 contre, excepté celui

des moins de 25 ans dont seulement 33.8 se sont opposés. Dans chaque groupe d'âge, plus de 20 p. 100 n'ont pas fait connaître leur attitude.

101. Puisque pour chaque groupe d'âge de 30 p. 100 à 40 p. 100 des répondants ne se sont pas prononcés sur l'obligation pour les employés des bureaux-chefs des industries de parler le français et l'anglais, les réponses en faveur et contre l'obligation étaient moins élevées. Le chiffre favorable le plus haut (30.6 p. 100) était pour les moins de 25 ans, et les groupes d'âges suivants décroissaient de 20.1 p. 100 pour les 25 à 34 ans à 16.8 p. 100 pour les 55 ans et plus. Ceux qui s'opposaient à l'idée variaient de 40 p. 100 à 50 p. 100 du total des répondants, sauf pour les moins de 25 ans dont le pourcentage était de 29.7 p. 100.

102. Le tableau 25 indique des données en fonction du salaire des répondants sur l'obligation pour les fonctionnaires et les employés des industries de parler les deux langues partout au Canada. La tendance des réponses favorisant cette obligation pour les fonctionnaires déclinait d'un sommet de 28.2 p. 100 pour ceux qui gagnent moins de \$3000 à un point bas de 10.4 p. 100 pour ceux qui reçoivent \$7000 ou plus. La tendance inverse des réponses s'opposant à la proposition, qui s'accroît d'un point bas de 63.1 p. 100 pour ceux qui gagnent moins de \$3000 à un sommet de 83.9 p. 100 pour ceux qui reçoivent \$7000 ou plus est un corollaire normal. Ceux qui n'ont pas fait connaître leur attitude forment une tendance assez régulière allant de 8.7 p. 100 pour ceux qui reçoivent moins de \$3000 à 5.7 p. 100 pour ceux dont le salaire est de \$7000 ou plus.

103. Les réponses favorisant l'emploi des deux langues par les employés des industries partout au Canada sont d'un ordre descendant de 26.9 p. 100 pour ceux qui gagnent moins de \$3000 à 7.4 p. 100 pour ceux qui ont \$7000 ou plus. Evidemment, les réponses négatives indiquent un ordre inverse des pourcentages variant de 61.3 p. 100 de ceux qui ont moins de \$3000 à 85 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus.

104. L'emploi obligatoire des deux langues par les fonctionnaires à Ottawa est favorisé par 34.7 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000, et les pourcentages sont progressivement plus petits pour les autres groupes de salaires jusqu'à 24.5 p. 100 pour ceux qui gagnent \$7000 ou plus. Egalement, des réponses négatives ont été reçues de 32.9 p. 100 du groupe des salaires les plus bas, et ce pourcentage allait en croissant

Jusqu'à 63.5 p. 100 pour le groupe des salaires les plus hauts. Ceux qui n'ont pas fait connaître leur attitude étaient nombreux, soit de 32.5 p. 100 pour les plus bas salariés à 12 p. 100 pour ceux qui reçoivent les salaires les plus hauts.

105. Pour l'usage des deux langues par les employés des industries à leurs bureaux-chefs, les réponses favorables avaient encore le pourcentage le plus élevé pour le groupe des salaires les plus bas (26 p. 100) et le pourcentage le plus bas pour les plus hauts salariés (11.4 p. 100). Des réponses négatives ont été données dans un ordre ascendant de 31.2 p. 100 pour les plus bas salariés à 55.3 p. 100 pour les plus hauts. Ceux qui n'ont pas répondu variaient de 42.8 p. 100 pour le groupe des moins rémunérés à 33.2 p. 100 pour les plus rémunérés.

106. Les réponses à la question à savoir si les fonctionnaires devaient être obligés de parler le français et l'anglais partout au Canada, basées sur la facilité de s'exprimer des répondants, ont donné des chiffres et des pourcentages étonnamment affirmatifs. Des réponses favorables ont été données par 3,265 ou 62.4 p. 100 de ceux qui s'expriment facilement en français et en anglais, par 302 ou 59 p. 100 de ceux qui parlent facilement le français seulement, et par 134 ou 48 p. 100 de ceux qui sont trilingues. Pour ceux qui ne s'expriment facilement qu'en anglais, toutefois, le chiffre a fait une chute à 660 ou 4.4 p. 100. Les chiffres pour les autres groupes linguistiques indiqués dans le tableau sont trop minimes pour avoir quelque importance. Les chiffres et les pourcentages des réponses négatives sont complémentaires de ceux des réponses affirmatives, variant de 28.2 p. 100 de ceux qui s'expriment facilement en français et en anglais à 90.4 p. 100 de ceux qui ne s'expriment qu'en anglais.

107. Les réponses affirmatives sur la même obligation pour les employés des industries étaient parallèles, dans certains cas, à celles pour les fonctionnaires. Sur ceux qui s'expriment facilement en français et en anglais, 2,741 ou 52.4 p. 100, sur ceux qui parlent couramment le français, 301 ou 58.8 p. 100, et sur ceux qui sont trilingues, 107 ou 38.4 p. 100 étaient en faveur de cette obligation. De ceux qui s'expriment facilement en anglais seulement, cependant, à peine 598 ou 4 p. 100 ont répondu en faveur. Encore ici, les chiffres pour les autres groupes linguistiques étaient relativement minimes. Les réponses négatives, ici

aussi, sont complémentaires des réponses affirmatives, les pourcentages s'échelonnant de 29.3 de ceux qui s'expriment facilement en français seulement à 88.6 p. 100 de ceux qui s'expriment en anglais seulement.

108. Ceux qui exigent que les fonctionnaires à Ottawa parlent les deux langues manifestent une tendance semblable. Des réponses affirmatives ont été données par 2,724 ou 18.3 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais, 297 ou 58 p. 100 de ceux qui parlent le français, 3,026 ou 57.8 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, 208 ou 24.6 p. 100 de ceux qui s'expriment facilement en anglais et dans une autre langue, et 137 ou 49.1 p. 100 de ceux qui sont trilingues. Sur ceux qui ont dit "non", les groupes numériques les plus nombreux étaient d'expression anglaise avec 9,542 ou 64.2 p. 100, ceux qui parlent l'anglais et une autre langue avec 494 ou 58.5 p. 100, et ceux qui parlent l'anglais et le français avec 386 ou 7.4 p. 100. Ici aussi, un nombre assez important n'ont pas fait connaître leur opinion. Parmi ceux-ci, 17.6 p. 100 s'exprimaient facilement en anglais, 37.1 p. 100 en français, 34.8 p. 100 en français et en anglais et 32.6 p. 100 en trois langues.

109. Aux bureaux-chefs des industries, seulement 10 p. 100 des répondants de langue anglaise étaient d'avis que l'anglais et le français devaient être parlés par les employés. Leur opinion était partagée par 48.4 p. 100 de ceux qui parlent le français, 42.6 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, 13.7 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue, et 35.8 p. 100 de ceux qui sont trilingues. Une opinion contraire a été exprimée par 57.1 p. 100 des répondants de langue anglaise, 5.7 p. 100 de ceux de langue française, 8.7 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, 54.9 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue, et 19.7 p. 100 de ceux qui sont trilingues. Encore ici, un bon nombre n'ont pas donné leur opinion. Parmi eux, 33 p. 100 étaient de langue anglaise, 45.9 p. 100 de langue française, 48.7 p. 100 parlaient le français et l'anglais, et 44.5 p. 100 étaient trilingues.

110. Le tableau 27 offre des données selon la langue parlée au foyer. Ceux qui parlent l'anglais favorisaient l'obligation pour les fonctionnaires de parler les deux langues partout au Canada dans une mesure de seulement 678 ou 4.5 p. 100, ceux de langue française de 2,814 ou 68.6 p. 100, ceux qui parlent le français et l'anglais 856 ou 50.4 p. 100. Les chiffres

pour les autres groupes linguistiques étaient relativement bas. Des réponses négatives importantes ont été reçues de 13,620 ou 90.3 p. 100 de ceux d'expression anglaise, de 959 ou 23.4 p. 100 de ceux qui parlent le français, de 633 ou 37.3 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais et de 780 ou 86.5 p. 100 des autres groupes.

111. Quant à l'obligation pour les employés des industries de parler les deux langues partout au Canada, les réponses favorables qu'il faut mentionner venaient de ceux qui parlent le français, 2,435 ou 59.4 p. 100, de ceux qui parlent le français et l'anglais, 702 ou 41.3 p. 100, et de ceux qui parlent l'anglais seulement, 607 ou 4 p. 100. Des réponses négatives d'une certaine importance ont été reçues de ceux qui parlent l'anglais, 13,356 ou 88.6 p. 100; de ceux qui parlent le français, 1,137 ou 27.7 p. 100; de ceux qui parlent le français et l'anglais, 708 ou 41.7 p. 100; et de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue, 782 ou 86.7 p. 100.

112. Tandis que l'obligation pour les fonctionnaires de parler les deux langues partout au Canada ne reçoit l'appui que de 4.5 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais au foyer, 18.6 p. 100 appuient l'idée que les fonctionnaires à Ottawa soient tenus de parler les deux langues. D'un autre côté, le pourcentage de ceux qui parlent le français a tombé de 68.6 p. 100 à 60.7 p. 100. Sur ceux qui parlent le français et l'anglais au foyer, 49.6 p. 100 appuyaient les deux langues à Ottawa, ce qui se compare étroitement aux 50.4 p. 100 qui les appuyaient pour tout le Canada. Une opposition à l'idée a été exprimée par 63.8 p. 100 du groupe de ceux qui parlent l'anglais, par 2.8 p. 100 du groupe d'expression française, par 16.1 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais et par 56.4 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. Un autre groupe nombreux des répondants n'ont pas exprimé d'opinion. Parmi eux, 17.6 p. 100 étaient de langue anglaise, 36.5 p. 100 d'expression française et 34.3 p. 100 parlaient le français et l'anglais, et les proportions pour les autres groupes étaient plus petites.

113. D'une façon générale, les réponses affirmatives représentaient une plus petite proportion en faveur de l'obligation pour les employés de parler les deux langues aux bureaux-chefs des industries que pour les fonctionnaires à Ottawa. Voici des chiffres importants: 10 p. 100 de

ceux qui parlent l'anglais, 46.7 p. 100 de ceux qui parlent le français, 36.3 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, et 33.7 p. 100 de ceux qui parlent le français, l'anglais et une autre langue. Les réponses négatives, de même que les réponses affirmatives, ne s'élèvent pas à plus de 68 p. 100 pour un groupe linguistique quelconque. Dans ce groupe, on compte 56.9 de langue anglaise, 4.7 p. 100 de langue française, 14.2 p. 100 qui parlent le français et l'anglais, 54.1 qui parlent l'anglais et une autre langue, et 31.3 p. 100 qui parlent trois langues. La raison de cela, ici encore, c'est qu'un grand nombre n'ont pas pris position sur cette question. Ce groupe comprenait 48.6 p. 100 de langue française, 49.5 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, et les pourcentages variaient de 32.2 p. 100 à 38.1 p. 100 pour les autres groupes linguistiques, à l'exception de 47.8 p. 100 qui n'ont pas indiqué quelle langue ils parlent au foyer.

114. Le niveau d'instruction des répondants est la base sur laquelle les réponses données au tableau 28 sont analysées. Ceux qui ont répondu en faveur de l'obligation pour les fonctionnaires d'employer les deux langues partout au Canada variaient de 17.6 p. 100 de ceux qui ont fait un cours secondaire partiel à 33.5 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel. Les réponses favorables de ceux qui ont terminé un cours secondaire et un cours universitaire étaient dans des proportions de 20.4 p. 100 et 18.4 p. 100 respectivement. Ceux qui se sont opposés à cette obligation variaient de 56.9 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 76 p. 100 de ceux qui ont fait un cours secondaire partiel. Plus de 73 p. 100 de ceux qui ont fait un cours secondaire complet ou ceux qui ont fait des études universitaires ou ont obtenu un diplôme d'une université étaient de la même opinion.

115. A l'égard de la même obligation pour les employés des industries, les réponses favorables variaient de 15.5 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 34.1 p. 100 de ceux qui ont fait un cours secondaire partiel. Ceux qui ont terminé un cours secondaire étaient 17.3 p. 100 en faveur, de même que 16.1 p. 100 de ceux qui ont fait des études universitaires et 12.9 p. 100 des diplômés d'une université. Une opposition à cette obligation a été exprimée par 55.7 p. 100 qui ont fait un cours élémentaire partiel, et le chiffre s'est élevé à 61.4 p. 100 de ceux

qui ont terminé leur cours élémentaire et de 73.8 p. 100 à 77.7 p. 100 de ceux qui ont atteint un niveau d'instruction plus élevé.

116. L'emploi obligatoire du français et de l'anglais pour les fonctionnaires à Ottawa a été approuvé par des pourcentages de 27 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 32.6 p. 100 de ceux qui ont complété leur cours élémentaire. Les autres variaient de 27.6 p. 100 à 31.5 p. 100. Une désapprobation de l'idée a été exprimée par 25.4 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel, et par des proportions croissantes à chaque niveau d'instruction jusqu'à un maximum de 53.3 p. 100 de ceux qui sont diplômés d'une université. Des pourcentages considérables, cependant, n'ont pas exprimé d'opinion. Le pourcentage le plus élevé était celui de 47.6 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel, et les autres allaient en décroissant jusqu'à celui de 15.3 p. 100 des diplômés d'une université.

117. Quant à l'obligation pour les employés de parler les deux langues aux bureaux-chefs des industries, le pourcentage le plus haut en faveur venait encore de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel (26.6 p. 100) et le pourcentage le plus bas (17 p. 100) venait des diplômés d'une université. Les autres variaient de 17.6 p. 100 de ceux qui ont fait des études universitaires à 25.6 p. 100 de ceux qui ont complété un cours élémentaire. Le pourcentage opposé à l'idée le plus élevé (47.3 p. 100) venait des diplômés d'une université, et le plus bas (24.6 p. 100) était parmi ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel. Les autres variaient de 30.3 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours élémentaire à 45.3 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours secondaire. Ici aussi, plusieurs n'ont pas exprimé d'opinion. Ceux-ci variaient de 35.7 p. 100 des diplômés d'une université à 48.3 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel.

118. Tel que mentionné plus tôt, les réponses à la sous-question (c) des questions 11 et 12 sont indiquées aux tableaux 29 à 35. Elles traitent de l'attitude des répondants vis-à-vis l'obligation pour les fonctionnaires et des employés de l'industrie de parler le français et l'anglais selon le pourcentage de la minorité du public desservi qui emploie habituellement une langue ou l'autre. Ce rapport passe maintenant à une analyse des réponses à cette sous-question. Tel qu'indiqué dans les

tableaux, les réponses ont été compilées en fonction de 20 p. 100, 30 p. 100, 40 p. 100 et 50 p. 100 respectivement du public desservi. En outre, il y a une colonne dans chaque tableau qui donne les pourcentages de ceux qui n'ont pas fait connaître leur attitude, y compris ceux qui peuvent avoir répondu à d'autres parties de la question, et une pour ceux qui ne croyaient pas que les fonctionnaires ou les employés des industries devraient être tenus de parler le français et l'anglais dans quelque circonstance que ce soit. Les tableaux montrent que ceux-ci étaient contre l'obligation de parler les deux langues.

119. Les grands totaux, exprimés en pourcentages dans le tableau 29(a), indiquent que dans tout le Canada 3,516 ou 15.9 p. 100 des répondants favorisent l'obligation pour les fonctionnaires en dehors d'Ottawa de parler l'anglais où 20 p. 100 du public le parlent comme une langue minoritaire; 1,246 ou 5.6 p. 100 la favorisent où 30 p. 100 le parlent; 1,553 ou 7 p. 100 où 40 p. 100 le parlent; et 4,781 ou 21.6 p. 100 du public desservi le parlent. Ainsi, un total de 50.1 p. 100 des répondants, soit une majorité, favorisaient la proposition là où l'anglais est parlé comme langue minoritaire jusqu'à un total de 50 p. 100 du public desservi. Environ 30 p. 100 n'ont pas révélé leur attitude et 20 p. 100 ont exprimé l'avis qu'il ne devrait pas y avoir une telle obligation.

120. Là où la minorité du public parle le français dans une mesure de 20 p. 100, il y a eu 2,209 répondants ou 10 p. 100 du total qui ont favorisé l'obligation pour les fonctionnaires de parler la langue; 1,262 ou 5.7 p. 100 là où 30 p. 100 du public parlent le français; 1,746 ou 7.9 p. 100 là où 40 p. 100 du public parlent la langue; et 5,077 ou 22.9 p. 100 là où 50 p. 100 le parlent. Ainsi, la proposition a été favorisée par un total de 46.4 p. 100 des répondants là où le français est parlé jusqu'à un total de 50 p. 100 du public desservi. Ceux qui n'ont pas pris position s'élevaient à 7,380 répondants ou 33.3 p. 100 du total, et 4,494 ou 20.3 p. 100 n'ont pas favorisé la proposition.

121. Si on analyse les résultats selon la province de résidence, on a constaté que là où 20 p. 100 du public parlent l'anglais, l'obligation pour les fonctionnaires de parler la langue a été le plus favorisée par les répondants du Québec (22.8 p. 100); les réponses favorables dans les

autres provinces variaient de 12.8 p. 100 en Ontario à 17.2 p. 100 au Saskatchewan. Sur la base de 30 p. 100 de la population parlant l'anglais, c'est la province de Québec qui favorisait le plus la proposition (8.1 p. 100); les autres provinces variaient d'un sommet de 7 p. 100 à Terre-Neuve à un point bas de 3.7 p. 100 au Manitoba et au Saskatchewan. Au niveau de 40 p. 100 de la population parlant l'anglais, la tendance a changé de direction. L'Île du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse ont dépassé 10 p. 100 en faveur de la proposition; les autres provinces variaient de 8 p. 100 en Colombie britannique à 5.6 p. 100 en Alberta. Là où 50 p. 100 du public desservi parlent l'anglais, les pourcentages de ceux qui exigent que l'anglais soit parlé étaient plus élevés. Le plus élevé était celui de l'Île du Prince-Edouard avec 27.8 p. 100; les autres provinces variaient d'un sommet de 24.9 p. 100 en Nouvelle-Ecosse à un point bas de 19.1 p. 100 en Alberta. Sept provinces et le Yukon/T.N.-O. dépassaient 20 p. 100 en réponses favorables. Les pourcentages de ceux qui n'ont pas révélé leur attitude variaient d'un sommet de 35.5 p. 100 au Québec à un point bas de 19.9 p. 100 au Saskatchewan. Quand on fait le total des pourcentages respectifs, on constate qu'ils varient d'un point bas de 42.9 p. 100 des répondants en Alberta à un sommet de 59.9 p. 100 de ceux du Québec qui favorisaient la proposition que les fonctionnaires parlent le français et l'anglais quand au moins 50 p. 100 du public desservi parlent l'anglais comme langue minoritaire. Quatre des dix provinces, toutes dans l'est du Canada, avaient des majorités favorables à la proposition, et dans aucune province le pourcentage opposé à la proposition n'égalait le pourcentage en faveur.

122. Parmi les répondants résidant dans les provinces respectives, le nombre le plus élevé (21.5 p. 100) de ceux qui favorisaient la proposition là où le français est parlé par 20 p. 100 du public était dans le Québec. A la suite du pourcentage de 21.5 p. 100 du Québec, les pourcentages pour les autres provinces sont moins de 10 p. 100 avec un sommet de 8.2 p. 100 pour la Nouvelle-Ecosse et un point bas de 4.6 p. 100 pour le Manitoba. Dans le groupe de 30 p. 100, le pourcentage variait de 2.7 p. 100 au Yukon/T.N.-O. à 8.1 p. 100 au Québec. Dans le groupe de 40 p. 100, le résultat pour le Québec était 7.5 p. 100, dépassé par l'Île du

Prince-Edouard (11.1 p. 100), la Nouvelle-Ecosse (10.4 p. 100), la Colombie britannique (9.6 p. 100) et l'Ontario (7.9 p. 100). Dans le groupe de 50 p. 100, l'île du Prince-Edouard avait le plus haut pourcentage avec 32.4 p. 100, suivie du Saskatchewan avec 26 p. 100. Les autres pourcentages en faveur de la proposition se trouvaient entre 21.2 p. 100 pour le Manitoba et 24.7 p. 100 pour la Nouvelle-Ecosse. Dans le groupe de ceux qui n'ont pas émis d'opinion, les pourcentages les plus hauts étaient 35.2 p. 100 pour le Québec et 35 p. 100 pour le Nouveau-Brunswick, avec des chiffres dépassant 30 p. 100 pour Terre-Neuve, la Nouvelle-Ecosse, l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie britannique. Contre la proposition, les pourcentages variaient de 4.7 p. 100 au Québec à 31.8 p. 100 au Manitoba. Quand on fait le total des pourcentages favorisant l'obligation des fonctionnaires de parler le français là où cette langue est minoritaire, ils varient d'un point bas de 36.5 p. 100 des répondants qui résident en Alberta à un sommet de 60.1 p. 100 de ceux du Québec. L'île du Prince-Edouard et le Québec étaient les deux seules provinces qui ont donné une majorité en faveur de la proposition, bien qu'encore ici aucune province n'ait eu autant de répondants opposés que de répondants en faveur.

123. L'obligation pour les employés de l'industrie de parler l'anglais là où le public de langue anglaise constitue une minorité de 20 p. 100 a été appuyée, comme l'indique le tableau 29(b), par 3,164 ou 14.3 p. 100 de tous les répondants, par 1,200 ou 5.4 p. 100 là où la minorité constituait 30 p. 100 du public desservi, par 1,513 ou 6.8 p. 100 là où elle était de 40 p. 100, et par 4,565 ou 20.6 p. 100 là où elle était de 50 p. 100. Un total de 7,080 ou 31.9 p. 100 des répondants n'ont pas exprimé d'opinion, et 4,646 ou 21 p. 100 étaient contre la proposition. Ainsi, un total de 47.1 p. 100 de tous les répondants favorisait l'obligation pour les employés des industries là où l'anglais est parlé comme langue minoritaire par jusqu'à 50 p. 100 du public desservi.

124. Si on analyse l'obligation de parler le français là où il est une langue minoritaire, on constate qu'il est favorisé par 1,927 répondants ou 8.7 p. 100 du total dans les cas où il est parlé par une minorité

de 20 p. 100, par 1,199 ou 5.4 p. 100 où la minorité est de 30 p. 100, par 1,678 ou 7.6 p. 100 où la minorité est de 40 p. 100, et par 4,842 ou 21.8 p. 100 où elle est de 50 p. 100. Ceux qui n'ont pas donné leur attitude étaient au nombre de 7,766 répondants ou 35 p. 100, et 4,756 ou 21.5 p. 100 étaient contre la proposition. Si on fait le total des pourcentages, on réalise que ceux qui favorisent l'obligation pour les employés de l'industrie de parler le français là où il est parlé par jusqu'à 50 p. 100 du public desservi représentent 43.5 p. 100 de tous les répondants. A ce propos, il est intéressant de noter que dans le cas du français et de l'anglais, l'obligation pour les fonctionnaires de parler la langue minoritaire excédait celle pour les employés des industries d'environ 3 p. 100. L'obligation pour l'anglais était favorisée à 50.1 p. 100 pour les fonctionnaires et à 47.1 p. 100 pour les employés des industries; pour le français, elle était à 46.4 p. 100 pour les fonctionnaires et à 43.5 p. 100 pour les employés industriels.

125. Si on analyse les réponses sur l'obligation pour les employés des industries de parler l'anglais comme langue minoritaire selon la province de résidence, on découvre qu'à l'égard de son usage par 20 p. 100 de la population 20.6 p. 100 des répondants du Québec favorisaient l'idée; les résidents de toutes les autres provinces répondant en faveur étaient entre 11.4 p. 100 pour Terre-Neuve et 15.3 p. 100 pour le Saskatchewan. A l'égard de l'obligation pour 30 p. 100 du public desservi de langue anglaise, le Québec menait encore sur toutes les provinces avec 8.7 p. 100, et les pourcentages favorables des autres provinces variaient de 3 p. 100 en Alberta à 8.1 p. 100 dans le Yukon/T.N.-O. Pour les minorités de langue anglaise de 40 p. 100, l'Île du Prince-Edouard avait le plus haut pourcentage avec 11.6 p. 100, et les autres provinces variaient de 4.5 p. 100 à 9.3 p. 100 en Nouvelle-Ecosse. Là où 50 p. 100 du public desservi parle l'anglais, Terre-Neuve avait le pourcentage favorable le plus élevé avec 26.1 p. 100, et les pourcentages des autres provinces variaient de 17.8 p. 100 en Alberta à un sommet de 24.2 p. 100 en Nouvelle-Ecosse. En faisant le total de ces pourcentages, on a constaté que ceux qui favorisaient l'obligation pour les employés des industries de parler l'anglais comme langue minoritaire variaient de 38.4 p. 100 des répondants en Alberta à 59.5 p. 100 de ceux du Québec. Ici encore, quatre provinces,

toutes dans l'est du Canada, ont donné une majorité favorable, et toutes les provinces avaient plus de répondants en faveur qu'opposés. Quant à ceux qui n'ont pas émis d'opinion, la plupart des provinces en avaient de 30.7 p. 100 comme pour la Nouvelle-Ecosse et la Colombie britannique, à 35.3 p. 100 comme pour le Québec; trois provinces, Terre-Neuve, le Manitoba et le Saskatchewan, étaient dans les 20 p. 100. Seulement l'Île du Prince-Edouard était au-dessous de 20 p. 100 avec 19.4 p. 100. 5 p. 100 au Québec étaient contre la proposition. Par contraste, le Saskatchewan avait 33.8 p. 100. Les autres provinces variaient de 32.4 p. 100 pour le Manitoba à 18.6 p. 100 pour la Nouvelle-Ecosse.

126. Quant à l'obligation pour les employés des industries de parler le français là où seulement 20 p. 100 du public parle la langue, le Québec menait avec 19.2 p. 100; les autres provinces variaient de 4 p. 100 au Manitoba à 8.3 p. 100 au Nouveau-Brunswick. Pour le groupe de 30 p. 100, le Québec battait encore la marche avec 8.7 p. 100, suivi de Terre-Neuve avec 5.7 p. 100, et les autres pourcentages variaient de 3.2 p. 100 en Alberta à 5.6 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard. Là où la minorité desservie atteignait 40 p. 100, les pourcentages provinciaux en faveur de l'obligation de parler le français venaient de l'Île du Prince-Edouard avec 11.6 p. 100 et de la Nouvelle-Ecosse avec 10.4 p. 100. Les autres variaient de 5.6 p. 100 en Alberta à 8.3 p. 100 au Québec. Pour le groupe de 50 p. 100, Terre-Neuve avait le plus haut pourcentage avec 25.6 p. 100; les autres provinces de l'Atlantique, excepté le Nouveau-Brunswick avec 19.5 p. 100, avaient un pourcentage excédant 24 p. 100. Quand on fait le total des réponses favorables pour les groupes minoritaires respectifs, on constate qu'elles varient de 33.2 p. 100 en Alberta à 59.2 p. 100 au Québec qui a été la seule province à produire une majorité favorable à l'obligation, bien que dans toutes les provinces sauf une, il y avait plus de répondants favorables à l'idée qu'il n'y en avait d'opposés. Dans le groupe de ceux qui n'ont pas répondu, toutes les provinces comptaient de 30 p. 100 à 40 p. 100 des répondants, sauf 24.1 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard et 27.9 p. 100 au Saskatchewan. Le groupe le plus nombreux qui était contre la proposition venait du Saskatchewan avec 34.6 p. 100 et le plus petit groupe venait du Québec avec 5.3 p. 100. Les autres pourcentages

variaient de 19.9 p. 100 en Nouvelle-Ecosse à 34 p. 100 au Manitoba.

127. Le tableau 30 analyse la question selon le sexe des répondants. Le tableau indique que 16.9 p. 100 des hommes exigeraient que les fonctionnaires parlent l'anglais là où il y a une minorité de personnes de langue anglaise de 20 p. 100, comparativement à 13.3 p. des femmes. Là où la minorité est de 30 p. 100, la proposition a été appuyée par seulement 6.6 p. 100 des hommes et 3.5 p. 100 des femmes. Pour le groupe de 40 p. 100, l'appui n'a pas été beaucoup plus fort avec 7.2 p. 100 des hommes et 6.5 p. 100 des femmes favorisant l'idée. Il y avait une plus grande proportion en faveur pour le groupe de 50 p. 100, soit 21.2 p. 100 des hommes et 22.5 p. 100 des femmes. Un pourcentage encore plus élevé caractérisait les sexes dans la colonne de ceux qui n'ont pas répondu, soit 27.3 p. 100 des hommes et 36.2 p. 100 des femmes. Sur ceux qui étaient contre la proposition, 20.8 p. 100 étaient des hommes et 18.1 p. 100 des femmes. En additionnant les pourcentages pour les groupes minoritaires respectifs, on constate que 51.9 p. 100 des hommes et 45.7 p. 100 des femmes étaient favorables à la proposition.

128. Là où le pourcentage du public desservi est de 20 p. 100 de langue française, 10.8 p. 100 des hommes et 8.1 p. 100 des femmes ont favorisé la proposition pour que les fonctionnaires parlent le français. Au niveau de 30 p. 100, les pourcentages selon le sexe sont encore bas et ils sont de 6.5 p. 100 pour les hommes et de 3.7 p. 100 pour les femmes. Au niveau de 40 p. 100, les chiffres sont encore bas, soit 8 p. 100 des hommes et 7.7 p. 100 des femmes. Au niveau de 50 p. 100, cependant, 22.7 p. 100 des hommes et 23.5 p. 100 des femmes réclamaient que le français soit parlé. Si on fait le total de ces pourcentages, on voit que 43 p. 100 des hommes et 43 p. 100 des femmes favorisaient la proposition là où le français est une langue minoritaire jusqu'à 50 p. 100 du public desservi. Un total de 30.6 p. 100 des hommes et de 39.5 p. 100 des femmes n'ont pas exprimé leurs vues, et 21.4 p. 100 des hommes et 17.5 p. 100 des femmes n'appuyaient pas l'idée.

129. A l'égard de l'obligation pour les employés des industries de parler l'anglais si une minorité de 20 p. 100 parle la langue, les réponses favorables étaient inférieures d'un point décimal ou deux de celles pour les fonctionnaires, et d'une fraction de 1 p. 100 pour une

minorité de 30 p. 100 ou de 40 p. 100. Dans le cas de 50 p. 100 du public de langue anglaise, les pourcentages favorisant la proposition pour les employés des industries étaient plus bas que pour les fonctionnaires de 1 p. 100 ou moins. Jusqu'à 2 p. 100 de plus n'ont pas indiqué leur attitude ou se sont déclarés contre l'obligation pour les employés des industries comparativement aux fonctionnaires. Au total, 48.6 p. 100 des hommes et 43.8 p. 100 des femmes étaient d'avis que les employés des industries devraient parler l'anglais si cette langue est parlée par une minorité allant jusqu'à 50 p. 100 du public desservi. Ceci se compare à 51.9 p. 100 des hommes et 45.7 p. des femmes en faveur pour les fonctionnaires.

130. La tendance à l'égard de l'obligation de parler le français ne diffère pas considérablement de celle de l'obligation pour les fonctionnaires de parler le français là où il est une langue minoritaire. Pour le groupe minoritaire de 20 p. 100, 9.4 p. des hommes et 7.1 p. 100 des femmes favorisaient la proposition, comme l'ont fait 6.2 p. 100 des hommes et 3.6 p. 100 des femmes pour le groupe minoritaire de 30 p. 100. Pour le groupe minoritaire de 40 p. 100, les chiffres étaient 7.7 p. 100 pour les hommes et 7.3 p. 100 pour les femmes. Des pourcentages plus élevés ont été enregistrés pour le groupe de 50 p. 100, avec 21.4 p. 100 des hommes et 22.8 p. 100 des femmes en faveur. Au total, les pourcentages favorables à la proposition là où le français est parlé par jusqu'à 50 p. 100 de la population étaient 44.7 p. 100 des hommes et 40.9 p. 100 des femmes. Plus de femmes (41.1 p. 100) que d'hommes (32.5 p. 100) n'ont pas révélé leur attitude, mais plus de femmes (22.8 p. 100) que d'hommes (18 p. 100) étaient contre la proposition.

131. Le tableau 31 donne des chiffres selon l'âge sur l'obligation pour les fonctionnaires et les employés des industries de parler le français ou l'anglais dans les régions où les minorités parlant l'une ou l'autre de ces langues existent à divers degrés de la population desservie. Là où une minorité de 20 p. 100 parle l'anglais, le pourcentage le plus élevé en faveur de l'obligation pour les fonctionnaires de parler l'anglais était pour le groupe des 25 à 34 ans avec 18.4 p. 100. Les autres groupes d'âges étaient à peu près semblables et ils s'échelonnaient de 17.3 p. 100 pour les moins de 25 ans à 12.9 p. 100 pour les 55 ans et plus.

Pour le groupe minoritaire de 30 p. 100, une tendance de pourcentages plus bas a été établie, et ceux du groupe d'âge de 25 à 34 ans représentaient 7.1 p. 100 en faveur, tandis que les autres groupes variaient de 4.9 p. 100 pour les moins de 25 ans et les 55 ans et plus à 5.7 p. 100 pour les 35 à 44 ans. Là où il existe une minorité de 40 p. 100, les trois groupes les plus jeunes variaient de 7 p. 100 à 8 p. 100 en faveur et les deux groupes plus âgés de 6 p. 100 à 7 p. 100 en faveur également. Un plus grand nombre favorisaient la proposition là où 50 p. 100 du public est de langue anglaise. A l'exception de ceux du groupe des 25 à 34 ans qui étaient 19.5 p. 100 en faveur, tous les groupes ont enregistré de 20 p. 100 à un peu plus de 25 p. 100 à l'appui. Si on fait le total des pourcentages pour les groupes minoritaires respectifs, les pourcentages favorables à la proposition pour les fonctionnaires s'échelonnaient de 46.8 p. 100 des 55 ans et plus à 55.4 p. 100 des moins de 25 ans. Les autres variaient tous de 49.7 p. 100 à 52.3 p. 100. Les deux groupes d'âges les plus jeunes ont donné une majorité favorable; les trois plus âgés ne l'ont pas fait, bien que tous les groupes d'âges comptaient plus de répondants favorables qu'opposés. Ceux qui n'ont pas fait connaître leur opinion variaient de 28.9 p. 100 pour les 45 à 54 ans à 33.1 p. 100 pour les 55 ans et plus, et le reste des trois groupes les plus jeunes étaient entre 29 p. 100 et 30.7 p. 100. Un nombre légèrement plus bas était contre la proposition. Ceux-ci s'échelonnaient progressivement à des intervalles de 10 ans de 13.9 p. 100 des moins de 25 ans à 21.4 p. 100 des 45 à 54 ans. Le pourcentage des 55 et plus baissait légèrement à 20.1 p. 100.

132. Pour ce qui est de l'obligation pour les fonctionnaires de parler le français aux minorités de langue française, les pourcentages pour le groupe minoritaire de 20 p. 100 variaient de 12.7 p. 100 pour les moins de 25 ans à 8.2 p. 100 pour les 55 ans et plus. Là où 30 p. 100 du public parle le français, les pourcentages étaient tous entre 5 p. 100 et 6 p. 100, excepté pour le groupe des 25 à 34 ans qui était 7.2 p. 100 en faveur. Un déclin graduel des pourcentages favorables était manifeste pour le groupe de 40 p. 100; ceux-ci variaient de 9.1 p. 100 pour les moins de 25 ans à 7.2 p. 100 pour les 55 ans et plus. Là où 50 p. 100 de la population parle le français, l'obligation pour les fonctionnaires

de parler le français était appuyée par 25.9 p. 100 des moins de 25 ans et elle allait en déclinant à 21.3 p. 100 des 25 à 34 ans pour monter encore de 22.2 p. 100 à 23.7 p. 100 pour les trois groupes les plus âgés. Si on prend le total des pourcentages, ils révèlent que ceux qui approuvent l'obligation pour les fonctionnaires de parler le français là où il est parlé par jusqu'à 50 p. 100 du public desservi varient de 43.9 p. 100 des 55 ans et plus à 53 p. 100 des moins de 25 ans, ce dernier groupe étant le seul avec une majorité favorable bien qu'ici encore aucun groupe d'âge n'ait autant de répondants opposés que de répondants favorables. De 31 p. 100 des 25 à 34 ans à 38.6 p. 100 des 55 ans et plus n'ont pas donné leur opinion. L'obligation pour les fonctionnaires de parler français aux groupes minoritaires n'a pas été appuyée par 14.6 p. 100 des moins de 25 ans jusqu'à 22.1 p. 100 des 35 à 44 ans, et les autres groupes d'âges tombaient entre ces deux pourcentages.

133. L'obligation pour les employés des industries de parler la langue de la minorité est analysée dans la seconde partie du tableau 31. Là où 20 p. 100 du public desservi parle l'anglais, de 14 p. 100 à 16 p. 100 des différents groupes d'âges appuient l'obligation, à l'exception des 55 ans et plus où seulement 12 p. 100 ont partagé cette opinion. Dans les régions où 30 p. 100 parlent l'anglais, les pourcentages étaient de 5 p. 100 à 6.7 p. en faveur, excepté encore pour les 55 ans et plus qui n'étaient que 4.4 p. 100 en faveur. Là où le groupe minoritaire parlant l'anglais s'élevait à 40 p. 100 du public, le pourcentage favorable était d'environ 8 p. 100 pour les deux premiers groupes d'âges et de 6 p. 100 pour les autres niveaux. Si 50 p. 100 de la population parle l'anglais, environ 25 p. 100 alors des moins de 25 ans croient que l'anglais devrait être parlé à la minorité; pour les autres, la proportion s'accroît de 18.6 p. 100 des 25 à 34 ans à 22.4 p. 100 des 55 ans et plus. Si on fait le total des pourcentages pour les groupes minoritaires respectifs, ils varient de 44.9 p. 100 des 55 ans et plus à 53.9 p. 100 des moins de 25 ans, encore une fois ce dernier groupe étant le seul ayant une majorité favorable, bien qu'ici aussi tous les groupes d'âges aient compté plus de répondants favorables que de répondants opposés. Ceux qui n'ont pas fait connaître leur attitude variaient de 29.9 p. 100 des 25 à 34 ans jusqu'à 35.1 p. 100 des 55 ans et plus. Ceux qui se sont opposés à la proposition

s'échelonnaient de 14.9 p. 100 des moins de 25 ans à 20 p. 100 et à 22.4 p. 100 des groupes plus âgés.

134. Pour les employés des industries où la minorité d'expression française est de 20 p. 100, les divers groupes d'âges étaient favorables dans des proportions de 11.2 p. 100 pour les plus jeunes décroissant graduellement à 6.7 p. 100 pour les plus âgés. Une échelle de 4.3 p. 100 des niveaux plus âgés à 7 p. 100 des 25 à 34 ans était favorable pour la minorité de 30 p. 100. Là où la minorité est de 40 p. 100, il y avait un déclin général de 9.1 p. 100 des moins de 25 ans à 6.6 p. 100 des 55 ans et plus. Dans les régions où ceux d'expression française composent 50 p. 100 du public desservi, les proportions étaient un peu plus élevées: 25.6 p. 100 pour les moins de 25 ans, 20.3 p. 100 et 20.8 p. 100 pour les deux groupes d'âges suivants, s'élevant à 23 p. 100 pour les 55 ans et plus. Ceux qui n'ont pas fait connaître leur position variaient de 31.8 p. 100 des 25 à 34 ans à 40.3 p. 100 des 55 ans et plus. Ceux qui se sont opposés à la proposition comptaient 15.7 p. 100 des moins de 25 ans et de 19.2 p. 100 à 23.6 p. 100 des autres groupes. Au total, ceux qui favorisaient l'obligation pour les employés des industries à l'égard de tous les groupes minoritaires de langue française variaient de 40.5 p. 100 des 55 ans et plus à 51.2 p. 100 des moins de 25 ans, et ce dernier groupe était le seul avec une majorité favorable; tous les groupes d'âges avaient plus de pourcentages favorables que de pourcentages défavorables.

135. Le tableau 32 donne une compilation suivant le salaire. Dans les régions où une minorité de langue anglaise de 20 p. 100 est desservie par les fonctionnaires, un peu plus de 18 p. 100 des répondants qui gagnent de \$5000 à \$6999 et 19.2 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus exigeraient que les fonctionnaires parlent l'anglais. Des pourcentages décroissants ont été enregistrés pour les autres groupes de salaires jusqu'à 12.2 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000. Des bas pourcentages de 3.4 p. 100 pour le groupe de \$3000 à \$3999 s'accroissant à 9.4 p. 100 pour le groupe de \$7000 ou plus caractérisaient les réponses données pour une minorité de 30 p. 100. Il y avait des pourcentages un peu plus élevés variant de 6 p. 100 de ceux qui gagnent de \$3000 à \$3999 à 8.7 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus pour une minorité de 40 p. 100. Dans les régions où 50 p. 100 sont de langue anglaise, les pourcentages favorables

à l'obligation de parler l'anglais variaient de 24.1 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 à 18.7 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus. Si on additionne ces pourcentages, on voit que les pourcentages des répondants favorisant l'obligation pour les fonctionnaires à l'égard des groupes minoritaires de langue anglaise s'accroît avec l'augmentation des niveaux de salaires de 44.9 p. 100 de ceux qui gagnent de \$3000 à \$3999 à 56.3 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus. Une majorité de ceux qui gagnent \$5000 et plus favorisait la proposition, une majorité de ceux qui gagnent moins ne la favorisait pas, et tous étaient plutôt favorables qu'opposés à cette proposition. Pour ceux qui n'ont pas révélé leur attitude, les pourcentages allaient en descendant de 37.2 p. 100 des moins de \$3000 à 20.2 p. 100 des \$7000 ou plus. Ceux qui se sont déclarés contre la proposition de parler l'anglais ont produit des pourcentages décroissant graduellement de 16.3 p. 100 du groupe le moins rémunéré à 23.5 p. 100 des plus hauts salariés.

136. De 7.8 p. 100 du groupe des \$3000 à \$3999 à 11.4 p. 100 des \$7000 ou plus préférèrent que les fonctionnaires parlent le français dans les régions où la minorité française est de 20 p. 100. Là où la minorité est de 30 p. 100, les pourcentages varient de 3.5 p. 100 du groupe des \$3000 à \$3999 à 9.5 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus. Une tendance semblable caractérise les réponses pour la minorité de 40 p. 100: 6.7 p. 100 des \$3000 à \$3999 à 9.9 p. 100 des \$7000 ou plus. Aux endroits où la population est 50 p. 100 d'expression française, les pourcentages favorables à l'usage obligatoire du français par les fonctionnaires s'échelonnaient de 22.5 p. 100 pour les \$4000 à \$4999 et les \$7000 ou plus à 24.3 p. 100 pour les moins de \$3000. Au total, le groupe le moins favorable à ce que les fonctionnaires parlent le français à tous les groupes minoritaires de langue française était celui du niveau de \$3000 à \$3999 avec 41.7 p. 100; seuls ceux qui gagnent \$6000 et plus avaient une majorité favorable, bien qu'aucun groupe n'ait eu moins de répondants en faveur que de répondants opposés. Les pourcentages de ceux qui n'ont pas révélé leur attitude étaient un peu plus élevés que dans le cas de l'obligation pour les fonctionnaires de parler l'anglais. Partant avec juste au-dessous de 40 p. 100 pour les groupes des moins de \$3000 et de \$3000 à \$3999, le pourcentage baisse par intervalles assez égaux à 21.3 p. 100

pour le groupe des \$7000 ou plus. Les pourcentages de ceux qui étaient opposés variaient dans un ordre ascendant de 14.8 p. 100 pour les moins de \$3000 à 25.4 p. 100 pour les \$7000 ou plus.

137. Sur la même base des niveaux de salaires, les pourcentages pour les employés des industries sont indiqués dans la seconde partie du tableau 32, d'abord pour les minorités de langue anglaise et ensuite pour les minorités de langue française. Dans la colonne de la minorité anglaise de 20 p. 100, le pourcentage exigeant que l'anglais soit parlé augmente graduellement dans les groupes de niveaux de salaires de 10.7 p. 100 des moins de \$3000 à 16.9 p. 100 de ceux qui gagnent \$6000, puis retombe légèrement à 16.7 p. 100 au niveau des salaires les plus élevés. Dans la catégorie de la minorité de 30 p. 100, le pourcentage est plus bas, allant de 3.5 p. 100 pour les niveaux les plus bas à 8.2 p. 100 pour les niveaux les plus hauts. Dans la colonne de la minorité de 40 p. 100, il y a une tendance semblable, le pourcentage s'accroissant de 6.1 p. 100 aux niveaux inférieurs à 8.5 p. 100 aux niveaux supérieurs. Dans les régions où l'anglais est parlé par la moitié de la population desservie, les pourcentages sont plus hauts, variant dans un ordre descendant de 22.8 p. 100 du groupe des moins de \$3000 à 17.6 p. 100 du groupe des \$7000 ou plus. Si on fait le total des pourcentages, on constate qu'ils varient de 42.8 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 à 51 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus. Les trois groupes les plus haut salariés avaient une majorité favorable, mais les trois groupes les moins payés n'avaient pas une telle majorité, bien que tous les groupes avaient plus de répondants favorables qu'opposés. Ceux qui n'ont pas répondu ont montré le même ordre descendant de 40 p. 100 au niveau des salaires inférieurs à 22.5 p. 100 à celui des plus élevés. 16.8 p. 100 se sont opposés à la proposition parmi les moins de \$3000, et les pourcentages sont allés en croissant à chaque niveau jusqu'à 26.5 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus.

138. En faveur de l'obligation pour les employés des industries de parler le français dans les endroits où il est la langue parlée par 20 p. 100 du public, les pourcentages n'indiquent pas de tendance uniforme; ils varient de 6.8 p. 100 de ceux qui gagnent de \$3000 à \$3999 à 10.1 p. 100 du groupe des \$5000 à \$5999. Là où le groupe minoritaire est de 30 p.

100, il y a une montée graduelle dans les pourcentages de 3.4 p. 100 des moins de \$3000 à 8 p. 100 des \$7000 ou plus. Il existe une tendance semblable pour la minorité de 40 p. 100, et les pourcentages varient de 6.4 p. 100 du groupe de \$3000 à \$3999 à 9.7 p. 100 du groupe de \$7000 ou plus. Dans les régions où 50 p. 100 de la population parle le français, la proposition est approuvée par un pourcentage qui décline par fractionnement de 23.1 p. 100 du groupe des moins de \$3000 à 21 p. 100 à celui des \$6000 à \$6999 et 21.1 p. 100 au niveau des \$7000 ou plus. Au total, ceux qui favorisent la proposition pour tous les groupes minoritaires variaient de 39.6 p. 100 des \$3000 à \$3999 à 48 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus; bien qu'aucun groupe n'ait produit une majorité favorable, tous étaient plus favorables qu'opposés. La catégorie de ceux qui n'ont pas répondu se caractérise par un pourcentage décroissant de 43.6 p. 100 à 43.1 p. 100 au niveau des plus bas salariés à 23.8 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus. La proposition a été rejetée par des pourcentages croissants aux divers niveaux de 15.7 p. 100 des moins de \$3000 à 28.2 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus.

139. Le tableau 33 donne des chiffres selon la facilité de s'exprimer des répondants. Les données ici manquent un peu d'uniformité. Là où 20 p. 100 de la population parle l'anglais, 2,037 ou 13.7 p. 100 des répondants de langue anglaise, 80 ou 15.6 p. 100 des répondants de langue française, 1,159 ou 22.1 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues, et 142 ou 16.8 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue voudraient que les fonctionnaires parlent l'anglais. Dans les régions où la minorité est 30 p. 100 de langue anglaise, 687 ou 4.6 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais seulement, 35 ou 6.8 p. 100 de ceux qui parlent le français seulement, et 451 ou 8.6 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues exigeraient que l'anglais soit parlé. Lorsque la minorité est de 40 p. 100 de langue anglaise, 1,020 ou 6.9 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais seulement, 45 ou 8.8 p. 100 de ceux qui parlent le français seulement, et 384 ou 7.3 p. 100 des répondants bilingues réclament que l'anglais soit parlé. Si la moitié de la population parle l'anglais, les pourcentages en faveur de la proposition de parler l'anglais sont plus élevés: 3,146 ou 21.2 p. 100 de ceux qui ne parlent que l'anglais, 129 ou 25.2 p. 100 de ceux qui ne parlent que le français, 1,154 ou 22.1 p. 100 des bilingues

en français et en anglais et 215 ou 25.5 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. Parmi ceux qui n'ont pas répondu, on compte 4,072 ou 27.4 p. 100 pour l'anglais seulement, 197 ou 38.5 p. 100 pour le français seulement, 1,884 ou 36 p. 100 pour ceux qui parlent le français et l'anglais et 212 ou 25.1 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. Sur ceux qui sont contre la proposition, 3,908 ou 26.3 p. 100 étaient de langue anglaise seulement, 26 ou 5.1 p. 100 de langue française, 201 ou 3.8 p. 100 qui parlent le français et l'anglais et 182 ou 21.6 p. 100 qui parlent l'anglais et une autre langue. En faisant le total des pourcentages, il est surprenant de constater que le groupe linguistique le plus nombreux de répondants n'ayant pas une majorité favorable à l'obligation pour les fonctionnaires de parler l'anglais aux groupes minoritaires de langue anglaise est celui qui parle l'anglais seulement. Dans ce cas, seulement 46.1 p. 100 étaient en faveur. Par comparaison, 56.4 p. 100 de ceux qui parlent le français et 60 p. 100 du groupe des bilingues étaient également en faveur.

140. Dans les cas où la minorité française est de 20 p. 100, 864 répondants de langue anglaise ou 5.8 p. 100, 78 de langue française ou 15.2 p. 100, et 1,135 ou 21.7 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais exigent que les fonctionnaires parlent le français. Si la minorité française est de 30 p. 100, 692 ou 4.7 p. 100 de ceux de langue anglaise, 28 ou 5.5 p. 100 de ceux de langue française et 462 ou 8.8 p. 100 de ceux des deux langues sont en faveur de l'obligation de parler le français. Quand la minorité de langue française atteint 40 p. 100 du public desservi, 1,182 ou 7.9 p. 100 des répondants de langue anglaise, 46 ou 9 p. 100 de ceux de langue française, et 397 ou 7.6 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais ont manifesté leur approbation pour la proposition. Quand cette minorité atteint 50 p. 100, 3,379 ou 22.7 p. de ceux d'expression anglaise, 145 ou 38.3 p. 100 de ceux d'expression française, et 1,174 ou 22.4 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues, ainsi que 239 ou 28.3 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue, ont favorisé la proposition. Parmi ceux qui n'ont pas donné leur opinion, 4,780 ou 32.1 p. 100 étaient de langue anglaise, 189 ou 36.9 p. 100 de langue française, 1,856 ou 35.5 p. 100 parlaient les deux langues, et 247 ou 29.2 p. 100 parlaient l'anglais et une autre langue. Contre cette

obligation de parler le français aux minorités de langue française, 3,973 ou 26.7 p. 100 étaient de langue anglaise, 26 ou 5.1 p. 100 de langue française, 209 ou 4 p. 100 parlaient les deux langues, et 194 ou 23 p. 100 parlaient l'anglais et une autre langue. Au total, 58 p. 100 des répondants de langue française et 60.5 p. 100 des répondants parlant le français et l'anglais se sont montrés favorables à la proposition. Sur les autres groupes importants, seulement les 41.2 p. 100 de ceux de langue anglaise et les 47.8 p. 100 des autres répondants n'ont pas donné une majorité.

141. L'obligation pour les employés des industries de parler le français ou l'anglais est analysée dans la seconde partie du tableau 33. D'abord, pour ce qui est des minorités de langue anglaise, le tableau montre que l'appui de la proposition, dans le cas d'une minorité de 20 p. 100, venait de 1,833 ou 12.3 p. 100 des répondants qui parlent l'anglais, de 78 ou 15.2 p. 100 de ceux qui parlent le français, de 1,044 ou 20 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues, et de 128 ou 15.2 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. Dans le cas d'une minorité de 30 p. 100, 608 ou 4.1 p. 100 de ceux d'expression anglaise, 37 ou 7.2 p. 100 de ceux d'expression française, et 489 ou 9.3 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues étaient en faveur de la proposition. A 40 p. 100, les chiffres augmentent un peu à 893 ou 6 p. 100 pour ceux qui parlent l'anglais, 52 ou 10.2 p. 100 pour ceux qui parlent le français, et 465 ou 8.9 p. 100 pour ceux qui parlent le français et l'anglais. Comme pour les fonctionnaires, les pourcentages sont plus élevés en faveur de l'obligation pour les employés des industries de parler l'anglais où la minorité de langue anglaise atteint 50 p. 100. Ici, il y en a 2,972 ou 20 p. 100 de langue anglaise, 121 ou 23.6 p. 100 de langue française, 1,144 ou 21.9 p. 100 qui parlent le français et l'anglais, et 189 ou 22.4 p. 100 qui parlent l'anglais et une autre langue, exigeant que l'anglais soit parlé. Les pourcentages de ceux qui n'ont pas émis d'opinion étaient les suivants: ceux qui parlent l'anglais, 30.2 p. 100; le français, 29.1 p. 100, le français et l'anglais, 35.5 p. 100; et l'anglais et une autre langue, 28.1 p. 100. 27.3 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais, 4.7 p. 100 de ceux qui s'expriment en français, 4.4 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues, et 24.4 p. 100 de ceux

qui parlent l'anglais et une autre langue étaient contre la proposition. Au total, 42.5 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et 47.5 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue favorisaient la proposition. Les deux groupes linguistiques qui ont donné les pourcentages les plus élevés en faveur étaient ceux d'expression française avec 56.2 p. 100 et les répondants qui parlent l'anglais et le français avec 60.1 p. 100.

142. Encore pour les employés des industries, l'obligation de parler le français aux minorités françaises était appuyée, dans le cas d'une minorité de 20 p. 100, par 700 ou 4.7 p. 100 des répondants de langue anglaise, 80 ou 15.6 p. 100 de ceux de langue française, et 1,034 ou 19.8 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais; dans le cas d'une minorité de 30 p. 100, par 4.1 p. 100 des anglais, 6.1 p. 100 des français et 9.3 p. 100 des français-anglais. Pour une minorité de 40 p. 100, les pourcentages étaient légèrement plus hauts, 7.1 p. 100 pour les répondants de langue anglaise, 9.6 p. 100 pour ceux de langue française, et 8.8 p. 100 pour ceux des deux langues. Là où la minorité française atteint 50 p. 100, 21.4 p. 100 de ceux de langue anglaise, 25.6 p. 100 de ceux de langue française, 22.2 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, et 26.7 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue favorisaient l'obligation de parler le français. Encore ici, un peu plus du tiers des répondants n'ont pas donné leur opinion: 34.5 p. 100 de ceux de langue anglaise, 38.9 p. 100 de ceux de langue française, 35.5 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, et 31.6 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. Se sont prononcés contre l'obligation pour les employés des industries de parler le français aux minorités françaises 28.2 p. 100 de langue anglaise, 4.3 p. 100 de langue française, 4.3 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, et 24.1 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. 56.8 p. 100 des répondants de langue française et 60.2 des répondants qui parlent le français et l'anglais ont donné une majorité favorable, tandis que 37.3 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et 43.3 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue n'ont pas donné une telle majorité.

143. Le tableau 34 porte sur l'analyse des réponses concernant les minorités selon la langue parlée au foyer par les répondants. Seulement

ceux qui parlent le français au foyer favorisaient par plus de 20 p. 100 que les fonctionnaires parlent l'anglais aux minorités de langue anglaise jusqu'à 20 p. 100; ceux de langue anglaise étaient 13.8 p. 100 en faveur, ceux qui parlent le français et l'anglais 18 p. 100 et ceux qui parlent l'anglais et une autre langue 16.5 p. 100. Pour la minorité de 30 p. 100, le pourcentage le plus élevé (9.1 p. 100) venait du groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais, et les autres pourcentages variaient de 4.1 p. 100 pour ceux qui parlent l'anglais et une autre langue à 8.1 p. 100 pour le groupe de ceux qui ne parlent que le français. Pour la minorité de 40 p. 100, le pourcentage le plus haut (8.9 p. 100) venait encore du groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais; ceux qui parlent l'anglais et une autre langue venaient en second lieu avec 7.5 p. 100, et les groupes de ceux qui ne parlent le français ou seulement l'anglais étaient un peu plus bas avec 7 p. 100. Encore ici, les pourcentages étaient plus élevés pour la minorité de langue anglaise qui atteint 50 p. 100 du public desservi. Le pourcentage le plus haut (26.1 p. 100) était pour le groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais; les groupes de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue, qui parlent l'anglais seulement, et qui ne parlent que le français tombaient tous entre 21 p. 100 et 23 p. 100. Un nombre considérable de répondants n'ont pas établi leur position: ceux qui parlent l'anglais et l'anglais et une autre langue, 27.4 p. 100; le français et l'anglais; 31.7 p. 100, et le français seulement, 38.6 p. 100. Des pourcentages élevés pour deux groupes se sont prononcés contre la proposition. Ce sont le groupe de ceux qui ne parlent que l'anglais avec 26.2 p. 100 et celui de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue avec 21.5 p. 100, mais seulement 2.7 p. 100 des répondants de langue française et 6.2 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais s'y sont opposés. Au total, le groupe de ceux qui ne parlent que le français avec 58.7 p. 100, le groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais avec 62.1 p. 100, et le groupe de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue avec 51.1 p. 100 avaient une majorité favorable à la proposition; sur les groupes linguistiques les plus nombreux, seul celui de ceux qui ne parlent que l'anglais avec un pourcentage de 46.4 p. 100 n'avaient pas une telle majorité favorable.

144. Exigeant que les fonctionnaires parlent le français pour une minorité française de 20 p. 100, il y avait 6 p. 100 des répondants de langue anglaise, 22.8 p. 100 de ceux de langue française, et 16.9 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais. Pour une minorité française de 30 p. 100, il y avait 4.7 p. 100 de ceux d'expression anglaise, 8 p. 100 de ceux d'expression française, et 9.2 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues. Là où la minorité est de 40 p. 100, 7.9 p. 100 parlaient le français seulement, 7 p. 100 le français, et 9.5 p. 100 le français et l'anglais. Dans les régions où 50 p. 100 de la population desservie est de langue française, les pourcentages étaient au-dessus de 25 p. 100 pour les groupes de ceux qui parlent le français et l'anglais et l'anglais et une autre langue, et au-dessus de 22 p. 100 pour les groupes de ceux qui parlent l'anglais seulement et le français seulement. De 30 p. 100 à 40 p. 100 des répondants des groupes linguistiques déjà mentionnés n'ont pas établi leur position. Se sont prononcés contre la proposition 26.4 p. 100 des répondants de langue anglaise, 2.7 p. 100 de ceux de langue anglaise, 6.4 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, et 24.3 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. D'un autre côté, si on fait le total des pourcentages des divers groupes minoritaires, 60 p. 100 de ceux qui parlent le français au foyer et 61.3 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais favorisaient la proposition par une majorité; seulement les 41.4 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais au foyer et les 45 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue n'ont pas donné une majorité favorable.

145. L'obligation pour les employés des industries de parler l'anglais aux minorités de langue anglaise suit la tendance normale de se manifester un peu moins favorable que pour les fonctionnaires. Là où la minorité de langue anglaise va jusqu'à 20 p. 100, la proposition reçoit l'appui de 12.3 p. 100 des répondants de langue anglaise, de 20.8 de ceux de langue française, de 16.2 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues, et de 15.2 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. Pour une minorité de 30 p. 100, l'appui est plus faible: 4.2 p. 100 pour ceux de langue anglaise, 9 p. 100 pour ceux de langue

française, et 9.2 p. 100 pour ceux qui parlent les deux langues. Pour la minorité de 40 p. 100, les pourcentages augmentent légèrement à 6 p. 100 pour les répondants de langue anglaise, 8.7 p. 100 pour ceux de langue française, et 9.8 p. 100 pour ceux qui parlent le français et l'anglais. Encore ici, il y a des pourcentages plus élevés pour le cas des minorités anglaises allant jusqu'à 50 p. 100: ceux de langue anglaise, 19.9 p. 100; ceux de langue française, 20.8 p. 100; ceux qui parlent le français et l'anglais, 25.9 p. 100; et ceux qui parlent l'anglais et une autre langue, 21.8 p. 100. Pour ces groupes, les pourcentages de ceux qui n'ont pas exprimé leur opinion variaient de 30 p. 100 à 40 p. 100, excepté pour le groupe de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue qui avait un pourcentage légèrement au-dessous de 30 p. 100. Les pourcentages des répondants qui étaient contre la proposition étaient dans tous les cas, sauf un, un peu plus élevés que pour les mêmes pourcentages dans le cas des fonctionnaires. Si on fait le total des pourcentages favorables, ils indiquent une majorité pour 59.2 p. 100 de ceux qui parlent le français au foyer et pour 61.1 p. 100 pour ceux qui parlent le français et l'anglais, tandis qu'ils montrent une minorité pour 42.4 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et pour 47.1 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue au foyer. Ces quatre derniers pourcentages sont favorables à la proposition.

146. En faveur de l'usage du français par les employés des industries pour les minorités de langue française, les pourcentages n'étaient pas tellement différents de ceux qui favorisent l'usage du français par les fonctionnaires dans les mêmes circonstances. Pour les minorités allant jusqu'à 20 p. 100, ces pourcentages étaient 4.9 p. 100 pour les répondants de langue anglaise, 21 p. 100 pour ceux de langue française, et 14.7 p. 100 pour ceux qui parlent le français et l'anglais. Les pourcentages pour les minorités allant jusqu'à 30 p. 100 étaient plus petits: 4.2 p. 100 pour ceux de langue anglaise, 9 p. 100 pour ceux de langue française et ceux qui parlent les deux langues; pour les minorités jusqu'à 40 p. 100, 7.1 p. 100 de ceux de langue anglaise, 8.1 p. 100 de ceux de langue française et 10.4 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais. Pour les minorités françaises allant jusqu'à 50 p. 100, les pourcentages favorables à l'obligation des employés des industries de parler le français étaient: 21.4 p. 100 de ceux de langue anglaise,

21.7 p. 100 de ceux de langue française, 25.3 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, et 24.6 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. Les pourcentages dans la colonne de ceux qui n'ont pas révélé leur attitude étaient tous au-dessus de 30 p. 100 pour les groupes mentionnés plus haut. Se sont déclarés contre la proposition 27.9 p. 100 des répondants de langue anglaise, 3 p. 100 de ceux de langue française, 6.8 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, et 25.8 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. En faisant le total de tous les groupes minoritaires, on voit que les pourcentages favorables étaient 27.6 p. 100 de ceux de langue anglaise, 42 p. 100 de ceux qui s'expriment en anglais et dans une autre langue, et, avec une majorité, 59.7 p. de ceux qui parlent le français et 59.4 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues.

147. Le tableau 35 indique les proportions relatives à l'obligation de parler la langue des groupes minoritaires selon le niveau d'instruction. Dans les régions où il existe une minorité de langue anglaise de 20 p. 100, les pourcentages d'une certaine importance appuyant l'obligation pour les fonctionnaires de parler l'anglais varient de 8.5 p. 100 des répondants qui ont fait un cours élémentaire partiel allant en augmentant à chaque niveau jusqu'à 20.6 p. 100 de ceux qui ont un diplôme universitaire. Pour une minorité de 30 p. 100, un chiffre de 3.9 p. 100 pour ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel diminue à 3.4 p. 100 pour ceux qui ont complété un tel cours, et augmente ensuite à chaque niveau jusqu'à ce qu'il atteigne 10 p. 100 des diplômés d'une université. Là où la minorité est de 40 p. 100, les pourcentages s'échelonnent de 3.9 p. 100 au niveau le plus bas à 8.4 p. 100 des détenteurs d'un diplôme universitaire. Lorsque 50 p. 100 de la population parle l'anglais, la proposition reçoit l'appui de 24 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel, décroissant dans ce cas-ci à 18.6 p. 100 des diplômés d'une université. Si on prend le total de ces pourcentages pour tous les groupes minoritaires, les trois niveaux d'instruction les plus élevés ont une majorité favorable à la proposition et les pourcentages s'échelonnent de 51.7 p. 100 de ceux qui ont un cours secondaire complet à 57.5 p. des diplômés d'une université. Des pourcentages minoritaires de 43.1 p. 100 à 46.1 p. 100 ont été enregistrés pour les trois niveaux

les plus bas de ceux qui n'ont pas terminé un cours secondaire. Ceux qui n'ont pas exprimé d'opinion variaient de 21.9 p. 100 de ceux qui ont un diplôme universitaire à 42.9 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel. Se sont prononcés contre l'obligation 16.7 p. 100 et 15.1 p. 100 des deux niveaux de l'école élémentaire, et ces pourcentages sont allés en augmentant à 20.5 p. 100 et à 20.6 p. 100 pour les deux niveaux universitaires.

148. L'obligation pour les fonctionnaires de parler français à une minorité français allant jusqu'à 20 p. 100 variait de 6.5 p. 100 de ceux du niveau d'un cours élémentaire incomplet jusqu'à 14.2 p. 100 des diplômés d'une université. Pour une minorité jusqu'à 30 p. 100, les chiffres augmentaient également de 3.3 p. 100 de ceux qui ont un cours élémentaire complet à 10.8 p. 100 des diplômés. Pour une minorité de langue française de 40 p. 100, la proposition était appuyée par un pourcentage augmentant uniformément de 3.3 p. 100 pour un cours élémentaire non terminé à 9.6 pour un cours universitaire non complété, et ceux qui ont un diplôme universitaire étaient 8.7 p. 100 en faveur. Là où les groupes minoritaires atteignent 50 p. 100, les pourcentages étaient tous entre 20.3 p. 100 et 23.9 p. 100, le premier chiffre s'appliquant à ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel, et le second à ceux qui ont fait un cours secondaire complet. En prenant le total des pourcentages, ils indiquent une majorité favorable de 51 p. 100 à un peu plus de 55 p. 100 au niveau universitaire. Les chiffres minoritaires pour les autres niveaux variaient de 33.8 p. 100 à 47.8 p. 100. Plus de 53 p. 100 au niveau d'un cours élémentaire n'ont pas exprimé d'opinion, le pourcentage s'abaissant graduellement échelon par échelon, jusqu'à un point bas de 22.6 p. 100 pour les diplômés d'une université. Ceux qui étaient contre la proposition se trouvaient entre 12.6 p. 100 aux niveaux d'instruction les plus bas et 22.2 p. 100 aux niveaux les plus élevés.

149. L'obligation pour les employés des industries de parler l'anglais aux minorités de 20 p. 100 ou moins était appuyée par 4.3 p. 100 du niveau d'un cours élémentaire partiel s'accroissant régulièrement jusqu'à 17.7 p. 100 des diplômés. Dans le cas d'une minorité de 30 p. 100 du public de langue anglaise, les pourcentages favorisant la proposition

se trouvaient entre 2.7 p. 100 au niveau d'un cours élémentaire terminé et 8.2 p. 100 au niveau du diplôme universitaire. Un pourcentage s'accroissant graduellement de 4.9 p. 100 du groupe de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 8.2 p. 100 des diplômés d'une université caractérisait les réponses pour la minorité de 40 p. 100. Là où le groupe minoritaire atteint 50 p. 100, le pourcentage décroît d'un sommet de 25 p. 100 au niveau d'un cours élémentaire partiel à 17.9 p. 100 des diplômés d'une université. Au total, les pourcentages favorables variaient de 38.7 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 52 p. 100 des diplômés universitaires. Seuls ceux du niveau universitaire ont donné une majorité favorable, bien que tous les niveaux d'instruction aient compté plus de répondants en faveur que de répondants opposés. Les pourcentages de ceux qui n'ont pas répondu variaient de 48.1 p. 100 des niveaux les plus bas à 23.5 p. 100 des plus élevés. Des pourcentages s'accroissant de 13.2 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 24.5 p. 100 des diplômés universitaires se sont exprimés contre la proposition.

150. La proposition voulant que les employés des industries parlent le français aux minorités de langue française a gagné l'appui dans la catégorie de la minorité de 20 p. 100 de 5.5 p. 100 au niveau d'un cours élémentaire partiel à 11.8 p. 100 des diplômés d'une université. Dans le cas des minorités de 30 p. 100, les petits pourcentages à l'appui de la proposition s'échelonnaient de 3 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours élémentaire à 8.5 p. 100 de ceux qui ont reçu un diplôme universitaire. Pour les minorités de 40 p. 100, les pourcentages à l'appui variaient de 3.9 p. 100 au niveau académique le plus bas à un peu plus de 9 p. 100 aux deux niveaux les plus hauts. Dans les régions où jusqu'à 50 p. 100 de la population parlent le français, les pourcentages à l'appui étaient tous entre 20.4 p. 100 et 23.1 p. 100. Si on fait le total pour tous les groupes minoritaires, on constate qu'ils varient de 33.6 p. 100 aux niveaux académiques les plus bas à 49.8 p. 100 aux niveaux les plus élevés. Aux niveaux des écoles élémentaires, 55.4 p. 100 et 49.9 p. 100 respectivement n'ont pas fait connaître leur opinion; aux autres niveaux, les pourcentages variaient graduellement à la baisse de 39.8 p. 100 à 24.2 p. 100. Des pourcentages croissant de 11 p. 100 aux niveaux d'instruction les plus bas à 26 p. 100 des diplômés universitaires ont été enregistrés.

Résumé

151. Quand on examine les réponses à la question à savoir si les fonctionnaires ou les employés des industries devraient parler le français et l'anglais dans les diverses circonstances, on constate qu'elles donnent des résultats intéressants. Tout d'abord, près des trois quarts de tous les répondants ont exprimé l'avis que ni les fonctionnaires ni les employés des industries devraient être tenus de parler les deux langues partout au Canada. Il n'y a que dans la province de Québec qu'il y avait une majorité à cette proposition. Un pourcentage légèrement plus élevé favorisait cette obligation pour les fonctionnaires à Ottawa ou les employés des industries à leurs bureaux-chefs, mais même ici moins d'un quart était en faveur.

152. Un peu plus de femmes que d'hommes se sont montrées plutôt favorables à la proposition pour les fonctionnaires partout au Canada et à Ottawa, et pour les employés des industries partout au Canada et aux bureaux-chefs des industries, mais dans aucun cas la proposition n'était favorisée par plus d'un quart d'un sexe ou de l'autre, excepté pour les fonctionnaires à Ottawa où 30.6 p. 100 des femmes et 28.9 p. 100 des hommes étaient en faveur.

153. En fonction de l'âge des répondants, les plus jeunes étaient plus favorables que les plus âgés à la proposition que les fonctionnaires et les employés des industries soient bilingues partout au Canada et à Ottawa ou aux bureaux-chefs des industries. Dans ce cas, seulement les moins de 25 ans étaient en faveur de l'obligation par plus d'un tiers, et même ici seulement à l'égard des fonctionnaires et des employés des industries partout au Canada, et des fonctionnaires à Ottawa, où le pourcentage a atteint 38.7 p. 100.

154. Sur la base du salaire, ceux des niveaux de salaires les plus bas étaient plus favorables à la proposition que ceux qui gagnent des salaires plus élevés. Même ici, seulement ceux qui reçoivent moins de \$5000 étaient plus de 30 p. 100 en faveur de l'obligation, et pour les fonctionnaires à Ottawa seulement.

155. Pour ce qui est de la facilité de s'exprimer facilement dans une langue, les répondants les plus favorables à l'obligation pour les fonctionnaires et les employés des industries de parler le français et

l'anglais partout au Canada étaient ceux qui s'expriment facilement en français seulement, en français et en anglais, et en français et dans une autre langue. Chacun de ces groupes avaient une majorité de répondants en faveur variant de 52.4 p. 100 à 66.7 p. 100. Cependant, ils étaient plus que compensés par le grand nombre d'environ neuf sur dix des répondants de langue anglaise qui étaient opposés. Les mêmes groupes linguistiques, mais avec des pourcentages plus bas, favorisaient et s'opposaient respectivement à l'obligation pour les fonctionnaires à Ottawa et les employés des industries à leurs bureaux-chefs de parler les deux langues. La même tendance des réponses s'est manifestée pour les répondants qui parlaient l'anglais ou le français ou les deux langues au foyer.

156. Un examen des réponses selon les niveaux d'instruction des répondants révèle que ceux qui ont un niveau académique plus bas tendaient à se montrer plus favorables que ceux d'un niveau académique plus élevé à l'obligation pour les fonctionnaires et les employés des industries de parler le français et l'anglais partout au Canada. Cela était également vrai à l'égard de la proposition pour les employés des industries à leurs bureaux-chefs. Dans ce cas, cependant, seul le groupe de ceux qui n'ont pas terminé un cours élémentaire étaient plus que 30 p. 100 en faveur, et pour ce qui est du bureau-chef des industries le pourcentage baissait au-dessous de 30 p. 100. Quand on examine l'obligation pour les fonctionnaires de parler les deux langues à Ottawa, la tendance est renversée, et les groupes académiques plus élevés étaient plus favorables que ceux des groupes académiques inférieurs. La tendance était néanmoins assez stable, et les pourcentages pour les divers groupes ne variaient qu'entre 27.6 p. 100 et 32.6 p. 100.

157. Quand on examine, cependant, les réponses à l'obligation pour les fonctionnaires et les employés des industries de parler le français et l'anglais aux groupes minoritaires allant jusqu'à 50 p. 100 de la population desservie, on constate que des nombres considérablement plus élevés étaient en faveur. Par exemple, 50.1 p. 100 de tous les répondants étaient en faveur de l'obligation pour les fonctionnaires de parler l'anglais aux minorités de langue anglaise, alors que seulement 20 p. 100 étaient opposés à l'obligation des fonctionnaires de parler le français aux minorités de langue française. 46.4 p. 100 étaient en faveur et

seulement 20.3 p. 100 ne l'étaient pas. La même proposition pour les employés des industries à l'égard des minorités de langue anglaise était appuyée par 47.1 p. 100 des répondants, comparé à 21 p. 100 en opposition, et à l'égard des minorités de langue française par 43.5 p. 100 des répondants comparé à seulement 21. 5 p. 100 qui étaient contre. En d'autres termes, ceux qui favorisaient la proposition à tous les niveaux excédaient ceux qui ne la favorisaient pas dans une proportion de plus de deux contre un. C'est comme si les répondants disaient qu'ils ne sont pas en faveur du bilinguisme uniquement sur une base géographique, mais qu'ils sont en faveur si un pourcentage suffisant de la population desservie le réclame.

158. Sur la base de la province de résidence, les provinces de l'est du Canada étaient plus favorables à la proposition que celles de l'ouest, bien que dans tous les cas les réponses favorables variaient d'un total d'environ un tiers à près des deux tiers. Dans la plupart des cas, les réponses favorables s'échelonnaient de 40 p. 100 à 50 p. 100.

159. Un peu plus d'hommes que de femmes ont eu une tendance à favoriser la proposition, renversant ainsi la tendance des réponses aux questions précédentes selon le sexe. Ici encore, cependant, l'échelle des réponses favorables variait d'environ 40 p. 100 à 50 p. 100.

160. Quand on considère l'âge des répondants, on constate qu'encore une fois, les plus jeunes ont montré une tendance plus favorable que les plus âgés. L'inverse est vrai si on se base sur les salaires, ceux qui gagnent des salaires plus élevés étaient plus favorables que ceux qui sont à des niveaux de salaires plus bas.

161. Encore une fois, comme on pouvait s'y attendre, ceux qui s'expriment facilement en français ou en français et en anglais ou qui se servent de ces langues au foyer sont plus favorables à la proposition que ceux qui ne s'expriment qu'en anglais. Ceci s'applique également aux situations où le groupe minoritaire est de langue anglaise. Cependant, même les répondants de langue anglaise étaient plus que 40 p. 100 en faveur de l'obligation pour les fonctionnaires. Pour les employés des industries, ils étaient aussi plus que 40 p. 100 en faveur là où les groupes minoritaires étaient de langue anglaise, et près de 40 p. 100 en

faveur dans les régions où les groupes minoritaires étaient d'expression française.

162. Sur la base du niveau d'instruction, ceux des niveaux plus élevés étaient plus en faveur que ceux des niveaux inférieurs au bilinguisme des fonctionnaires et des employés des industries dans les endroits où la minorité du public desservi parlant une langue ou l'autre allait jusqu'à 50 p. 100. En fait, excepté pour les employés des industries desservant des groupes minoritaires de langue française, les répondants du niveau universitaire étaient tous plus que 50 p. 100 favorables à la proposition, et dans le cas de l'exception, les nombres approchaient une majorité.

Le gouvernement fédéral et l'industrie privée devraient-ils encourager leurs employés à maîtriser l'anglais et le français en mettant à leur disposition des cours durant les heures de travail ou en dehors des heures de travail, ou en leur payant des allocations?

163. La partie précédente du présent rapport analysait la réaction des répondants à l'application d'un projet de bilinguisme aux fonctionnaires et aux employés des industries partout au Canada, aux centres du gouvernement et des industries privées, et dans les endroits où certains pourcentages de la population desservie parlent le français ou l'anglais comme langue minoritaire. Nous avons vu que la plupart des répondants ne favorisaient pas l'application de ces propositions sur une base strictement géographique, mais qu'ils la favorisaient quand une proportion suffisante de la population parlait une langue comme langue minoritaire. Le rapport passe maintenant à un examen des réponses à divers modes d'encouragement chez les employeurs pour que les employés puissent accroître leurs facilité d'expression en français et en anglais. Les réactions à ces propositions font l'objet des Questions 13 et 14 du questionnaire et les résultats ont été compilés aux tableaux 36 à 42 inclusivement qu'on trouve à l'Annexe C.

164. La sous-question (a) des deux questions demandait aux répondants s'ils étaient en faveur que l'employeur organise des cours de langues durant les heures de travail; la sous-question (b) demandait s'ils favorisaient de tels cours en dehors des heures de travail; et la sous-

question (c) demandait s'ils préféraient le paiement d'allocations aux employés qui sont en mesure de démontrer leur compétence dans l'usage du français et de l'anglais. Vu que la disposition des deux questions le permet, les réponses aux sous-questions (a) de ces deux questions seront analysées ensemble, et il en sera de même pour les sous-questions (b) et (c).

165. Le tableau 36 indique que près de quatre sur dix des répondants au questionnaire (39.9 p. 100) étaient en faveur de cours de langues donnés par le gouvernement fédéral durant les heures de travail. Un pourcentage légèrement plus élevé (44.9 p. 100) était contre et 15.2 p. 100 ne se sont pas prononcés d'une façon ou d'une autre. Exactement un tiers de tous les répondants ont favorisé des cours organisés par les employeurs de l'industrie durant les heures de travail, près de la moitié (48.8 p. 100) étaient contre, et 28 p. 100 n'ont pas répondu.

166. Un pourcentage plus bas (29.3 p. 100) de tous les répondants favorisait des cours par le gouvernement fédéral en dehors des heures de travail. Presque autant (43.7 p. 100) étaient opposés à ce genre de cours que ceux qui s'étaient opposés à des cours durant les heures de travail, et beaucoup plus (27 p. 100) n'ont pas exprimé leur opinion sur ce point. Un peu plus d'un sur cinq des répondants (27.9 p. 100) favorisaient des cours de langues dans les industries privées en dehors des heures de travail, encore près de la moitié (45.5 p. 100) se sont opposés et une proportion un peu plus élevée (26.8 p. 100) n'a pas fait connaître son attitude.

167. Un pourcentage légèrement plus élevé des répondants (41.1 p. 100) était en faveur du paiement d'allocations par le gouvernement fédéral à ses employés qui ont atteint un certain niveau de compétence dans l'usage du français et de l'anglais. Presque autant (43.3 p. 100) étaient opposés aux allocations qu'aux cours de langues et un pourcentage presque identique (15.5 p. 100) à celui des répondants qui n'ont pas pris position sur les cours de langues durant les heures de travail se sont abstenus de répondre. C'était la même tendance des réponses à l'égard du paiement d'allocations par les employeurs de l'industrie à leurs employés vraiment bilingues. Près de quatre sur dix (39.7 p. 100) favorisaient de telles allocations, 46 p. 100 étaient contre et 14.3 p. 100 neutres.

168. Le tableau 36 donne aussi des chiffres à l'égard de la sous-question (a) de la question selon l'endroit de résidence des répondants. Le pourcentage le plus haut favorable à des cours durant les heures de travail pour les fonctionnaires (59.6 p. 100) a été donné par les répondants du Québec, bien que 23.9 p. 100 n'aient pas établi leur position. Les autres variaient de 23.4 p. 100 en faveur en Alberta à 41.9 p. 100 en faveur dans le Yukon/T.N.-O. La plus forte opposition est venue de l'ouest, de 57.8 p. 100 en Colombie britannique à 67.2 p. 100 en Alberta. L'opposition dans les provinces Maritimes s'échelonnait de 49.8 p. 100 en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick à 55.6 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard. L'Ontario était 37.4 p. 100 en faveur, 49.5 p. 100 contre et 13.1 p. 100 neutre.

169. Dans le secteur de l'industrie privée, Québec venait encore en tête de ceux qui appuyaient des cours de langues durant les heures de travail avec 53.3 p. 100. Les autres provinces variaient de 18.1 p. 100 en Alberta à 30.1 p. 100 à Terre-Neuve. Québec menait aussi sur toutes les provinces qui n'ont pas répondu avec 28.3 p. 100. Les pourcentages les plus élevés contre l'idée venaient encore des provinces de l'ouest où ils variaient de 62.1 p. 100 en Colombie britannique à 70.4 p. 100 en Alberta. L'opposition dans les provinces Maritimes variait de 51.9 p. 100 en Nouvelle-Ecosse à 58.3 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard. L'Ontario était 27.5 p. 100 en faveur et 55 p. 100 contre. Ailleurs qu'au Québec, ceux qui n'ont pas fait connaître leur opinion variaient de 9.4 p. 100 au Saskatchewan à 18.3 p. 100 en Nouvelle-Ecosse.

170. A l'égard des cours de langues pour les fonctionnaires en dehors des heures de travail, le plus haut pourcentage favorable venait encore de ceux qui résident au Québec avec 46 p. 100. Au Québec, seulement 16 p. 100 ont voté contre la proposition, mais encore une fois 38 p. 100 n'ont pas exprimé d'opinion. Ailleurs, l'appui variait de 19.3 p. 100 en Alberta à 31.9 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard. L'opposition dans l'ouest était encore la plus forte, variant de 55.9 p. 100 à 62.4 p. 100. Dans les provinces de l'Atlantique, l'opposition était de 44.9 p. 100 à 48.5 p. 100. L'Ontario avait 24.7 p. 100 de réponses affirmatives, 49.9 p. 100 de réponses opposées et 25.4 p. 100 n'ont pas fait connaître leur attitude. A l'exception du Québec et de l'Ontario, le pourcentage des

répondants qui n'ont pas émis d'opinion variait de 16.6 p. 100 au Manitoba à 27 p. 100 en Nouvelle-Ecosse et dans le Yukon/T.N.-O.

171. La proposition voulant que les industries privées donnent des cours de langues à leurs employés en dehors des heures de travail a encore obtenu l'appui le plus fort au Québec avec 47.7 p. 100 en faveur et 15.5 p. 100 contre, et les autres n'ont pas fait connaître leur attitude. Ailleurs, l'appui variait de 17.6 p. 100 en Alberta à 31.9 p. 100 en Nouvelle-Ecosse. L'opposition la plus forte est encore venue de l'ouest, variant de 58.1 p. 100 à 67.4 p. 100. L'opposition dans les provinces Maritimes variait de 45.8 p. 100 à 48.3 p. 100. L'Ontario a favorisé l'idée avec 22.2 p. 100 alors que 52.5 p. 100 s'y sont opposés. Ceux qui n'ont pas répondu s'échelonnaient de 14.3 p. 100 au Saskatchewan à 36.8 p. 100 au Québec.

172. Le paiement d'une allocation aux fonctionnaires qui ont atteint un niveau de compétence dans l'usage du français et de l'anglais a reçu un fort appui au Québec avec 70.9 p. 100 en faveur et seulement 12.7 p. 100 contre. Dans les autres provinces, l'appui variait d'environ 25 p. 100 dans les provinces des Prairies à 37.5 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard, tandis que l'opposition variait de 43 p. 100 à Terre-Neuve à 64.8 p. 100 au Saskatchewan. Ceux qui n'ont pas émis d'opinion variaient de 9.9 p. 100 au Saskatchewan à 23 p. 100 dans le Yukon/T.N.-O.

173. Dans l'industrie privée, le paiement d'une allocation aux employés s'exprimant bien dans les deux langues a aussi reçu un fort appui au Québec avec 70.2 p. 100. Dans les autres provinces, l'appui variait de 22.8 p. 100 au Saskatchewan à 37 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard. L'opposition à l'idée variait de 45 p. 100 à 50 p. 100 dans les provinces de l'Atlantique et de 65 p. 100 à 68 p. 100 dans les Prairies. L'Ontario comptait 31.8 p. 100 des répondants en faveur et 54.1 p. 100 contre. Ceux qui n'ont pas répondu sur ce point variaient de 9.3 au Saskatchewan à 21.6 p. 100 à Terre-Neuve.

174. Le tableau 37 indique que plus de femmes que d'hommes ont favorisé des cours de langues pour les fonctionnaires durant les heures de travail par un pourcentage de 41.5 p. 100 contre 39.4 p. 100. Les réponses en opposition sont venues de 41.3 p. 100 des femmes et de 46.2 p. 100 des hommes, et de 14 p. 100 à 17 p. 100 s'ont pas émis d'opinion.

175. Les pourcentages favorables à des cours de langues pour les employés des industries étaient plus bas que pour les fonctionnaires avec 35 p. 100 des femmes et 32.5 p. 100 des hommes en faveur. Les pourcentages en opposition, par contre, étaient un peu plus élevés avec 50.3 p. 100 des répondants du sexe masculin et 44.9 p. 100 de ceux du sexe féminin. Parmi ceux qui n'ont pas exprimé leur attitude, 17.2 p. 100 étaient des hommes et 20.2 p. 100 étaient des femmes.

176. D'un autre côté, les hommes ont accordé un appui plus ferme à des cours de langues pour les fonctionnaires en dehors des heures de travail dans une proportion de 30 p. 100 en faveur contre 27.9 p. 100 pour les femmes. En opposition, cependant, il y avait 44.7 p. 100 des hommes et 41.3 p. 100 des femmes. Environ 25 p. 100 des hommes et 30 p. 100 des femmes n'ont pas répondu.

177. A l'appui de cours de langues pour les employés des industries en dehors des heures de travail, il y a eu 28.7 p. 100 des hommes et 26.2 p. 100 des femmes, tandis que 46.5 p. 100 des hommes et 42.2 p. 100 des femmes s'y sont opposés. Environ 25 p. 100 des répondants du sexe masculin et 32 p. 100 de ceux du sexe féminin n'ont pas fait connaître leur attitude.

178. Les hommes ont favorisé le paiement d'une allocation aux fonctionnaires pour leur compétence dans les deux langues dans une proportion de 41.9 p. 100, comparativement à 39.7 p. 100 des femmes, mais les hommes qui se sont opposés à l'idée étaient aussi plus nombreux avec un pourcentage de 44.9 p. 100 comparativement à 39.2 p. 100 des femmes. Encore ici, plus de femmes que d'hommes n'ont pas émis d'opinion, soit 21.1 p. 100 des premières comparativement à 13.1 p. 100 des deuxièmes.

179. Plus d'hommes (40.2 p. 100) que de femmes (38.7 p. 100) étaient aussi en faveur du paiement d'une allocation aux employés des industries pour leur compétence dans l'usage du français et de l'anglais. Les hommes, cependant, se sont prononcés contre dans une proportion de 47.4 p. 100, comparativement aux femmes avec 42.4 p. 100. Seulement 12.4 p. 100 des hommes n'ont pas pris position sur ce point, comparativement à 18.9 p. 100 des femmes.

180. Le tableau 38 indique que selon l'âge, les plus jeunes étaient plus favorables que les répondants plus âgés à des cours de langues pour

les fonctionnaires durant les heures de travail. Les moins de 25 ans étaient 49.5 p. 100 en faveur, et le pourcentage allait en déclinant jusqu'à 36.9 p. 100 pour les 55 ans et plus. Par contre, ceux qui s'opposaient à l'idée variaient d'un point bas de 35.2 p. 100 pour les moins de 25 ans à un sommet de 47 p. 100 pour ceux de 45 à 54 ans. Dans tous les groupes d'âges, de 14.3 p. 100 à 17.5 p. 100 n'ont pas exprimé leur opinion.

181. Pour des cours de langues durant les heures de travail aux employés des industries, la tendance des réponses était la même que pour les fonctionnaires. Les moins de 25 ans étaient 42.1 p. 100 en faveur, et le pourcentage allait en diminuant jusqu'à 30.7 p. 100 pour les 55 ans et plus. Les groupes d'âges de 35 à 44 ans et 45 à 54 ans étaient opposés à l'idée dans une proportion de 50.2 p. 100 et 51 p. 100 respectivement, comparativement à seulement 39.1 p. 100 des moins de 25 ans. De 16.9 p. 100 à 20.8 p. 100 dans les divers groupes d'âges n'ont pas pris position.

182. Les cours de langues pour les fonctionnaires en dehors des heures de travail ont manifesté une tendance moins uniforme, et les pourcentages variaient de 27.3 p. 100 en faveur pour les 35 à 44 ans à 32.9 p. 100 pour les moins de 25 ans. Ceux qui se sont opposés variaient de 39.9 p. 100 des 55 ans et plus à 46.2 p. 100 des 35 à 44 ans. De 25 p. 100 à 29.6 p. 100 des répondants dans les divers groupes d'âges n'ont pas fait connaître leur avis.

183. Les cours de langues pour les employés des industries en dehors des heures de travail ont été approuvées dans les divers groupes d'âges par des pourcentages variant de 26.1 p. 100 des 35 à 44 ans à 32.2 p. 100 des moins de 25 ans; de 41.3 p. 100 à 47.5 p. 100 de tous les groupes d'âges s'y sont opposés et de 24.3 p. 100 à 30.3 p. 100 n'ont pas exprimé d'opinion.

184. Le paiement d'une allocation aux fonctionnaires pour leur compétence en français et en anglais a été approuvé par un peu plus de 50 p. 100 du groupe des 25 ans, et le pourcentage est allé en déclinant à 39.1 p. 100 des 35 à 44 ans et à 39.3 p. 100 des 55 ans et plus. En opposition, il y avait des pourcentages de 31.7 p. 100 des moins de 25 ans augmentant à 46 p. 100 des 35 à 44 ans et baissant à 43.9 p. 100

pour les 55 ans et plus. De 14.4 p. 100 à 18.2 p. 100 des répondants dans les groupes d'âges respectifs n'ont pas fait connaître leur opinion sur ce point.

185. Le paiement d'une allocation aux employés de l'industrie pour leur bilinguisme a été approuvé par 49.3 p. 100 des moins de 25 ans, et le pourcentage s'est abaissé à 37.5 p. 100 pour ceux qui ont de 35 à 44 ans et à 38.5 p. 100 de ceux qui ont de 45 à 54 ans. Ceux qui se sont opposés variaient de 35 p. 100 des moins de 25 ans à 48.9 p. 100 des 35 à 44 ans. De 13.6 p. 100 des 35 à 44 ans à 15.7 p. 100 des moins de 25 ans n'ont pas répondu à cette sous-question.

186. Pour ce qui est des échelles de salaires, le tableau 39 indique que les cours de langues pour les fonctionnaires durant les heures de travail ont reçu la plus forte approbation de la part des groupes des moins salariés. Ceux qui gagnent moins de \$3000 ont favorisé l'idée par une proportion de 45.1 p. 100, et le pourcentage a diminué à 37.2 p. 100 de ceux qui gagnent de \$6000 à \$6999 et à 37.7 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus. Ceux qui se sont déclarés contre variaient de 37.7 p. 100 des moins de \$3000 à environ 50 p. 100 de tous ceux qui gagnent \$6000 ou plus. De 12.8 p. 100 à 17.2 p. 100 des divers groupes de salaires n'ont pas fait connaître leur avis.

187. La tendance des réponses favorisant des cours de langues durant les heures de travail pour les employés des industries était plus basse mais semblable à celle pour les fonctionnaires et elle variait de 38.9 p. 100 pour ceux qui gagnent moins de \$3000 à un peu moins de 30 p. 100 pour ceux qui reçoivent \$6000 ou plus. Ceux qui s'y sont opposés variaient de 41.3 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 à 54.8 p. 100 de ceux qui reçoivent de \$6000 à \$6999, et de 15 p. 100 à 20 p. 100 à tous les niveaux n'ont pas révélé leur position.

188. A l'égard de l'organisation de cours de langues en dehors des heures de travail pour les fonctionnaires, cette proposition a reçu l'appui de 25.7 p. 100 des moins rémunérés, et le pourcentage s'est accru jusqu'à 38.4 p. 100 des plus hauts salariés. Les pourcentages de ceux qui étaient contre ont varié de 39.1 des moins payés à 47.6 p. 100 au niveau des \$6000 à \$6999. Sans réponse, un haut pourcentage de 35.2 p. 100 des moins de \$3000 a baissé à 16.7 p. 100 des \$7000 ou plus.

189. Dans l'industrie, basé sur le salaire, l'appui pour des cours de langues en dehors des heures de travail variait de 25.6 p. 100 des moins de \$3000 à 33.7 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus. L'opposition variait de 39.4 p. 100 du niveau de salaires le plus bas à 50 p. 100 du niveau de \$6000 à \$6999. Ceux qui n'ont pas répondu allaient de 18.1 p. 100 du niveau de salaires le plus haut à 35 p. 100 du niveau le plus bas.

190. Des allocations aux fonctionnaires qui ont atteint un bilinguisme compétent ont été approuvées par 43.5 p. 100 des moins de \$3000, et le pourcentage a diminué à 36 p. 100 au niveau de ceux qui gagnent \$7000 ou plus et des autres niveaux. Ceux qui ont enregistré leur désapprobation variaient de 32.1 p. 100 des moins de \$3000 à 55.3 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus. De 8.8 p. 100 des groupes de salariés les plus hauts à 24.3 p. 100 des plus bas n'ont rien répondu.

191. Des allocations pour les employés des industries ont été approuvées par des pourcentages de 42.3 p. 100 de ceux qui reçoivent moins de \$3000 à 33.4 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus. Elles ont été rejetées par 36 p. 100 des moins de \$3000 à 56 p. 100 de la catégorie des \$7000 ou plus. De 10 p. 100 à 21.6 p. 100 des répondants aux divers niveaux de salaires n'ont pas révélé leur position.

192. Tel qu'indiqué au tableau 40, des cours pour les fonctionnaires durant les heures de travail ont été approuvés par un tiers de ceux qui s'expriment facilement en anglais, par 75.6 p. 100 de ceux qui parlent aisément le français, par 55.3 p. 100 de ceux qui sont bilingues, par 36.3 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue que le français, et par 51.3 p. 100 de ceux qui sont trilingues. Ils ont été opposés par 55.3 p. 100 de ceux qui parlent facilement l'anglais, par 8.6 p. 100 de ceux qui parlent aisément le français, par 18.3 p. 100 de ceux qui parlent couramment les deux langues, par 54.3 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue, et par 24 p. 100 de ceux qui parlent trois langues. Ceux qui n'ont pas exprimé leur opinion variaient de 9.5 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue à 26.3 p. 100 de ceux qui s'expriment correctement en français et en anglais.

193. Ceux favorisant des cours de langues durant les heures de travail dans le secteur industriel variaient de 26.3 p. 100 de ceux qui

ne s'expriment facilement qu'en anglais à 65.6 p. 100 de ceux qui parlent correctement le français. Parmi les autres groupes linguistiques, les pourcentages favorables variaient de 28.9 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue à 49.5 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais. Ont rejeté l'idée de 60.2 p. 100 des répondants de langue anglaise à seulement 11.5 p. 100 de ceux de langue française, alors que ceux qui n'ont exprimé aucune préférence variaient de 11.7 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue à 30.8 p. 100 de ceux qui sont bilingues.

194. Des classes de langues pour les fonctionnaires tenues en dehors des heures de travail ont été favorisées par 22.8 p. 100 des répondants de langue anglaise, par 45.5 p. 100 de ceux de langue française, par 47.3 p. 100 de ceux qui parlent les deux langues, par 22.5 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue et par 38.7 p. 100 de ceux qui sont trilingues. L'opposition à l'idée variait de 16 p. 100 de ceux qui s'expriment facilement en français à 55.8 p. 100 à ceux qui parlent aisément l'anglais et une autre langue. Une grosse proportion variant de 22.4 p. 100 à 55.6 p. 100 n'a pas énoncé son opinion.

195. Pour le secteur de l'industrie, des cours de langues en dehors des heures de travail ont été approuvés par un peu plus de 20 p. 100 de ceux qui s'expriment facilement en anglais seulement ou en anglais et dans une autre langue, par 45.7 p. 100 de ceux qui parlent correctement le français et par 49.1 p. 100 de ceux qui parlent bien le français et l'anglais. L'opposition est venue de 14 p. 100 de ceux qui parlent facilement l'anglais et le français et de 15 p. 100 de ceux qui ne s'expriment facilement qu'en français, de 57.2 p. 100 de ceux qui ne parlent correctement que l'anglais et de 58.1 p. 100 de ceux qui possèdent bien l'anglais et une autre langue. De 22.6 p. 100 à 36.9 p. 100 de ces groupes linguistiques n'ont pas fait connaître leur avis.

196. Des allocations payables aux fonctionnaires pour leur bilinguisme ont reçu plus d'appui. Les répondants de langue française les ont approuvées par 54.5 p. 100, ceux qui parlent le français et l'anglais par 76.2 p. 100, ceux qui parlent l'anglais et une autre langue par 36 p. 100, et ceux qui parlent trois langues par 73.5 p. 100. Les répondants de langue anglaise se sont opposés à l'idée par 56.5 p. 100, et ceux qui

parlent l'anglais et une autre langue par 52.3 p. 100, tandis que seulement 9.2 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais et 13.9 p. 100 de ceux qui ne s'expriment correctement qu'en français se sont opposés. Ceux qui n'ont pas donné leur opinion variaient de 11.5 p. 100 de ceux qui étaient trilingues à 31.6 p. 100 de ceux qui ne s'expriment facilement qu'en français.

197. Des allocations pour la compétence dans les deux langues dans le secteur de l'industrie ont été approuvées par des majorités définitives des répondants de langue française (56.6 p. 100), de ceux qui parlent le français et l'anglais (75.3 p. 100), de ceux qui parlent le français et une autre langue (88.9 p. 100) et par les répondants trilingues (68.8 p. 100). Une opposition a été exprimée par 59.7 p. 100 des répondants de langue anglaise et par 53.6 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue. De 12.7 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue à 26.2 p. 100 de ceux qui ne s'expriment facilement qu'en français n'ont pas donné leur opinion.

198. Selon la langue parlée au foyer, quatre groupes ont approuvé par une majorité des cours de langues durant les heures de travail pour les fonctionnaires. Ce sont les groupes des répondants de langue française (59.9 p. 100), de ceux qui parlent l'anglais et le français (51 p. 100), de ceux qui parlent le français et une autre langue (66.7 p. 100), et de ceux qui parlent trois langues au foyer (54.2 p. 100). Trois groupes ont rejeté l'idée par plus de 50 p. 100. Ce sont les groupes de langue anglaise (55.2 p. 100), de ceux qui parlent le français ou l'anglais (51.5 p. 100), et de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue (52.8 p. 100). De 10.3 p. 100 à 25.3 p. 100 n'ont pas exprimé leur opinion.

199. Les groupes linguistiques qui ont approuvé des cours de langues pour les employés des industries durant les heures de travail étaient ceux de langue française (54.1 p. 100) et ceux qui parlent le français et une autre langue (83.3 p. 100). Bien qu'ils aient donné un pourcentage de moins de 50 p. 100 à cause du nombre de ceux qui n'ont pas répondu, un plus grand nombre ont voté en faveur que contre parmi le groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais (44.5 p. 100) et parmi le groupe des trilingues (43.4 p. 100). Se sont opposés par une majorité

à des cours de langues durant les heures de travail pour les employés des industries le groupe de langue anglaise (59.9 p. 100), ceux qui parlent une autre langue que le français ou l'anglais au foyer (55.8 p. 100) et ceux qui parlent l'anglais et une autre langue (59.2 p. 100). De 11.3 p. 100 à 31.1 p. 100 n'ont pas donné leur avis sur ce point.

200. Des cours de langues en dehors des heures de travail pour les fonctionnaires ont été approuvés par 23 p. 100 des répondants de langue anglaise et par 19.7 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue au foyer, ainsi que par 44.2 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais et par 48.8 p. 100 de ceux qui ne parlent que le français. Une opposition de plus de 50 p. 100 a été enregistrée par le groupe de ceux qui parlent l'anglais avec 54.3 p. 100, par ceux qui parlent une langue autre que le français ou l'anglais (51.5 p. 100), et par ceux qui parlent l'anglais et une autre langue (58 p. 100). Ceux qui n'ont pas fait connaître leur avis ont donné des pourcentages variant de 22.3 p. 100 à 39.8 p. 100.

201. Seuls les répondants de langue française ont favorisé par une majorité de 51 p. 100 des cours de langues pour les employés des industries en dehors des heures de travail. Cependant, l'idée a été appuyée par des réponses affirmatives excédant les réponses négatives de ceux qui parlent le français et l'anglais (44.2 p. 100), et des répondants trilingues (36.1 p. 100). Une opposition a été exprimée par le groupe de ceux qui parlent l'anglais (56.6 p. 100), par le groupe de ceux qui parlent le français ou l'anglais (52.1 p. 100), et par ceux qui parlent l'anglais et une autre langue (60.1 p. 100). Les pourcentages des groupes de ceux qui n'ont pas exprimé d'opinion variaient de 22.1 p. 100 pour ceux qui parlent l'anglais et une autre langue à 37.9 p. 100 pour ceux qui parlent le français et l'anglais au foyer.

202. Le paiement d'une allocation aux fonctionnaires pour leur bilinguisme a été appuyé par le groupe de ceux qui s'expriment en français avec 74.9 p. 100, par le groupe de ceux qui parlent le français en plus de l'anglais (71.8 p. 100), de ceux qui parlent le français et une autre langue (83.3 p. 100), et les trilingues (85.1 p. 100). Un rejet a été enregistré par le groupe des anglophones avec 55.9 p. 100 et par ceux qui parlent l'anglais et une autre langue avec 52.2 p. 100. Un pourcentage

variant de 14.4 p. 100 à 19 p. 100 de tous les groupes a omis de donner une opinion quelconque.

203. Le paiement d'une allocation pour la compétence à parler les deux langues aux employés des industries a reçu l'appui du groupe des francophones avec 75.1 p. 100, de ceux qui parlent l'anglais en plus du français (69.4 p. 100), de ceux qui s'expriment en français et dans une autre langue (83.3 p. 100) et des répondants trilingues (61.4 p. 100). Une opposition a été enregistrée par le groupe des anglophones avec 59 p. 100, et par le groupe de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue au foyer avec 59 p. 100. Les pourcentages de ceux qui ne se sont pas prononcés variaient de 13.3 p. 100 à 19 p. 100.

204. Pour des cours de langues pour les fonctionnaires durant les heures de travail, les deux niveaux d'instruction les plus bas, ceux d'un cours élémentaire partiel et complet, ont répondu favorablement par 40.9 p. 100 et par 42 p. 100. Tous les autres niveaux étaient opposés à l'idée par des pourcentages qui étaient plus élevés que les pourcentages favorables, bien que dans aucun cas les réponses négatives n'ont dépassé 50 p. 100. Celles-ci variaient de 46.3 p. 100 de ceux qui ont fait un cours secondaire partiel à 43.5 p. 100 de ceux qui ont obtenu un diplôme universitaire. Aucune opinion n'a été exprimée par un pourcentage de 14.6 p. 100 à 19.1 p. 100 de tous les répondants.

205. Les répondants ont favorisé des cours de langues durant les heures de travail pour les employés des industries au niveau d'un cours élémentaire partiel seulement avec 41.1 p. 100, et 38.4 p. 100 s'y sont opposés, tandis que 20.5 p. 100 n'ont pas émis d'opinion. Les pourcentages en opposition, tous plus élevés que les pourcentages en faveur, variaient de 44.5 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours primaire à 49.7 p. 100 de ceux qui ont fait des études universitaires. Ceux qui ont obtenu un diplôme d'une université étaient 34.4 p. 100 en faveur et 48.4 p. 100 contre. Ceux qui n'ont pas répondu s'échelonnaient de 17.6 p. 100 à 20.5 p. 100.

206. Des cours de langues en dehors des heures de travail pour les fonctionnaires étaient généralement rejetés à tous les niveaux académiques. Les pourcentages favorables variaient de 23.8 p. 100 aux niveaux les plus bas à 38.7 p. 100 aux niveaux les plus élevés. Une opposition a été

exprimée par 30.9 p. 100 de ceux qui ont un cours élémentaire partiel à 45.4 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours secondaire. Ceux qui n'ont pas exprimé d'opinion variaient de 21 p. 100 des diplômés d'une université à 45.3 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire non terminé.

207. Les chiffres pour les employés des industries à l'égard des cours de langues en dehors des heures de travail étaient étroitement parallèles à ceux pour les fonctionnaires. Aucun niveau d'instruction n'a eu une majorité favorable, et les pourcentages variaient de 24.1 p. 100 de ceux qui ont fait un cours secondaire partiel à 35.2 p. 100 des diplômés d'une université. Les pourcentages en opposition étaient plus élevés que les pourcentages favorables, mais à cause des abstentions ils n'atteignaient pas 50 p. 100 dans aucun groupe. Ils variaient de 31.5 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 46.6 p. 100 de ceux qui ont fait un cours secondaire complet, et ils baissaient ensuite au degré universitaire jusqu'à 43.7 p. 100 des diplômés d'une université. Les abstentions variaient d'un peu plus de 20 p. 100 au niveau universitaire à un peu plus de 40 p. 100 au niveau de l'école élémentaire.

208. Des pourcentages plus élevés en faveur qu'en opposition à l'égard d'une allocation aux fonctionnaires qui sont bilingues ont été enregistrés aux deux niveaux de l'école élémentaire avec 36 p. 100 et 38.7 p. 100, et aux deux niveaux universitaires avec 46.9 p. 100 et 47.8 p. 100. Les réponses négatives ont excédé celles en faveur aux deux niveaux de l'école secondaire avec 44.2 p. 100 et 45.1 p. 100. Aucune opinion n'a été exprimée par 8.6 p. 100 des diplômés d'une université et par 35 p. 100 de ceux qui n'ont pas terminé leur cours élémentaire.

209. Seuls les niveaux de l'école élémentaire favorisaient une allocation aux employés des industries devenus bilingues avec 43.7 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 41.3 p. 100 de ceux qui l'ont terminé. L'échelle des réponses négatives variait de 34.1 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 47.4 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours secondaire. Ceux qui n'ont pas répondu variaient de 10 p. 100 des diplômés d'une université à 22.2 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel.

Résumé

210. L'idée que les employeurs du gouvernement fédéral ou des industries privées devraient encourager leurs employés à atteindre une certaine compétence dans l'usage du français et de l'anglais ne semble pas avoir reçu l'approbation d'une très grande majorité des répondants. Sur les trois alternatives offertes aux répondants, les deux qui sont venues le plus près d'être acceptées sont le paiement d'une allocation aux employés qui atteignent un niveau compétent de l'usage du français et de l'anglais et l'organisation de cours de langues durant les heures de travail. Ceux qui se sont opposés à l'idée d'une allocation pour les fonctionnaires n'excédaient ceux qui la favorisaient que par 2.2 p. 100 - 43.3 p. 100 à 41.1 p. 100 - alors que 15.5 p. 100 ne se sont pas prononcés. Ceux qui se sont opposés à l'idée de cours de langues durant les heures de travail ne dépassaient ceux qui étaient favorables que par 5 p. 100 - 44.9 p. 100 à 39.9 p. 100 - et 15.2 p. 100 n'ont pas émis d'opinion. Dans aucun cas les répondants ne se sont opposés à l'une ou l'autre de ces alternatives par une majorité, mais dans aucun cas ceux qui étaient favorables n'ont égalé tout à fait ceux qui étaient opposés. Des pourcentages légèrement plus bas des répondants étaient en faveur des propositions pour les employés des industries et un peu plus étaient opposés.

211. En général, l'appui pour les trois alternatives a été plus fort chez les répondants qui résident dans l'est du Canada que chez ceux qui résident dans l'ouest. La seule province où les répondants étaient clairement en faveur des propositions et où les pourcentages favorables dépassaient les pourcentages opposés était le Québec.

212. Les répondants du sexe féminin ont eu une tendance à se montrer en faveur des cours de langues durant les heures de travail d'une façon plus nette que les répondants du sexe masculin, mais les hommes ont excédé les femmes dans leur appui pour le paiement d'une allocation et pour des cours de langues en dehors des heures de travail.

213. Les répondants les plus jeunes étaient plus favorables aux trois alternatives que les plus âgés, mais l'opposition la plus forte est venue non pas du groupe des plus âgés mais de ceux d'âge moyen des 35 à 54 ans. C'est le groupe qui compte le plus de fonctionnaires.

214. Les répondants des niveaux de salaires les plus bas ont eu une tendance à se montrer plus favorables aux trois plans d'encouragement que ceux des niveaux de salaires plus élevés. Cependant, il est intéressant de remarquer encore ici que l'opposition la plus forte aux cours de langues n'est pas venue de ceux qui reçoivent les salaires les plus élevés mais de ceux du niveau de \$6000 à \$6999. Ceux du niveau de \$7000 et plus, cependant, constituaient le groupe le plus opposé à l'idée de payer des allocations à ceux qui ont atteint un niveau compétent de bilinguisme.

215. Parmi les principaux groupes linguistiques, ceux qui ne s'expriment facilement qu'en français, en français et en anglais, ou ceux qui sont trilingues, ont eu une tendance à favoriser les méthodes d'encouragement beaucoup plus que ceux de tout autre groupe, particulièrement le groupe de ceux qui ne s'expriment couramment qu'en anglais ou en anglais et dans une autre langue que le français. Ceux qui ne parlaient couramment que le français étaient fortement en faveur de toutes les trois alternatives, comme l'étaient ceux qui parlent le français et l'anglais et ceux qui étaient trilingues. Ceux qui ne peuvent s'exprimer facilement qu'en anglais ou en anglais et dans une autre langue que le français avaient une tendance à se montrer fortement opposés à toute forme d'encouragement au bilinguisme. On voit la même tendance dans les cas où les langues qui viennent d'être mentionnées étaient celles qui sont employées au foyer; c'est-à-dire, ceux qui parlent le français ou l'anglais et le français dans leur foyer avaient une tendance à se montrer beaucoup plus favorables aux propositions que ceux qui parlent l'anglais à la maison.

216. La tendance des réponses aux sous-questions selon les divers niveaux d'instruction semblait beaucoup plus égale que pour les autres bases du relevé, mais en général ceux qui ont atteint un niveau d'instruction plus élevé avaient une tendance à se manifester légèrement plus favorables aux méthodes d'encouragement que ceux qui n'avaient fait qu'un cours élémentaire partiel ou encore seulement un cours secondaire inachevé.

Les fonctionnaires et les employés de l'industrie devraient-ils être obligés de parler la langue des groupes ethniques autres que celle des Anglais ou des Français si la langue est parlée par certains pourcentages du public desservi?

217. Plus au début, le présent rapport a analysé la question de savoir si les fonctionnaires et les employés des industries devraient être obligés de parler l'anglais et le français si l'une ou l'autre de ces langues était parlée par certains pourcentages du public desservi. Ces pourcentages variaient de 20 p. 100 à 50 p. 100. En vue de l'intérêt manifesté par la Commission royale d'enquête pour la contribution apportée par d'autres groupes ethniques au développement du Canada, le questionnaire de la Fédération a demandé aux répondants s'ils étaient aussi favorables à l'idée que les fonctionnaires et les employés des industries soient tenus de parler la langue de ces autres groupes ethniques s'ils forment aussi certains pourcentages de la population desservie. La proposition quant aux fonctionnaires se trouve à la Question 15, et relativement aux employés des industries à la Question 16. Comme pour les Questions 11 et 12, ces deux questions seront étudiées simultanément dans le présent rapport. Les réponses ont été compilées aux tableaux 43 à 49 inclusivement de l'Annexe C. et elles sont analysées sur la base des mêmes pourcentages que pour les Questions 11 et 12 traitant des minorités de langue française et de langue anglaise, à savoir 20 p. 100, 30 p. 100, 40 p. 100 et 50 p. 100.

218. Le tableau 43(a) indique que, là où les groupes ethniques autres que ceux des langues française et anglaise constituent jusqu'à 20 p. 100 du public desservi, seulement 753 répondants ou 3.4 p. 100 du total étaient d'avis que les fonctionnaires devraient parler la langue du groupe concerné. Dans les cas où le groupe ethnique est de 30 p. 100 du public desservi, seulement 495 répondants ou 2.2 p. 100 du total favorisaient la proposition. Dans le cas de 40 p. 100, 1061 répondants ou 4.8 p. 100 étaient en faveur, et pour 50 p. 100, 3,576 répondants ou 16.1 p. 100 se sont déclarés favorables. Si on fait le total de ces pourcentages, on constate que 5,885 répondants ou 27.1 p. 100 du total favorisaient la proposition que les fonctionnaires devraient parler la langue des autres groupes ethniques lorsqu'ils constituent un total d'au moins

50 p. 100 de la population desservie. 1,444 répondants ou 6.4 p. 100 n'ont pas émis d'opinion sur ce point, et 14,839 ou 66.5 p. 100 se sont opposés à la proposition.

219. Il y a eu encore moins d'appui pour la proposition relativement aux employés des industries. Le tableau 43(b) montre que seulement 657 répondants ou 3 p. 100 étaient en faveur là où les autres groupes ethniques constituaient 20 p. 100 du public desservi. Seulement 432 ou 1.9 p. 100 ont favorisé la proposition pour une minorité de 30 p. 100; seulement 927 ou 4.2 p. 100 pour 40 p. 100; et 3,323 ou 15 p. 100 se sont montrés favorables pour 50 p. 100. En faisant le total de ces pourcentages, on voit qu'en tout 5,339 répondants ou 24.1 p. 100 ont favorisé l'idée pour les employés des industries, à la condition que les autres groupes ethniques comprennent au moins la moitié du total du public desservi. 14,484 ou 67.1 p. 100 se sont opposés et 1,945 ou 8.8 p. 100 n'ont pas exprimé leur opinion.

220. Le tableau 43(a) analyse aussi les réponses à la question selon la province de résidence. La proposition que les fonctionnaires devraient parler la langue des groupes ethniques autres que ceux de langue française ou de langue anglaise, là où le groupe minoritaire est de 20 p. 100 ou moins, a reçu l'appui le plus fort au Québec avec 6.3 p. 100 et à Terre-Neuve avec 4.5 p. 100. Les autres provinces variaient de 1.4 p. 100 pour le Yukon/T.N.-O. à 3.7 p. 100 en Nouvelle-Ecosse. Pour les minorités allant jusqu'à 30 p. 100, l'appui était encore plus faible, et le plus fort était 3.2 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard et 3 p. 100 à Terre-Neuve; les autres provinces variaient de 1.4 p. 100 à 2.8 p. 100. La situation était légèrement différente pour la minorité allant jusqu'à 40 p. 100; le Yukon/T.N.-O. était 8.1 p. 100 favorable et la Nouvelle-Ecosse 7.6 p. 100; le Saskatchewan avait le pourcentage le plus bas avec 3 p. 100. Aux endroits où la minorité va jusqu'à 50 p. 100, la proposition a reçu un plus grand appui variant de 13.5 p. 100 pour le Yukon/T.N.-O. à 27.3 p. 100 pour l'Île du Prince-Edouard. Si on fait le total des pourcentages, ils s'échelonnent de 21 p. 100 pour l'Alberta à 38 p. 100 pour l'Île du Prince-Edouard. Des pourcentages variant de 8.2 p. 100 pour le Québec et le Nouveau-Brunswick à 2.3 p. 100 pour l'Île du Prince-Edouard n'ont pas donné leur opinion. Les pourcentages contre

la proposition que les fonctionnaires devraient parler la langue des autres groupes ethniques étaient très élevés. Ils variaient de 58.9 p. 100 pour la Nouvelle-Ecosse dans l'est à 74.3 p. 100 pour l'Alberta dans l'ouest.

221. Le tableau 43(b) indique que lorsque les autres groupes ethniques constituent 20 p. 100 du public desservi, l'obligation pour les employés des industries de parler leur langue a reçu l'appui le plus fort au Québec, bien que cet appui n'était que de 5.7 p. 100. Les autres provinces variaient de 1.4 p. 100 à 4 p. 100. Au niveau d'une minorité de 30 p. 100, Terre-Neuve et le Québec avaient respectivement un appui de 2.7 p. 100 et 2.5 p. 100; toutes les autres provinces avaient un appui plus faible. Au niveau de 40 p. 100, l'Île du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse avaient un appui de 6.5 p. 100 et 6.6 p. 100; les autres provinces variaient en diminuant jusqu'à 2.7 p. 100 pour le Yukon/T.N.-O. Là où les autres groupes ethniques constituent 50 p. 100 du public desservi, l'appui pour la proposition était plus prononcé, variant de 12.9 p. 100 en Colombie britannique à 24.5 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard. Au total, des pourcentages variant de 19.3 p. 100 en Alberta à 35 p. 100 en Nouvelle-Ecosse favorisaient la proposition pour les autres groupes ethniques dans les régions où ils constituent au moins la moitié du public desservi. Ceux qui n'ont pas exprimé leur point de vue formaient des pourcentages en excès de 10 p. 100 pour le Nouveau-Brunswick, le Québec et le Yukon/T.N.-O.; les autres variaient de 9.1 p. 100 pour l'Ontario à 4.5 p. 100 pour le Saskatchewan. Encore une fois, comme pour les fonctionnaires, il y avait des majorités considérables contre la proposition. Elles variaient d'un sommet de 73.7 p. 100 et 73.8 p. 100 pour le Saskatchewan et l'Alberta à un point bas de 57.3 p. 100 pour la Nouvelle-Ecosse et de 59.7 p. 100 pour le Québec.

222. Tel qu'indiqué au tableau 44, l'obligation pour les fonctionnaires de parler la langue des autres groupes ethniques minoritaires a été opposée par les deux tiers des deux sexes. Cela a été le cas pour 68.7 p. 100 des hommes et pour 62.7 p. 100 des femmes. Ceux qui n'ont pas révélé leur attitude étaient relativement peu nombreux, soit 5.3 p. 100 des hommes et 9.5 p. 100 des femmes. Aux divers niveaux de ces

pourcentages. aucun groupe parmi les hommes ou les femmes n'était favorable dans une plus grande proportion que 5 p. 100 au niveau de 50 p. 100 où 15.2 p. 100 des hommes et 18.5 p. 100 des femmes ont donné une réponse affirmative. En faisant le total des pourcentages, on voit que seulement 26 p. 100 des hommes et 27.8 p. 100 des femmes ont favorisé la proposition.

223. Pour les employés des industries, le pourcentage des hommes et des femmes favorisant l'obligation de parler la langue minoritaire aux autres groupes ethniques était moins de 4.5 p. 100 pour les minorités de 20 p. 100, 30 p. 100 et 40 p. 100. Au niveau d'une minorité de 50 p. 100, 13.9 p. 100 des hommes et 17.6 p. 100 des femmes favorisaient la proposition. Le total en faveur pour tous les niveaux était de 23.4 p. 100 pour les répondants du sexe masculin et de 25.8 p. 100 pour ceux du sexe féminin. Les pourcentages de ceux qui étaient d'avis qu'il ne devrait pas y avoir une telle obligation étaient élevés: 69.2 p. 100 des hommes et 62.2 p. 100 des femmes. Seulement 7.4 p. 100 des hommes et 12 p. 100 des femmes n'ont pas donné d'opinion.

224. Aucun pourcentage élevé pour un groupe d'âge quelconque n'a favorisé l'obligation pour les fonctionnaires de parler une langue minoritaire autre que le français ou l'anglais. C'est la tendance indiquée par les chiffres du tableau 45. Aux endroits où la minorité est de 40 p. 100 ou moins, le pourcentage le plus haut en faveur a été donné par les moins de 25 ans avec 7.1 p. 100. Tous les autres pourcentages pour ces minorités étaient plus bas que 6 p. 100. Au niveau d'une minorité de 50 p. 100, les pourcentages à l'appui se sont élevés à 21.6 p. 100 pour les moins de 25 ans et ils ont décliné graduellement avec l'augmentation de l'âge jusqu'à 15.1 p. 100 pour les 55 ans et plus. Si on prend le total des pourcentages, ils indiquent que 36 p. 100 des moins de 25 ans favorisaient la proposition, et on voit que les pourcentages déclinaient jusqu'à 23.3 p. 100 des 55 ans et plus. Les pourcentages de ceux qui n'ont pas répondu variaient de 5.5 p. 100 des 25 à 34 ans à 7.9 p. 100 des 55 ans et plus. Des pourcentages beaucoup plus élevés se sont opposés à la proposition. Le plus bas était celui des moins de 25 ans à 56.9 p. 100. Tous les autres groupes opposés variaient de 63.6 p. 100 des 25 à 34 ans à 69.3 p. 100 des

35 à 44 ans. Ceux qui ont 45 ans et plus se sont prononcés contre dans des proportions variant de 68 p. 100 à 69 p. 100.

225. Les statistiques basées sur l'âge concernant l'obligation pour les employés des industries de parler la langue des autres groupes minoritaires étaient étroitement parallèles à celles portant sur les fonctionnaires. Pour les minorités de 40 p. 100 et moins, les chiffres ne donnent rien de plus haut que 4.2 p. 100 pour les moins de 25 ans au niveau de 20 p. 100, 2.6 p. 100 des 25 à 34 ans au niveau de 30 p. 100, et 6.4 p. 100 des moins de 25 ans au niveau de 40 p. 100. Là où le groupe ethnique est de 50 p. 100 de la population desservie, les pourcentages de 21.3 p. 100 des moins de 25 ans déclinant à 13.6 p. 100 pour les 55 ans et plus reflètent une attitude affirmative pour la proposition. En tout, 33.8 p. 100 des moins de 25 ans décroissant à 20.9 p. 100 pour les 55 ans et plus indique que le total des pourcentages approuvait la proposition. Ceux qui n'ont pas révélé leur attitude variaient de 7.3 p. 100 des 25 à 34 ans à 11.1 p. 100 des 55 ans et plus. Plus de 50 p. 100 de tous les groupes d'âges ont préféré se prononcer contre la proposition, variant de 57.7 p. 100 des moins de 25 ans à 69.6 p. 100 des 35 à 44 ans et de 68 p. 100 à 69 p. 100 pour ceux qui ont 45 ans et plus.

226. Selon le niveau de salaire des répondants, tel qu'indiqué au tableau 46, les fonctionnaires devraient parler la langue des autres groupes ethniques minoritaires par des pourcentages peu élevés mais s'accroissant jusqu'à 5 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 où la minorité est de 20 p. 100, jusqu'à 3.3 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus pour une minorité de 30 p. 100, et jusqu'à 6 p. 100 de la catégorie de \$7000 ou plus si la minorité va jusqu'à 40 p. 100. Quand la minorité est de 50 p. 100, les pourcentages favorables variaient de 19.1 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 à 13.9 p. 100 pour le groupe des \$7000 ou plus. Au total, 30.5 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000, déclinant à 24.8 p. 100 de ceux qui reçoivent de \$5000 à \$5999, et de 25 p. 100 à 26 p. 100 de ceux qui gagnent \$6000 ou plus, favorisaient la proposition. 11.2 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 et de 3 p. 100 à 4 p. 100 de ceux qui reçoivent \$6000 ou plus n'ont pas donné leur avis sur ce point. Les pourcentages de

ceux qui se sont prononcés contre la proposition étaient élevés et ils variaient de 58.3 p. 100 au niveau des moins de \$3000 à 70.8 p. 100 aux niveaux de ceux qui gagnent \$6000 ou plus.

227. L'obligation pour les employés des industries de parler la langue aux autres groupes ethniques minoritaires a reçu le même genre d'appui que pour les fonctionnaires. Jusqu'à 3.9 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 ont favorisé la proposition pour un groupe minoritaire de 20 p. 100, jusqu'à 2.7 p. 100 des \$7000 ou plus pour un groupe minoritaire de 30 p. 100, et jusqu'à 5.1 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus pour une minorité de 40 p. 100. Dans les régions où la minorité est 50 p. 100, l'appui est venu de 18.4 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000, et les pourcentages ont décliné à 12.3 p. 100 pour les \$7000 ou plus. Si on fait le total des pourcentages respectifs pour les groupes minoritaires, on voit que de 22 p. 100 à 25 p. 100 de ceux qui gagnent \$3000 ou plus favorisaient la proposition. Seuls ceux qui gagnent moins de \$3000 dépassaient cette proportion avec 27.5 p. 100. Ceux qui n'ont pas émis d'opinion s'échelonnaient de 13.7 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 à 5.1 p. 100 de ceux qui reçoivent de \$6000 à \$6999. Les groupes de \$5000 à \$5999 et de \$7000 ou plus avaient chacun un pourcentage de 6 p. 100. Des pourcentages élevés dans tous les groupes de salaires se sont opposés à l'obligation pour les employés des industries dans des proportions de 58.8 p. 100 des moins de \$3000 et de 70 p. 100 à 72 p. 100 de ceux qui gagnent \$5000 ou plus.

228. La facilité de s'exprimer dans une langue quelconque des répondants forme la base du tableau 47 qui analyse les réponses à cet égard concernant les autres groupes ethniques minoritaires. L'obligation pour les fonctionnaires de parler la langue d'un groupe minoritaire qui n'est ni français ni anglais, là où divers pourcentages de la population desservie parlent une autre langue, est appuyée au niveau de 20 p. 100 par 2 ou 13.3 p. 100 des 15 répondants qui s'expriment facilement dans une langue autre que le français ou l'anglais, et par 1 ou 11.1 p. 100 des 9 répondants qui parlent le français et une autre langue; 45 ou 8.8 p. 100 de ceux qui parlent facilement le français seulement ont appuyé la proposition. Tous les autres pourcentages favorables pour

minorité, de même que pour les minorités de 30 p. 100 et de 40 p. 100. étaient moins de 7 p. 100. Au niveau de 50 p. 100, 22.2 p. 100 du groupe des 9 qui parlent le français et une autre langue, 21.7 p. 100 l'anglais et une autre langue, 21.9 p. 100 des trilingues, et 3 des 15 ou 20 p. 100 de ceux qui parlent une autre langue que le français ou l'anglais, étaient en faveur. Ceux qui ne parlent que l'anglais ou seulement le français, soit 14.9 p. 100 et 16.4 p. 100 respectivement, étaient favorables. Si on additionne les pourcentages des groupes minoritaires, on voit que de 30 p. 100 à 40 p. 100 de tous les groupes linguistiques, excepté ceux qui ne parlent facilement que l'anglais avec 23.1 p. 100, ont appuyé la proposition. Le groupe le plus favorable avec un pourcentage de 40 p. 100 était celui des répondants qui parlent facilement une autre langue que le français ou l'anglais. Sur le groupe des francophones, 16 p. 100 n'ont pas répondu; pour tous les autres groupes, les pourcentages étaient plus bas que 8 p. 100. Au moins 50 p. 100 dans tous les groupes se sont prononcés contre la proposition, et les pourcentages variaient de 71.2 p. 100 du groupe de langue française à 50.6 p. 100 de ceux qui ne parlent bien que le français et à 53.3 p. 100 de ceux qui s'expriment correctement dans une langue autre que le français ou l'anglais.

229. L'attitude vis-à-vis l'obligation pour les employés des industries de parler la langue des autres groupes ethniques minoritaires ne différait pas beaucoup de celle vis-à-vis la même obligation pour les fonctionnaires. Au niveau de la minorité de 20 p. 100, seuls ceux qui parlent le français et une autre langue excédaient 10 p. 100 avec 11.1 p. 100; ce groupe, avec le même pourcentage, représentant 1 sur les 9 répondants, venait aussi en tête des pourcentages favorables au niveau de la majorité de 40 p. 100. Aucun autre pourcentage pour les groupes linguistiques ayant une minorité jusqu'à 40 p. 100 inclusivement n'atteignait 7 p. 100. Dans les cas d'une minorité de 50 p. 100 au moins, environ 1 sur 5 des répondants qui parlent une autre langue que le français ou l'anglais et de ceux qui sont trilingues appuyaient la proposition. Tous les autres groupes linguistiques tombaient entre 10 p. 100 et 20 p. 100. Si on fait le total des pourcentages des groupes minoritaires, d'un peu plus d'un cinquième des répondants de langue anglaise à un tiers de ceux qui parlent le français et une autre langue que

l'anglais et de ceux qui parlent une autre langue que le français et l'anglais étaient en faveur. De 6.5 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue à 17.6 p. 100 de ceux qui parlent le français n'ont pas donné leur opinion. De 71.3 p. 100 du groupe de ceux qui parlent l'anglais à 54.5 p. 100 du groupe de ceux qui parlent le français, et 57.5 p. 100 de ceux qui s'expriment facilement en français et en anglais se sont prononcés contre la proposition. Tous les autres groupes linguistiques se sont opposés dans une proportion variant de 60 p. 100 à 70 p. 100.

230. Sur la base de la langue parlée au foyer, tel qu'indiqué au tableau 48, moins de 10 p. 100 de tous les groupes linguistiques ont appuyé l'obligation pour les fonctionnaires de parler la langue des autres groupes ethniques minoritaires là où ils forment jusqu'à 40 p. 100 du public desservi, excepté pour 1 des 6 répondants qui parlent le français et une autre langue et qui ont appuyé la proposition dans le cas d'une minorité de 20 p. 100. Dans les cas où le groupe ethnique minoritaire va jusqu'à 50 p. 100 de la population desservie, les pourcentages favorables à la proposition variaient de 14.9 p. 100 de ceux de langue anglaise à 28.9 p. 100 du groupe des trilingues. Au total, de 33 p. 100 à 37 p. 100 de tous les groupes linguistiques appuyaient la proposition pour les groupes minoritaires de tout pourcentage, sauf pour 23 p. 100 du groupe de ceux de langue anglaise, et 48.2 p. 100 du groupe des trilingues, le seul groupe qui se soit approché d'une majorité. Des pourcentages plus bas ne dépassant pas 10 p. 100 n'ont pas révélé leur position. Mais des pourcentages renversants dans tous les groupes linguistiques se sont opposés à la proposition. Ceux qui parlent l'anglais étaient de 71.4 p. 100, ceux de langue française 58.1 p. 100, et tous les autres groupes de 42.2 p. 100 à 66.7 p. 100.

231. Ceux qui exigeraient que les employés des industries emploient la langue des autres groupes ethniques minoritaires ont répondu à peu près de la même manière que ceux qui exigeraient la même condition chez les fonctionnaires. Les pourcentages pour les minorités jusqu'à 40 p. 100 inclusivement étaient tous plus bas que 10 p. 100, excepté pour 1 répondant sur 6 parlant le français et une autre langue. Au niveau de 50 p. 100, le groupe des trilingues était en faveur dans une proportion de 25.3 p. 100, celui de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue 20.7

p. 100, et tous les autres groupes linguistiques de 10 p. 100 à 20 p. 100. Si on prend le total des pourcentages de tous les groupes minoritaires, de 16.6 p. 100 de ceux qui parlent le français et une autre langue à 37.4 p. 100 des trilingues ont été trouvés favorables à la proposition. Sur ceux qui n'ont pas répondu, trois groupes linguistiques (ceux de langue française, ceux qui parlent le français et l'anglais et ceux qui parlent le français et une autre langue) ont dépassé 10 p. 100; tous les autres avaient un pourcentage plus bas. Encore ici, le nombre de ceux qui étaient contre la proposition était beaucoup plus élevé, et tous avaient un pourcentage de plus de 50 p. 100. Le plus haut était celui du groupe de langue anglaise avec 71.5 p. 100, ainsi que le groupe de ceux qui parlent le français et une autre langue avec 66.7 p. 100. Le pourcentage le plus bas était celui du groupe des trilingues avec 53 p. 100, ainsi que du groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais. Tous les autres groupes contre variaient de 58 p. 100 à 60 p. 100.

232. L'analyse des réponses au questionnaire concernant les groupes ethniques minoritaires, basée sur les niveaux d'instruction, apparaît au tableau 49. Les pourcentages à tous les niveaux académiques favorisant l'obligation pour les fonctionnaires de parler la langue minoritaire aux groupes ethniques minoritaires jusqu'à 40 p. 100 du public desservi étaient tous inférieurs à 10 p. 100. Au niveau de 50 p. 100, les pourcentages favorables les plus bas venaient de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 9.3 p. 100 et de ceux qui ont terminé un cours élémentaire à 13.4 p. 100. Ceux qui ont niveau d'instruction plus élevé étaient tous favorables dans des proportions de 15 p. 100 à 17 p. 100. Pour tous les pourcentages des groupes minoritaires indiqués, ceux qui favorisaient la proposition variaient de 21 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel, et ils allaient en augmentant pour chaque niveau académique jusqu'à 30.1 p. 100 de ceux qui ont un diplôme universitaire. Ceux qui n'ont pas donné leur opinion variaient d'un sommet de 15.6 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel, et les pourcentages décroissaient jusqu'à 4 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours universitaire. Des pourcentages élevés à tous les niveaux se sont opposés à la proposition; ceux-ci étaient assez égaux parmi tous les

groupes, et tous les niveaux académiques tombaient entre 63.4 p. 100 et 67.7 p. 100.

233. Sur une base académique, les réponses concernant l'usage des langues minoritaires par les employés des industries ressemblaient à celles données pour les fonctionnaires. Le pourcentage le plus élevé favorable à l'usage de la langue minoritaire là où la minorité ethnique va jusqu'à 40 p. 100 était 5 p. 100 des diplômés d'une université. Au niveau de 50 p. 100, ceux qui sont en faveur variaient de 8.7 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel à 15 p. 100 de ceux qui ont obtenu un diplôme universitaire. Au total, de 17 3 p. 100 de ceux qui n'ont pas terminé un cours élémentaire à 25.9 p. 100 de ceux qui ont terminé leur université favorisaient la proposition pour tous les pourcentages des autres groupes ethniques. Ceux qui n'ont pas donné leur opinion variaient de 6 p. 100 à 7 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours secondaire ou plus jusqu'à 18.7 p. 100 du niveau académique le plus bas. Ceux qui se sont opposés à la proposition ont donné des pourcentages variant de 60 p. 100 à 68 p. 100, indépendamment de leur niveau d'instruction.

Résumé

234. Il ne semble pas y avoir de doute que la majorité des fonctionnaires fédéraux qui ont répondu au questionnaire n'étaient pas favorables à l'obligation pour les fonctionnaires de parler la langue des groupes ethniques autres que ceux de langue française ou de langue anglaise, même aux endroits où ces groupes constituent jusqu'à 50 p. 100 de la population desservie. Ils étaient encore moins en faveur de cette proposition pour les employés des industries. Dans aucun cas la proposition n'a été favorisée par une majorité pour les fonctionnaires ou les employés des industries. Le seul groupe de répondants qui s'est rapproché d'une majorité était le petit groupe des 83 répondants qui parlent l'anglais, le français et une autre langue au foyer avec 48.2 p. 100 en faveur pour les fonctionnaires. Aucun autre groupe n'a dépassé un pourcentage favorable de 40 p. 100. Au total, moins d'un tiers de tous les répondants ont favorisé la proposition pour les fonctionnaires ou les employés des industries.

235. Chose surprenante peut-être, les provinces des Prairies, où semblent situés les groupes ethniques nombreux autres que ceux de langue française ou anglaise, i.e. des Allemands, des Ukrainiens, etc., ont favorisé la proposition pour les fonctionnaires et les employés des industries encore moins que les provinces de l'est. Il se peut que ces groupes, qui résident dans des régions à prédominance anglaise, s'attendent de parler la langue en usage dans les provinces où ils résident.

236. Les répondants du sexe masculin et du sexe féminin étaient divisés assez également dans leur opposition à la proposition, la proportion des hommes étant seulement un peu plus forte que celle des femmes. Les jeunes encore ici ont eu une tendance à favoriser un peu plus la proposition que les plus âgés, même s'ils n'étaient pas favorables pour plus d'un tiers environ. La même tendance s'est également appliquée à ceux qui reçoivent des niveaux de salaires plus bas, comparativement à ceux qui sont les mieux rémunérés.

237. Ceux qui s'expriment facilement dans une langue autre que le français ou l'anglais étaient plus favorables que ceux des autres groupes linguistiques à la proposition concernant la langue parlée par un groupe ethnique autre que ceux de langue française ou de langue anglaise, et on pouvait s'y attendre. Ils étaient suivis de près par ceux qui sont trilingues et par ceux qui s'expriment facilement en français et en anglais, mais dans aucun cas le pourcentage n'a dépassé 40 p. 100 en faveur pour un groupe linguistique quelconque. Selon la langue parlée au foyer, seulement le petit groupe des 83 répondants parlant trois langues a donné un certain appui à la proposition. Les autres étaient bien au-dessous de 40 p. 100.

238. Ceux qui ont un niveau d'instruction relativement avancé ont eu une plus forte tendance que ceux d'un niveau relativement plus bas, comme ceux du niveau de l'école élémentaire, à favoriser la proposition, mais ici encore aucun groupe académique n'a même donné une proportion d'un tiers à l'appui de la proposition. Tel que mentionné plus haut dans ce résumé, la proposition n'a pas reçu l'appui d'un nombre bien important de répondants.

Le gouvernement fédéral, les entreprises industrielles et les organismes communautaires devraient-ils encourager le bilinguisme et le biculturalisme au Canada?

239. Jusqu'à maintenant, le présent rapport a porté sur l'analyse des réactions des répondants à des questions concernant l'usage plus répandu du français et de l'anglais et, dans certaines circonstances, des langues des autres groupes ethniques, de même que l'enseignement du français et de l'anglais dans les systèmes d'éducation de notre pays. Le rapport examine maintenant les réactions des répondants au questionnaire à la question à savoir si le gouvernement fédéral, les entreprises industrielles et les organismes communautaires devraient encourager d'une façon active le développement du bilinguisme et du biculturalisme à travers le Canada. Cet aspect du problème a été exploré à la Question 17 du questionnaire. Les réponses ont été compilées aux tableaux 50 à 56 inclusivement de l'Annexe C. Encore une fois, elles ont été analysées et présentées en fonction de la réponse totale au questionnaire, quant au nombre des réponses et à leur pourcentage.

240. Tel qu'indiqué au tableau 50, le nombre total des répondants favorisant l'encouragement par le gouvernement fédéral du bilinguisme et du biculturalisme était de 9,890, soit 44.6 p. 100 du total, comparativement à 10,803, soit 48.7 p. 100, qui se sont opposés. Un total de 1,475 ou 6.7 p. 100 n'ont pas exprimé leur opinion sur ce point. Un peu moins de répondants, 8,871 ou 40 p. 100, était en faveur d'un tel programme par les entreprises industrielles, alors que presque le même nombre que pour le gouvernement fédéral, 10,911 ou 49.2 p. 100, était opposé. Un peu plus, 2,386 ou 10.8 p. 100, n'ont pas répondu. Presque autant de répondants, 9,231 ou 41.6 p. 100, étaient en faveur de l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par les organismes communautaires qu'il y en avait en faveur d'une telle mesure par le gouvernement fédéral, et légèrement moins, 10,261 ou 46.3 p. 100, étaient opposés. Un plus grand nombre, 2,676 ou 12.1 p. 100 n'ont cependant pas émis leur avis.

241. Quand on examine les réponses à la question par province de résidence, on constate que seul le Québec était considérablement favorable à l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par le gouvernement fédéral avec 80.3 p. 100; une province, l'Île du Prince-Edouard,

était favorable dans une proportion de 40.3 p. 100; toutes les autres provinces étaient favorables par des pourcentages de 21.9 p. 100 en Alberta à 38 p. 100 en Nouvelle-Ecosse. Les réponses les plus élevées contre la proposition sont venues de l'Alberta avec 74.2 p. 100 et du Saskatchewan avec 71.8 p. 100. A l'exception du Québec, avec seulement 7.5 p. 100 de répondants opposés, l'opposition pour toutes les autres provinces variait de 54.2 p. 100 dans l'Île du Prince-Edouard à 69.4 p. 100 au Manitoba. Le Québec avait aussi la proportion la plus haute de ceux qui n'ont pas exprimé leur opinion avec 12.2 p. 100; toutes les autres provinces avaient des pourcentages de moins de 10 p. 100.

242. L'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par les entreprises industrielles était appuyé par une grande majorité au Québec avec 84.1 p. 100, et les autres provinces variaient de 16.5 p. 100 pour l'Alberta à 32.9 p. 100 pour l'Île du Prince-Edouard. Le Saskatchewan et l'Alberta menaient l'opposition avec 73.3 p. 100 et 72.8 p. 100 respectivement, tandis que le Manitoba, la Colombie britannique et le Yukon/T.N.-O. avaient des pourcentages en opposition dans les 60 p. 100 avancés. Toutes les autres provinces étaient opposées dans une mesure variant de 50 p. 100 à 60 p. 100. Les pourcentages de ceux qui n'ont pas exprimé leur opinion variaient de 7 p. 100 pour le Saskatchewan à un sommet de 16.2 p. 100 pour le Yukon/T.N.-O.

243. Les résidents du Québec menaient aussi toutes les provinces pour l'idée que les organismes privés ou communautaires devraient encourager le bilinguisme et le biculturalisme. Ils ont donné un pourcentage de 80.5 p. 100. Toutes les provinces de l'Atlantique et l'Ontario variaient de 30 p. 100 à 40 p. 100, et toutes les provinces de l'ouest ont donné des pourcentages favorables à la proposition de 20 p. 100 à 30 p. 100. Comme corollaire, les pourcentages opposés les plus élevés venaient de l'ouest, s'échelonnant de 62.7 p. 100 pour la Colombie britannique à 69.3 p. 100 pour le Saskatchewan. L'Ontario et toutes les provinces de l'Atlantique étaient entre 50 p. 100 et 60 p. 100 contre, et le Québec avait le pourcentage le plus bas avec 8.3 p. 100. Trois provinces n'ont pas donné leur opinion dans une mesure de moins de 10 p. 100. Ce sont l'Île du Prince-Edouard avec 9.3 p. 100, le Manitoba avec 9.4 p. 100 et le Saskatchewan avec 7.5 p. 100. Dans les autres provinces, ceux qui

n'ont pas donné leur opinion variaient de 11 p. 100 à 14.9 p. 100.

244. Une analyse des réponses en fonction du sexe révèle au tableau 51 que les répondants du sexe masculin étaient divisés sur la question de l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par le gouvernement fédéral avec 44.3 p. 100 en faveur et 50.3 p. 100 contre, les autres n'ayant pas donné leur attitude. Par contraste, les femmes étaient plus favorables avec 46 p. 100, comparativement à 44.7 p. 100 contre; 9.3 p. 100 n'ont pas émis d'avis.

245. La proposition voulant que l'industrie encourage le bilinguisme et le biculturalisme a été appuyée presque également par les hommes et les femmes avec 40 p. 100 des hommes et 40.6 p. 100 des femmes. Cependant, elle a été opposée par plus d'hommes (51 p. 100) que de femmes (44.6 p. 100). Plus de femmes, avec 14.8 p. 100, n'ont pas donné d'opinion que d'hommes qui avaient seulement 9 p. 100 dans cette catégorie.

246. Les deux sexes se sont opposés par une petite marge à l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par les organismes communautaires. Dans le cas des hommes, l'opposition était de 47.7 p. 100, comparativement à 42.3 p. 100 en faveur. Dans le cas des femmes, 40.6 p. 100 étaient en faveur (le même pourcentage qu'en faveur pour l'industrie privée) et 42.8 p. 100 étaient opposées. 10.1 p. 100 des hommes n'ont pas répondu sur ce point, comparativement à 16.6 p. 100 des femmes.

247. Le tableau 52 indique que, d'après l'âge, la jeunesse a été plus libérale que l'âge avancé dans son attitude vis-à-vis l'encouragement des deux objectifs par le gouvernement fédéral. Les deux groupes d'âges les plus jeunes, ceux de moins de 25 ans et ceux de 25 à 34 ans, étaient 61.4 p. 100 et 50.3 p. 100 en faveur respectivement; les pourcentages pour les autres groupes d'âges étaient dans les débuts de 40 p. 100. Comme moins de 10 p. 100 à chaque niveau n'ont pas exprimé leur opinion, les chiffres de ceux qui étaient opposés complémentent en grande partie les chiffres de ceux qui étaient favorables.

248. L'opposition a été plus forte dans le cas de l'encouragement par les entreprises industrielles. Les moins de 25 ans, avec 57.3 p. 100, étaient le seul groupe donnant une majorité favorable, bien que

les 25 à 34 ans aient été légèrement plus en faveur que contre par 46.6 p. 100 à 45.9 p. 100. Les autres groupes d'âges étaient tous plus opposés que favorables, les 35 à 44 ans par 51 p. 100 à 38.6 p. 100, les 45 à 54 ans par 52.8 p. 100 à 35.4 p. 100, et les 55 ans et plus par 49.5 p. 100 à 35.6 p. 100. Ceux qui n'ont pas donné leur attitude variaient de moins de 8 p. 100 pour les moins de 35 ans à 14.9 p. 100 pour les 55 ans et plus.

249. L'appui de la proposition voulant que les organismes privés ou communautaires encouragent le bilinguisme et le biculturalisme est venu des groupes d'âges les plus jeunes: 54.9 p. 100 des moins de 25 ans étant favorables contre 35.9 p. 100 opposés, et 47.3 p. 100 des 25 à 34 ans favorables contre 43.5 p. 100 opposés. Dans tous les autres groupes d'âges, il y en avait plus d'opposés qu'en faveur: les 35 à 44 ans étant 48.3 p. 100 opposés contre 40.2 p. 100 en faveur; dans le groupe d'âge de 45 à 54 ans, 48.8 p. 100 étaient opposés comparativement à 38.1 p. 100 en faveur; et les 55 ans et plus étaient 45.6 p. 100 opposés contre 38.2 p. 100 en faveur. De 9.2 p. 100 des moins de 35 ans à 16.2 p. 100 des 55 ans et plus n'ont pas pris position.

250. Tel qu'indiqué au tableau 53, il y avait une tendance un peu plus grande chez les petits salariés que chez ceux qui reçoivent des salaires plus élevés à favoriser l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par le gouvernement fédéral. Ceux qui gagnent moins de \$3000 étaient 49.4 p. 100 en faveur contre 40.3 p. 100 opposés à un tel programme, et au niveau de \$3000 à \$3999 le pourcentage favorable était de 45.4 p. 100 comparativement à un pourcentage défavorable de 45.1 p. 100. Tous les autres niveaux de salaires avaient des pourcentages en opposition plus élevés que des pourcentages favorables, variant de 48.6 p. 100 de la catégorie \$4000 à \$4999 à 52.8 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus en opposition, comparativement à 44 p. 100 qui étaient en faveur aux deux niveaux de salaires. De 3.2 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus à 10.4 p. 100 de ceux qui reçoivent moins de \$3000 n'ont pas exprimé leur opinion.

251. Seul le groupe des moins de \$3000 a appuyé un tel programme pour l'industrie privée, les pourcentages étant de 44.1 p. 100 dans l'affirmative et de 40.4 p. 100 dans la négative. Les pourcentages

affirmatifs, par ailleurs, variaient de 38.1 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus à 40.7 p. 100 de ceux qui reçoivent de \$4000 à \$4999, tandis que les réponses négatives variaient de 44.3 p. 100 du groupe des \$3000 à \$3999 à 56 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus. N'ont pas donné d'opinion de 5.9 p. 100 des \$7000 ou plus à 15.8 p. 100 de ceux qui gagnent de \$3000 à \$3999.

252. La classe des moins de \$3000 a également favorisé l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par les organismes privés ou communautaires avec 42.2 p. 100 en faveur contre 39.8 p. 100 en opposition. Pour tous les autres groupes de salaires, les pourcentages favorables variaient de 40.2 p. 100 de ceux qui gagnent de \$3000 à \$3999 à 43.2 p. 100 de ceux qui reçoivent \$7000 ou plus. Dans chaque cas, il y avait des pourcentages défavorables un peu plus élevés, variant de 42.1 p. 100 du niveau des \$3000 à \$3999 à 50.6 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus. Ceux qui n'ont pas pris parti sur ce point s'échelonnaient de 6.2 p. 100 des \$7000 ou plus à 18.1 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000.

253. Le tableau 54 révèle un fort appui à l'idée que le gouvernement fédéral devrait encourager le bilinguisme et le biculturalisme de la part du groupe linguistique français avec 74.6 p. 100, du groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais avec 84.5 p. 100, de ceux qui parlent le français et une autre langue avec 77.8 p. 100, et du groupe des trilingues avec 74.9 p. 100. La plus forte opposition est venue du groupe de langue anglaise avec 65.5 p. 100 et du groupe de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue avec 61.6 p. 100. Cependant, 21.5 p. 100 des francophones et 22.5 p. 100 de ceux qui parlent le français et une autre langue n'ont pas donné leur opinion sur ce point. Pour le reste, les pourcentages de ceux qui n'ont pas répondu variaient de 3 p. 100 à 13.3 p. 100.

254. L'idée que l'industrie devrait mettre de l'avant un tel programme a reçu l'appui du groupe de langue française avec 84.4 p. 100, du groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais avec 87.1 p. 100, de ceux qui parlent le français et une autre langue avec 88.9 p. 100 et du groupe des trilingues avec 72 p. 100. L'opposition est venue du groupe de langue anglaise avec 65.7 p. 100, et du groupe de ceux qui s'expriment

en anglais et dans une autre langue avec 64.3 p. 100. Ceux qui n'ont pas révélé leur attitude variaient de 6.7 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais à 20 p. 100 de ceux qui ne peuvent parler couramment le français ou l'anglais.

255. Des pourcentages favorisant l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par les organismes privés ou communautaires étaient élevés. Il y a eu celui de 76.4 p. 100 de ceux qui parlent facilement le français, 83.6 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, 77.8 p. 100 de ceux qui parlent le français et une autre langue, et 69.5 p. 100 des trilingues. En opposition, les groupes des anglophones et de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue avaient chacun 61.6 p. 100 et 58.1 p. 100. De 9.7 p. 100 du groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais à 26.7 p. 100 de ceux qui ne peuvent pas s'exprimer couramment dans l'une ou l'autre des deux principales langues du pays n'ont pas pris position.

256. Comme l'indique le tableau 55, selon la langue parlée au foyer, 85 p. 100 des francophones, 79.8 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais, 83.3 p. 100 de ceux qui parlent le français et une autre langue et 63.9 p. 100 des trilingues favorisaient la proposition que le gouvernement fédéral devrait encourager le bilinguisme et le biculturalisme. L'opposition est venue des anglophones avec 65.1 p. 100 et de ceux qui parlent l'anglais et une autre langue avec 59.4 p. 100. Sur les répondants francophones, 13.5 p. 100 n'ont pas donné leur avis, ainsi que 16.7 p. 100 de ceux qui parlent le français et l'anglais au foyer. Les autres qui n'ont pas répondu étaient de moins de 10 p. 100 dans chaque groupe linguistique.

257. L'organisation de programmes encourageant le bilinguisme et le biculturalisme par les entreprises industrielles a reçu des pourcentages favorables élevés. Ce sont ceux qui parlent le français et une autre langue au foyer avec 100 p. 100, ceux qui parlent le français avec 91.9 p. 100, ceux qui parlent le français et l'anglais avec 76.6 p. 100, et les trilingues avec 63.9 p. 100. Parmi ceux qui se sont opposés à cette idée, il y a eu ceux qui parlent l'anglais seulement avec 65.5 p. 100 et ceux qui s'expriment en anglais et dans une autre langue avec 61.8 p. 100. Les pourcentages de ceux qui se sont abstenus de répondre ont varié de 6.1

p. 100 des francophones à 16 p. 100 de ceux qui parlent une autre langue que le français ou l'anglais au foyer.

258. Encore ici, il y a eu des pourcentages élevés en faveur de l'idée que les organismes privés ou communautaires préconisent le bilinguisme et le biculturalisme. Il s'agit du groupe des francophones avec 86.4 p. 100, du groupe de ceux qui parlent le français et l'anglais avec 74.8 p. 100, de ceux qui s'expriment en français et dans une autre langue avec 83.3 p. 100, et des trilingues avec 61.4 p. 100. Les plus opposés comprenaient le groupe des anglophones avec 61.3 p. 100 et ceux qui parlent l'anglais et une autre langue avec 55.3 p. 100. De 6 p. 100 du groupe des trilingues à 17.8 p. 100 de ceux qui ne parlent ni le français ni l'anglais au foyer n'ont pas émis d'opinion.

259. Le tableau 56 indique que, selon le niveau d'instruction, deux groupes favorisaient l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par le gouvernement fédéral: ceux qui ont fait des études universitaires (47.9 p. 100), et ceux qui ont un diplôme d'université (55.2 p. 100), comparativement à 47.3 p. 100 et 41.1 p. 100 respectivement en opposition. Les autres niveaux d'instruction avaient des pourcentages opposés plus élevés que leurs pourcentages favorables; ceux qui ont fait un cours secondaire partiel avaient 51.9 p. 100 contre et 41.5 p. 100 en faveur; les autres avaient des pourcentages en opposition dans les 40 p. 100 qui dépassaient les pourcentages favorables correspondants de 4.1 p. 100 à 6.1 p. 100. Il vaut la peine de noter qu'un peu plus de 20.5 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel et de 12.8 p. 100 de ceux qui ont terminé un tel cours n'ont pas donné leur opinion; tous les autres pourcentages de ceux qui n'ont pas répondu variaient de 3.7 p. 100 de ceux qui ont un diplôme universitaire à 6.6 p. 100 de ceux qui ont un cours secondaire terminé.

260. L'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par les entreprises industrielles a reçu l'appui de 35.4 p. 100 et 38.3 p. 100 aux deux niveaux de l'école primaire, de 36.1 p. 100 et 40.8 p. 100 aux niveaux de l'école secondaire, et de 43.3 p. 100 et 48.3 p. 100 aux deux niveaux universitaires, mais ces pourcentages étaient tous plus bas que les pourcentages négatifs correspondants qui étaient 37 p. 100 et 42.3 p. 100 aux niveaux élémentaires, dans les premiers 50 p. 100 au niveau

de l'école secondaire, et dans l'échelle de 45 p. 100 à 50 p. 100 au niveau universitaire. Les pourcentages qui n'ont pas déclaré leur opinion étaient 27.6 p. 100 aux niveaux des cours élémentaires partiels et complets, 12.7 p. 100 au niveau du cours secondaire partiel et moins de 10 p. 100 aux autres niveaux.

261. Jusqu'aux niveaux universitaires exclusivement, les pourcentages en opposition étaient plus élevés que les pourcentages favorables à l'égard de l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par les organismes privés ou communautaires. Les réponses défavorables aux niveaux de l'école élémentaire, à 34.8 p. 100 et 40.9 p. 100, étaient deux ou trois points plus hauts que les réponses affirmatives. Aux niveaux de l'école secondaire, ils étaient 48.7 p. 100 et 47.4 p. 100, de 11.6 p. 100 à 5 p. 100 plus élevés respectivement que les pourcentages favorables. Aux niveaux universitaires, les réponses affirmatives excédaient les réponses négatives par 46.9 p. 100 à 45.3 p. 100 pour ceux qui ont fait des études universitaires et par 53 p. 100 à 40.5 p. 100 pour ceux qui ont un diplôme d'une université. Il y avait des pourcentages élevés de ceux qui n'ont pas répondu aux niveaux de l'école primaire: 32.5 p. 100 et 22.1 p. 100 respectivement. Aux niveaux de l'école secondaire, les pourcentages ont tombé à 14.1 p. 100 et 10.2 p. 100, et aux niveaux universitaires ils étaient moins de 10 p. 100.

Résumé

262. En général, on peut dire que presque autant de répondants (44.6 p. 100) étaient favorables à l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par le gouvernement fédéral qu'il y en avait d'opposés à l'idée (48.7 p. 100). C'était la même tendance à l'égard des organismes communautaires avec 41.6 p. 100 en faveur et 46.3 p. 100 contre. Cependant, presque deux fois plus n'ont pas exprimé d'opinion à l'égard des organismes communautaires qu'à l'égard du gouvernement fédéral. Un nombre moins élevé de répondants étaient favorables à un tel programme pour les entreprises industrielles avec seulement 40 p. 100 en faveur, près de 50 p. 100 opposés, et environ 10 p. 100 qui n'ont pas donné leur opinion. Le Québec était la seule province avec des pourcentages considérablement favorables à l'encouragement du bilinguisme et

du biculturalisme.

263. Un peu plus de femmes que d'hommes étaient en faveur de l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par le gouvernement fédéral et par l'industrie privée, mais légèrement plus d'hommes que de femmes ont favorisé l'idée pour les organismes communautaires. Dans l'ensemble, il y a eu peu de divergence d'opinion quant au sexe.

264. Les jeunes répondants ont eu une tendance à se montrer plus favorables à de tels programmes à tous les niveaux que les répondants plus âgés, bien que la plus forte opposition ne soit pas venue des groupes d'âges les plus avancés, mais plutôt de ceux qui sont d'âge moyen au niveau de 35 à 54 ans.

265. Il y a eu également peu de divergence d'opinion selon les salaires des répondants, mais ceux qui sont au niveau des salaires inférieurs semblaient un peu plus favorables que ceux des niveaux de salaires plus élevés.

266. Il n'y a aucun doute, cependant, que ceux qui s'expriment facilement en français ou en français et dans une ou plusieurs autres langues avaient une tendance à se montrer beaucoup plus favorables à l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par tous les genres d'organisations, publiques et privées, que ceux qui s'expriment couramment en anglais seulement. On voit la même différence marquée entre ceux qui emploient le français ou le français et d'autres langues au foyer et ceux qui ne parlent que l'anglais ou l'anglais et une autre langue que le français au foyer.

267. Selon le niveau d'instruction, ceux qui ont atteint le niveau universitaire ont eu une tendance à se prononcer beaucoup plus en faveur de l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par les organisations publiques et privées que ceux qui n'ont pas atteint ce niveau académique. Les autres les plus favorables sont ceux du niveau secondaire et les moins favorables sont ceux qui n'ont obtenu qu'une instruction au niveau de l'école élémentaire.

de 26.5 p. 100 des 55 ans et plus à 32.4 p. 100 des 25 à 34 ans. Les pourcentages de ceux qui n'ont pas établi leur position n'avaient réellement pas d'importance.

272. Le tableau 60 donne des chiffres selon le niveau du salaire. A tous les niveaux, ceux qui se sont opposés à l'idée étaient plus nombreux que ceux qui étaient favorables. Le seul pourcentage de ceux qui se sont opposés par moins de 60 p. 100 était celui des moins de \$3000 avec 56.4 p. 100. Les réponses négatives pour tous les autres groupes variaient de 60.8 p. 100 dans la catégorie des \$3000 à \$3999 à 69.6 p. 100 de ceux qui gagnent \$7000 ou plus. Par comparaison, les réponses favorables variaient de 28 p. 100 de ceux qui sont le mieux rémunérés à 35.9 p. 100 de ceux qui le sont le moins. Seulement 2.4 p. 100 des \$7000 ou plus à 7.7 p. 100 des moins de \$3000 n'ont pas fait connaître leur point de vue.

273. Selon la facilité des répondants de s'exprimer dans une langue ou dans l'autre, tel que compilé au tableau 61, 8 sur 15 répondants qui pouvaient s'exprimer facilement dans une langue autre que le français ou l'anglais, soit 53.3 p. 100, étaient le seul groupe linguistique en faveur de la proposition que la Commission royale d'enquête se préoccupe de la sauvegarde de la langue et de la culture des minorités autres que les groupes français et anglais; 33.3 p. 100 étaient opposés et 13.3 p. 100 n'ont pas exprimé d'opinion. Des pourcentages de 50 p. 100 à 60 p. 100 en opposition à la proposition caractérisaient tous les autres groupes linguistiques avec seulement de 26.8 p. 100 à 43.7 p. 100 en faveur. Les pourcentages de ceux qui n'ont pas révélé leur attitude étaient plus bas que 10 p. 100 pour tous les groupes linguistiques, excepté pour 13.3 p. 100 de ceux qui s'expriment couramment dans une autre langue que le français ou l'anglais.

274. Le tableau 62 indique que, sur la base de la langue parlée au foyer, le groupe des trilingues était le seul qui avait plus de répondants favorables à la proposition que de répondants opposés, avec 49.4 p. 100 pour et 45.8 p. 100 contre; 4.8 p. 100 n'ont pas répondu sur ce point. Sur ceux qui parlent le français et une autre langue au foyer, 83.3 p. 100 étaient opposés, de même que 69.8 p. 100 de ceux qui parlent l'anglais à la maison. Les autres groupes linguistiques étaient

tous opposés par des pourcentages de 50 p. 100 à 60 p. 100. Seulement des petits pourcentages, variant jusqu'à 6 p. 100 de ceux qui emploient le français et l'anglais au foyer, n'ont pas exprimé leurs vues sur ce point.

275. A tous les niveaux d'instruction, plus de 50 p. 100 ont exprimé une opposition à l'idée que la Commission royale d'enquête devrait se préoccuper de la sauvegarde de la langue et de la culture des groupes minoritaires autres que les groupes français ou anglais. Les pourcentages favorables variaient de 29.2 p. 100 de ceux qui ont terminé un cours élémentaire à exactement un tiers de ceux qui ont terminé un cours universitaire. De 3 p. 100 des diplômés d'une université à 10.8 p. 100 de ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel n'ont pas donné leur opinion.

Résumé

276. Il y a peu de doute, semble-t-il, que la majorité des 22,168 fonctionnaires fédéraux qui ont répondu au questionnaire de la Fédération ne croyaient pas que la Commission royale d'enquête devrait se préoccuper de la sauvegarde de la langue et de la culture des groupes minoritaires autres que ceux des Français et des Anglais, même si c'est là un domaine qui a fait l'objet d'inquiétude de la part des membres de la Commission et qui fait partie de ses attributions. Moins d'un tiers des répondants étaient favorables à l'idée et près des deux tiers étaient opposés. Les hommes étaient un peu plus fortement opposés que les femmes, comme les plus âgés comparativement aux plus jeunes. Les mieux rémunérés étaient aussi plus opposés que ceux des salaires plus bas. Seuls les quelques répondants s'exprimant facilement dans une langue autre que le français ou l'anglais ont montré une certaine tendance favorable à la proposition; les autres groupes linguistiques étaient opposés dans une large mesure. Selon la langue parlée à la maison, tous les groupes linguistiques étaient plus opposés qu'en faveur, sauf les quelques-uns qui parlent le français, l'anglais et une autre langue. Les répondants à tous les niveaux d'instruction étaient opposés, avec de très petites variations à chaque niveau dans le degré d'opposition.

Traits marquants du rapport

277. Le présent rapport a analysé en détail les réponses de 22,168 membres de la Fédération du Service Civil qui sont employés au gouvernement du Canada sur les problèmes du bilinguisme et du biculturalisme dans la mesure où ces problèmes peuvent affecter le service public fédéral et l'industrie privée. Cette partie tentera de faire un résumé sommaire des traits marquants qui découlent de cette analyse. Elle sera suivie d'un certain nombre de recommandations qui, de l'avis de la Fédération, émanent de l'étude de ces réponses et doivent être portées à l'attention de la Commission royale d'enquête dans son examen de tout le problème dans la mesure où il affecte tous les Canadiens. Afin d'y référer plus facilement, ces traits marquants et les recommandations seront numérotés.

278. 1. Il y a peu de doute que la plupart des répondants ne sont pas encore prêts à accepter la proposition voulant que le français et l'anglais soient placés sur un même pied quant à leur emploi comme langues officielles dans toutes les régions du Canada. Seulement 7.040, soit 32.2 p. 100 des 21,837 répondants à la question, ont appuyé la proposition. Un peu plus de deux fois ce nombre, 14,797 ou 67.8 p. 100 ont rejeté l'idée. L'appui accordé à la proposition a été plus fort dans l'est du Canada, où de 20 p. 100 à 25 p. 100 se sont montrés favorables, que dans l'ouest du pays où l'appui a varié de 10 p. 100 à 20 p. 100. Le Québec a été la seule province à donner son appui convaincu à cette idée avec près des trois quarts ou 73.3 p. 100 de réponses favorables. Sur un nombre de 14,797 répondants qui ont rejeté la proposition, 8,787 ou environ 60 p. 100 ont favorisé l'usage du français et de l'anglais comme langues officielles dans la province de Québec.

279. Plus de répondants du sexe féminin que du sexe masculin, 35.2 p. 100 contre 31.1 p. 100, ont favorisé un même pied pour le français et l'anglais partout au Canada, mais sur ceux qui ont rejeté l'idée, plus d'hommes que de femmes, 60.8 p. 100 à 55.9 p. 100, ont favorisé l'égalité des deux langues au Québec.

280. Les plus jeunes ont donné un meilleur appui à la proposition que les plus âgés. A tous les niveaux d'âges, seuls les moins de 25 ans, avec 49.1 p. 100, sont venus près de donner une majorité favo-

nable. Tous les groupes d'âges, cependant, ont appuyé l'égalité des deux langues au Québec.

281. Les moins rémunérés se sont montrés plus favorables que ceux des niveaux de salaires plus élevés. Seuls ceux qui gagnent moins de \$3000 par année, avec 40.4 p. 100, sont venus près d'appuyer la proposition. A tous les niveaux de salaires, cependant, les répondants ont favorisé un même pied pour les deux langues au Québec.

282. Selon la facilité de s'exprimer dans une langue, ceux qui parlent correctement le français avec 78.8 p. 100, le français et l'anglais avec 77.3 p. 100, et ceux qui s'expriment en français, en anglais et dans une autre langue (trilingues) avec 62.5 p. 100, se sont montrés favorables à l'égalité du français et de l'anglais comme langues officielles partout au Canada, mais une majorité renversante de 84.8 p. 100 des 14,870 répondants de langue anglaise s'y est opposée. Toutefois, tous les groupes linguistiques ont favorisé l'égalité des deux langues au Québec.

283. Selon la langue parlée au foyer, ceux qui parlent le français avec 82.2 p. 100, et le français et l'anglais avec 68.7 p. 100, ont appuyé l'idée de placer les deux langues sur un même pied partout au Canada, mais 84.4 p. 100 des 15,078 répondants qui ne parlent que l'anglais dans leur foyer s'y sont opposés. Encore ici, tous les groupes linguistiques ont appuyé la proposition pour le Québec.

284. Ceux qui ont fait des études primaires ont semblé être plus en faveur de la proposition que ceux qui ont reçu une instruction plus avancée. Seulement ceux qui ont fait un cours élémentaire partiel, avec 41.8 p. 100, sont venus près de donner une majorité favorable. Sur les répondants opposés à la proposition, cependant, ceux d'un niveau d'instruction plus élevé, particulièrement ceux du niveau universitaire, ont été les plus favorables à l'égalité des deux langues au Québec.

285. 2. Beaucoup plus de répondants étaient favorables à l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles primaires et secondaires dans tout le Canada qu'à la proposition de l'égaliser des deux langues partout au Canada. En fait, une majorité de 50.1 p. 100 de tous ceux qui ont répondu à la question a favorisé l'enseignement des deux langues au niveau de l'école primaire; 54.6 p. 100 l'ont favorisé

dans les écoles secondaires. Ici aussi, les Canadiens de l'est ont donné un plus fort appui à la proposition que les Canadiens de l'ouest. L'appui le plus fort est venu de la province de Québec avec 79.1 p. 100 favorables pour les écoles primaires et 81.7 p. 100 favorables pour les écoles secondaires. Les répondants de Terre-Neuve et de l'Île du Prince-Edouard ont aussi donné un appui majoritaire aux niveaux des écoles élémentaires et secondaires, tandis que la Nouvelle-Ecosse s'est montrée favorable pour les écoles secondaires. Sur les répondants qui ont rejeté la proposition, 42.9 p. 100 l'ont appuyée au niveau de l'école primaire et 46.4 p. 100 au niveau de l'école secondaire pour le Québec, et l'appui a été plus faible pour les autres provinces.

286. Les répondants du sexe féminin ont encore été plus favorables que ceux du sexe masculin. Parmi les femmes, 55.8 p. 100 ont appuyé l'enseignement du français et de l'anglais au niveau de l'école élémentaire, et 59.6 p. 100 au niveau de l'école secondaire, comparativement à 47.8 p. 100 des hommes dans les écoles primaires et 52.8 p. 100 dans les écoles secondaires.

287. Les répondants de moins de 35 ans ont été plus favorables que ceux de 35 ans et plus. Sur les moins de 25 ans, 64.3 p. 100 ont appuyé la proposition au niveau de l'école élémentaire et 67.7 p. 100 au niveau de l'école secondaire. Parmi les 25 à 34 ans, 54.3 p. 100 ont favorisé l'idée pour les écoles primaires et 57.9 p. 100 pour les écoles secondaires. De 53.6 p. 100 des 35 à 44 ans à 52.7 p. 100 des 45 à 54 ans ont aussi appuyé l'idée au niveau de l'école secondaire. L'appui venant de tous les groupes d'âges aux deux niveaux a varié de 45 p. 100 à 50 p. 100.

288. Ceux qui gagnent moins de \$4000 par année et ceux qui reçoivent \$7000 ou plus par année ont appuyé l'enseignement des deux langues dans les écoles élémentaires avec des pourcentages variant de 51.1 p. 100 au niveau élevé à 57.2 p. 100 au niveau le plus bas. L'appui des \$4000 à \$7000 a varié de 48 p. 100 à 48.3 p. 100. Tous les niveaux de salaires ont favorisé la proposition pour les écoles secondaires avec des pourcentages de 52.6 p. 100 à 60.2 p. 100.

289. Les répondants s'exprimant facilement en français ont favorisé l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les

écoles élémentaires par une marge de 82.1 p. 100; ceux qui parlent couramment le français et l'anglais avec un pourcentage de 81 p. 100, et les trilingues dans une proportion de 73.4 p. 100. Seuls ceux qui s'expriment facilement en anglais avec 38.6 p. 100, et en anglais et dans une autre langue que le français avec 36.3 p. 100 n'ont pas donné un appui majoritaire à la proposition. Encore une fois, tous les principaux groupes linguistiques, sauf ceux de langue anglaise avec 43.9 p. 100 et ceux qui parlent l'anglais et une autre langue avec 46 p. 100, ont appuyé la proposition au niveau de l'école secondaire par des pourcentages variant de 75.3 p. 100 des trilingues à 83.1 p. 100 des bilingues (le français et l'anglais) et à 85.4 p. 100 de ceux qui ne s'expriment correctement qu'en français.

290. La même tendance s'est manifestée selon la langue parlée au foyer. Ceux de langue française, les bilingues et les trilingues ont appuyé la proposition aux deux niveaux des institutions élémentaires et secondaires par des marges variant de 67.5 p. 100 à 86.9 p. 100. Seuls ceux qui parlent l'anglais, et l'anglais et une autre langue au foyer, avec un appui variant de 35.3 p. 100 à 44.1 p. 100, n'ont pas donné un appui majoritaire à la proposition.

291. D'après le niveau d'instruction, tous ceux qui ont terminé un cours secondaire et qui ont commencé ou terminé un cours universitaire ont appuyé l'enseignement du français et de l'anglais au niveau de l'école élémentaire par des marges variant de 50.6 p. 100 à 57.7 p. 100. Ceux d'un niveau d'instruction plus bas sont venus près de donner une majorité favorable avec des pourcentages variant de 46.2 p. 100 à 49.4 p. 100. Tous les niveaux académiques, sauf ceux qui n'ont terminé qu'un cours élémentaire, ont appuyé l'idée au niveau de l'école secondaire par des pourcentages de 50.1 p. 100 à 62.9 p. 100. En général, plus le niveau académique était élevé, plus a été grand l'appui pour l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles élémentaires et secondaires.

292. 3. La grande majorité des répondants a été définitivement opposée à la proposition voulant que les fonctionnaires et les employés des industries soient obligés de parler le français et l'anglais partout au Canada. L'opposition dans les deux cas s'est élevée à 73.4 p. 100 de

tous les répondants. Seulement 20.2 p. 100 ont favorisé la proposition pour les fonctionnaires et 17.4 p. 100 pour les employés des industries. Les autres n'ont pas exprimé d'opinion sur ce point. Seulement les répondants de la province de Québec avec 61.8 p. 100 pour les fonctionnaires et 51.7 p. 100 pour les employés des industries ont favorisé la proposition.

293. Des pourcentages un peu plus élevés ont favorisé la proposition pour les fonctionnaires à Ottawa avec 29.3 p. 100 et pour les employés des industries à leurs bureaux-chefs avec 19.1 p. 100. Ils ont été dépassé en nombre, cependant par ceux qui se sont opposés à l'idée pour les fonctionnaires à Ottawa avec 48.2 p. 100, et pour les employés des industries aux bureaux-chefs avec 43.5 p. 100. Les autres n'ont pas exprimé leur avis. Seuls les répondants du Québec ont favorisé l'idée pour les fonctionnaires à Ottawa avec 56.6 p. 100 comparé à 9.3 p. 100 contre, et pour les employés des industries aux bureaux-chefs de leurs employeurs avec 41.8 p. 100 comparé à 10.6 p. 100 qui se sont opposés.

294. Un peu plus d'hommes que de femmes ont favorisé l'idée pour les fonctionnaires et les employés des industries dans tout le Canada et pour les fonctionnaires à Ottawa et pour les employés des industries à leurs bureaux-chefs, mais dans aucun cas la proposition n'a atteint un appui de 25 p. 100, sauf pour 30.6 p. 100 des femmes à l'égard de la proposition pour les fonctionnaires à Ottawa. Les trois quarts ou 75 p. 100 des répondants du sexe masculin et plus des deux tiers ou 69 p. 100 des répondants du sexe féminin se sont opposés à l'idée pour les fonctionnaires et les employés des industries dans tout le Canada. De 45 p. 100 à 50 p. 100 des hommes et de 39 p. 100 à 43 p. 100 des femmes se sont opposés à la proposition pour les fonctionnaires et les employés des industries à leurs bureaux-chefs respectifs.

295. Les répondants les plus jeunes se sont montrés plus favorables que les plus âgés à la proposition pour les fonctionnaires et les employés des industries partout au Canada, ainsi qu'à Ottawa et aux bureaux-chefs des industries. Seulement les moins de 25 ans, cependant, à l'égard des fonctionnaires et des employés des industries partout au Canada, ainsi que des fonctionnaires à Ottawa, ont appuyé la proposition par plus d'un tiers, et même ici l'appui n'a pas atteint 40 p. 100.

296. La proposition a reçu un appui plus prononcé parmi ceux des niveaux de salaires inférieurs que des salaires plus élevés, mais cet appui n'a dépassé un pourcentage de 30 p. 100 que dans le cas de ceux qui gagnent moins de \$5000 et pour les fonctionnaires à Ottawa.

297. Parmi les principaux groupes linguistiques, seulement ceux qui s'expriment facilement en français, ainsi qu'en français et en anglais, avec 59 p. 100 et 62.4 p. 100 respectivement, ont donné un appui majoritaire à la proposition que les fonctionnaires devraient parler le français et l'anglais partout au Canada. Pour ce qui est des employés des industries, l'appui de ces groupes linguistiques a été de 58.8 p. 100 et 52.4 p. 100 respectivement. Le groupe des trilingues a eu un pourcentage favorable pour les fonctionnaires partout au Canada plus élevé que son pourcentage défavorable, soit 48 p. 100 comparé à 43.7 p. 100. Pour tous les autres groupes linguistiques d'importance, l'opposition a été beaucoup plus forte que l'appui, particulièrement à l'égard du groupe des anglophones avec 90.4 p. 100 opposés à la proposition pour les fonctionnaires et 88.6 p. 100 pour les employés des industries. Encore ici, les groupes des francophones et des bilingues (le français et l'anglais) avec 58 p. 100 ont favorisé l'expression dans les deux langues par les fonctionnaires à Ottawa, mais près des deux tiers des anglophones s'y sont opposés. Aucun des principaux groupes linguistiques n'a manifesté un appui majoritaire pour la proposition voulant que les employés parlent les deux langues à leurs bureaux-chefs, mais les groupes de ceux qui s'expriment en français, en français et en anglais, et dans trois langues, avaient des pourcentages favorables plus élevés que leurs pourcentages opposés à la proposition. Un grand nombre, cependant, n'ont pas exprimé d'opinion sur ce point. C'était la même tendance des réponses à l'égard de la langue parlée au foyer. Les répondants qui parlent le français et ceux qui parlent le français et l'anglais se sont montrés favorables en général, mais les répondants qui parlent l'anglais étaient considérablement opposés à la proposition.

298. Seulement ceux du niveau de l'école primaire ont montré plus d'appui que d'opposition à la proposition, et seulement à l'égard des fonctionnaires à Ottawa et des employés des industries à leurs bureaux-chefs. Dans aucun cas, cependant, pour les fonctionnaires ou pour les

employés des industries, partout au Canada ou à leurs bureaux-chefs, l'appui n'a atteint 35 p. 100. Dans presque tous les cas, ceux qui se sont opposés à la proposition étaient dans la majorité, bien que dans le cas des fonctionnaires à Ottawa et des employés des industries à leurs bureaux-chefs des nombres passablement plus élevés n'ont pas émis d'opinion sur cette affaire.

299. 4. L'appui de la proposition pour que les fonctionnaires et les employés des industries parlent le français et l'anglais a été beaucoup plus prononcé pour les endroits où ces langues sont parlées comme langues minoritaires dans une proportion allant jusqu'à 50 p. 100 de la population desservie. Un total de 50.1 p. 100 de tous les répondants ont appuyé la proposition pour les fonctionnaires, comparativement à 20 p. 100 qui s'y sont opposés dans les situations où la langue minoritaire est l'anglais, et 46.4 p. 100 l'ont appuyée comparé à 20.3 p. 100 qui s'y sont opposés là où la langue minoritaire est le français. Le reste des répondants n'a pas exprimé d'opinion. Les Canadiens de l'est ici aussi ont donné une plus grand appui que ceux de l'ouest pour les deux situations, bien que dans aucune partie du pays les réponses défavorables ne soient venues près des réponses favorables. Le Québec battait encore la marche en faveur de la proposition pour les minorités françaises et anglaises.

300. Des pourcentages légèrement plus bas ont appuyé la proposition pour les employés des industries avec 47.1 p. 100 en faveur et 21 p. 100 contre dans les régions où la langue minoritaire est l'anglais, et 43.5 p. 100 en faveur et 21.5 p. 100 contre où elle est le français; les autres répondants n'ont pas donné leur avis. Encore ici, toutes les provinces ont manifesté plus d'appui que d'opposition à la proposition pour les employés des industries dans le cas des deux langues, à l'exception du Manitoba à l'égard du français pour les employés des industries, où ceux qui sont opposés ont excédé ceux qui sont favorables par moins de 1 p. 100. Dans l'ensemble, les Canadiens de l'est ont donné un appui plus fort que ceux de l'ouest, et c'est encore le Québec qui a pris la tête avec un appui pour la proposition concernant le français et l'anglais.

301. Les répondants du sexe masculin ont donné un peu plus d'appui à la proposition que les fonctionnaires et les employés des

industries devraient parler le français et l'anglais comme langues minoritaires quand ces langues sont parlées par jusqu'à 50 p. 100 du public desservi. L'appui des hommes pour les fonctionnaires et les employés des industries à l'égard de l'anglais était de 51.9 p. 100 et 48.6 p. 100 respectivement, comparativement à 45.7 p. 100 et 43.8 p. 100 des femmes. Egalement, l'appui des hommes pour les fonctionnaires et les employés des industries à l'égard du français était de 48 p. 100 et 44.7 p. 100 respectivement, comparativement à 43 p. 100 et 40.9 p. 100 des femmes. Dans aucun cas les réponses défavorables n'ont atteint le pourcentage de 23 p. 100.

302. Les jeunes répondants ont été plus favorables à la proposition que les plus âgés. Le groupe d'âge le plus en faveur pour ce qui est des fonctionnaires et des employés des industries a été celui des moins de 25 ans, soit de 50 p. 100 à 56 p. 100, plus de trois fois autant que les réponses défavorables. Les moins favorables ont été ceux du groupe d'âge de 55 ans et plus, avec un appui variant de 40 p. 100 à 47 p. 100, mais même ici, les réponses favorables ont plus que doublé les réponses défavorables. Comme pour toutes les classifications, des nombres assez élevés, variant de 30 p. 100 à 35 p. 100, ont osés de se prononcer.

303. Les répondants à des niveaux de salaires élevés se sont montrés beaucoup plus favorables que ceux des niveaux plus bas. Ceux qui gagnent \$7000 ou plus ont été les plus favorables, avec des pourcentages variant de 48 p. 100 à plus de 56 p. 100, à peu près le double du nombre de ceux qui se sont opposés. A aucun niveau de salaire, cependant, les réponses défavorables ne sont venues près des favorables.

304. Ceux qui parlent facilement le français ou le français et l'anglais, ou qui se servent de ces langues au foyer, ont été plus favorables à la proposition que ceux qui ne parlent que l'anglais ou qui n'emploient que cette langue au foyer. Les premiers groupes linguistiques ont été favorables dans une mesure de 56 p. 100 à 62 p. 100, soit plus de dix fois autant que les pourcentages des réponses négatives. Cependant, même les répondants de langue anglaise en faveur de la proposition dans une proportion de deux contre un.

305. Sur la base du niveau d'instruction, ceux du niveau universitaire ont été les plus favorables à la proposition. L'appui à ce niveau a varié de 47 p. 100 à 57 p. 100, comparativement à des pourcentages de 20 p. 100 à 26 p. 100. Les répondants à tous les niveaux académiques étaient beaucoup plus favorables que défavorables à la proposition pour les fonctionnaires et les employés des industries.

306. 5. Les mesures des employeurs pour encourager leurs employés à améliorer leur caractère bilingue n'ont pas reçu l'appui majoritaire de tous les répondants, mais presque. Environ 40 p. 100 des répondants ont favorisé la proposition voulant que le gouvernement fédéral donne des cours de langues durant les heures de travail, alors que 45 p. 100 se sont prononcés contre. Un tiers des répondants ont favorisé ces cours par les employeurs des industries, tandis que près de la moitié se sont déclarés contre. Approximativement 30 p. 100 des répondants ont appuyé des cours de langues par le gouvernement fédéral en dehors des heures de travail et 43.7 p. 100 se sont opposés, et environ 28 p. 100 les ont favorisés par les industriels, tandis que 45 p. 100 se sont prononcés contre. Juste un peu plus de 40 p. 100 ont favorisé le paiement d'allocations par le gouvernement fédéral aux employés qui atteignent un degré de compétence comme bilingues, et environ le même pourcentage s'est opposé à l'idée. Approximativement 40 p. 100 ont favorisé le paiement de telles allocations par les employeurs de l'industrie, alors que 46 p. 100 se sont opposés. Dans toutes ces situations, les pourcentages des répondants qui n'ont pas pris position d'une façon ou d'une autre variaient de 15 p. 100 à 27 p. 100.

307. Encore une fois, les répondants de l'est du Canada ont donné un plus grand appui à la proposition que ceux de l'ouest du Canada, mais le Québec a été la seule province où les répondants se sont montrés en faveur des trois mesures d'encouragement.

308. Les répondants du sexe féminin ont favorisé plus que ceux du sexe féminin des cours de langues durant les heures de travail au gouvernement et dans l'industrie, mais les hommes se sont montrés plus que les femmes favorables à des classes de langues en dehors des heures de travail et à des paiements d'allocations.

309. Les jeunes répondants étaient plus en faveur de ces trois

propositions que les plus âgés. Les moins de 25 ans ont été plus favorables et ceux de 35 à 55 ans ont été les plus opposés.

310. En général, ceux d'un niveau de salaire plus bas se sont montrés plus favorables aux mesures d'encouragement que ceux d'un niveau plus élevé, excepté pour des cours de langues en dehors des heures de travail où les mieux rémunérés étaient le plus favorables.

311. Encore une fois, ceux qui s'expriment facilement en français ou en français et en anglais ou dans trois langues ont été plus favorables aux propositions d'encouragement par le gouvernement et par l'industrie que ceux qui ne s'expriment qu'en anglais. L'appui le plus fort pour des cours de langues durant les heures de travail est venu des répondants de langue française avec 75 p. 100 pour le gouvernement et 65 p. 100 pour l'industrie. Le groupe des bilingues a été le plus favorable à des cours en dehors des heures de travail avec 47 p. 100 et 49 p. 100 pour le gouvernement et l'industrie respectivement. Ce groupe a aussi donné le plus fort appui au paiement d'allocations avec 76 p. 100 pour le gouvernement et 75 p. 100 pour l'industrie. Selon la langue parlée au foyer, les pourcentages ont varié juste un peu plus haut que les derniers pourcentages mentionnés, mais la tendance était décidément la même.

312. La tendance des réponses basées sur le niveau académique de ceux qui appuient et de ceux qui sont opposés aux mesures d'encouragement a été sensiblement la même à tous les niveaux d'instruction.

313. 6. Les répondants se sont clairement opposés à la proposition voulant que les fonctionnaires ou les employés des industries soient obligés de parler la langue des groupes ethniques autre que celle des groupes français ou anglais même là où ces groupes constituent jusqu'à 50 p. 100 de la population desservie. Seulement 27.1 p. 100 de tous les répondants ont favorisé la proposition pour les fonctionnaires, tandis que 66.5 p. 100 s'y sont opposés, et seulement 24.1 p. 100 l'ont appuyée pour les employés des industries alors que 67.1 p. 100 ont été contre. Chose surprenante, les provinces des Prairies, où on trouve plusieurs de ces groupes ethniques, ont appuyé la proposition même moins que les provinces de l'est. Dans l'est, l'appui a varié d'environ 25 p. 100 à 40 p. 100, et dans l'ouest de 20 p. 100 à 25 p. 100 environ.

314. Les femmes ont eu une tendance à donner plus d'appui à la proposition que les hommes, mais pour les deux sexes, l'appui variait de seulement 24 p. 100 à 28 p. 100 pour les fonctionnaires et également pour les employés des industries. Encore ici, les jeunes ont favorisé la proposition dans une plus grande mesure que les plus âgés, et seulement au niveau des moins de 25 ans il y a eu plus d'un répondant sur trois en faveur, avec 36 p. 100 favorisant la proposition pour les fonctionnaires et 33.8 p. 100 pour les employés des industries. Les répondants les moins rémunérés ont été légèrement plus favorables que ceux des niveaux de salaires plus élevés, bien que l'écart des pourcentages à tous les niveaux de salaires n'ait pas excédé 5 p. 100. Seuls les répondants qui gagnent moins de \$3000, avec 30.5 p. 100 en faveur de la proposition pour les fonctionnaires, ont donné un appui supérieur à 30 p. 100. Même ce groupe a appuyé la proposition pour les employés des industries par 27.5 p. 100 seulement.

315. Selon la facilité de s'exprimer facilement dans une langue, l'appui a été réparti assez également parmi tous les groupes linguistiques avec de 28 p. 100 à 36 p. 100 en faveur de la proposition, sauf pour ceux qui s'expriment facilement dans une langue autre que le français ou l'anglais qui ont appuyé la proposition pour les fonctionnaires par 40 p. 100, et pour ceux qui ne s'expriment bien qu'en anglais qui ont favorisé la proposition pour les fonctionnaires par seulement 23.1 p. 100 et pour les employés des industries par seulement 20.8 p. 100.

316. Sur la base de la langue parlée au foyer, seul le petit groupe de 83 répondants parlant plus de deux langues au foyer a donné un certain appui à la proposition, et ici seulement pour les fonctionnaires par 48.2 p. 100. Dans tous les autres cas, l'appui des divers groupes linguistiques était bien au-dessous de 40 p. 100, avec un sommet de 37.4 p. 100 et un point bas de 16.6 p. 100.

317. Ceux qui ont un niveau d'instruction plus élevé ont été un peu plus favorables à la proposition que ceux des niveaux plus bas, mais le seul groupe qui a atteint 30 p. 100 a été celui des diplômés d'université qui a appuyé la proposition pour les fonctionnaires par 30.1 p. 100. A tous les niveaux, l'appui pour les fonctionnaires et les employés des industries a varié de seulement 17.3 p. 100 à 28.4 p. 100.

318. 7. Il y a eu presque autant de répondants favorables que de défavorables à la proposition voulant que le gouvernement fédéral encourage le bilinguisme et le biculturalisme, avec 44.6 p. 100 pour et 48.7 p. 100 contre. La même tendance s'est manifestée à l'égard de la proposition pour l'industrie et les organismes communautaires. 40 p. 100 des répondants ont favorisé l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme par les entreprises industrielles et 49.2 p. 100 se sont opposés. 41.6 p. 100 se sont montrés favorables à la proposition pour les organismes communautaires et 46.3 p. 100 se sont opposés. Le reste des répondants dans chaque cas n'a exprimé aucune opinion sur ce point. L'appui encore une fois a été plus fort dans l'est que dans l'ouest, mais seulement à un faible degré, sauf au Québec où cet appui s'est révélé très fort dans toutes les situations, variant de 80.3 p. 100 à 84.1 p. 100.

319. Les répondants du sexe féminin ont été un peu plus favorables que les hommes à la proposition que le gouvernement fédéral et l'industrie encouragent le bilinguisme, mais plus d'hommes que de femmes se sont montrés favorables à l'idée pour les organismes communautaires. A chaque niveau, cependant, l'écart des pourcentages entre l'appui et l'opposition pour les deux sexes n'a pas été bien grand, variant de moins de 2 p. 100 jusqu'à un sommet de 11 p. 100. En réalité, plus de femmes que d'hommes ont appuyé la proposition pour le gouvernement fédéral qu'il y en a eu d'opposés, avec 46 p. 100 en faveur et 44.7 p. 100 contre.

320. Les jeunes répondants se sont prononcés plus favorablement que les moins jeunes. Ceux de moins de 35 ans ont eu des pourcentages favorables plus élevés que des pourcentages défavorables à la proposition pour le gouvernement fédéral, les entreprises industrielles et les organismes communautaires. Ceux de 35 ans et plus, cependant, avaient des pourcentages défavorables plus élevés que les favorables. Les moins de 25 ans ont appuyé l'idée pour le gouvernement fédéral par une marge de près de deux contre un, soit de 61.4 p. 100 à 32.5 p. 100.

321. L'appui favorable et défavorable à la proposition a été assez également réparti à tous les niveaux de salaires parmi les trois juridictions: le gouvernement fédéral, les entreprises industrielles et les organismes communautaires.

322. Ceux qui s'expriment facilement en français ou en français et dans une autre langue ou dans plusieurs autres langues se sont montrés plus favorables à la proposition pour chaque juridiction que ceux qui ne peuvent bien s'exprimer qu'en anglais. L'appui le plus fort pour cette idée dans chaque juridiction est venu de ceux qui parlent facilement le français et l'anglais, avec des pourcentages variant de 83.6 p. 100 à 87.1 p. 100. L'opposition la plus forte est venue pour chaque juridiction de ceux qui ne s'expriment facilement qu'en anglais, les pourcentages variant de 61.6 p. 100 à 65.7 p. 100. Sur la base de la langue parlée au foyer, cependant, ceux qui parlent le français au foyer ont été les plus favorables à l'encouragement du bilinguisme et du biculturalisme dans les trois juridictions par une marge de 85 p. 100 à 92 p. 100. Ceux qui parlent l'anglais à la maison ont encore été les plus opposés, et cette opposition au bilinguisme et au biculturalisme pour les trois juridictions a varié de 61.3 p. 100 à 65.5 p. 100.

323. Les répondants au niveau universitaire ont eu une tendance à se montrer un peu plus favorables à la proposition pour le gouvernement, l'industrie et les centres communautaires que ceux d'un niveau d'instruction inférieur. Les diplômés universitaires ont donné plus de réponses à l'appui que défavorables aux propositions pour chaque juridiction, tandis que ceux qui ont fait des études universitaires non terminées ont donné plus d'appui que d'opposition à l'idée dans le cas du gouvernement fédéral et celui des organismes communautaires.

324. 8. Les répondants se sont nettement opposés à la proposition voulant que la Commission royale d'enquête se préoccupe de la sauvegarde de la langue et de la culture des groupes ethniques minoritaires autres que ceux des Français et des Anglais. Moins d'un tiers des répondants (31 p. 100) ont appuyé l'idée et près des deux tiers (64.7 p. 100) s'y sont opposés. L'appui dans les diverses provinces a varié d'un point bas de 24.2 p. 100 en Alberta à un sommet de 38.7 p. 100 au Québec.

325. Les répondants du sexe féminin avec 33.7 p. 100 ont été légèrement plus favorables que ceux du sexe masculin avec 29.9 p. 100. Les groupes des plus jeunes ont donné un appui plus fort que ceux des plus âgés, avec des pourcentages variant de 38.6 p. 100 pour les moins de 25 ans à 26.5 p. 100 pour les 55 ans et plus. Ceux des niveaux de

salaires plus bas ont eu une tendance à se montrer plus favorables que ceux des salaires plus élevés. L'appui a varié de 35.9 p. 100 de ceux qui gagnent moins de \$3000 à 28 p. 100 à ceux qui reçoivent \$7000 ou plus.

326. Seulement 8 des 15 répondants s'exprimant facilement dans une langue autre que le français ou l'anglais, soit 53.3 p. 100, ont donné un appui majoritaire à la proposition. L'appui venant de tous les groupes linguistiques a varié de 26.8 p. 100 à 43.7 p. 100. La même tendance s'est manifestée selon la langue parlée au foyer, mais ici le groupe le plus favorable, avec 45.5 p. 100, a été le groupe de ceux qui parlent l'anglais et une langue autre que le français au foyer.

327. L'écart dans les réponses favorables selon le niveau d'instruction a été très petit, variant de 29.2 p. 100 de ceux qui ont fait des études élémentaires à 33.3 p. 100 à ceux qui ont obtenu un diplôme d'une université.

Recommandations

En se basant sur les réactions de ses membres qui ont pris part à son relevé sur le bilinguisme et le biculturalisme, la Fédération du Service Civil fait les recommandations suivantes. Elle exhorte la Commission royale d'enquête à appuyer ces recommandations dans son rapport au gouvernement du Canada.

1. Le français et l'anglais devraient être enseignés comme matières obligatoires dans les écoles élémentaires et secondaires dans toutes les régions du Canada. Il n'y a aucun doute que la majorité des membres de la Fédération qui ont répondu au questionnaire sont nettement en faveur d'une telle proposition. La Fédération réalise les problèmes que la recommandation peut créer à cause de la présente situation constitutionnelle au Canada voulant que les provinces respectives aient le droit exclusif de contrôler leurs propres programmes d'enseignement. Néanmoins, si le gouvernement du Canada est véritablement intéressé aux problèmes du bilinguisme et du biculturalisme dans notre pays, nous croyons qu'il devrait prendre l'initiative d'approcher les provinces respectives dans le but de les persuader d'apporter tous les changements qui peuvent être nécessaires dans leurs lois et leurs règlements régissant leurs systèmes scolaires de manière à ce que tous les Canadiens, peu importe où ils résident au Canada, puissent avoir l'opportunité dès le début de leurs études d'apprendre les deux langues de notre pays.
2. Les fonctionnaires fédéraux et les employés des industries devraient être obligés de parler le français et l'anglais si l'une ou l'autre de ces langues est parlée par une proportion allant jusqu'à 50 p. 100 de la population desservie. Bien que les répondants au questionnaire n'aient pas convenu que les fonctionnaires et les employés des industries devraient être obligés de parler le français et l'anglais sur une base purement géographique, comme partout au Canada ou à Ottawa ou aux bureaux-chefs des industries, la majorité des répondants a exprimé l'avis qu'ils devraient être tenus de la faire si une proportion allant jusqu'à 50 p. 100 du public desservi parle une de

ces deux langues comme langue minoritaire. En d'autres termes, les répondants ont semblé exprimer l'avis que, si dans une région quelconque du pays, la population desservie est en grande partie composée d'un nombre égal de citoyens de langue française et de langue anglaise, alors les fonctionnaires et les employés des industries qui transigent avec eux devraient devenir raisonnablement compétents dans les deux langues. Cette proposition a reçu au moins deux fois plus d'appui que d'opposition de la part des répondants.

3. Afin de faciliter la plus grande expansion du bilinguisme parmi les fonctionnaires et les employés des industries, particulièrement dans les régions où ils doivent transiger avec des personnes de langue française et de langue anglaise, le gouvernement fédéral et les employeurs des industries devraient organiser des cours de langues française et anglaise durant les heures de travail. Ils devraient également être disposés à verser une allocation aux employés qui doivent, dans le cours normal de leurs fonctions, employer le français et l'anglais, une fois qu'ils sont en mesure de démontrer leur niveau de compétence dans l'usage des deux langues. Bien que la majorité des répondants à notre questionnaire ne se soit pas montrée favorable à l'une ou l'autre des propositions, il y a eu des pourcentages suffisamment favorables, environ 40 p. 100 dans les deux cas, pour que d'après la Fédération ces programmes d'enseignement et d'encouragement soient entrepris sans délai par le gouvernement fédéral et par l'industrie privée. Dans plusieurs régions, évidemment, de tels programmes existent déjà, mais la Fédération croit que le gouvernement fédéral pourrait prendre l'initiative d'encourager leur expansion. L'enseignement obligatoire du français et de l'anglais à tous les niveaux scolaires de notre pays aidera nos enfants à devenir plus bilingues, mais des cours de langues et d'autres programmes d'encouragement sont nécessaires pour aider la population adulte qui, d'une façon générale, n'a pas eu l'avantage de recevoir une instruction bilingue à l'école. Ces mesures devraient s'appliquer si on veut qu'une plus

grande partie de la population adulte devienne bilingue et que l'usage du français et de l'anglais devienne plus répandu à travers le Canada.

4. Le gouvernement fédéral, l'industrie privée et les organismes communautaires devraient promouvoir et encourager l'essor du bilinguisme et du biculturalisme au Canada. Ils devraient cependant le faire dans une mesure acceptable par la plus grande partie de la population dans les diverses régions du Canada. Un rythme d'expansion trop lent ne répondra pas au besoin d'une reconnaissance accrue de la mise en valeur du bilinguisme et du biculturalisme au Canada. Un rythme trop rapide pourrait dans plusieurs parties du Canada empêcher la population de réagir favorablement à cette nouvelle mesure de progrès et de développement. Alors que plus de 40. p. 100 des répondants au questionnaire de la Fédération ont approuvé l'idée que le gouvernement fédéral, les entreprises industrielles et les organismes communautaires devraient encourager le bilinguisme et le biculturalisme au Canada, la majorité n'en est pas encore arrivée au stage de pouvoir donner un appui spontané à la proposition. Cependant, la Fédération croit que dans la mesure où il réfléchira la pensée de la population en général, un programme de mise en valeur du bilinguisme et du biculturalisme bien agencé et exploité à un rythme raisonnable finira par recevoir l'appui de la plus grande partie des citoyens.

<u>Association</u>	<u>Président</u>	<u>Secrétaire</u>
La Fédération du Service Civil du Canada	C.A. Edwards	M. Geddis-Adair
<u>Associations nationales affiliées:</u>		
L'Association nationale des Employés du Ministère de l'Agriculture	A.I. Stewart	M. Bédard
L'Association canadienne des Services aériens	S. Beach	C.B. Christensen
L'Association canadienne du Personnel de l'Immigration	R.R. Shaw	M. Green
L'Association nationale des Employés de la Marine canadienne	D. Bennett	R.C. Armstrong
La Fédération des Postiers ambulants du Canada	C.J. Tobin	J. Bellard
L'Association canadienne des Employés de l'Impôt	F.N. Lancaster	M.A. Dwyer
L'Association des Officiers des Douanes et Accise	J. Jackson	D.Y. Patterson
L'Association nationale des Employés de la Santé et du Bien-être	E.M.M. Ball	R.E. Armstrong
L'Association nationale des Employés du Ministère des Affaires des anciens combattants	J.C. Davis	W.L. Girey
L'Association des Employés des Travaux publics fédéraux	A. Mercier	Mme D. Vlek
L'Association fédérée des Fumeurs du Canada	J. Cooper	R.A. Spawring
L'Association des Employés de la Défense nationale	J.K. Willie	K. Green
L'Association nationale des Employés de l'Assurance-chômage	R.J. Prud'homme	E.C. Fortier
L'Association des Employés du Conseil des Recherches	C.E. Réaume	R. Gatto
L'Association des Employés du Trésor du Canada	W.B. Clmsted	J.M. Ronay
Associations affiliées directement	-	L. Constantineau

Note: Dans certains cas, le secrétaire porte le titre de secrétaire exécutif, de secrétaire national ou de secrétaire-trésorier.

ANNEXE B

QUESTIONNAIRE

QUESTIONNAIRE

CIVIL SERVICE FEDERATION OF CANADA

April, 1964.

88 Argyle Avenue,
Ottawa 4, Ontario.

To: ALL MEMBERS OF THE CIVIL SERVICE FEDERATION OF CANADA

THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

The Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism held its initial hearing in Ottawa on November 7th and 8th. The purpose of the hearing was to provide an opportunity for organizations and individuals to present their views on the Commission's terms of reference. The Federation participated with a number of other organizations at the hearing and was invited to submit, at a later date, a formal brief in writing on its views on this complex and important subject.

As this is a matter involving major policy, the Federation will not submit its brief before first consulting with its National Council. As the Federation believes this is also a matter of far-reaching import and deep concern to all its members, it feels it is essential to obtain their views for its guidance before committing itself to a definite policy which may affect them all.

The Federation in making this request urges you to remember two things: (1) Canadian, your views on this important matter are as valuable as the next person's; (2) there is no better example of democracy in action than direct membership participation in the affairs of the organization representing you.

It should be noted that there is no place in the questionnaire for your name or your signature. Thus all replies are confidential. The questionnaire has been constructed so that it may be completed in a minimum of time. It is in 2 parts. Part I deals with general information which will be used as an aid to analyzing the replies received on Part 2, which asks specific questions on the subject of bilingualism.

Please remember this questionnaire is a serious attempt by your Federation to obtain information on a vital issue of serious concern to all Canadians. Do your part and complete the questionnaire today. Read the instructions carefully, give serious consideration to your answer, complete the questionnaire to the best of your ability and return it promptly to your Association representative.

Yours sincerely,

Claude A. Edwards,
President,
Civil Service Federation.

LA FÉDÉRATION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

Avril 1964.

88, avenue Argyle,
Ottawa 4, Ontario.

A TOUS LES MEMBRES DE LA FÉDÉRATION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a tenu ses audiences initiales à Ottawa les 7 et 8 novembre. Le but de ces audiences était de fournir aux organismes et aux individus une occasion de faire connaître leur point de vue sur les attributions de la Commission. La Fédération a participé à ces audiences avec un certain nombre d'autres organisations, et elle a été invitée à soumettre plus tard un mémoire officiel par écrit sur ce qu'elle pense de cette affaire compliquée et importante.

Comme il s'agit d'une question de politique de premier plan, la Fédération ne soumettra pas ce mémoire avant d'avoir d'abord consulté son Conseil national. Et comme la Fédération croit qu'il s'agit également d'une affaire de grande portée et de vive inquiétude pour tous ses membres, elle estime qu'il est essentiel d'obtenir leur point de vue pour sa gouverne avant de s'engager dans une politique bien définie qui pourra les affecter tous.

La Fédération, en faisant cette demande, vous exhorte à retenir deux choses: (1) en tant que Canadien, votre point de vue sur cette importante affaire a autant de valeur que celui de votre voisin; (2) il n'y a pas de meilleur exemple de démocratie en marche qu'une participation directe des membres aux affaires de l'association qui vous représente.

Remarquez bien qu'il n'y a pas dans le questionnaire d'espace réservé pour votre nom ou votre signature. Ainsi, toutes les réponses sont confidentielles. Le questionnaire a été agencé de manière à ce qu'il puisse être complété en un espace de temps minimum. Il est en deux parties. La partie 1 porte sur les renseignements généraux qui pourront aider à l'analyse des réponses données dans la partie 2, qui pose des questions spécifiques sur le sujet du bilinguisme.

Retenez bien que ce questionnaire est un effort sérieux tenté par votre Fédération pour obtenir des renseignements sur une question vitale qui préoccupe sérieusement tous les Canadiens. Faites votre part et complétez le questionnaire dès aujourd'hui. Lisez les instructions attentivement, songez sérieusement à vos réponses, complétez le questionnaire au meilleur de votre capacité, et retournez-le promptement au représentant de votre Association.

Sincèrement,

Claude A. Edwards,
Président de la
Fédération du Service Civil.

TABLEAU 1: MESURE DANS LAQUELLE LE FRANÇAIS ET L'ANGLAIS DEVRAIENT ÊTRE SUR UN MEME PIED COMME LANGUES OFFICIELLES

(a) Partout au Canada

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse	Analyse du total des réponses à la question			
	Nombre	%	Nombre	%		OUI		NON	
						Nombre	%(1)	Nombre	%(1)
Terreneuve	402	1.8	401	1.8	1	94	23.4	307	76.6
I.P.-E.	216	1.0	211	1.0	5	49	23.2	162	76.8
N.-E.	944	4.3	931	4.3	13	205	22.0	726	78.0
Nouveau-Brunswick	1203	5.4	1184	5.4	19	315	26.6	869	73.4
Québec	5299	23.9	5220	23.9	79	3826	73.3	1394	26.7
Ontario	8696	39.2	8554	39.2	142	1807	21.1	6747	78.9
Manitoba	1051	4.7	1039	4.8	12	166	16.0	873	84.0
Saskatchewan	838	3.8	832	3.8	6	108	13.0	724	87.0
Alberta	1674	7.6	1651	7.6	23	173	10.5	1478	89.5
C.B.	1722	7.8	1701	7.8	21	262	15.4	1439	84.6
Yukon ou T.N.-O.	74	0.3	72	0.3	2	15	20.8	57	79.2
Rés. non indiquée	49	0.2	41	0.2	8	20	48.8	21	51.2
Total	22168	100.0	21837	100.0	331	7040	32.2	14797	67.8

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

TABLEAU 1: MESURE DANS LAQUELLE LE FRANÇAIS ET L'ANGLAIS DEVRAIENT ÊTRE SUR UN MEME PIED COMME LANGUES OFFICIELLES

(b) Dans les provinces respectives

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives																							
	No.	%	T.-N.		I.P.-E.		N.-E.		N.-B.		Qué.		Ont.		Man.		Sask.		Alb.		C.B.		Yukon ou T.N.-O.			
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%		
Terreneuve	307	2.1	2	0.7	-	-	7	2.3	49	16.0	172	56.0	17	5.5	3	1.0	1	0.3	-	-	3	1.0	-	-	1	0.3
I.P.-E.	162	1.1	2	1.2	6	3.7	3	1.9	33	20.4	110	67.9	9	5.6	5	3.1	-	-	1	0.6	-	-	-	-	1	0.6
Nouvelle-Ecosse	726	4.9	4	0.6	9	1.2	29	4.0	120	16.5	419	57.7	27	3.7	8	1.1	1	0.1	1	0.1	1	1.0	1	1.0	4	0.6
Nouveau-Brunswick	869	5.9	9	1.0	38	4.4	46	5.3	128	14.7	461	53.0	41	4.7	14	1.6	2	0.2	2	0.2	1	0.1	1	0.1	5	0.6
Québec	1394	9.4	46	3.3	73	5.2	117	8.4	386	27.7	1077	77.3	328	23.5	182	13.1	70	5.0	71	5.1	44	3.2	32	2.3	32	2.3
Ontario	6747	45.6	109	1.6	131	1.9	212	3.1	781	11.6	4076	60.4	548	8.1	172	2.5	13	0.2	13	0.2	8	0.1	34	0.5	34	0.5
Manitoba	873	5.9	4	0.5	7	0.8	11	1.3	46	5.3	506	58.0	31	3.6	23	2.6	1	0.1	-	-	-	-	-	-	1	0.1
Saskatchewan	724	4.9	5	0.7	6	0.8	12	1.7	42	5.8	389	53.7	35	4.8	8	1.1	9	1.2	1	0.1	1	0.1	1	0.1	1	0.1
Alberta	1478	10.0	6	0.4	9	0.6	20	1.4	68	4.6	781	52.8	74	5.0	8	0.5	-	-	8	0.5	-	-	-	-	3	0.2
C.B.	1439	9.7	17	1.2	22	1.5	31	2.2	102	7.1	754	52.4	102	7.1	25	1.7	3	0.2	-	-	14	1.0	3	0.2	3	0.2
Yukon ou T.N.-O.	57	0.4	-	-	1	1.8	2	3.5	4	7.0	34	59.6	5	8.8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rés. non indiquée	21	0.1	-	-	-	-	-	-	3	14.3	8	38.1	2	9.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	4.8
Total	14797	100.0	204	1.4	302	2.0	490	3.3	1762	11.9	8787	59.4	1219	8.2	448	3.0	100	0.7	97	0.7	72	0.5	86	0.6	86	0.6

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 2: MESURE DANS LAQUELLE LE FRANCAIS ET L'ANGLAIS DEVRAIENT ETRE SUR UN MEME PIED COMME LANGUES OFFICIELLES

(a) Partout au Canada

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI	% (1)	NON	% (1)
Hommes	15562	70.2	15378	70.4	184	55.6	4785	31.1	10593	68.9
Femmes	6389	28.8	6258	28.7	131	39.6	2201	35.2	4057	64.8
Sexe non indiqué	217	1.0	201	0.9	16	4.8	54	26.9	147	73.1
Total	22168	100.0	21837	100.0	331	100.0	7040	32.2	14797	67.8

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives														Yukon							
	No.	%	T.-N.	I.P.-E.		N.-E.		N.-B.		Qué.		Ont.		Man.		Sask.		Alb.		C.B.		ou T.N.-O.	No.	%
				No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%			
Hommes	10593	71.6	141	1.3	217	2.0	361	3.4	1422	13.4	6439	60.8	812	7.7	331	3.1	66	0.6	65	0.6	42	0.4	59	0.6
Femmes	4057	27.4	62	1.5	84	2.1	127	3.1	328	8.1	2269	55.9	400	9.9	115	2.8	33	0.8	30	0.7	29	0.7	25	0.6
Sexe non indiqué	147	1.0	1	0.7	1	0.7	2	1.4	12	8.2	79	53.7	7	4.8	2	1.4	1	0.7	2	1.4	1	0.7	2	1.4
Total	14797	100.0	204	1.4	302	2.0	490	3.3	1762	11.9	8787	59.4	1219	8.2	448	3.0	100	0.7	97	0.7	72	0.5	86	0.6

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 3: MESURE DANS LAQUELLE LE FRANCAIS ET L'ANGLAIS DEVRAIENT ETRE SUR UN MEME PIED COMME LANGUES OFFICIELLES
(a) Partout au Canada

Réponses selon l'âge

Age des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI	NON	No.	%
Moins de 25	1725	7.8	1703	7.8	22	6.6	837	49.1	866	50.9
25 - 34	3900	17.6	3867	17.7	33	10.0	1505	38.9	2362	61.1
35 - 44	6945	31.3	6840	31.3	105	31.7	2129	31.1	4711	68.9
45 - 54	6514	29.4	6405	29.3	109	32.9	1749	27.3	4656	72.7
55 et plus	2938	13.3	2888	13.3	50	15.2	789	27.3	2099	72.7
Age non indiqué	146	0.6	134	0.6	12	3.6	31	23.1	103	76.9
Total	22168	100.0	21837	100.0	331	100.0	7040	32.2	14797	67.8

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives
Réponses selon l'âge

Age des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives									
	No.	%	T.-N.	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.B.
Moins de 25	866	5.9	38 4.4	44 5.1	59 6.8	114 13.2	548 63.3	136 15.7	44 5.1	21 2.4	17 2.0	17 2.0
25 - 34	2362	16.0	56 2.4	78 3.3	107 4.5	316 13.4	1394 59.0	222 9.4	86 3.6	15 0.6	22 0.9	16 0.7
35 - 44	4711	31.8	44 0.9	62 1.3	129 2.7	564 12.0	2732 58.0	344 7.3	122 2.6	21 0.4	23 0.5	15 0.3
45 - 54	4656	31.5	48 1.0	81 1.7	133 2.9	556 11.9	2814 60.4	351 7.5	128 2.7	34 0.7	23 0.5	20 0.4
55 et plus	2099	14.2	18 0.9	37 1.8	61 2.9	209 10.0	1254 59.7	159 7.6	68 3.2	9 0.4	12 0.6	8 0.4
Age non indiqué	103	0.6	-	-	1 1.0	3 2.9	45 43.7	7 6.8	-	-	-	-
Total	14797	100.0	204 1.4	302 2.0	490 3.3	1762 11.9	8787 59.4	1219 8.2	448 3.0	100 0.7	97 0.7	72 0.5
												86 0.6

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 5: MESURE DANS LAQUELLE LE FRANCAIS ET L'ANGLAIS DEVRAIENT ETRE SUR UN MEME PIED COMME LANGUES OFFICIELLES

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse	Analyse du total des réponses à la question				
	No.	%	No.	%		OUI		NON		
Anglais	14870	67.1	14660	67.1	210	63.4	2232	15.2	12428	84.8
Français	512	2.3	499	2.3	13	3.9	393	78.8	106	21.2
Autre	15	0.1	15	0.1	-	-	4	26.7	11	73.3
Anglais & Français	5233	23.6	5167	23.7	66	20.0	3995	77.3	1172	22.7
Anglais & autre	844	3.8	830	3.8	14	4.2	134	16.1	696	83.9
Français & autre	9	-	9	-	-	-	5	55.6	4	44.4
Ang., Fr. & autre	279	1.3	277	1.3	2	0.6	173	62.5	104	37.5
Langue non indiquée	406	1.8	380	1.7	26	7.9	104	27.4	276	72.6
Total	22168	100.0	21837	100.0	331	100.0	7040	32.2	14797	67.8

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives																					
	No.	%	T.-N.	I. P.-E.		N.-E.		N.-B.		Qué.		Ont.		Man.		Sask.		Alb.		C.B.		Yukon ou T.N.-O		
				No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Anglais	12428	84.0	135	1.1	174	1.4	304	2.4	1206	9.7	7160	57.6	701	5.6	219	1.8	22	0.2	19	0.2	23	0.2	45	0.4
Français	106	0.7	8	7.5	9	8.5	12	11.3	26	24.5	54	50.9	27	25.5	15	14.2	13	12.3	15	14.2	12	11.3	7	6.6
Autre	11	0.1	-	-	-	-	-	-	1	9.1	1	8	72.7	1	9.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anglais & Français	1172	7.9	47	4.0	97	8.3	147	12.5	412	35.2	884	75.4	408	34.8	188	16.0	59	5.0	58	4.9	31	2.6	29	2.5
Anglais & autre	696	4.7	11	1.6	11	1.6	15	2.2	64	9.2	463	66.5	42	6.0	8	1.1	2	0.3	1	0.1	2	0.3	4	0.6
Français & autre	4	-	-	-	1	25.	1	25.	2	50.0	3	75.0	3	75.0	2	50.0	1	25.	-	-	-	-	-	-
Ang., Fr. & autre	104	0.7	3	2.9	6	5.8	8	7.7	28	26.9	75	72.1	22	21.2	9	8.7	3	2.9	4	3.8	2	1.9	1	1.0
Langue non indiquée	276	1.9	-	-	4	1.4	3	1.1	23	8.3	140	50.7	15	5.4	7	2.5	-	-	-	-	-	-	2	0.7
Total	14797	100.0	204	1.4	202	2.0	490	3.3	1762	11.9	8787	59.4	1214	8.2	448	3.0	120	0.7	97	0.7	72	0.5	65	0.5

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 6: MESURE DANS LAQUELLE LE FRANCAIS ET L'ANGLAIS DEVRAIENT ETRE SUR UN MEME PIED COMME LANGUES OFFICIELLES

Langue parlée au foyer des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI		NON	
							No.	% (1)	No.	% (1)
Anglais	15078	68.0	14867	68.1	211	63.7	2317	15.6	12550	84.4
Français	4102	18.5	4045	18.5	57	17.2	3326	82.2	719	17.8
Autre	163	0.7	161	0.7	2	0.6	31	19.3	130	80.7
Anglais & Français	1698	7.7	1672	7.7	26	7.9	1148	68.7	524	31.3
Anglais & autre	902	4.1	885	4.1	17	5.2	149	16.8	736	83.2
Français & autre	6	-	6	-	-	-	2	33.3	4	66.7
Ang., Fr. & autre	83	0.4	83	0.4	-	-	38	45.8	45	54.2
Langue non indiquée	136	0.6	118	0.5	18	5.4	29	24.6	89	75.4
Total	22168	100.0	21837	100.0	331	100.0	7040	32.2	14797	67.8

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon la lanque parlée au foyer

Langue parlée au foyer des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives																C.B. ou T.N.-O.	Yukon					
	No.	%	T.-N.		I.P.-E.		N.-E.		N.-B.		Qué.		Ont.		Man.		Sask.				Alb.				
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%			No.	%	No.	%	
Anglais	12550	84.8	134	1.1	173	1.4	307	2.4	1234	9.8	7524	57.8	712	5.7	226	1.8	18	0.1	19	0.2	24	0.2	46	0.4	
Français	719	4.9	38	5.3	67	9.3	94	13.1	258	35.9	522	72.6	259	36.0	132	18.4	64	8.9	61	8.5	38	5.3	25	3.5	
Autre	130	0.9	2	1.5	3	2.3	3	2.3	10	7.7	74	56.9	9	6.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Anglais & Français	524	3.5	14	2.7	38	7.3	59	11.3	179	34.2	399	76.1	174	33.2	73	13.9	15	2.9	17	3.2	7	1.3	9	1.7	
Anglais & autre	736	5.0	14	1.9	15	2.0	21	2.9	66	9.0	471	64.0	52	7.1	14	1.9	2	0.3	-	-	3	0.4	3	0.4	
Français & autre	4	-	-	-	-	-	-	-	1	25.0	4	100.	2	50.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Ang., Fr. & autre	45	0.3	2	4.4	4	8.9	5	11.1	8	17.8	25	55.6	8	17.8	1	2.2	1	2.2	-	-	-	-	-	3	6.7
Langue non indiquée	89	0.6	-	-	2	2.2	1	1.1	6	6.7	38	42.7	3	3.4	2	2.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	14797	100.0	204	1.4	322	2.0	490	3.3	1762	11.9	8787	59.4	1219	8.2	448	3.0	100	0.7	97	0.7	72	0.5	86	0.6	-

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABEAU 7: MESURE DANS LAQUELLE LE FRANÇAIS ET L'ANGLAIS DEVRAIENT ÊTRE SUR UN MEME PIED COMME LANGUES OFFICIELLES
(a) Partout au Canada

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No. %		No. %		No. %		OUI		NON	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	% (1)	No.	% (1)
Cours élém. partiel	508	2.3	486	2.2	22	6.6	203	41.8	283	58.2
Cours élém. terminé	1183	5.3	1159	5.3	24	7.3	414	35.7	745	64.3
Cours sec. partiel	5937	26.8	5854	26.8	83	25.1	1755	30.0	4099	70.0
Cours sec. terminé	9906	44.7	9783	44.8	123	37.2	3133	32.0	6650	68.0
Etudes universitaires	2691	12.1	2655	12.2	36	10.9	842	31.7	1813	68.3
Diplômé d'université	1688	7.6	1669	7.6	19	5.7	617	37.0	1052	63.0
Instr. non indiquée	255	1.2	231	1.1	24	7.2	76	32.9	155	67.1
Total	22168	100.0	21837	100.0	331	100.0	7040	32.2	14797	67.8

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives
Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants		Total des "Oui" pour les provinces respectives										Yukon bu T.N.-O.	
		T.-N.	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.B.		
No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Cours élém. partiel	283	1.9	7 2.5	10 3.5	30 10.6	125 44.2	25 8.8	7 2.5	1 0.4	2 0.7	4 1.4	2 0.7	
Cours élém. terminé	745	5.0	15 2.0	24 3.2	69 9.3	404 54.2	54 7.2	18 2.4	10 1.3	7 0.9	7 0.9	6 0.8	
Cours sec. partiel	4099	27.7	79 1.9	135 3.3	449 11.0	2313 56.4	328 8.0	109 2.7	20 0.5	22 0.5	14 0.3	22 0.5	
Cours sec. terminé	6650	44.9	145 2.2	223 3.4	757 11.4	3951 59.4	552 8.3	187 2.8	46 0.7	51 0.8	36 0.5	43 0.6	
Etudes universitaires	1813	12.3	20 1.1	54 3.0	269 14.8	1199 66.1	164 9.0	84 4.6	15 0.8	9 0.5	7 0.4	8 0.4	
Diplômé d'université	1052	7.1	14 1.3	19 1.8	38 3.6	729 69.3	89 8.5	40 3.8	6 0.6	4 0.4	3 0.3	4 0.4	
Instr. non indiquée	155	1.1	3 1.9	6 3.9	9 5.8	66 42.6	7 4.5	3 1.9	2 1.3	2 1.3	1 0.6	1 0.6	
Total	14797	100.0	302 2.0	490 3.3	1762 11.9	8787 59.4	1219 8.2	448 3.0	100 0.7	97 0.7	72 0.5	86 0.6	

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABEAU 8: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANCAIS DEVRAIT ETRE OBLIGATOIRE DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse	Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%		No.	(1)	No.	(1)
Terreneuve	402	1.8	402	1.8	-	207	51.5	195	48.5
I.P.-E.	216	1.0	214	1.0	2	121	56.5	93	43.5
Nouvelle-Ecosse	944	4.3	929	4.2	15	451	48.5	478	51.5
Nouveau-Brunswick	1203	5.4	1186	5.4	17	566	47.7	620	52.3
Québec	5299	23.9	5225	23.9	74	4133	79.1	1092	20.9
Ontario	8696	39.2	8586	39.2	110	3682	42.9	4904	57.1
Manitoba	1051	4.7	1045	4.8	6	358	34.3	687	65.7
Saskatchewan	838	3.8	834	3.8	4	232	27.8	602	72.2
Alberta	1674	7.6	1645	7.6	29	482	29.3	1163	70.7
C.B.	1722	7.8	1708	7.8	14	685	40.1	1023	59.9
Yukon ou T.N.-O.	74	0.3	72	0.3	2	25	34.7	47	65.3
Rés. non indiquée	49	0.2	42	0.2	7	18	42.9	24	57.1
Total	22168	100.0	21888	100.0	280	10960	50.1	10928	49.9

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

TABLEAU 8: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

(b) Dans les provinces respectives

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives														Yukon ou T.N.-O.			
	No.	%	T.-N. No. %	I.P.-E. No. %	N.-E. No. %	N.-B.		Qué.		Ont.		Man.		Sask.		Alb.		C.B.		
						No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.		%	No.	%
Terreneuve	195	1.8	5 2.6	-	-	12 6.2	78 40.0	7 3.6	1 0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	1 0.5	-	
I.P.-E.	93	0.8	-	4 4.3	1 1.1	7 7.5	36 38.7	4 4.3	1 1.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 1.1	
Nouvelle-Ecosse	478	4.4	3 0.6	3 0.6	40 8.4	66 13.8	222 46.4	19 4.0	3 0.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 0.6	
Nouveau-Brunswick	620	5.7	9 1.5	23 3.7	33 5.3	108 17.4	254 41.0	33 5.3	11 1.8	1 0.2	1 0.2	49 4.5	30 2.7	17 1.6	-	-	-	-	1 0.2	
Québec	1092	10.0	26 2.4	52 4.8	90 8.2	246 22.5	770 70.5	236 21.6	110 10.1	46 4.2	10 0.2	8 0.2	8 0.2	13 0.3	-	-	-	-	1 0.1	
Ontario	4904	44.9	65 1.3	78 1.6	129 2.6	445 9.1	2318 47.3	563 11.5	106 2.2	10 0.2	1 0.1	1 0.1	-	-	-	-	-	-	1 0.1	
Manitoba	687	6.3	2 0.3	2 0.3	5 0.7	17 2.5	308 44.8	13 1.9	18 2.6	1 0.1	1 0.1	-	-	-	-	-	-	-	1 0.2	
Saskatchewan	602	5.5	5 0.8	5 0.8	6 1.0	18 3.0	227 37.7	18 3.0	2 0.3	9 1.5	1 0.2	1 0.2	1 0.2	2 0.2	-	-	-	-	2 0.2	
Alberta	1163	10.6	3 0.3	1 0.1	7 0.6	23 2.0	436 37.5	34 2.9	5 0.4	-	-	26 2.2	22 2.2	1 0.1	-	-	-	-	1 0.1	
C.B.	1023	9.4	8 0.8	10 1.0	11 1.1	33 3.2	388 37.9	35 3.4	6 0.6	1 0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Yukon ou T.N.-O.	47	0.4	-	-	-	1 2.1	22 46.8	1 2.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rés. non indiquée	24	0.2	1 4.2	-	1 4.2	2 8.3	7 29.2	3 12.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 4.2	
Total	10928	100.0	127 1.2	178 1.6	323 3.0	978 8.9	5066 46.4	966 8.8	263 2.4	68 0.6	87 0.8	62 0.6	39 0.4	-	-	-	-	-	-	

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 9: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No. %		No. %		No. %		OUI		NON	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	% (1)	No.	% (1)
Hommes	15562	70.2	15397	70.3	165	59.0	7362	47.8	8035	52.2
Femmes	6389	28.8	6287	28.7	102	36.4	3511	55.8	2776	44.2
Sexe non indiqué	217	1.0	204	0.9	13	4.6	87	42.6	117	57.4
Total	22168	100.0	21888	100.0	280	100.0	10960	50.1	10928	49.9

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives																		Yukon ou T.N.-O.			
	No.	%	T.-N.		I.P.-E.		N.-E.		N.-B.		Qué.		Ont.		Man.		Sask.		Alb.		C.B.		No.	%
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%				
																					No.	%		
Hommes	8035	73.5	97	1.2	133	1.7	247	3.1	793	9.9	3761	46.8	696	8.7	209	2.6	54	0.7	72	0.9	46	0.6	33	0.4
Femmes	2776	25.4	29	1.0	45	1.6	74	2.7	178	6.4	1255	45.2	264	9.5	53	1.9	14	0.5	14	0.5	16	0.6	5	0.2
Sexe non indiqué	117	1.1	1	0.9	-	-	2	1.7	7	6.0	50	42.7	6	5.1	1	0.9	-	-	1	0.9	-	-	1	0.9
Total	10928	100.0	127	1.2	178	1.6	323	3.0	978	8.9	5066	46.4	966	8.8	263	2.4	68	0.6	87	0.8	62	0.6	39	0.4

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 10: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses selon l'âge

Age des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No. %		No. %		No. %		OUI		NON	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	% (1)	No.	% (1)
Moins de 25	1725	7.8	1714	7.8	11	3.9	1102	64.3	612	35.7
25 - 34	3900	17.6	3870	17.7	30	10.7	2101	54.3	1769	45.7
35 - 44	6945	31.3	6864	31.3	81	28.9	3378	49.2	3486	50.8
45 - 54	6514	29.4	6425	29.4	89	31.8	3026	47.1	3399	52.9
55 et plus	2938	13.3	2881	13.2	57	20.4	1301	45.2	1580	54.8
Age non indiqué	146	0.6	134	0.6	12	4.3	52	38.8	82	61.2
Total	22168	100.0	21888	100.0	280	100.0	10960	50.1	10928	49.9

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon l'âge

Age des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives									
	No. %		T.-N.		I.P.-E.		N.-E.		N.-B.		Qué.	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Moins de 25	612	5.6	12 2.0	21 3.4	49 8.0	324 52.9	73 11.9	9 1.5	3 0.5	3 0.5	2 0.3	5 0.8
25 - 34	1769	16.2	37 2.1	44 2.5	165 9.3	807 45.6	166 9.4	48 2.7	10 0.6	18 1.0	13 0.7	10 0.6
35 - 44	3486	31.9	36 1.0	53 1.5	321 9.2	1543 44.3	279 8.0	75 2.2	24 0.7	31 0.9	25 0.7	12 0.3
45 - 54	3399	31.1	29 0.9	47 1.4	304 8.9	1596 47.0	296 8.7	79 2.3	23 0.7	21 0.6	15 0.4	5 0.1
55 et plus	1580	14.5	12 0.8	22 1.4	136 8.6	767 48.5	146 9.1	52 3.3	8 0.5	14 0.9	7 0.4	6 0.4
Age non indiqué	82	0.7	1 1.2	—	3 3.7	29 35.4	6 7.3	—	—	—	—	1 1.2
Total	10928	100.0	127 1.2	178 1.6	978 8.9	5066 46.4	966 8.8	263 2.4	68 0.6	87 0.8	62 0.6	39 0.4

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 12: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI	% (1)	NON	% (1)
Anglais	14870	67.1	14705	67.2	165	58.9	5682	38.6	9023	61.4
Français	512	2.3	496	2.3	16	5.7	407	82.1	89	17.9
Autre	15	0.1	15	0.1	-	-	8	53.3	7	46.7
Anglais & Français	5233	23.6	5165	23.6	68	24.3	4184	81.0	981	19.0
Anglais & autre	844	3.8	835	3.8	9	3.2	303	36.3	532	63.7
Français & autre	9	-	9	-	-	-	7	77.8	2	22.2
Ang., Fr. & autre	279	1.3	278	1.3	1	0.4	204	73.4	74	26.6
Langue non indiquée	406	1.8	385	1.7	21	7.5	165	42.9	220	57.1
Total	22168	100.0	21888	100.0	280	100.0	10960	50.1	10928	49.9

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives															
	No.	%	T.-N.	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Yukon ou T.N.-O.					
													No.	%				
Anglais	9023	82.6	84	0.9	184	2.0	3988	44.2	589	6.5	109	1.2	14	0.2	26	0.3	20	0.2
Français	89	0.8	3	3.4	3	3.4	45	50.6	12	13.5	3	3.4	1	1.1	2	2.2	1	1.1
Autre	7	-	-	-	1	14.3	4	57.1	1	14.3	1	14.3	1	14.3	1	14.3	1	14.3
Anglais & Français	981	9.0	30	3.1	67	6.8	640	65.2	103	30.9	136	13.9	49	5.0	51	5.2	16	1.8
Anglais & autre	532	4.9	6	1.1	9	1.7	267	50.2	27	5.1	3	0.6	-	-	3	0.6	2	0.4
Français & autre	2	-	-	1	50.	1	2	100.	1	50.0	1	50.0	1	50.	-	-	-	-
Ang., Fr. & autre	74	0.7	3	4.1	6	8.1	39	52.7	13	17.6	6	8.1	2	2.7	2	2.7	1	1.4
Langue non indiquée	220	2.0	1	0.5	3	1.4	81	36.8	20	9.1	4	1.8	-	-	2	0.9	1	0.5
Total	10928	100.0	127	1.2	323	3.0	3056	46.4	366	8.8	263	2.4	68	0.6	87	0.8	39	0.4

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 13: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses selon la langue parlée au foyer

Langue parlée au foyer des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI		NON	
Anglais	15078	68.0	14915	68.1	163	58.2	5816	39.0	9099	61.0
Français	4102	18.5	4037	18.4	65	23.2	3395	84.1	642	15.9
Autre	163	0.7	162	0.7	1	0.4	62	38.3	100	61.7
Anglais & Français	1698	7.7	1675	7.7	23	8.2	1272	75.9	403	24.1
Anglais & autre	902	4.1	889	4.1	13	4.6	314	35.3	575	64.7
Français & autre	6	-	6	-	-	-	-	-	3	50.0
Ang., Fr. & autre	83	0.4	83	0.4	-	-	56	67.5	27	32.5
Langue non indiquée	136	0.6	121	0.6	15	5.4	42	34.7	79	65.3
Total	22168	100.0	21888	100.0	280	100.0	10960	50.1	10928	49.9

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon la langue parlée au foyer

Langue parlée au foyer des répondants	Total des "Oui" pour les provinces respectives										
	Total des "Non" pour partout au Canada	T.-N.	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.B.
Anglais	9099	83.3	92 1.0	181 2.0	622 6.8	4018 44.2	585 6.4	110 1.2	11 0.1	28 0.3	26 0.3
Français	642	5.9	44 6.9	78 12.1	182 28.3	411 64.0	194 30.2	101 15.7	43 6.7	45 7.0	30 4.7
Autre	100	0.9	3 2.0	3 3.0	6 6.0	42 42.0	4 4.0	-	-	-	-
Anglais & Français	403	3.7	11 2.7	41 10.2	120 29.8	271 67.2	131 32.5	42 10.4	12 3.0	11 2.7	2 0.5
Anglais & autre	575	5.3	11 1.9	16 2.8	41 7.1	285 40.6	39 6.8	7 1.2	2 0.3	3 0.5	4 0.7
Français & autre	3	-	-	-	1 33.3	3 100.	1 33.3	-	-	-	-
Ang., Fr. & autre	27	0.2	-	-	1 3.7	12 44.4	5 18.5	2 7.4	-	-	-
Langue non indiquée	78	0.7	-	-	5 6.3	24 30.4	7 8.8	1 1.3	-	-	-
Total	10761	100.0	178 1.6	323 3.0	973 9.1	5865 46.4	966 8.8	263 2.4	68 0.6	87 0.8	62 0.6

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 14: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANCAIS DEVRAIT ETRE OBLIGATOIRE DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI		NON	
Cours élém. partiel	508	2.3	488	2.2	20	7.2	241	49.4	247	50.6
Cours élém. terminé	1183	5.3	1165	5.3	18	6.4	538	46.2	627	53.8
Cours sec. partiel	5937	26.8	5865	26.8	72	25.7	2716	46.3	3149	53.7
Cours sec. terminé	9906	44.7	9805	44.7	101	36.1	4964	50.6	4841	49.4
Etudes universitaires	2691	12.1	2663	12.2	28	10.0	1433	53.8	1230	46.2
Diplômé d'université	1688	7.6	1670	7.6	18	6.4	964	57.7	706	42.3
Instr. non indiquée	255	1.2	232	1.1	23	8.2	104	44.8	128	55.2
Total	22168	100.0	21888	100.0	280	100.0	10960	50.1	10928	49.9

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives											
	No.	%	T.-N.	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Yukon ou T.N.-O.	
			No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	
Cours élém. partiel	247	2.3	1 0.4	6 2.4	9 3.6	23 9.3	94 38.1	26 10.5	8 3.2	1 0.4	2 0.8	3 1.2	1 0.4	
Cours élém. terminé	647	5.7	5 0.8	4 0.6	13 2.1	55 8.8	276 44.0	53 8.5	13 2.1	5 0.8	5 0.8	2 0.3	2 0.3	
Cours sec. partiel	3149	28.8	35 1.1	47 1.5	90 2.9	259 8.2	1400 44.5	274 8.7	65 2.1	17 0.5	25 0.8	14 0.4	7 0.2	
Cours sec. terminé	4841	44.3	58 1.2	83 1.7	143 3.0	421 8.7	2266 46.8	409 8.4	101 2.1	25 0.5	34 0.7	21 0.4	17 0.4	
Etudes universitaires	1230	11.3	16 1.3	21 1.7	36 2.9	130 10.6	633 51.5	123 10.0	43 3.5	11 0.9	11 0.9	13 1.1	5 0.4	
Diplômé d'université	706	6.5	10 1.4	13 1.8	24 3.4	81 11.5	352 49.9	69 9.8	28 4.0	7 1.0	7 1.0	6 0.8	6 0.8	
Instr. non indiquée	128	1.1	2 1.6	4 3.1	8 6.3	9 7.0	45 35.2	12 9.4	5 3.9	2 1.6	3 2.3	3 2.3	1 0.8	
Total	10928	100.0	127 1.2	178 1.6	323 3.0	978 8.9	5066 46.4	966 8.8	263 2.4	68 0.6	87 0.8	62 0.6	39 0.4	

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 15: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	% (1)	No.	% (1)
Terre-Neuve	402	1.8	401	1.8	1	0.3	215	53.6	186	46.4
I.P.-É.	216	1.0	215	1.0	1	0.3	128	59.5	87	40.5
Nouvelle-Écosse	944	4.3	928	4.3	16	4.7	482	51.9	446	48.1
Nouveau-Brunswick	1203	5.4	1184	5.4	19	5.6	582	49.2	602	50.8
Québec	5299	23.9	5225	23.9	74	22.0	4271	81.7	954	18.3
Ontario	8696	39.2	8544	39.1	152	45.1	4297	50.3	4247	49.7
Manitoba	1051	4.7	1041	4.8	10	3.0	380	36.5	661	63.5
Saskatchewan	838	3.8	833	3.8	5	1.5	289	34.7	544	65.3
Alberta	1674	7.6	1651	7.6	23	6.8	503	30.5	1148	69.5
C.B.	1722	7.8	1695	7.8	27	8.0	731	43.1	964	56.9
Yukon ou T.N.-O.	74	0.3	73	0.3	1	0.3	34	46.6	39	53.4
Res. non indiquée	49	0.2	41	0.2	8	2.4	17	41.5	24	58.5
Total	22168	100.0	21831	100.0	337	100.0	11929	54.6	9902	45.4

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

TABLEAU 15: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES

(b) Dans les provinces respectives
Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada No.	Total des "Oui" pour les provinces respectives																								
		T.-N. No.	I.P.-E. No.	N.-E. No.	N.-B. No.	Qué. No.	Ont. No.	Man. No.	Sask. No.	Alb. No.	C.B. No.	Yukon ou T.N.-O. No.														
													%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%		
Terreneuve	186	1.9	-	-	13	7.0	71	38.2	5	2.7	1	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0.5	-	-	
I.P.-E.	87	0.9	-	-	5	5.7	34	39.1	3	3.4	1	1.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1.1	
Nouvelle-Ecosse	446	4.5	3	3.4	34	7.6	175	39.2	6	1.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Nouveau-Brunswick	602	6.1	27	4.5	30	5.0	103	17.1	238	39.5	31	5.1	9	1.5	4	0.7	2	0.3	2	0.3	2	0.3	2	0.3	2	0.3
Québec	954	9.6	18	1.9	40	4.2	63	6.6	190	19.9	722	75.7	199	20.9	81	8.5	29	3.0	34	3.6	22	2.3	8	0.8	8	0.8
Ontario	4247	42.9	53	1.2	60	1.4	98	2.3	305	7.2	1800	42.4	503	11.8	78	1.8	9	0.2	8	0.2	5	0.1	9	0.2	9	0.2
Manitoba	661	6.7	3	0.5	4	0.6	14	2.1	262	39.6	12	1.8	15	2.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0.2	
Saskatchewan	544	5.5	2	0.4	3	0.6	16	2.9	186	34.2	10	1.8	2	0.4	9	1.7	2	0.4	1	0.2	1	0.2	1	0.2	1	0.2
Alberta	1148	11.6	2	0.2	1	0.1	6	0.5	26	2.3	386	33.6	29	2.5	3	0.3	-	-	28	2.4	-	-	-	3	0.3	
C.B.	964	9.7	7	0.7	10	1.0	26	2.7	352	36.5	41	4.3	6	0.6	1	0.1	-	-	-	-	21	2.2	1	0.1	-	-
Yukon ou T.N.-O.	39	0.4	-	-	2	5.1	2	5.1	13	33.3	1	2.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rés. non indiquée	24	0.2	-	-	1	4.2	3	12.5	5	20.8	4	16.7	2	8.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	4.2
Total	9902	100.0	108	1.1	147	1.5	251	2.5	741	7.5	4244	42.9	844	8.5	198	2.0	52	0.5	75	0.8	52	0.5	27	0.3	27	0.3

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 16: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI		NON	
							No.	%(1)	No.	%(1)
Hommes	1562	70.2	15363	70.4	199	59.0	8108	52.8	7255	47.2
Femmes	6389	28.8	6265	28.7	124	36.8	3735	59.6	2530	40.4
Sexe non indiqué	217	1.0	203	0.9	14	4.2	86	42.4	117	57.6
Total	22168	100.0	21831	100.0	337	100.0	11929	54.6	9902	45.4

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des "Oui" pour les provinces respectives									
	T.-N.	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.B.
	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %
Hommes	83 1.1	113 1.6	193 2.7	603 8.3	3127 43.1	592 8.2	155 2.1	41 0.6	59 0.8	38 0.5
Femmes	23 0.9	34 1.3	56 2.2	129 5.1	1070 42.3	243 9.6	40 1.6	11 0.4	15 0.6	14 0.6
Sexe non indiqué	2 1.7	-	2 1.7	9 7.7	47 40.2	9 7.7	3 2.6	-	1 0.9	-
Total	9902 100.0	147 1.5	251 2.5	741 7.5	4244 42.9	844 8.5	198 2.0	52 0.5	75 0.8	52 0.5

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 17: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses selon l'âge

Âge des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI		NON	
Moins de 25	1725	7.8	1707	7.8	18	5.3	1155	67.7	552	32.3
25 - 34	3900	17.6	3867	17.7	33	9.8	2238	57.9	1629	42.1
35 - 44	6945	31.3	6851	31.4	94	27.9	3674	53.6	3177	46.4
45 - 54	6514	29.4	6404	29.3	110	32.6	3373	52.7	3031	47.3
55 et plus	2938	13.3	2868	13.2	70	20.8	1428	49.8	1440	50.2
Âge non indiqué	146	0.6	134	0.6	12	3.6	61	45.5	73	54.5
Total	22168	100.0	21831	100.0	337	100.0	11929	54.6	9902	45.4

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon l'âge

Âge des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives											
	No.	%	T.-N.	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Yukon ou T.N.-O.	
Moins de 25	552	5.6	10 1.8	13 2.4	18 3.3	31 5.6	260 47.1	64 11.6	10 1.8	3 0.5	5 0.9	3 0.5	No.	%
25 - 34	1629	16.5	30 1.8	36 2.2	48 2.9	130 8.0	680 41.7	145 8.9	33 2.0	8 0.5	12 0.7	8 0.5	No.	%
35 - 44	3177	32.1	27 0.8	43 1.4	74 2.3	250 7.9	1333 42.0	256 8.1	58 1.8	18 0.6	25 0.8	18 0.6	No.	%
45 - 54	3031	30.6	24 0.8	34 1.1	71 2.3	216 7.1	1306 43.1	235 7.8	54 1.8	17 0.6	18 0.6	14 0.5	No.	%
55 et plus	1440	14.5	15 1.0	21 1.5	39 2.7	112 7.8	639 44.4	139 9.7	41 2.8	6 0.4	15 1.0	9 0.6	No.	%
Âge non indiqué	73	0.7	2 2.7	-	1 1.4	2 2.7	26 35.6	5 6.8	2 2.7	-	-	-	No.	%
Total	9902	100.0	108 1.1	147 1.5	251 2.5	741 7.5	4244 42.9	844 8.5	198 2.0	52 0.5	75 0.8	52 0.5	27 0.3	

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABEAU 18: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES

(a) Partout au Canada
Réponses selon le salaire

Salaire des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI		NON	
							No.	%(1)	No.	%(1)
Moins de \$3000	2173	9.8	2126	9.8	47	13.9	1279	60.2	847	39.8
\$3000 - \$3999	3530	15.9	3458	15.8	72	21.4	1926	55.7	1532	44.3
\$4000 - \$4999	6555	29.6	6451	29.5	104	30.9	3420	53.0	3031	47.0
\$5000 - \$5999	4909	22.1	4852	22.2	57	16.9	2553	52.6	2299	47.4
\$6000 - \$6999	2332	10.6	2311	10.6	21	6.2	1273	55.1	1038	44.9
\$7000 ou plus	2486	11.2	2463	11.3	23	6.8	1400	56.8	1063	43.2
Salaire non indiqué	183	0.8	170	0.8	13	3.9	78	45.9	92	54.1
Total	22168	100.0	21831	100.0	337	100.0	11929	54.6	9902	45.4

(1) Les pourcentages indiqué sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives
Réponses selon le salaire

Salaire des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives											
	No.	%	T.-N.	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Yukon ou T.N.-O.	
Moins de \$3000	847	8.6	12 1.4	11 1.3	23 2.7	51 6.0	331 39.1	75 8.9	15 1.8	4 0.5	10 1.2	7 0.8	2 0.2	2 0.2
\$3000 - \$3999	1532	15.5	23 1.5	27 1.8	39 2.5	82 5.4	648 42.3	122 8.0	17 1.1	8 0.5	18 1.2	9 0.6	4 0.3	4 0.3
\$4000 - \$4999	3031	30.6	27 0.9	44 1.5	71 2.3	222 7.3	1299 42.9	248 8.2	62 2.0	13 0.4	16 0.5	12 0.4	9 0.3	9 0.3
\$5000 - \$5999	2299	23.2	23 1.0	31 1.3	61 2.7	187 8.1	1011 44.0	184 8.0	47 2.0	18 0.8	19 0.8	13 0.6	5 0.2	5 0.2
\$6000 - \$6999	1038	10.5	9 0.9	17 1.6	26 2.5	93 9.0	448 43.2	97 9.3	23 2.2	4 0.4	9 0.9	6 0.6	2 0.2	2 0.2
\$7000 ou plus	1063	10.7	11 1.0	16 1.5	27 2.5	99 9.3	474 44.6	107 10.1	31 2.9	5 0.5	3 0.3	4 0.4	4 0.4	4 0.4
Salaire non indiqué	92	0.9	3 3.3	1 1.1	4 4.3	7 7.6	33 35.9	11 12.0	3 3.3	-	-	1 1.1	1 1.1	1 1.1
Total	9902	100.0	108 1.1	147 1.5	251 2.5	741 7.5	4244 42.9	844 8.5	198 2.0	52 0.5	75 0.8	52 0.5	27 0.3	27 0.3

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 20: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS DEVAIT ÊTRE OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses selon la langue parlée au foyer

Langue parlée au foyer des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI		NON	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%(1)	No.	%(1)
Anglais	15078	68.0	14875	68.1	203	60.2	6561	44.1	8314	55.9
Français	4102	18.5	4037	18.5	65	19.3	3509	86.9	528	13.1
Autre	163	0.7	162	0.7	1	0.3	79	48.8	83	51.2
Anglais & Français	1698	7.7	1663	7.6	35	10.4	1281	77.0	382	23.0
Anglais & autre	902	4.1	885	4.1	17	5.0	390	44.1	495	55.9
Français & autre	6	-	6	-	-	-	2	33.3	4	66.7
Ang., Fr. & autre	83	0.4	82	0.4	1	0.3	56	68.3	26	31.7
Langue non indiquée	136	0.6	121	0.6	15	4.5	51	42.1	70	57.9
Total	22168	100.0	21831	100.0	337	100.0	11929	54.6	9902	45.4

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon la langue parlée au foyer

Langue parlée au foyer des répondants	Total des "Oui" pour les provinces respectives									
	T.-N.		I.P.-E.		N.-E.		N.-B.		Qué.	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Anglais	8314	84.0	76 0.9	144 1.7	461 5.5	3313 39.8	523 6.3	84 1.0	13 0.2	33 0.4
Français	528	5.3	37 7.0	60 11.4	148 28.0	402 76.1	161 30.5	75 14.2	30 5.7	34 6.4
Autre	83	0.8	2 2.4	3 3.6	5 6.0	36 43.4	4 4.8	1 1.2	1 1.2	-
Anglais & Français	382	3.9	26 6.8	34 8.9	98 25.7	242 63.4	116 30.4	31 8.1	7 1.8	6 1.6
Anglais & autre	495	5.0	6 1.2	8 1.6	23 4.6	224 45.3	30 6.1	4 0.8	1 0.2	2 0.4
Français & autre	4	-	-	-	2 50.0	3 75.0	3 75.0	1 25.0	-	-
Ang., Fr. & autre	26	0.3	-	1 3.8	2 7.7	11 42.3	4 15.4	1 3.8	-	-
Langue non indiquée	70	0.7	-	1 1.4	2 2.9	13 18.6	3 4.3	1 1.4	-	-
Total	9902	100.0	147 1.5	251 2.5	741 7.5	4244 42.9	844 8.5	198 2.0	52 0.5	75 0.8
									27 0.3	

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 21: MESURE DANS LAQUELLE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS ET DU FRANCAIS DEVRAIT ETRE OBLIGATOIRE DANS LES ECOLES SECONDAIRES

(a) Partout au Canada

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des réponses au questionnaire		Total des réponses à la question		Aucune réponse		Analyse du total des réponses à la question			
	No.	%	No.	%	No.	%	OUI	% (1)	NON	% (1)
Cours élém. partiel	508	2.3	485	2.2	23	6.8	243	50.1	242	49.9
Cours élém. terminé	1183	5.3	1154	5.3	29	8.6	563	48.8	591	51.2
Cours sec. partiel	5937	26.8	5842	26.8	95	28.2	2993	51.2	2849	48.8
Cours sec. terminé	9906	44.7	9793	44.9	113	33.5	5398	55.1	4395	44.9
Etudes universitaires	2691	12.1	2653	12.1	38	11.3	1568	59.1	1085	40.9
Diplômé d'université	1688	7.6	1675	7.7	13	3.9	1054	62.9	621	37.1
Instr. non indiquée	255	1.2	229	1.0	26	7.7	110	48.0	119	52.0
Total	22168	100.0	21831	100.0	337	100.0	11929	54.6	9902	45.4

(1) Les pourcentages indiqués sont ceux du total des réponses à la question.

(b) Dans les provinces respectives

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des "Non" pour partout au Canada		Total des "Oui" pour les provinces respectives												Yukon ou T.N.-O.									
	No.	%	T.-N.		I.P.-E.		N.-E.		N.-B.		Qué.		Ont.		Man.		Sask.		Alb.		C.B.			
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%		
Cours élém. partiel	242	2.4	3	1.2	6	2.5	9	3.7	21	8.7	88	36.4	23	9.5	5	2.1	1	0.4	2	0.8	4	1.7	1	0.4
Cours élém. terminé	591	6.0	4	0.7	3	0.5	12	2.0	48	8.1	238	40.3	45	7.6	10	1.7	5	0.8	2	0.3	1	0.2	1	0.2
Cours sec. partiel	2849	28.8	35	1.2	45	1.6	73	2.6	194	6.8	1157	40.6	248	8.7	53	1.9	14	0.5	20	0.7	12	0.4	6	0.2
Cours sec. terminé	4395	44.4	43	1.0	60	1.4	101	2.3	309	7.0	1918	43.6	353	8.0	74	1.7	15	0.3	35	0.8	19	0.4	11	0.3
Etudes universitaires	1085	10.9	15	1.4	20	1.8	34	3.1	102	9.4	526	48.5	103	9.5	35	3.2	11	1.0	8	0.7	9	0.8	3	0.3
Diplômé d'université	621	6.3	7	1.1	11	1.8	20	3.2	63	10.1	279	44.9	65	10.5	19	3.1	5	0.8	6	1.0	6	1.0	5	0.8
Instr. non indiquée	119	1.2	1	0.8	2	1.7	2	1.7	4	3.4	38	31.9	7	5.9	2	1.7	1	0.8	2	1.7	1	0.8	-	-
Total	9902	100.0	108	1.1	147	1.5	251	2.5	741	7.5	4244	42.9	844	8.5	198	2.0	52	0.5	75	0.8	52	0.5	27	0.3

Note: Les chiffres pour les provinces ne forment pas le même total que celui de la colonne du "Total des 'Non' pour partout au Canada", et les pourcentages ne forment pas un total de 100, car certains répondants n'ont pas répondu à cette partie de la question, tandis que d'autres ont répondu "Oui" pour plus d'une province.

TABLEAU 22: MESURE DANS LAQUELLE LES FONCTIONNAIRES, ET LES EMPLOYES DES INDUSTRIES PRIVEES QUI ONT DES BUREAUX A TRAVERS LE CANADA, DEVRaient ETRE OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS

(a) Partout au Canada

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire	(1) Fonctionnaires				(2) Employés des industries								
		OUI		NON		Aucune réponse		OUI		NON		Aucune réponse		
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Terreneuve I.P.-E. Nouvelle-Ecosse Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta C.B. Yukon ou T.N.-O. Res. non indiquée	402	1.8	35	8.7	349	86.8	18	4.5	50	12.4	320	79.6	32	8.0
	216	1.0	18	8.3	188	87.0	10	4.6	15	6.9	182	84.3	19	8.8
	944	4.3	68	7.2	801	84.9	75	7.9	72	7.6	780	82.6	92	9.7
	1203	5.4	180	15.0	952	79.1	71	5.9	162	13.5	936	77.8	105	8.7
	5299	23.9	3275	61.8	1588	30.0	436	8.2	2740	51.7	1863	35.2	696	13.1
	8696	39.2	683	7.9	7455	85.7	558	6.4	624	7.2	7307	84.0	765	8.8
	1051	4.7	43	4.1	963	91.6	45	4.3	36	3.4	946	90.0	69	6.6
	838	3.8	29	3.5	791	94.4	18	2.1	24	2.9	781	93.2	33	3.9
	1674	7.6	42	2.5	1561	93.2	71	4.2	44	2.6	1537	91.8	93	5.6
	1722	7.8	89	5.2	1530	88.9	103	6.0	72	4.2	1520	88.3	130	7.5
74	0.3	8	10.8	63	85.1	3	4.1	7	9.5	63	85.1	4	5.4	
49	0.2	10	20.4	28	57.1	11	22.4	9	18.4	32	65.3	8	16.3	
Total	22168	100.0	4480	20.2	16269	73.4	1419	6.4	3855	17.4	16267	73.4	2046	9.2

TABLEAU 22: MESURE DANS LAQUELLE LES FONCTIONNAIRES, ET LES EMPLOYES DES INDUSTRIES PRIVEES QUI ONT DES BUREAUX A TRAVERS LE CANADA DEVAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS

(b) A Ottawa ou aux bureaux-chefs des industries

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire		(1) Fonctionnaires						(2) Employés des industries					
	%		OUI		NON		Aucune (1) réponse		OUI		NON		Aucune (1) réponse	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Terreneuve	402	1.8	121	30.1	188	46.8	93	23.2	92	22.9	164	40.8	146	36.3
I.P.-E.	216	1.0	55	25.5	119	55.1	42	19.5	35	16.2	104	48.1	77	35.7
Nouvelle-Ecosse	944	4.3	218	23.1	500	53.0	226	23.9	132	14.0	413	43.8	399	42.3
Nouveau-Brunswick	1203	5.4	235	19.5	671	55.8	297	24.6	178	14.8	584	48.5	441	36.7
Québec	5299	23.9	2998	56.6	491	9.3	1810	34.2	2214	41.8	563	10.6	2522	47.6
Ontario	8696	39.2	1833	21.1	5310	61.1	1553	17.9	1074	12.4	4643	53.4	2979	34.3
Manitoba	1051	4.7	168	16.0	690	65.7	193	18.4	102	9.7	642	61.1	307	29.2
Saskatchewan	838	3.8	156	18.6	570	68.0	112	13.3	79	9.4	534	63.7	225	26.9
Alberta	1674	7.6	304	18.2	1078	64.4	292	17.4	156	9.3	1006	60.1	512	30.6
C.B.	1722	7.8	377	21.9	996	57.8	349	20.2	159	9.2	935	54.3	628	36.5
Yukon ou T.N.-O.	74	0.3	9	12.2	44	59.5	21	28.4	8	10.8	37	50.0	29	39.2
Res. non indiquée	49	0.2	11	22.4	20	40.8	18	36.7	9	18.4	23	46.9	17	34.7
Total	22168	100.0	6485	29.3	10677	48.2	5006	22.5	4238	19.1	9648	43.5	8282	37.4

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "Oui" ou "Non" à la partie (a) de la question mais qui n'ont pas répondu à la partie (b).

TABLEAU 23: MESURE DANS LAQUELLE LES FONCTIONNAIRES, ET LES EMPLOYES DES INDUSTRIES PRIVEES QUI ONT DES BUREAUX
A TRAVERS LE CANADA, DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS

(a) Partout au Canada

Réponses selon le sexe

Sexe des rédactants	Total des réponses au questionnaire		(1) Fonctionnaires				(2) Employés des industries			
			OUI		NON		OUI		NON	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Hommes	15562	70.2	2990	19.2	11662	74.9	910	5.8	2485	16.0
Femmes	6389	28.8	1452	22.7	4454	69.7	483	7.6	1335	20.9
Sexe non indiqué	217	1.0	38	17.5	153	70.5	26	12.0	35	16.1
Total	22168	100.0	4480	20.2	16269	73.4	1419	6.4	3855	17.4
									2046	9.2

(b) A Ottawa ou aux bureaux-chefs des industries

Réponses selon le sexe

Sexe des rédactants	Total des réponses au questionnaire		(1) Fonctionnaires				(2) Employés des industries			
			OUI		NON		OUI		NON	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Hommes	15562	70.2	4491	28.9	7814	50.2	3257	20.9	2822	18.1
Femmes	6389	28.8	1952	30.6	2760	43.2	1677	26.2	1383	21.6
Sexe non indiqué	217	1.0	42	19.4	103	47.5	72	33.2	33	15.2
Total	22168	100.0	6485	29.3	10677	48.2	5006	22.5	4238	19.1
									9648	43.5
									5661	25.6
									2530	11.4
									91	0.4
									8282	37.4

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "Oui" ou "Non" à la partie (a) de la question mais qui n'ont pas répondu à la partie (b).

TABLEAU 24: MESURE DANS LAQUELLE LES FONCTIONNAIRES, ET LES EMPLOYES DES INDUSTRIES PRIVEES QUI ONT DES BUREAUX A TRAVERS LE CANADA, DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS

(a) Partout au Canada

Réponses selon l'âge

Age des répondants	Total des réponses au questionnaire			(1) Fonctionnaires						(2) Employés des industries					
				OUI		NON				Aucune réponse		OUI		NON	
	No.	%													
Moins de 25	1725	7.8		629	36.5	986	57.2	110	6.4			579	33.6	984	57.0
25 - 34	3900	17.6		929	23.8	2730	70.0	241	6.2			787	20.2	2760	70.8
35 - 44	6945	31.3		1294	18.6	5220	75.2	431	6.2			1122	16.2	5178	74.6
45 - 54	6514	29.4		1072	16.5	5031	77.2	411	6.3			886	13.6	5036	77.3
55 et plus	2938	13.3		535	18.2	2194	74.7	209	7.1			460	15.7	2203	75.0
Age non indiqué	146	0.6		21	14.4	108	74.0	17	11.6			21	14.4	106	72.6
Total	22168	100.0		4480	20.2	16269	73.4	1419	6.4			3855	17.4	16267	73.4
														2046	9.2

(b) A Ottawa ou aux bureaux-chefs des industries

Réponses selon l'âge

Age des répondants	Total des réponses au questionnaire			(1) Fonctionnaires						(2) Employés des industries					
				OUI		NON				Aucune (1) réponse		OUI		NON	
	No.	%													
Moins de 25	1725	7.8		668	38.7	585	33.9	472	27.3			527	30.6	512	29.7
25 - 34	3900	17.6		1218	31.2	1775	45.5	907	23.3			782	20.1	1626	41.7
35 - 44	6945	31.3		1968	28.3	3502	50.4	1475	21.3			1289	18.6	3137	45.2
45 - 54	6514	29.4		1760	27.0	3358	51.6	1396	21.4			1118	17.2	3030	46.5
55 et plus	2938	13.3		838	28.5	1392	47.4	708	24.1			495	16.8	1276	43.4
Age non indiqué	146	0.6		33	22.6	65	44.5	48	32.8			27	18.5	67	45.9
Total	22168	100.0		6485	29.3	10677	48.2	5006	22.5			4238	19.1	9648	43.5
														8282	37.4

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "Oui" ou "Non" à la partie (a) de la question mais qui n'ont pas répondu à la partie (b).

TABLEAU 25: MESURE DANS LAQUELLE LES FONCTIONNAIRES, ET LES EMPLOYES DES INDUSTRIES PRIVEES QUI ONT DES BUREAUX A TRAVERS LE CANADA, DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS

(a) Partout au Canada

Réponses selon le salaire

Salaire des répondants	Total des réponses au questionnaire			(1) Fonctionnaires				(2) Employés des industries			
	No.	%		OUI		NON		OUI		NON	
				No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Moins de \$3000	2173	9.8		612	28.2	1372	63.1	189	8.7	1333	61.3
\$3000 - \$3999	3530	15.9		880	24.9	2398	67.9	252	7.1	2341	66.3
\$4000 - \$4999	6555	29.6		1433	21.9	4721	72.0	401	6.1	1253	19.1
\$5000 - \$5999	4909	22.1		941	19.2	3678	74.9	290	5.9	3731	76.0
\$6000 - \$6999	2332	10.6		322	13.8	1886	80.9	124	5.3	1900	81.5
\$7000 ou plus	2486	11.2		258	10.4	2086	83.9	142	5.7	2113	85.0
Salaire non indiqué	183	0.8		34	18.6	128	69.9	21	11.5	130	71.0
Total	22168	100.0		4480	20.2	16269	73.4	1419	6.4	3855	17.4
										16267	73.4
										2046	9.2

(b) A Ottawa ou aux bureaux-chefs des industries

Réponses selon le salaire

Salaire des répondants	Total des réponses au questionnaire			(1) Fonctionnaires				(2) Employés des industries			
	No.	%		OUI		NON		OUI		NON	
				No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Moins de \$3000	2173	9.8		753	34.7	714	32.9	706	32.5	566	26.0
\$3000 - \$3999	3530	15.9		1087	30.8	1436	40.7	1007	28.5	818	23.2
\$4000 - \$4999	6555	29.6		1978	30.2	3003	45.8	1574	24.0	1316	37.3
\$5000 - \$5999	4909	22.1		1384	28.2	2526	51.5	999	20.4	2709	41.3
\$6000 - \$6999	2332	10.6		640	27.4	1332	57.1	360	15.4	2295	46.8
\$7000 ou plus	2486	11.2		609	24.5	1579	63.5	298	12.0	1191	51.1
Salaire non indiqué	183	0.8		34	18.6	87	47.5	62	33.9	1376	55.3
								25	13.7	84	45.9
Total	22168	100.0		6435	29.3	10677	48.2	5006	22.5	4238	19.1
										9648	43.5
										8282	37.4

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "Oui" ou "Non" à la partie (a) de la question mais qui n'ont pas répondu à la partie (b).

TABLEAU 26: MESURE DANS LAQUELLE LES FONCTIONNAIRES, ET LES EMPLOYES DES INDUSTRIES PRIVEES QUI ONT DES BUREAUX A TRAVERS LE CANADA, DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS

(a) Partout au Canada

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Total des réponses au questionnaire			(1) Fonctionnaires			(2) Employés des industries		
	No.	%		OUI	No.	%	NON	No.	%
Anglais	14870	67.1		660	4.4		13447	90.4	
Français	512	2.3		302	59.0		166	32.4	
Autre	15	0.1		3	20.0		11	73.3	
Anglais & Français	5233	23.6		3265	62.4		1477	28.2	
Anglais & autre	844	3.8		51	6.0		744	88.2	
Français & autre	9	-		6	66.7		3	33.3	
Ang., Fr. & autre	279	1.3		134	48.0		122	43.7	
Langue non indiquée	406	1.8		59	14.5		299	73.6	
Total	22168	100.0		4480	20.2		16269	73.4	
								1419	6.4
								3855	17.4
								16267	73.4
								2046	9.2

(b) A Ottawa ou aux bureaux-chefs des industries

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Total des réponses au questionnaire			(1) Fonctionnaires			(2) Employés des industries		
	No.	%		OUI	No.	%	NON	No.	%
Anglais	14870	67.1		2724	18.3		9542	64.2	
Français	512	2.3		297	58.0		25	4.9	
Autre	15	0.1		3	20.0		5	33.3	
Anglais & Français	5233	23.6		3026	57.8		386	7.4	
Anglais & autre	844	3.8		208	24.6		494	58.5	
Français & autre	9	-		6	66.7		-	-	
Ang., Fr. & autre	279	1.3		137	49.1		51	18.3	
Langue non indiquée	406	1.8		84	20.7		174	42.8	
Total	22168	100.0		6485	29.3		15677	45.2	
								5036	22.5
								4233	19.1
								9648	43.5
								8282	37.4

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "Oui" ou "Non" à la partie (a) de la question mais qui n'ont pas répondu à la partie (b).

TABLEAU 27: MESURE DANS LAQUELLE LES FONCTIONNAIRES, ET LES EMPLOYES DES INDUSTRIES PRIVEES QUI ONT DES BUREAUX A TRAVERS LE CANADA, DEVIENNAIENT OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS

(a) Partout au Canada

Réponses selon la langue parlée au foyer

Langue parlée au foyer des répondants	Total des réponses au questionnaire		(1) Fonctionnaires				(2) Employés des industries			
	No.	%	OUI		NON		Aucune réponse		OUI	
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Anglais	15078	68.0	678	4.5	13620	90.3	780	5.2	607	4.0
Français	4102	18.5	2814	68.6	959	23.4	329	8.0	2435	59.4
Autre	163	0.7	20	12.3	136	83.4	7	4.3	15	9.2
Anglais & Français	1698	7.7	856	50.4	633	37.3	209	12.3	702	41.3
Anglais & autre	902	4.1	67	7.4	780	86.5	55	6.1	55	6.1
Français & autre	6	-	2	33.3	4	66.7	-	-	3	50.0
Ang., Fr. & autre	83	0.4	29	34.9	44	53.0	10	12.0	21	25.3
Langue non indiquée	136	0.6	14	10.3	93	68.4	29	21.3	17	12.5
Total	22168	100.0	4480	20.2	16269	73.4	1419	6.4	3855	17.4
									16267	73.4
									2046	9.2

(b) A Ottawa ou aux bureaux-chefs des industries

Réponses selon la langue parlée au foyer

Langue parlée au foyer des répondants	Total des réponses au questionnaire		(1) Fonctionnaires				(2) Employés des industries			
	No.	%	OUI		NON		Aucune (1) réponse		OUI	
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Anglais	15078	68.0	2803	18.6	9625	63.8	2650	17.6	1503	10.0
Français	4102	18.5	2490	60.7	116	2.8	1496	36.5	1915	46.7
Autre	163	0.7	43	26.4	74	45.4	46	28.2	30	18.4
Anglais & Français	1698	7.7	843	49.6	273	16.1	582	34.3	616	36.3
Anglais & autre	902	4.1	235	26.1	509	56.4	158	17.5	123	13.6
Français & autre	6	-	5	83.3	-	-	1	16.7	4	66.7
Ang., Fr. & autre	83	0.4	34	41.0	29	34.9	20	24.1	28	33.7
Langue non indiquée	136	0.6	32	23.5	51	37.5	53	38.9	19	14.0
Total	22168	100.0	6495	29.3	10677	48.2	5006	22.5	4738	19.1
									9648	43.5
									8282	37.4

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "Oui" ou "Non" à la partie (a) de la question mais qui n'ont pas répondu à la partie (b).

TABLEAU 28: MESURE DANS LAQUELLE LES FONCTIONNAIRES, ET LES EMPLOYES DES INDUSTRIES PRIVEES QUI ONT DES BUREAUX A TRAVERS LE CANADA, DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS

(a) Partout au Canada

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des réponses au questionnaire		(1) Fonctionnaires				(2) Employés des industries			
			OUI		NON		OUI		NON	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Cours élém. partiel	508	2.3	170	33.5	289	56.9	49	9.6	173	34.1
Cours élém. terminé	1183	5.3	337	28.5	778	65.8	68	5.7	343	29.0
Cours sec. partiel	5937	26.8	1042	17.6	4513	76.0	382	6.4	920	15.5
Cours sec. terminé	9906	44.7	2018	20.4	7287	73.6	601	6.1	1709	17.3
Etudes universitaires	2691	12.1	547	20.3	1969	73.2	175	6.5	434	16.1
Diplômé d'université	1688	7.6	310	18.4	1274	75.5	104	6.2	218	12.9
Instr. non indiquée	255	1.2	56	22.0	159	62.4	40	15.7	58	22.7
Total	22168	100.0	4499	20.2	16269	73.4	1419	6.4	3855	17.4
									16267	73.4
									2046	9.2

(b) A Ottawa ou aux bureaux-chefs des industries

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des réponses au questionnaire		(1) Fonctionnaires				(2) Employés des industries			
			OUI		NON		OUI		NON	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Cours élém. partiel	508	2.3	137	27.0	129	25.4	242	47.6	135	26.6
Cours élém. terminé	1183	5.3	386	32.6	386	32.6	411	34.8	303	25.6
Cours sec. partiel	5937	26.8	1637	27.6	2856	48.1	1444	24.3	1122	18.9
Cours sec. terminé	9906	44.7	2917	29.4	4936	49.8	2053	20.7	1869	18.9
Etudes universitaires	2691	12.1	815	30.3	1382	51.4	494	18.4	474	17.6
Diplômé d'université	1688	7.6	531	31.5	899	53.3	258	15.3	287	17.0
Instr. non indiquée	255	1.2	62	24.3	89	34.9	104	40.7	48	18.8
Total	22168	100.0	6435	29.3	10677	48.2	5006	22.5	4238	19.1
									9648	43.5
									8282	37.4

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "Oui" ou "Non" à la partie (a) de la question mais qui n'ont pas répondu à la partie (b).

TABLEAU 24: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ÊTRE OBLIGÉS DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANÇAIS EN DEHORS D'OTTAWA
DANS LES RÉGIONS OÙ LA LANGUE MINORITAIRE EST PARLÉE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSERVI

(a) Fonctionnaires

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire	Devraient être obligés de parler l'anglais										Devraient être obligés de parler le français										Contre la proposition	No.	%						
		Pourcentage du public desservi jusqu'à:										Pourcentage du public desservi jusqu'à:																		
		20%		30%		40%		50%		Total		20%		30%		40%		50%		Total										
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%									
Terre-Neuve	472	1.8	44	11.4	27	6.7	28	7.0	105	26.1	206	51.3	107	26.6	89	22.1	23	5.7	29	7.2	103	25.6	178	44.2	132	32.9	92	22.9	60	27.8
I.P.-E.	216	1.0	31	14.4	11	5.1	25	11.6	49	22.7	116	53.7	42	19.4	58	26.9	14	6.5	25	11.6	53	24.5	104	48.1	52	24.1	60	27.8		
Nouvelle-Ecosse	444	4.3	116	12.3	46	4.9	88	9.3	228	24.2	478	50.7	290	30.7	176	18.6	63	6.7	46	4.9	98	10.4	436	46.2	320	33.9	188	17.1		
Nouveau-Brunswick	1203	5.4	176	14.6	49	4.1	71	5.9	217	18.0	513	42.6	404	33.6	286	23.8	100	8.3	47	3.9	88	7.3	235	19.5	470	39.1	283	23.5		
Québec	524	23.6	183	20.6	459	8.7	445	8.4	1156	21.8	3149	59.5	1872	35.3	278	5.2	1034	19.5	463	8.7	441	8.3	1196	22.6	3134	59.2	1884	35.5	281	5.3
Ontario	864	30.2	221	11.4	401	4.6	563	6.5	1808	20.8	3763	43.2	2798	32.2	2135	24.6	443	5.1	399	4.6	643	7.4	1923	22.1	3408	39.2	3122	35.9	2166	24.9
Manitoba	1051	4.7	111	11.1	31	3.7	54	5.1	149	18.9	429	40.8	282	26.8	340	32.4	42	4.0	43	4.1	64	6.1	204	19.4	363	33.6	341	32.4	357	34.0
Saskatchewan	836	3.8	123	15.3	27	3.2	42	5.0	164	20.2	366	43.6	189	22.6	283	33.8	41	4.9	24	2.9	51	6.1	198	23.6	314	37.5	234	27.9	290	34.6
Alberta	1874	7.6	218	13.1	50	3.0	75	4.5	298	17.8	642	38.4	524	31.3	508	30.3	74	4.4	54	3.2	93	5.6	335	20.0	556	33.2	602	36.0	516	37.8
C.B.	1722	7.6	431	12.6	63	4.8	115	6.7	315	18.3	734	42.6	528	30.7	460	26.7	90	5.2	83	4.8	139	8.1	345	20.0	657	38.2	581	33.7	484	28.1
Yukon ou T.N.-O.	74	0.3	8	9.1	6	8.1	3	4.1	14	18.9	29	39.2	27	36.5	18	24.3	3	4.1	3	4.1	3	4.1	15	20.3	24	32.4	30	40.6	20	27.1
Rés. non indiquée	49	0.1	3	6.2	2	4.1	4	8.2	7	14.3	17	34.8	17	34.7	15	30.6	-	-	2	4.1	4	8.2	6	12.3	12	24.6	18	36.7	19	38.4
Total	22168	100.0	3164	14.3	1200	5.4	1513	6.8	4565	20.6	10442	47.1	7080	31.9	4646	21.0	1327	8.7	1199	5.4	1678	7.6	4842	21.8	446	43.5	7766	35.0	4756	21.5

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "oui" ou "non" à la première partie de la question "Les fonctionnaires et les employés des industries devraient-ils être obligés de parler l'anglais et le français partout au Canada?"

TABLEAU 29: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS EN DEHORS D'OTTAWA
DANS LES REGIONS OU LA LANGUE MINORITAIRE EST PARLEE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSEVI

(b) Employés des industries

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire	Devraient être obligés de parler l'anglais										Devraient être obligés de parler le français																		
		Pourcentage du public desservi jusqu'à:										Pourcentage du public desservi jusqu'à:																		
		20%		30%		40%		50%		Total		20%		30%		40%		50%		Total										
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%									
Terreneuve	402	1,9	62	15,4	28	7,0	30	7,5	93	23,1	213	52,9	95	23,7	94	23,4	28	7,0	26	6,5	29	7,2	94	23,4	177	44,0	127	31,6	98	24,4
I.P.-E.	216	1,0	31	14,4	14	6,5	23	10,6	60	27,8	128	59,3	45	20,8	43	19,9	14	6,5	12	5,6	24	11,1	70	32,4	120	55,5	53	24,6	43	19,9
Nouvelle-Ecosse	944	4,3	138	14,6	44	4,7	95	10,1	235	24,9	512	54,3	258	27,3	174	18,4	77	8,2	46	4,9	98	10,4	233	24,7	454	48,1	307	32,5	183	19,4
Nouveau-Brunswick	1203	5,4	172	14,3	50	4,2	75	6,2	238	19,8	535	44,5	366	30,4	302	25,1	95	7,9	49	4,1	83	6,9	260	21,6	487	40,6	422	35,0	294	24,4
Quebec	5299	23,9	1209	22,8	428	8,1	378	7,1	1157	21,8	3172	59,9	1883	35,5	244	4,6	1139	21,5	429	8,1	399	7,5	1212	22,9	3179	60,1	1870	35,2	250	4,7
Ontario	8696	39,2	1111	12,8	457	5,3	595	6,8	1313	22,0	4073	46,9	2567	29,5	2056	23,6	563	6,5	473	5,4	684	7,9	2007	23,1	3727	42,9	2914	33,5	2055	23,6
Manitoba	1051	4,7	152	14,5	39	3,7	66	6,3	265	19,5	462	43,9	274	26,1	315	30,0	48	4,6	42	4,0	77	7,3	223	21,2	390	37,1	327	31,1	334	31,8
Saskatchewan	838	3,8	144	17,2	31	3,7	49	5,8	189	22,6	413	49,3	167	19,9	258	30,8	46	5,5	29	3,5	65	7,8	218	26,0	358	42,7	221	26,4	259	30,3
Alberta	1674	7,6	246	14,7	60	3,6	94	5,6	319	19,1	719	42,9	467	27,9	488	29,2	80	4,8	57	3,4	113	6,8	362	21,6	612	36,5	560	33,5	502	30,0
C.B.	1222	5,6	242	14,1	60	5,2	138	9,0	353	20,5	823	47,8	466	27,1	433	25,1	115	6,7	96	5,6	166	9,6	373	21,7	750	43,6	528	30,6	444	25,8
Yukon ou T.N.-O.	75	0,3	7	9,3	-	-	5	6,8	16	21,6	33	44,5	24	32,5	17	23,0	4	5,4	2	2,7	5	6,8	18	24,3	29	39,2	27	36,5	18	24,3
Rés. non indiquée	47	0,2	4	9,1	-	-	5	10,2	6	12,2	13	26,5	23	47,0	13	26,5	-	-	1	2,0	3	6,1	7	14,3	11	22,4	24	49,0	14	28,6
Total	22168	100,0	3212	14,5	1246	5,6	1553	7,0	4781	21,6	11096	50,1	6635	29,9	4437	20,0	2209	10,0	1262	5,7	1746	7,9	5077	22,9	10294	46,4	7380	33,3	4454	20,3

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "oui" ou "non" à la première partie de la question "Les fonctionnaires et les employés des industries devraient-ils être obligés de parler l'anglais et le français partout au Canada?"

TABIEAU 30: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANCAIS EN DEHORS D'OTTAWA
DANS LES REGIONS OU LA LANGUE MINORITAIRE EST PARLEE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSERVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire	Devraient être obligés de parler l'anglais												Devraient être obligés de parler le français																			
		Pourcentage du public desservi jusqu'à:												Pourcentage du public desservi jusqu'à:																			
		20%				30%				40%				50%				20%				30%				40%				50%			
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	(1) Aucune réponse	Contre la proposition				
Hommes	15562	70.2	2635	16.9	1020	6.6	1125	7.2	3301	21.2	8081	51.9	4244	27.3	3237	20.8	1678	10.8	1017	6.5	1242	8.0	3527	22.7	7464	48.0	4769	30.6	3329	21.4			
Femmes	6389	28.8	852	13.3	221	3.5	414	6.5	1435	22.5	2922	45.7	2313	36.2	1154	18.1	518	8.1	236	3.7	490	7.7	1501	23.5	2745	43.0	2523	39.5	1121	17.5			
Sexe non indiqué	217	1.0	29	13.4	5	2.3	14	6.5	45	20.7	93	42.9	78	36.0	46	21.2	13	6.0	9	4.1	14	6.5	49	22.6	85	39.2	88	40.6	44	20.3			
Total	22168	100.0	3516	15.9	1246	5.6	1553	7.0	4781	21.6	11096	50.1	6635	29.9	4437	20.0	2209	10.0	1262	5.7	1746	7.9	5077	22.9	10294	46.4	7380	33.3	4494	20.3			

(b) Employés des industries

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire	Devraient être obligés de parler l'anglais												Devraient être obligés de parler le français																
		Pourcentage du public desservi jusqu'à:												Pourcentage du public desservi jusqu'à:																
		20%				30%				40%				50%				60%				70%								
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%			
Hommes	15942	70.2	2346	15.1	973	6.3	1104	7.1	3138	20.2	7561	48.6	4583	29.4	3418	22.0	1459	9.4	962	6.2	1201	7.7	3338	21.4	6960	44.7	5050	32.5	3552	22.8
Femmes	4388	29.8	790	12.4	219	3.4	402	6.3	1384	21.7	2795	43.8	2417	37.8	1177	18.4	456	7.1	230	3.6	467	7.3	1458	22.8	2611	40.9	2628	41.1	1150	18.0
Sexe non indiqué	217	1.0	28	12.9	8	3.7	7	3.2	43	19.8	86	39.6	80	36.8	51	23.5	12	5.5	7	3.2	10	4.6	46	21.2	75	34.5	88	40.6	54	24.9
Total	22168	100.0	3164	14.3	1200	5.4	1513	6.8	4565	20.6	10442	47.1	7080	31.9	4646	21.0	1927	8.7	1199	5.4	1678	7.6	4842	21.8	9646	43.5	7766	35.0	4756	21.5

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "oui" ou "non" à la première partie de la question "Les fonctionnaires et les employés des industries devraient-ils être obligés de parler l'anglais et le français partout au Canada?"

TABLEAU 31: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ÊTRE OBLIGÉS DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANÇAIS EN DEHORS D'OTTAWA
DANS LES RÉGIONS OU LA LANGUE MINORITAIRE EST PARLÉE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSEVI

(a) Fonctionnaires
Réponses selon l'âge

Age des répondants	Total des réponses au questionnaire	Devraient être obligés de parler l'anglais										Devraient être obligés de parler le français																		
		Pourcentage du public desservi jusqu'à:										Pourcentage du public desservi jusqu'à:																		
		20%		30%		40%		50%		Total		20%		30%		40%		50%		Total										
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%									
Moins de 25	1725	7.8	218	17.3	85	4.9	137	7.9	436	25.3	956	55.4	530	30.7	239	13.9	219	12.7	91	5.3	157	9.1	447	25.9	914	53.0	559	32.4	252	14.6
	3060	17.6	719	18.4	276	7.1	287	7.4	759	19.5	2041	52.3	1131	29.0	728	18.7	459	11.8	281	7.2	318	8.2	832	21.3	1890	48.5	1209	31.0	801	20.5
35- 44	6445	31.3	1120	16.1	399	5.7	485	7.0	1437	20.7	3441	49.5	2047	29.5	1457	21.0	696	10.0	391	5.6	544	7.8	1540	22.2	3171	45.7	2242	32.2	1532	22.1
45 - 54	6514	29.4	987	15.2	339	5.2	446	6.8	1465	22.5	3237	49.7	1885	28.9	1392	21.4	591	9.1	343	5.3	511	7.8	1546	23.7	2991	45.9	2156	33.1	1367	21.0
55 et plus	2938	13.3	378	12.9	144	4.9	192	6.5	661	22.5	1375	46.8	973	33.1	590	20.1	240	8.2	151	5.1	211	7.2	686	23.3	1288	43.9	1135	38.6	515	17.5
Age non indiqué	146	0.6	14	9.6	3	2.1	6	4.1	23	15.8	46	31.6	69	47.2	31	21.2	4	2.7	5	3.4	5	3.4	26	17.8	40	27.3	79	54.1	27	18.5
Total	22168	100.0	3164	14.3	1200	5.4	1513	6.8	4781	21.6	11096	50.1	6635	29.9	4437	20.0	2209	10.0	1262	5.7	1746	7.9	5077	22.9	9446	42.6	7380	33.3	4544	20.5

(b) Employés des industries

Moins de 25	1725	7.8	264	15.3	97	5.6	139	8.1	430	24.9	930	53.9	538	31.2	257	14.9	194	11.2	90	5.2	157	9.1	442	25.6	883	51.2	571	33.1	271	15.7
25 - 34	3900	17.6	621	15.9	262	6.7	317	8.1	727	18.6	1927	49.4	1166	29.9	807	20.7	392	10.1	274	7.0	335	8.6	790	20.3	1791	46.0	1243	31.8	866	22.2
35 - 44	6945	31.3	992	14.3	379	5.5	453	6.5	1342	19.3	3166	45.6	2224	32.0	1555	22.4	594	8.6	365	5.3	501	7.2	1447	20.8	2907	41.9	2399	34.5	1639	23.6
45 - 54	6514	29.4	920	14.1	327	5.0	419	6.4	1389	21.3	3055	46.9	2054	31.5	1405	21.6	545	8.4	337	5.2	487	7.5	1466	22.5	2835	43.6	2297	35.2	1382	21.2
55 et plus	2938	13.3	353	12.0	130	4.4	180	6.1	657	22.4	1320	44.9	1031	35.0	587	20.0	198	6.7	126	4.3	193	6.6	675	23.0	1192	40.5	1182	40.3	564	19.2
Âge non indiqué	146	0.6	14	9.6	5	3.4	5	3.4	20	13.7	44	30.1	67	45.9	35	24.0	4	2.7	7	4.8	5	3.4	22	15.1	38	26.0	74	50.6	34	23.3
Total	22168	100.0	3164	14.3	1200	5.4	1513	6.8	4565	20.6	10442	47.1	7080	31.9	4646	21.0	1927	8.7	1149	5.1	1678	7.6	4842	21.9	9646	43.5	7766	35.0	4756	21.5

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "oui" ou "non" à la première partie de la question "Les fonctionnaires et les employés des industries devraient-ils être obligés de parler l'anglais et le français partout au Canada?"

TABLEAU 12: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYÉS DEVRAIENT ÊTRE OBLIGÉS DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANÇAIS EN DEHORS D'OTTAWA
DANS LES RÉGIONS OU LA LANGUE MINORITAIRE EST PARLÉE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSEVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon le salaire

Salaire des répondants	Total des réponses au questionnaire	Devraient être obligés de parler l'anglais												Devraient être obligés de parler le français																											
		Pourcentage du public desservi jusqu'à:												Pourcentage du public desservi jusqu'à:																											
		20%				30%				40%				50%				Total				20%				30%				40%				50%				Total			
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	(1) Aucune réponse	Centre la proportion								
Moins de \$3000	2173	9.8	266	12.2	75	3.5	145	6.7	523	24.1	1009	46.5	809	37.2	355	16.3	187	8.6	85	3.9	162	7.5	529	24.3	963	44.4	888	40.8	322	14.8											
\$3000 - 3999	3530	15.9	444	12.6	121	3.4	213	6.0	808	22.9	1586	44.9	1312	37.2	632	17.9	274	7.8	125	3.5	238	6.7	838	23.7	1475	41.7	1441	40.9	614	17.4											
\$4000 - 4999	6555	28.6	984	15.0	317	4.8	434	6.6	1446	22.1	3181	48.6	2113	32.2	1261	19.2	640	9.8	315	4.8	490	7.5	1475	22.5	2920	44.6	2393	36.5	1242	18.9											
\$5000 - 5999	4269	22.1	893	18.2	307	6.3	348	7.1	1024	20.9	2572	52.4	1310	26.7	1027	20.9	546	11.1	311	6.3	384	7.8	1114	22.7	2355	48.0	1478	30.1	1076	21.9											
\$6000 - 6999	2742	13.6	427	18.3	185	7.9	186	8.0	485	20.8	1283	55.1	510	21.8	539	23.1	262	11.2	181	7.8	215	9.2	537	23.0	1195	51.3	563	24.1	574	24.6											
\$7000 ou plus	2486	11.2	476	14.2	234	9.4	217	8.7	471	18.9	1400	56.3	501	20.2	585	23.5	284	11.4	236	9.5	246	9.9	560	22.5	1326	53.3	523	21.3	631	25.4											
Sal. non indiqué	183	8.9	24	13.1	7	3.8	10	5.5	24	13.1	65	35.5	80	43.7	38	20.8	16	8.7	9	4.9	11	6.0	24	13.1	60	32.7	88	48.1	35	19.1											
Total	22148	100.0	3148	14.2	1246	5.6	1553	7.0	4781	21.6	11096	50.1	6635	29.9	4437	20.0	2209	10.0	1262	5.7	1746	7.9	5077	22.9	10294	46.4	7380	33.3	4494	20.3											

(b) Employés des industries

Moins de \$3000	2173	9.8	233	10.7	76	3.5	133	6.1	496	22.8	938	43.2	870	40.0	365	16.8	159	7.3	73	3.4	148	6.8	503	23.1	883	40.7	948	43.6	342	15.7
\$3000 - 3999	3530	15.9	390	11.0	122	3.5	220	8.2	777	22.1	1511	42.8	1343	38.5	626	17.7	239	6.8	126	3.6	227	6.4	903	22.7	1345	38.6	1523	43.1	532	17.8
\$4000 - 4999	6555	29.6	893	13.6	317	4.8	429	6.5	1377	21.0	3016	46.1	2225	31.9	1314	20.0	559	8.5	320	4.9	476	7.3	1437	21.9	2792	42.6	2478	37.8	1285	19.6
\$5000 - 5999	4909	22.1	817	16.6	317	6.5	327	6.7	999	20.4	2460	50.1	1394	28.4	1055	21.5	498	10.1	319	6.5	363	7.4	1064	21.7	2244	45.7	1522	31.0	1143	23.3
\$6000 - 6999	2332	10.6	394	16.9	156	6.7	182	7.8	454	19.5	1186	50.9	560	24.0	586	25.1	233	10.0	152	6.5	210	9.0	489	21.0	1084	46.6	615	26.3	838	27.1
\$7000 ou plus	2486	11.2	416	16.7	204	8.2	211	8.5	437	17.6	1268	51.0	559	22.5	659	26.5	229	9.2	199	8.0	241	9.7	525	21.1	1194	48.0	592	23.8	700	28.2
Sal. non indiqué	183	0.8	21	11.5	8	4.4	11	6.0	23	12.6	63	34.5	79	43.2	41	22.4	10	5.5	10	5.5	13	7.1	21	11.5	54	29.6	88	48.1	41	22.4
Total	22148	100.0	3148	14.2	1246	5.6	1553	7.0	4781	21.6	11096	50.1	6635	30.9	4437	20.0	1927	8.7	1199	5.4	1678	7.6	4842	21.8	10294	46.4	7380	33.3	4756	21.5

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "oui" ou "non" à la première partie de la question "Les fonctionnaires et les employés des industries devraient-ils être obligés de parler l'anglais et le français partout au Canada?"

TABLEAU 33: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ÊTRE OBLIGÉS DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANÇAIS EN DEHORS D'OTTAWA
DANS LES RÉGIONS OU LA LANGUE MINORITAIRE EST PARLÉE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSEVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Devraient être obligés de parler l'anglais										Devraient être obligés de parler le français									
	Pourcentage du public desservi jusqu'à:										Pourcentage du public desservi jusqu'à:									
	20%			30%			40%			Contre la proposition	20%			30%			40%			Aucune réponse
	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.		No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.	
Anglais	14870	67.1	2037	13.7	687	4.6	1020	6.9	3146	21.2	6890	46.3	4072	27.4	3908	26.3	864	5.8	692	4.7
Français	512	2.3	80	15.6	35	6.8	45	8.8	129	25.2	289	56.4	197	38.5	26	5.1	78	15.2	28	5.5
Autre	15	0.1	1	6.7	-	-	1	6.7	4	26.7	7	46.6	2	13.3	-	-	-	1	6.7	-
Angl. & Français	5233	23.6	1159	22.1	451	8.6	384	7.3	1154	22.1	3148	60.2	1884	36.0	201	3.8	1135	21.7	462	8.8
Anglais & autre	844	3.8	142	16.8	39	4.6	54	6.4	215	25.5	450	53.3	212	25.1	182	21.6	53	6.3	47	5.6
Français & autre	9	-	-	-	1	11.1	1	11.1	2	22.2	4	44.5	5	55.5	-	-	-	1	11.1	-
Ang., Fr. & autre	279	1.3	56	20.1	18	6.5	20	7.2	59	21.1	153	54.9	93	33.3	33	11.8	53	19.0	21	7.5
Lang. non indiqu.	406	1.8	41	10.1	15	3.7	28	6.9	72	17.7	156	38.4	165	40.6	85	20.9	26	6.4	11	2.7
Total	22168	100.0	3516	15.9	1246	5.6	1553	7.0	4781	21.6	11096	50.1	6635	29.9	4437	20.0	2209	10.0	1262	5.7

(b) Employés des industries

Anglais	14870	67.1	1833	12.3	608	4.1	823	6.0	2972	20.0	6306	42.5	4501	30.2	4063	27.3	700	4.7	611	4.1
Français	512	2.3	78	15.2	37	7.2	52	10.2	121	23.6	288	56.2	200	39.1	24	4.7	80	15.6	31	6.1
Autre	15	0.1	-	-	-	-	1	6.7	5	33.3	6	40.0	6	40.0	3	20.0	1	6.7	-	-
Angl. & Français	5233	23.6	1444	20.0	489	9.3	465	8.9	1144	21.3	3142	60.1	1859	35.5	232	4.4	1034	19.8	488	9.3
Anglais & autre	844	3.8	128	15.2	35	4.1	49	5.8	189	22.4	401	47.5	237	28.1	206	24.4	48	5.7	34	4.0
Français & autre	9	-	1	11.1	1	11.1	1	11.1	3	33.3	6	66.7	3	33.3	-	-	1	11.1	1	11.1
Ang., Fr. & autre	279	1.3	47	16.1	19	6.8	25	9.0	65	23.3	154	55.2	90	32.3	35	12.5	38	13.6	23	8.2
Lang. non indiqu.	406	1.8	8	8.6	11	2.7	27	6.7	66	16.3	139	34.3	184	45.3	83	20.4	25	6.2	11	2.7
Total	22168	100.0	3164	14.3	1200	5.4	1513	6.8	4565	20.6	13442	47.1	7080	31.9	4646	21.0	1927	8.7	1199	5.4

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "oui" ou "non" à la première partie de la question "Les fonctionnaires et les employés des industries devraient-ils être obligés de parler l'anglais et le français partout au Canada?"

TABLEAU 34: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYÉS DEVRAIENT ÊTRE OBLIGÉS DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANÇAIS EN DEHORS D'OTTAWA
DANS LES RÉGIONS OU LA LANGUE MINORITAIRE EST PARLÉE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSEVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon la langue parlée au foyer

Langue parlée au foyer	Total des réponses au questionnaire	Devraient être obligés de parler l'anglais											Devraient être obligés de parler le français																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
		Pourcentage du public desservi jusqu'à:											Pourcentage du public desservi jusqu'à:																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
		(1)					Contre la proposition					(1)					Contre la proposition																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
		No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%	50%	Total	Aucune réponse	No.	%	20%	30%	40%

(b) Employés des industries

Anglais	15078	68.0	1639	12.5	626	4.2	907	6.0	2997	19.9	6391	42.4	4565	30.3	4122	27.3	742	4.9	628	4.2	1065	7.1	3232	21.4	5667	37.6	5204	34.5	4267	28.3
Français	4102	18.5	952	20.8	368	9.0	355	8.7	855	20.8	2430	59.2	1549	37.8	123	3.0	861	21.0	368	9.0	333	8.1	890	21.7	2452	59.7	1928	47.2	192	4.7
Autre	163	0.7	30	12.3	8	4.9	7	4.3	28	17.2	63	38.7	60	36.8	40	24.5	11	6.7	8	4.9	9	5.5	26	16.0	54	33.1	72	44.2	37	22.7
Angl. & Français	1698	7.7	275	16.2	156	9.2	166	9.8	440	25.9	1037	61.1	555	32.7	106	6.2	250	14.7	153	9.0	176	10.4	429	25.3	1008	59.4	574	33.8	114	6.8
Anglais & autre	902	4.1	137	15.2	29	3.2	62	6.9	197	22.8	425	47.1	263	29.2	214	23.7	51	5.7	31	3.4	75	8.3	222	24.6	375	42.1	207	22.9	203	22.6
Français & autre	6	-	-	-	-	-	-	5	83.3	5	83.3	1	16.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	83.3	1	16.7	-	-	-	-
Ang., Fr. & autre	83	0.4	10	12.0	8	9.6	5	6.0	18	21.7	37	44.5	33	39.8	13	15.7	6	7.2	8	9.6	6	7.2	14	16.9	34	40.9	34	41.4	13	15.7
Lang. non indiq.	136	0.6	19	11.0	3	2.2	11	8.1	25	19.4	54	39.7	54	39.7	28	20.6	6	4.4	3	2.2	14	10.3	24	17.6	47	34.5	41	34.8	28	21.9
Total	22146	100.0	4367	19.7	1407	6.4	1513	6.8	4565	20.6	11442	51.6	7067	31.9	4646	21.0	1327	6.0	1139	5.1	1676	7.6	4343	19.6	7242	32.7	7766	35.0	4774	21.6

(1) Le groupe "Aucune réponse" comprend ceux qui ont répondu "oui" ou "non" à la première partie de la question "Les fonctionnaires et les employés des industries devraient-ils être obligés de parler l'anglais et le français partout au Canada?"

TABLEAU 35: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ÊTRE OBLIGÉS DE PARLER L'ANGLAIS ET LE FRANÇAIS EN DEHORS D'OTTAWA
DANS LES RÉGIONS OÙ LA LANGUE MINORITAIRE EST PARLÉE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSEVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Devraient être obligés de parler l'anglais										Devraient être obligés de parler le français																	
	Total des réponses au questionnaire										(1) Contre la proposition																	
	Pourcentage du public desservi jusqu'à:										Pourcentage du public desservi jusqu'à:																	
	20%		30%		40%		50%		Total		20%		30%		40%		50%		Total									
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%								
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%								
Cours élém. part.	508	2.3	43	8.5	20	3.9	122	24.0	205	40.4	218	42.9	85	16.7	33	6.5	19	3.7	17	3.3	103	20.3	172	33.8	272	53.6	64	12.6
Cours élém. term.	1183	5.3	125	10.6	40	3.4	73	6.2	271	22.9	509	43.1	495	41.8	179	15.1	91	7.7	39	3.3	70	5.9	267	22.6	467	39.5	564	47.7
Cours sec. part.	5937	26.8	815	13.7	268	4.5	355	6.0	1299	21.9	2737	46.1	1994	33.6	1206	20.3	510	8.6	271	4.6	405	6.8	1347	22.7	2533	42.6	2260	38.1
Cours sec. term.	9906	44.7	1649	16.6	541	5.5	739	7.5	2191	22.1	5120	51.7	2759	27.8	2027	20.5	996	10.1	538	5.4	832	8.4	2370	23.9	4736	47.8	3023	30.5
Etudes universit.	2691	12.1	507	18.8	201	7.5	211	7.8	540	20.1	1459	54.3	679	25.2	553	20.5	323	12.0	205	7.6	258	9.6	589	21.9	1375	51.1	741	27.5
Diplômé d'univ.	1688	7.6	348	20.6	168	10.0	142	8.4	314	18.6	972	57.5	369	21.9	347	20.6	240	14.2	182	10.8	147	8.7	363	21.5	932	55.2	382	22.6
Instr. non indiqu.	255	1.2	29	11.4	8	3.1	13	5.1	44	17.3	94	36.9	121	47.5	40	15.7	16	6.3	8	3.1	17	6.7	38	14.9	79	31.0	138	54.1
Total	22144	100.0	3516	15.9	1246	5.6	1553	7.0	4781	21.6	11096	50.1	6635	29.9	4437	20.0	2209	10.0	1262	5.7	1746	7.9	5077	22.9	14446	65.2	7380	33.3

(b) Employés des industries

TABLEAU 36: MESURES D'ENCOURAGEMENT DE L'EMPLOYEUR POUR LE BILINGUISME

(a) Gouvernement fédéral

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire		Cours de langues durant les heures de travail						Cours de langues en dehors des heures de travail						Une allocation aux employés qui atteignent une compétence en anglais et en français					
	No.	%	OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.	
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Terreneuve	402	1.8	133	33.1	213	53.0	56	13.9	104	25.9	195	48.5	103	25.6	144	35.8	173	43.0	85	21.1
I.P.-E.	216	1.0	69	31.9	120	55.6	27	12.5	69	31.9	97	44.9	50	23.1	81	37.5	104	48.1	31	14.4
Nouvelle-Ecosse	944	4.3	323	34.2	470	49.8	151	16.0	262	27.8	427	45.2	255	27.0	287	30.4	452	47.9	205	21.7
Nouveau-Brunswick	1203	5.4	429	35.7	599	49.8	175	14.5	318	26.4	566	47.0	319	26.5	389	32.3	599	49.8	215	17.9
Québec	5299	23.9	3159	59.6	874	16.5	1266	23.9	2437	46.0	847	16.0	2015	38.0	3757	70.9	673	12.7	869	16.4
Ontario	8696	39.2	3253	37.4	4305	49.5	1138	13.1	2149	24.7	4341	49.9	2206	25.4	2969	34.1	4383	50.4	1344	15.5
Manitoba	1051	4.7	288	27.4	651	61.9	112	10.7	240	22.8	637	60.6	174	16.6	269	25.6	666	63.4	116	11.0
Saskatchewan	838	3.8	223	26.6	543	64.8	72	8.6	188	22.4	523	62.4	127	15.2	212	25.3	543	64.8	83	9.9
Alberta	1674	7.6	391	23.4	1125	67.2	158	9.4	323	19.3	1036	61.9	315	18.8	423	25.3	1027	61.4	224	13.4
C.B.	1722	7.8	529	30.7	995	57.8	198	11.5	374	21.7	963	55.9	385	22.4	552	32.1	929	53.9	241	14.0
Yukon ou T.N.-O.	74	0.3	31	41.9	33	44.6	10	13.5	19	25.7	35	47.3	20	27.0	21	28.4	36	48.6	17	23.0
Rés. non indiquée	49	0.2	19	38.8	21	42.9	9	18.4	11	22.4	19	38.8	19	38.8	15	30.6	21	42.9	13	26.5
Total	22163	100.0	8947	39.9	9949	44.9	3372	15.2	6494	29.3	9686	43.7	5988	27.0	9119	41.1	9606	43.3	3443	15.5

TABLEAU 37: MESURES D'ENCOURAGEMENT DE L'EMPLOYEUR POUR LE BILINGUISME

(a) Gouvernement fédéral

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire		Cours de langues durant les heures de travail						Cours de langues en dehors des heures de travail						Une allocation aux employés qui atteignent une compétence en anglais et en français					
			OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Hommes	15562	70.2	6124	39.4	7196	46.2	2242	14.4	4666	30.0	6953	44.7	3943	25.3	6524	41.9	6994	44.9	2044	13.1
Femmes	6389	28.8	2649	41.5	2639	41.3	1101	17.2	1781	27.9	2638	41.3	1970	30.8	2538	39.7	2506	39.2	1345	21.1
Sexe non indiqué	217	1.0	74	34.1	114	52.5	29	13.4	47	21.7	95	43.8	75	34.6	57	26.3	106	48.8	54	24.9
Total	22168	100.0	8847	39.9	9949	44.9	3372	15.2	6494	29.3	9686	43.7	5988	27.0	9119	41.1	9606	43.3	3443	15.5

(b) Industries privées

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire		OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Hommes	15562	70.2	5061	32.5	7832	50.3	2669	17.2	4466	28.7	7231	46.5	3865	24.8	6260	40.2	7375	47.4	1927	12.4
Femmes	6389	28.8	2234	35.0	2867	44.9	1288	20.2	1675	26.2	2698	42.2	2016	31.6	2471	38.7	2712	42.4	1206	18.9
Sexe non indiqué	217	1.0	60	27.6	120	55.3	37	17.1	46	21.2	107	49.3	64	29.5	64	29.5	117	53.9	36	16.6
Total	22168	100.0	7355	33.2	10819	48.8	3994	18.0	6187	27.9	10036	45.3	5945	26.8	8795	39.7	10204	46.0	3169	14.3

TABLEAU 39: MESURES D'ENCOURAGEMENT DE L'EMPLOYEUR POUR LE BILINGUISME

(a) Gouvernement fédéral

Réponses selon le salaire

Salaire des répondants	Total des réponses au questionnaire			Cours de langues durant les heures de travail						Cours de langues en dehors des heures de travail						Une allocation aux employés qui atteignent une compétence en anglais et en français					
	No.	%		OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.	
				No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Moins de \$3000	2173	9.8		980	45.1	820	37.7	373	17.2	559	25.7	850	39.1	764	35.2	946	43.5	698	32.1	529	24.3
\$3000 - \$3999	3530	15.9		1475	41.8	1465	41.5	590	16.7	946	26.8	1445	40.9	1139	32.3	1398	39.6	1369	38.8	763	21.6
\$4000 - \$4999	6555	29.6		2642	40.3	2898	44.2	1015	15.5	1870	28.5	2804	42.8	1881	28.7	2769	42.2	2702	41.2	1084	16.5
\$5000 - \$5999	4909	22.1		1891	38.5	2276	46.4	742	15.1	1384	28.2	2276	46.4	1249	25.4	2094	42.7	2230	45.4	585	11.9
\$6000 - \$6999	2332	10.5		868	37.2	1166	50.0	298	12.8	743	31.9	1109	47.6	480	20.6	961	41.2	1149	49.3	222	9.5
\$7000 ou plus	2486	11.2		936	37.7	1231	49.5	319	12.8	955	38.4	1115	44.9	416	16.7	894	36.0	1374	55.3	218	8.8
Salaire non indiqué	183	0.8		55	30.1	93	50.8	35	19.1	37	20.2	87	47.5	59	32.2	57	31.1	84	45.9	42	23.0
Total	22168	100.0		8847	39.9	9949	44.9	3372	15.2	6494	29.3	9686	43.7	5988	27.0	9119	41.1	9606	43.3	3443	15.5

(b) Industries privées

Salaire des répondants	Total des réponses au questionnaire			Cours de langues durant les heures de travail						Cours de langues en dehors des heures de travail						Une allocation aux employés qui atteignent une compétence en anglais et en français					
	No.	%		OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.	
				No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Moins de \$3000	2173	9.8		845	38.9	897	41.3	431	19.8	557	25.6	856	39.4	760	35.0	920	42.3	783	36.0	470	21.6
\$3000 - \$3999	3530	15.9		1277	36.2	1578	44.7	675	19.1	927	26.3	1484	42.0	1119	31.7	1426	40.4	1485	42.1	619	17.5
\$4000 - \$4999	6555	29.6		2202	33.6	3125	47.7	1228	18.7	1819	27.7	2881	44.0	1855	28.3	2670	40.7	2896	44.2	989	15.1
\$5000 - \$5999	4909	22.1		1544	31.5	2511	51.2	854	17.4	1322	26.9	2359	48.1	1228	25.0	1985	40.9	2361	48.1	563	11.5
\$6000 - \$6999	2332	10.5		694	29.8	1278	54.8	360	15.4	690	29.6	1167	50.0	475	20.4	900	38.6	1198	51.4	234	10.0
\$7000 ou plus	2486	11.2		744	29.9	1336	53.7	406	16.3	839	33.7	1197	48.1	450	18.1	830	33.4	1393	56.0	263	10.6
Salaire non indiqué	183	0.8		49	26.8	94	51.4	40	21.9	33	18.0	92	50.3	58	31.7	64	35.0	88	48.1	31	16.9
Total	22168	100.0		7355	33.2	10819	48.8	3994	18.0	6187	27.9	10036	45.3	5945	26.8	8795	39.7	10204	46.0	3169	14.3

TABLEAU 40: MESURES D'ENCOURAGEMENT DE L'EMPLOYEUR POUR LE BILINGUISME

(a) Gouvernement fédéral

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Total des réponses au questionnaire		Cours de langues durant les heures de travail						Cours de langues en dehors des heures de travail						Une allocation aux employés qui atteignent une compétence en anglais et en français					
			OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.		OUI		NON		Aucune Rép.	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Anglais	14870	67.1	4949	33.3	8223	55.3	1698	11.4	3394	22.8	8151	54.8	3325	22.4	4211	28.3	8400	56.5	2259	15.2
Français	512	2.3	387	75.6	44	8.6	81	15.8	233	45.5	82	16.0	197	38.5	279	54.5	71	13.9	162	31.6
Autre	15	0.1	6	40.0	6	40.0	3	20.0	5	33.3	4	26.7	6	40.0	6	40.0	5	33.3	4	26.7
Anglais & Français	5233	23.6	2895	55.3	960	18.3	1378	26.3	2477	47.3	746	14.3	2010	38.4	3989	76.2	481	9.2	763	14.6
Anglais & autre	844	3.8	306	36.3	458	54.3	80	9.5	190	22.5	471	55.8	183	21.7	304	36.0	441	52.3	99	11.7
Français & autre	9	-	6	66.7	-	-	3	33.3	3	33.3	1	11.1	5	55.6	6	66.7	1	11.1	2	22.2
Ang., Fr. & autre	279	1.3	143	51.3	67	24.0	69	24.7	108	38.7	69	24.7	102	36.6	205	73.5	42	15.1	32	11.5
Langue non indiquée	406	1.8	155	38.2	191	47.0	60	14.8	84	20.7	162	39.9	160	39.4	119	29.3	165	40.6	122	30.0
Total	22168	100.0	8847	39.9	9949	44.9	3372	15.2	6494	29.3	9686	43.7	5988	27.0	9119	41.1	9606	43.3	3443	15.5

(b) Industries privées

Anglais	14870	67.1	3908	26.3	8955	60.2	2007	13.5	3010	20.2	8502	57.2	3358	22.6	3945	26.5	8873	59.7	2052	13.8
Français	512	2.3	336	65.6	59	11.5	117	22.9	234	45.7	77	15.0	201	39.3	290	56.6	88	17.2	134	26.2
Autre	15	0.1	3	20.0	6	40.0	6	40.0	5	33.3	4	26.7	6	40.0	7	46.7	5	33.3	3	20.0
Anglais & Français	5233	23.6	2591	49.5	1032	19.7	1610	30.8	2571	49.1	733	14.0	1929	36.9	3939	75.3	553	10.6	741	14.2
Anglais & autre	844	3.8	244	28.9	501	59.4	99	11.7	170	20.1	490	58.1	184	21.8	285	33.8	452	53.6	107	12.7
Français & autre	9	-	5	55.6	1	11.1	3	33.3	4	44.4	1	11.1	4	44.4	8	88.9	1	11.1	-	-
Ang., Fr. & autre	279	1.3	126	45.2	74	26.5	79	28.3	118	42.3	68	24.4	93	33.3	192	68.8	45	16.1	42	15.1
Langue non indiquée	406	1.8	142	35.0	191	47.0	73	18.0	75	18.5	161	39.7	170	41.9	129	31.8	187	46.1	90	22.2
Total	22168	100.0	7355	33.2	10819	48.8	3994	18.0	6187	27.9	10036	45.3	5945	26.8	8795	39.7	10204	46.0	3169	14.3

TABLEAU 42: MESURES D'ENCOURAGEMENT DE L'EMPLOYEUR POUR LE BILINGUISME

(a) Gouvernement fédéral

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des réponses au questionnaire		Cours de langues durant les heures de travail				Cours de langues en dehors des heures de travail				Une allocation aux employés qui atteignent une compétence en anglais et en français			
			OUI		NON		OUI		NON		OUI		NON	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Cours élém. partiel	508	2.3	208	40.9	203	40.0	97	19.1	121	23.8	157	30.9	230	45.3
Cours élém. terminé	1183	5.3	497	42.0	495	41.8	191	16.1	302	25.5	433	36.6	448	37.9
Cours sec. partiel	5937	26.8	2246	37.8	2746	46.3	945	15.9	1540	25.9	2671	45.0	1726	29.1
Cours sec. terminé	9906	44.7	3998	40.4	4459	45.0	1449	14.6	2886	29.1	4495	45.4	2525	25.5
Etudes universitaires	2691	12.1	1094	40.7	1193	44.3	404	15.0	942	35.0	1152	42.8	597	22.2
Diplômé d'université	1688	7.6	715	42.4	735	43.5	238	14.1	653	38.7	680	40.3	355	21.0
Instr. non indiquée	255	1.2	89	34.9	118	46.3	48	18.8	50	19.6	98	38.4	107	42.0
Total	22168	100.0	8847	39.9	9949	44.9	3372	15.2	6494	29.3	9686	43.7	5988	27.0
											9119	41.1	9606	43.3
													3443	15.5

(b) Industries privées

Cours élém. partiel	508	2.3	209	41.1	195	38.4	104	20.5	133	26.2	160	31.5	215	42.3	222	43.7	173	34.1	113	22.2
Cours élém. terminé	1183	5.3	441	37.3	527	44.5	215	18.2	301	25.4	453	38.3	429	36.3	488	41.3	457	38.6	238	20.1
Cours sec. partiel	5937	26.8	1918	32.3	2926	49.3	1093	18.4	1433	24.1	2757	46.4	1747	29.4	2193	36.9	2798	47.1	946	15.9
Cours sec. terminé	9906	44.7	3264	32.9	4898	49.4	1744	17.6	2796	28.2	4619	46.6	2491	25.1	3891	39.3	4692	47.4	1323	13.4
Etudes universitaires	2691	12.1	867	32.2	1337	49.7	487	18.1	877	32.6	1213	45.1	601	22.3	1180	43.8	1202	44.7	309	11.5
Diplômé d'université	1688	7.6	581	34.4	817	48.4	290	17.2	595	35.2	738	43.7	355	21.0	738	43.7	782	46.3	168	10.0
Instr. non indiquée	255	1.2	75	29.4	119	46.7	61	23.9	52	20.4	96	37.6	107	42.0	83	32.5	100	39.2	72	28.2
Total	22168	100.0	7355	33.2	10819	48.8	3994	18.0	6187	27.9	10036	45.3	5945	26.8	8795	39.7	10204	46.0	3169	14.3

TABLEAU 43: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER LA LANGUE DES AUTRES GROUPES ETHNIQUES
LA OU LA LANGUE EST PARLEE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSERVI

(b) Employés des industries

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire		Pourcentage du public desservi jusqu'à:								Aucune réponse		Contre la proposition			
	No.	%	20%		30%		40%		50%		Total		No.	%	No.	%
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%				
Terreneuve	402	1.8	16	4.0	11	2.7	23	5.7	86	21.4	136	33.9	23	5.7	243	60.4
I.P.-E.	216	1.0	4	1.9	3	1.4	14	6.5	53	24.5	74	34.3	10	4.6	132	61.1
Nouvelle-Ecosse	944	4.3	37	3.9	21	2.2	62	6.6	210	22.2	330	35.0	73	7.7	541	57.3
Nouveau-Brunswick	1203	5.4	28	2.3	23	1.9	57	4.7	163	13.5	271	22.5	137	11.4	795	66.1
Québec	5299	23.9	302	5.7	131	2.5	267	5.0	888	16.8	1588	29.9	549	10.4	3162	59.7
Ontario	8696	39.2	169	1.9	158	1.8	322	3.7	1193	13.7	1842	21.2	791	9.1	6063	69.7
Manitoba	1051	4.7	22	2.1	24	2.3	38	3.6	140	13.3	224	21.3	67	6.4	760	72.3
Saskatchewan	838	3.8	17	2.0	10	1.2	24	2.9	131	15.6	182	21.8	38	4.5	618	73.7
Alberta	1674	7.6	28	1.7	23	1.4	54	3.2	217	13.0	322	19.3	116	6.9	1236	73.8
C.B.	1722	7.8	31	1.8	27	1.6	63	3.7	223	12.9	344	19.9	125	7.3	1253	72.8
Yukon ou T.N.-O.	74	0.3	1	1.4	1	1.4	2	2.7	12	16.2	16	21.6	8	10.8	50	67.6
Rés. non indiquée	49	0.2	2	4.1	-	-	1	2.0	7	14.3	10	20.4	8	16.3	31	63.3
Total	22168	100.0	657	3.0	432	1.9	927	4.2	3323	15.0	5339	24.1	1945	8.8	14884	67.1

TABLEAU 44: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER LA LANGUE DES AUTRES GROUPE ETHNIQUES
LA OU LA LANGUE EST PARLEE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSERVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire		Pourcentage du public desservi jusqu'à:								Aucune réponse		Contre la proposition	
			20%		30%		40%		50%		Total			
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Hommes	15562	70.2	517	3.3	394	2.5	777	5.0	2365	15.2	4053	26.0	824	5.3
Femmes	6389	28.8	228	3.6	98	1.5	273	4.3	1179	18.5	1778	27.8	604	9.5
Sexe non indiqué	217	1.0	8	3.7	3	1.4	11	5.1	32	14.7	54	24.9	16	7.4
Total	22168	100.0	753	3.4	495	2.2	1061	4.8	3576	16.1	5885	27.1	1444	6.4
													14839	66.5

(b) Employés des industries

Hommes	15562	70.2	452	2.9	348	2.2	679	4.4	2169	13.9	3648	23.4	1149	7.4	10765	69.2
Femmes	6389	28.8	203	3.2	81	1.3	242	3.8	1124	17.6	1650	25.8	764	12.0	3975	62.2
Sexe non indiqué	217	1.0	2	0.9	3	1.4	6	2.8	30	13.8	41	18.9	32	14.7	144	66.4
Total	22168	100.0	657	3.0	432	1.9	927	4.2	3323	15.0	5339	24.1	1945	8.8	14884	67.1

TABLEAU 46: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER LA LANGUE DES AUTRES GROUPE ETHNIQUES
LA OU LA LANGUE EST PARLEE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSERVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon le salaire

Salaire des répondants	Total des réponses au questionnaire	Pourcentage du public desservi jusqu'à:										Aucune réponse		Contre la proposition		
		20%		30%		40%		50%		Total						
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Moins de \$3000	2173	9.8	108	5.0	43	2.0	97	4.5	415	19.1	663	30.5	244	11.2	1266	58.3
\$3000 - \$3999	3530	15.9	136	3.9	53	1.5	156	4.4	605	17.1	950	26.9	350	9.9	2230	63.2
\$4000 - \$4999	6555	29.6	230	3.5	143	2.2	305	4.7	1103	16.8	1781	27.2	441	6.7	4333	66.1
\$5000 - \$5999	4909	22.1	150	3.1	113	2.3	224	4.6	729	14.9	1216	24.8	212	4.3	3481	70.9
\$6000 - \$6999	2332	10.6	66	2.8	56	2.4	124	5.3	359	15.4	605	25.9	77	3.3	1650	70.8
\$7000 ou plus	2486	11.2	58	2.3	81	3.3	149	6.0	345	13.9	633	25.4	94	3.8	1759	70.8
Salaire non indiqué	183	0.8	5	2.7	6	3.3	6	3.3	20	10.9	37	20.2	26	14.2	120	65.6
Total	22168	100.0	753	3.4	495	2.2	1061	4.8	3576	16.1	5885	27.1	1444	6.4	14839	66.5

(b) Employés des industries

Moins de \$3000	2173	9.8	84	3.9	30	1.4	85	3.9	399	18.4	598	27.5	297	13.7	1278	58.8
\$3000 - \$3999	3530	15.9	122	3.5	45	1.3	134	3.8	571	16.2	872	24.7	440	12.5	2218	62.8
\$4000 - \$4999	6555	29.6	196	3.0	131	2.0	276	4.2	1018	15.5	1621	24.8	612	9.3	4322	65.9
\$5000 - \$5999	4909	22.1	135	2.8	96	2.0	188	3.8	678	13.8	1097	22.3	293	6.0	3519	71.7
\$6000 - \$6999	2332	10.6	58	2.5	58	2.5	113	4.8	329	14.1	558	24.0	120	5.1	1654	70.9
\$7000 ou plus	2486	11.2	56	2.3	68	2.7	127	5.1	307	12.3	558	22.4	148	6.0	1780	71.6
Salaire non indiqué	183	0.8	6	3.3	4	2.2	4	2.2	21	11.5	35	19.2	35	19.2	113	61.8
Total	22168	100.0	657	3.0	432	1.9	927	4.2	3323	15.0	5339	24.1	1945	8.8	14884	67.1

TABLEAU 47: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER LA LANGUE DES AUTRES GROUPE ETHNIQUES
LA OU LA LANGUE EST PARLEE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSERVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Total des réponses au questionnaire		Pourcentage du public desservi jusqu'à:								Aucune réponse		Contre la proposition			
	No.	%	20%		30%		40%		50%		Total		No.	%	No.	%
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%				
Anglais	14870	67.1	302	2.0	280	1.9	645	4.3	2210	14.9	3437	23.1	847	5.7	10586	71.2
Français	512	2.3	45	8.8	13	2.5	29	5.7	84	16.4	171	33.4	82	16.0	259	50.6
Autre	15	0.1	2	13.3	1	6.7	-	-	3	20.0	6	40.0	1	6.7	8	53.3
Anglais & Français	5233	23.6	340	6.5	168	3.2	309	5.9	989	18.9	1806	34.5	406	7.8	3021	57.7
Anglais & autre	844	3.8	35	4.1	20	2.4	41	4.9	183	21.7	279	33.1	38	4.5	527	62.4
Français & autre	9	-	1	11.1	-	-	-	-	2	22.2	3	33.3	-	-	6	66.7
Ang., Fr. & autre	279	1.3	15	5.4	7	2.5	18	6.5	61	21.9	101	36.2	18	6.5	160	57.3
Langue non indiquée	406	1.8	13	3.2	6	1.5	19	4.7	44	10.8	82	20.2	52	12.8	272	67.0
Total	22168	100.0	753	3.4	495	2.2	1061	4.8	3576	16.1	5885	27.1	1444	6.4	14839	66.5

(b) Employés des industries

Anglais	14870	67.1	253	1.7	247	1.7	553	3.7	2043	13.7	3096	20.8	1175	7.9	10599	71.3
Français	512	2.3	34	6.6	11	2.1	23	4.5	75	14.6	143	27.9	90	17.6	279	54.5
Autre	15	0.1	1	6.7	1	6.7	-	-	3	20.0	5	33.3	1	6.7	9	60.0
Anglais & Français	5233	23.6	316	6.0	140	2.7	287	5.5	927	17.7	1670	31.9	534	10.2	3029	57.9
Anglais & autre	844	3.8	31	3.7	18	2.1	35	4.1	172	20.4	256	30.3	55	6.5	533	63.2
Français & autre	9	-	1	11.1	-	-	1	11.1	1	11.1	3	33.3	-	-	6	66.7
Ang., Fr. & autre	279	1.3	15	5.4	7	2.5	13	4.7	56	20.1	91	32.6	19	6.8	169	60.6
Langue non indiquée	406	1.8	6	1.5	8	2.0	15	3.7	46	11.3	75	18.5	71	17.5	260	64.0
Total	22168	100.0	657	3.0	432	1.9	927	4.2	3323	15.0	5339	24.1	1945	8.8	14884	67.1

TABLEAU 48: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER LA LANGUE DES AUTRES GROUPES ETHNIQUES
LA OU LA LANGUE EST PARLEE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSERVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon la langue parlée au foyer

Langue parlée au foyer des répondants	Total des réponses au questionnaire		Pourcentage du public desservi jusqu'à:								Aucune réponse	Contre la proposition				
	No.	%	20%		30%		40%		50%			Total				
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%		No.	%			
Anglais	15078	68.0	309	2.0	271	1.8	635	4.2	2246	14.9	3461	23.0	847	5.6	10770	71.4
Français	4102	18.5	253	6.2	119	2.9	234	5.7	753	18.4	1359	33.1	359	8.8	2384	58.1
Autre	163	0.7	9	5.5	7	4.3	13	8.0	25	15.3	54	33.1	7	4.3	102	62.6
Anglais & Français	1698	7.7	128	7.5	63	3.7	105	6.2	315	18.6	611	36.0	156	9.2	931	54.8
Anglais & autre	902	4.1	41	4.5	30	3.3	61	6.8	196	21.7	328	36.4	48	5.3	526	58.3
Français & autre	6	-	1	16.7	-	-	-	-	1	16.7	2	33.3	-	-	4	66.7
Ang., Fr. & autre	83	0.4	7	8.4	4	4.8	5	6.0	24	28.9	40	48.2	8	9.6	35	42.2
Langue non indiquée	136	0.6	5	3.7	1	0.7	8	5.9	16	11.8	30	22.1	19	14.0	87	64.0
Total	22168	100.0	753	3.4	495	2.2	1061	4.8	3576	16.1	5885	27.1	1444	6.5	14839	66.9

(b) Employés des industries

Anglais	15078	68.0	253	1.7	244	1.6	546	3.6	2062	13.7	3105	20.6	1186	7.9	10787	71.5
Français	4102	18.5	237	5.8	92	2.2	219	5.3	709	17.3	1257	30.7	445	10.8	2400	58.5
Autre	163	0.7	7	4.3	7	4.3	10	6.1	27	16.6	51	31.3	15	9.2	97	59.5
Anglais & Français	1698	7.7	113	6.7	60	3.5	94	5.5	301	17.7	568	33.4	205	12.1	925	54.5
Anglais & autre	902	4.1	40	4.4	25	2.8	48	5.3	187	20.7	300	33.2	63	7.0	539	59.8
Français & autre	6	-	1	16.7	-	-	-	-	-	-	1	16.7	1	16.7	4	66.7
Ang., Fr. & autre	83	0.4	4	4.8	3	3.6	3	3.6	21	25.3	31	37.4	8	9.6	44	53.0
Langue non indiquée	136	0.6	2	1.5	1	0.7	7	5.1	16	11.8	26	19.1	22	16.2	88	64.7
Total	22168	100.0	657	3.0	432	1.9	927	4.2	3323	15.0	5339	24.1	1945	8.8	14884	67.1

TABLEAU 49: MESURE DANS LAQUELLE LES EMPLOYES DEVRAIENT ETRE OBLIGES DE PARLER LA LANGUE DES AUTRES GROUPE ETHNIQUES
LA OU LA LANGUE EST PARLEE PAR LE POURCENTAGE SUIVANT DU PUBLIC DESSERVI

(a) Fonctionnaires

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des réponses au questionnaire		Pourcentage du public desservi jusqu'à:								Aucune réponse		Contre la proposition	
	No.	%	20%		30%		40%		50%		Total		No.	%
			No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%		
Cours élém. partiel	508	2.3	36	7.1	13	2.6	11	2.2	47	9.3	107	21.0	79	15.6
Cours élém. terminé	1183	5.3	62	5.2	14	1.2	45	3.8	158	13.4	279	23.6	133	11.2
Cours sec. partiel	5937	26.8	189	3.2	118	2.0	245	4.1	955	16.1	1507	25.3	467	7.9
Cours sec. terminé	9906	44.7	304	3.1	209	2.1	480	4.8	1679	16.9	2672	27.0	529	5.3
Etudes universitaires	2691	12.1	87	3.2	82	3.0	167	6.2	429	15.9	765	28.4	115	4.3
Diplômé d'université	1688	7.6	64	3.8	56	3.3	103	6.1	284	16.8	507	30.1	68	4.0
Instr. non indiquée	255	1.2	11	4.3	3	1.2	10	3.9	24	9.4	48	18.8	53	20.8
Total	22168	100.0	753	3.4	495	2.2	1061	4.8	3576	16.1	5885	27.1	1444	6.5
													14839	66.9

(b) Employés des industries

Cours élém. partiel	508	2.3	24	4.7	9	1.8	11	2.2	44	8.7	88	17.3	95	18.7	325	64.0
Cours élém. terminé	1183	5.3	46	3.9	16	1.4	42	3.6	146	12.3	250	21.1	175	14.8	758	64.1
Cours sec. partiel	5937	26.8	177	3.0	92	1.5	217	3.7	867	14.6	1353	22.8	607	10.2	3977	67.0
Cours sec. terminé	9906	44.7	281	2.8	187	1.9	428	4.3	1598	16.1	2494	25.2	714	7.2	6698	67.6
Etudes universitaires	2691	12.1	70	2.6	80	3.0	134	5.0	393	14.6	677	25.2	186	6.9	1828	67.9
Diplômé d'université	1688	7.6	52	3.1	45	2.7	88	5.2	253	15.0	438	25.9	108	6.4	1142	67.7
Instr. non indiquée	255	1.2	7	2.7	3	1.2	7	2.7	22	8.6	39	15.2	60	23.5	156	61.2
Total	22168	100.0	657	3.0	432	1.9	927	4.2	3323	15.0	5339	24.1	1945	8.8	14884	67.1

TABLEAU 51: MESURE DANS LAQUELLE LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME DEVRAIENT ETRE ENCOURAGÉS AU CANADA PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL, LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET LES ORGANISMES PRIVÉS OU COMMUNAUTAIRES

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire		(a) Gouvernement fédéral				(b) Entreprises industrielles				(c) Organismes privés ou communautaires									
			OUI		NON		Aucune réponse		OUI		NON		Aucune réponse							
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%						
Hommes	15562	70.2	6889	44.3	7826	50.3	847	5.4	6223	40.0	7943	51.0	1396	9.0	6576	42.3	7420	47.7	1566	10.1
Femmes	6389	28.8	2937	46.0	2855	44.7	597	9.3	2591	40.6	2852	44.6	946	14.8	2591	40.6	2736	42.8	1062	16.6
Sexe non indiqué	217	1.0	64	29.5	122	56.2	31	14.3	57	26.3	116	53.5	44	20.3	64	29.5	105	48.4	48	22.1
Total	22168	100.0	9890	44.6	10803	48.7	1475	6.7	8871	40.0	10911	49.2	2386	10.8	9231	41.6	10261	46.3	2676	12.1

TABLEAU 52: MESURE DANS LAQUELLE LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME DEVRAIENT ETRE ENCOURAGES AU CANADA PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL, LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET LES ORGANISMES PRIVES OU COMMUNAUTAIRES

Réponses selon l'âge

Age des répondants	Total des réponses au questionnaire			(a) Gouvernement fédéral						(b) Entreprises industrielles						(c) Organismes privés ou communautaires						
				OUI		NON		Aucune réponse		OUI		NON		Aucune réponse		OUI		NON		Aucune réponse		
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Moins de 25	1725	7.8	1060	61.4	560	32.5	105	6.1	988	57.3	604	35.0	133	7.7	947	54.9	619	35.9	159	9.2		
25 - 34	3900	17.6	1961	50.3	1715	44.0	224	5.7	1817	46.6	1792	45.9	291	7.5	1846	47.3	1696	43.5	358	9.2		
35 - 44	6945	31.3	2979	42.9	3531	50.8	435	6.3	2678	38.6	3543	51.0	724	10.4	2791	40.2	3354	48.3	800	11.5		
45 - 54	6514	29.4	2661	40.9	3424	52.6	429	6.6	2309	35.4	3437	52.8	768	11.8	2484	38.1	3800	48.8	850	13.0		
55 et plus	2938	13.3	1192	40.6	1495	50.5	261	8.9	1046	35.6	1455	49.5	437	14.9	1122	38.2	1341	45.6	475	16.2		
Age non indiqué	146	0.6	37	25.3	88	60.3	21	14.4	33	22.6	80	54.8	33	22.6	41	28.1	71	48.6	34	23.3		
Total	22168	100.0	9890	44.6	10803	48.7	1475	6.7	8871	40.0	10911	49.2	2386	10.8	9231	41.6	10261	46.3	2676	12.1		

TABLEAU 53: MESURE DANS LAQUELLE LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME DEVRAIENT ETRE ENCOURAGES AU CANADA PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL, LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET LES ORGANISMES PRIVES OU COMMUNAUTAIRES

Réponses selon le salaire

Salaires des répondants	Total des réponses au questionnaire	(a) Gouvernement fédéral						(b) Entreprises industrielles						(c) Organismes privés ou communautaires															
		OUI			NON			Aucune réponse			OUI			NON			Aucune réponse			OUI			NON			Aucune réponse			
		No.	%		No.	%		No.	%		No.	%		No.	%		No.	%		No.	%		No.	%		No.	%		
Moins de \$3000	2173	9.8		1072	49.4		876	40.3		225	10.4		959	44.1		878	40.4		336	15.5		916	42.2		864	39.8		393	18.1
\$3000 - \$3999	3530	15.9		1604	45.4		1591	45.1		335	9.5		1406	39.8		1565	44.3		559	15.8		1419	40.2		1487	42.1		624	17.7
\$4000 - \$4999	6555	29.6		2882	44.0		3186	48.6		487	7.4		2669	40.7		3138	48.2		728	11.1		2717	41.4		3007	45.9		831	12.7
\$5000 - \$5999	4909	22.1		2158	44.0		2528	51.5		223	4.5		1931	39.3		2559	52.1		419	8.5		2050	41.8		2403	49.0		456	9.3
\$6000 - \$6999	2332	10.6		1022	43.8		1209	51.8		101	4.3		907	38.9		1264	54.2		161	6.9		1006	43.1		1147	49.2		179	7.7
\$7000 ou plus	2486	11.2		1094	44.0		1313	52.8		79	3.2		948	38.1		1392	56.0		146	5.9		1073	43.2		1259	50.6		154	6.2
Salaires non indiqués	183	0.8		58	31.7		100	54.6		25	13.7		51	27.9		95	51.9		37	20.2		50	27.3		94	51.4		39	21.3
Total	22168	100.0		9890	44.6		10803	48.7		1475	6.7		8871	40.0		10911	49.2		2386	10.8		9231	41.6		10261	46.3		2676	12.1

TABLEAU 57: MESURE DANS LAQUELLE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME
DEVRAIT SE PREOCCUPER DE LA CONSERVATION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE
DES GROUPES MINORITAIRES AUTRE QUE CEUX DES ANGLAIS ET DES FRANCAIS

Réponses par province de résidence

Province de résidence des répondants	Total des réponses au questionnaire		OUI		NON		Aucune réponse	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Terreneuve	402	1.8	113	28.1	279	69.4	10	2.5
I.P.-E.	216	1.0	74	34.3	141	65.3	1	0.5
Nouvelle-Ecosse	944	4.3	287	30.4	623	66.0	34	3.6
Nouveau-Brunswick	1203	5.4	349	29.0	782	65.0	72	6.0
Québec	5299	23.9	2050	38.7	2986	56.4	263	5.0
Ontario	8696	39.2	2475	28.5	5845	67.2	376	4.3
Manitoba	1051	4.7	361	34.3	658	62.6	32	3.0
Saskatchewan	838	3.8	274	32.7	541	64.6	23	2.7
Alberta	1674	7.6	445	26.6	1164	69.5	65	3.9
C.B.	1722	7.8	416	24.2	1247	72.4	59	3.4
Yukon ou T.N.-O.	74	0.3	20	27.0	52	70.3	2	2.7
Rés. non indiquée	49	0.2	11	22.4	32	65.3	6	12.2
Total	22168	100.0	6875	31.0	14350	64.7	943	4.3

TABLEAU 58: MESURE DANS LAQUELLE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME
DEVRAIT SE PREOCCUPER DE LA CONSERVATION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE
DES GROUPES MINORITAIRES AUTRE QUE CEUX DES ANGLAIS ET DES FRANCAIS

Réponses selon le sexe

Sexe des répondants	Total des réponses au questionnaire		OUI		NON		Aucune réponse	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Hommes	15562	70.2	4657	29.9	10403	66.8	502	3.2
Femmes	6389	28.8	2150	33.7	3814	59.7	425	6.7
Sexe non indiqué	217	1.0	68	31.3	133	61.3	16	7.4
Total	22168	100.0	6875	31.0	14350	64.7	943	4.3

TABEAU 59: MESURE DANS LAQUELLE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME
DEVRAIT SE PREOCCUPER DE LA CONSERVATION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE
DES GROUPES MINORITAIRES AUTRE QUE CEUX DES ANGLAIS ET DES FRANCAIS

Réponses selon l'âge

Age des répondants	Total des réponses au questionnaire		OUI		NON		Aucune réponse	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Moins de 25	1725	7.8	666	38.6	988	57.3	71	4.1
25 - 34	3900	17.6	1265	32.4	2500	64.1	135	3.5
35 - 44	6945	31.3	2190	31.5	4496	64.7	259	3.7
45 - 54	6514	29.4	1942	29.8	4281	65.7	291	4.5
55 et plus	2938	13.3	778	26.5	1987	67.6	173	5.9
Age non indiqué	146	0.6	34	23.3	98	67.1	14	9.6
Total	22168	100.0	6875	31.0	14350	64.7	943	4.3

TABEAU 60: MESURE DANS LAQUELLE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME
DEVRAIT SE PREOCCUPER DE LA CONSERVATION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE
DES GROUPES MINORITAIRES AUTRE QUE CEUX DES ANGLAIS ET DES FRANCAIS

Réponses selon le salaire

Salaire des répondants	Total des réponses au questionnaire		OUI		NON		Aucune réponse	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Moins de \$3000	2173	9.8	780	35.9	1225	56.4	168	7.7
\$3000 - \$3999	3530	15.9	1154	32.7	2148	60.8	228	6.5
\$4000 - \$4999	6555	29.6	2087	31.8	4198	64.0	270	4.1
\$5000 - \$5999	4909	22.1	1430	29.1	3329	67.8	150	3.1
\$6000 - \$6999	2332	10.6	678	29.1	1606	68.9	48	2.1
\$7000 ou plus	2486	11.2	697	28.0	1730	69.6	59	2.4
Salaire non indiqué	183	0.8	49	26.8	114	62.3	20	10.9
Total	22168	100.0	6875	31.0	14350	64.7	943	4.3

TABLEAU 61: MESURE DANS LAQUELLE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME
DEVRAIT SE PREOCCUPER DE LA CONSERVATION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE
DES GROUPES MINORITAIRES AUTRE QUE CEUX DES ANGLAIS ET DES FRANCAIS

Réponses selon la facilité de s'exprimer dans une langue

Facilité des répondants de s'exprimer dans une langue	Total des réponses au questionnaire		OUI		NON		Aucune réponse	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Anglais	14870	67.1	3989	26.8	10320	69.4	561	3.8
Français	512	2.3	183	35.7	287	56.1	42	8.2
Autre	15	0.1	8	53.3	5	33.3	2	13.3
Anglais & Français	5233	23.6	2087	39.9	2892	55.3	254	4.9
Anglais & autre	844	3.8	369	43.7	450	53.3	25	3.0
Français & autre	9	-	3	33.3	6	66.7	-	-
Ang., Fr. & autre	279	1.3	120	43.0	145	52.0	14	5.0
Langue non indiquée	406	1.8	116	28.6	245	60.3	45	11.1
Total	22168	100.0	6875	31.0	14350	64.7	943	4.3

TABEAU 62: MESURE DANS LAQUELLE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME
DEVRAIT SE PREOCCUPER DE LA CONSERVATION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE
DES GROUPES MINORITAIRES AUTRE QUE CEUX DES ANGLAIS ET DES FRANCAIS

Réponses selon la langue parlée au foyer

Langue parlée au foyer des répondants	Total des réponses au questionnaire		OUI		NON		Aucune réponse	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Anglais	15078	68.0	4002	26.5	10517	69.8	559	3.7
Français	4102	18.5	1602	39.1	2285	55.7	215	5.2
Autre	163	0.7	73	44.8	84	51.5	6	3.7
Anglais & Français	1698	7.7	704	41.5	892	52.5	102	6.0
Anglais & autre	902	4.1	410	45.5	451	50.0	41	4.5
Français & autre	6	-	1	16.7	5	83.3	-	-
Ang., Fr. & autre	83	0.4	41	49.4	38	45.8	4	4.8
Langue non indiquée	136	0.6	42	30.9	78	57.4	16	11.8
Total	22168	100.0	6875	31.0	14350	64.7	943	4.3

TABLEAU 63: MESURE DANS LAQUELLE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME
DEVRAIT SE PREOCCUPER DE LA CONSERVATION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE
DES GROUPES MINORITAIRES AUTRE QUE CEUX DES ANGLAIS ET DES FRANCAIS

Réponses selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction des répondants	Total des réponses au questionnaire		OUI		NON		Aucune réponse	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Cours élém. partiel	508	2.3	162	31.9	291	57.3	55	10.8
Cours élém. terminé	1183	5.3	345	29.2	751	63.5	87	7.4
Cours sec. partiel	5937	26.8	1778	29.9	3889	65.5	270	4.5
Cours sec. terminé	9906	44.6	3096	31.3	6460	65.2	350	3.5
Etudes universitaires	2691	12.1	854	31.7	1749	65.0	88	3.3
Diplômé d'université	1688	7.6	562	33.3	1075	63.7	51	3.0
Instr. non indiquée	255	1.2	78	30.6	135	52.9	42	16.5
Total	22168	100.0	6875	31.0	14350	64.7	943	4.3

3 1761 1146855 3

